

LABORATOIRE
ITALIEN

**Paroles d'exil
Culture
d'opposition
et théorie
politique
au XVI^e siècle**

14-2014
ENS ÉDITIONS



Sommaire

Paroles d'exil. Culture d'opposition et théorie politique au XVI^e siècle

Sous la direction de Paola Cosentino, Lucie De Los Santos et Enrico Mattioda

- 5 **Introduction**
Paola Cosentino, Lucie De Los Santos et Enrico Mattioda
- 13 **The return of the Sieneese exiles, 1530-1531**
Christine Shaw
- 31 **Una voce dall'esilio. Trame politiche, paure e speranze nelle nuove lettere di Lorenzino de' Medici**
Stefano Dall'Aglio
- 53 **Un républicain exilé à Venise : Donato Giannotti dans les lettres de « l'amico di Venezia » (1537-1539)**
Hélène Soldini
- 77 **Transfughi e fuoriusciti nei *De iure belli libri tres* di Alberico Gentili (1598)**
Christian Zendri
- 93 **Muratori et Castelvetro. État des études et lignes de recherche**
Manuela Bragagnolo
- 115 **La figure de l'exilé et la représentation de l'humaniste : réflexions sur Hans Baron et Leonardo Bruni**
Laurent Baggioni

Textes et documents

- 133 **Alcune lettere inedite della legazione di Baldassarre Carducci alla corte di Francesco I (1529-1530)**
Alessandro Monti

Lectures

- 155 **Angela De Benedictis, *Tumulti. Moltitudini ribelli in età moderna***
(Jean-Claude Zancarini)

- 158 Achille Olivieri e Massimo Galtarossa (a cura di), *Retorica e taumaturgia della mano nel lungo Rinascimento e l'influenza della "Universitas patavina"*
(Manuela Bragagnolo)
- 161 Giuseppe Antonio Guazzelli, Raimondo Michetti e Francesco Scorza Barcellona (a cura di), *Cesare Baronio tra santità e scrittura storica*
(Manuela Bragagnolo)
- 165 Michel Paoli (a cura di), con Élise Leclerc e Sophie Dutheillet de Lamothe, *Les «Livres de la famille» d'Alberti. Sources, sens et influence*
(Enrico Mattioda)
- 167 Gabriele Pedullà, *Machiavelli in tumulto. Conquista, cittadinanza e conflitto nei Discorsi sopra la prima deca di Tito Livio*
(Jean-Louis Fournel)
- 171 Simone Testa, *Scipione di Castro e il suo trattato politico. Testo critico e traduzione inglese inedita del Seicento*
(Germano Pallini)
- 173 Gigliola Di Renzo Villata éd., *Carteggio di Pietro e Alessandro Verri, VII*
(Pierre Musitelli)
- 177 Fabio Di Giannatale, *Escludere per governare. L'esilio politico fra Medioevo e Risorgimento*; Maurizio Isabella, *Risorgimento in esilio. L'internazionale liberale e l'età delle rivoluzioni*; Agostino Bistarelli, *Gli esuli del Risorgimento*
(Laura Fournier Finocchiaro)
- 185 Maurizio Martirano, *Filosofia, Rivoluzione, Storia. Saggio su Giuseppe Ferrari*
(Pierre Girard)
- 188 Olivier Forlin, *Le fascisme. Historiographie et enjeux mémoriels*
(Xavier Tabet)
- 192 Frédéric Attal, *Histoire des intellectuels italiens au XX^e siècle. Prophètes, philosophes et experts*
(Jean-Yves Frétygné)
- 196 Brigitte Urbani, *Jongleurs des temps modernes. Dario Fo et Franca Rame*
(Giulia Filacanapa)

199 **Résumés**

209 **Les auteurs de ce numéro**

Introduction

Paola Cosentino

Università dell'Aquila

Lucie De Los Santos

Université Charles-de-Gaulle Lille 3

Enrico Mattioda

Università di Torino

Ce numéro constitue la deuxième étape d'un parcours commencé il y a une dizaine d'années dans *Laboratoire italien*. Le dossier que notre revue consacra en 2002 à la *République en exil* rassemblait en effet plusieurs études sur les exilés florentins entre le XV^e et le XVI^e siècle. Un de nos objectifs était d'élargir le champ de la recherche à une perspective européenne grâce à l'étude des formes de diffusion des idées qui étaient nées de l'expérience républicaine à Florence. Il s'agissait alors pour notre revue de contribuer à la relance du débat sur la question des exilés et des bannis, dans un contexte historique de construction partiellement chaotique de structures proto-étatiques, au gré des crises et des réformes institutionnelles, conditionnées notamment par le développement de la conflictualité entre États et par la guerre qui ravagea, plusieurs décennies durant, la péninsule italienne. À l'origine du questionnement proposé, il y avait l'idée de pointer la complexité, la variété et les lignes de fracture – plus que les continuités – dans les pratiques des États à l'égard d'exilés qui semblaient alors susciter une véritable «république des exilés». Le tableau esquissé grâce aux quelques cas abordés offrait un panorama dans lequel le motif de l'exil permettait la définition d'une culture polyédrique, liée aux convictions républicaines des exilés florentins mais aussi à la foi religieuse que l'on pouvait revendiquer plus ouvertement outre-monts, loin de la Péninsule. De

nombreux regroupements de cette « opposition », partout en Europe, donnèrent lieu à l'élaboration de réflexions qui eurent un rôle singulier dans le développement de la pensée politique moderne.

Durant ces dix dernières années, les études sur le *fuoruscitismo*, notamment sur le cas florentin, sont allées de l'avant. Une proposition de mise au point sur la question a été avancée notamment dans le volume de Paolo Simoncelli, qui concluait un long travail de recherches¹. D'autres contributions furent aussi apportées par une série de colloques et d'articles qui imposèrent l'exil comme une dimension essentielle pour la compréhension des développements de l'histoire de la pensée politique, religieuse et scientifique de la modernité, notamment parce que lui était consubstantielle la liaison entre, d'un côté, l'étude des problèmes de lecture, de diffusion et de « fortune » des textes et, de l'autre, celle de l'élaboration, des usages et de l'effectivité des réflexions développées².

La rencontre qui s'est tenue à Lille les 23 et 24 mai 2008, consacrée aux « Exilés italiens à la Renaissance. Culture d'opposition et théorie politique », conçue et pilotée par Lucie De Los Santos, s'inscrivait dans cette logique. C'est pourquoi nous avons choisi de publier dans le présent numéro quelques-unes des contributions les plus significatives encore inédites.

Le thème de la rencontre mettait surtout l'accent sur la circulation des hommes et des idées dans leur dimension continentale et laissait également une place aux aspects relatifs à la perception de ces expériences dans une histoire de moyenne et de longue durée. Les interventions de Vanni Bramanti et Salvatore Lo Re représentaient par exemple l'articulation entre la pensée de Benedetto Varchi et la tradition républicaine au travers des lettres qui lui étaient adressées par Giovambattista Busini, jusqu'à proposer une étude nouvelle du parcours politique de Michel Ange. Ce dernier, après avoir entamé une sculpture du Brutus toscan pour le cardinal Ridolfi, abandonna ce projet après la défaite de

1 P. SIMONCELLI, *Fuoriuscitismo repubblicano fiorentino (1530-1554)*, Milan, Franco Angeli, 2006.

2 Voir entre autres *Chemins de l'exil, havres de paix. Migrations d'hommes et d'idées au XVI^e siècle*, J. Balsamo et C. Lastraioli éd., Paris, Champion, 2010, ainsi que le numéro 16-17 de la revue *Arzanà. Cahiers de littérature médiévale italienne* consacré à la question : (*Écritures de l'exil dans l'Italie médiévale*, A. Fontes Baratto et M. Gagliano, 2013).

Montemurlo et fit le choix de rester loin de Florence, malgré les efforts de Côme I^{er} et de son entourage pour célébrer l'artiste de son vivant³. L'interprétation de Bartolomeo Cavalcanti fut aussi renouvelée ces dernières années : à la suite de la nouvelle édition de ses *Trattati*, publiée par Enrica Fabbri⁴, Juan Carlos D'Amico⁵ a ainsi reparcouru la biographie politique de Cavalcanti, en montrant la constance de son engagement en faveur d'un gouvernement républicain et en étudiant son ultime tentative à Sienne, entre 1553 et 1555, pour imposer l'idée d'un Grand Conseil et d'une armée de citoyens, double héritage primordial de l'expérience républicaine contemporaine à Florence. Ce n'est qu'à la chute de Sienne, longtemps après la défaite de Marciano, après que tous les espoirs républicains se furent évanouis, que Baccio Cavalcanti abandonna la vie politique et se consacra aux humanités selon une habitude qui relevait également d'une pratique récurrente à l'époque : lorsque la politique active devenait impossible, d'aucuns se réfugiaient dans le commentaire des écrits d'Aristote, à la recherche d'une patrie mythique loin des maux de l'histoire qui leur était contemporaine. Lors de la rencontre de Lille, Paolo Carta a abordé la question des exilés pour raisons religieuses et leur importance pour la pensée politique européenne dans sa contribution sur les rapports entre Francesco Pucci et Jacopo Corbinelli, dans la perspective d'une édition de *L'Apologia di Lorenzino de' Medici* (le Lorenzaccio de Musset)⁶. Et c'est d'ailleurs autour de la figure de Lorenzino que de nouvelles analyses ont justement vu le jour : on se reportera, dans le présent numéro, à l'article de Stefano Dall'Aglio, qui a mis au jour une partie de la correspondance de Lorenzino et permis ainsi de modifier la tradition interprétative sur le mandant de son meurtre – non plus Côme I^{er} mais l'empereur Charles Quint⁷.

- 3 Voir V. BRAMANTI, «Aspetti della scrittura “fuoruscita” : le lettere al Varchi di Giovambattista Busini», *Critica letteraria*, 1, 2011, p. 66-93 ; S. LO RE, «Varchi e Michelangelo», *Annali della Scuola normale superiore di Pisa*, série 5, 4/2, 2012, p. 485-516.
- 4 Voir B. CAVALCANTI, *Trattati o vero discorsi sopra gli ottimi reggimenti delle repubbliche antiche e moderne*, E. Fabbri éd., Milan, Franco Angeli, 2007.
- 5 Voir «Bartolomeo Cavalcanti à Sienne : un exilé florentin et la dernière réforme de la République» (à paraître dans *Transalpina*, 17, 2014).
- 6 Une version revue et augmentée de cette étude a été publiée : voir P. CARTA, «Il “nostro allievo” Francesco Pucci. Nuove ricerche e testimonianze», *Bruniana e Campanelliana*, XVIII, 1, 2012, p. 233-242.
- 7 Voir surtout S. DALL'AGLIO, *L'assassino del Duca. Esilio e morte di Lorenzino de' Medici*, Florence, Olschki, 2011.

Le cas Lorenzino peut également être considéré comme le marqueur des études présentées dans ce dossier, dans la mesure où il montre que travailler sur l'exil implique d'inscrire toute recherche dans une perspective internationale, y compris quand le bannissement ou l'exil ont lieu à l'intérieur des limites de la péninsule italienne. C'est ce que souligne par exemple Hélène Soldini⁸ dans son article en pointant l'importance de la défaite de Montemurlo, qui manifeste non pas une interruption de la lutte politique mais plutôt une transformation des pratiques et des horizons des exilés. Or, si l'exil républicain a été longtemps étudié suivant une logique « internaliste », centrée sur les vicissitudes de l'histoire de la cité, l'historiographie la plus récente tend au contraire à souligner les relations étroites entre l'État contrôlé par Côme et les autres puissances italiennes ou européennes. Du coup, les sources diplomatiques mais aussi les correspondances des espions deviennent fondamentales pour reconstruire les actions et intentions des exilés : c'est bien ce que montrent tant l'article de Christine Shaw à propos des exilés siennois que l'étude, par Hélène Soldini, du parcours de Donato Giannotti au travers de la correspondance de l'espion médicéen Bernardino Duretto. Les avis et comptes rendus extérieurs aux groupes d'exilés illustrent l'évolution de la condition même des *fuorusciti*, qui ne coïncide pas exactement avec celle du banni comme figure courante de l'histoire de l'Italie des *comuni*. Le *fuoruscito* ne peut compter revenir chez lui à la faveur d'un rétablissement de la République qu'en cas de bouleversement de l'ordre et de l'équilibre international établi. Ce changement de la condition de l'exilé se reflète également dans la pensée juridique : Christian

8 Récemment, Hélène Soldini est revenue sur Donato Giannotti et sur sa *Repubblica de' Viniziani* publiée à Rome, chez Blado (le premier éditeur de Machiavel), en juillet 1540. Analysant le rôle que l'auteur attribue à la description de Venise, H. Soldini reconstruit l'histoire du dialogue qui, progressivement, se transforme en un opuscule de vulgarisation sur les institutions vénitienes, « modèle à imiter » et « exemple à méditer » pour les Florentins (voir H. SOLDINI, « *Della Repubblica de' Viniziani* » de Donato Giannotti, un projet éditorial avorté », dans Varchi e altro Rinascimento. *Studi offerti a Vanni Bramanti*, S. LO RE et F. TOMASI éd., Manziana, Vecchiarelli, 2013, p. 579-594 – la citation se trouve p. 89-90). On se référera aussi, dans le même volume, aux articles de D. BRANCATO, « Una "costituzione" dei fuorusciti : la silloge di Benedetto Varchi per Piero Strozzi e Lorenzino de' Medici » (p. 23-46) et de S. DALL'AGLIO, « "Qui capitano tutte l'importantie delle cose". Spie, informatori e ambasciatori medicei a Venezia nei primi anni del principato cosimiano » (p. 313-326). Voir aussi G. REBECCHINI, « Un altro Lorenzo » : *Ippolito de' Medici tra Firenze e Roma (1511-1535)*, Venise, Marsilio, 2010.

Zendri, dans sa contribution, montre comment, à partir de l'identification d'origine bartolienne de *transfuga* et de *rebellis*, on en vient à des distinctions très sophistiquées et à une typologie beaucoup plus subtile chez Alberico Gentili, lui-même exilé pour des raisons religieuses mais suffisamment attentif aux débats politiques pour être l'un des premiers à proposer une lecture oblique des textes machiavéliens.

Et ce n'est pas tout : l'idéologie républicaine, qui prend souvent la forme du récit historique (pensons au cas de Jacopo Nardi), prend en compte la nouvelle patrie comme possible point de comparaison, voire comme référence puisque la pensée de l'exilé est soumise à des usages et des lectures différentes de celles qui sont ou auraient pu être dominantes dans sa ville natale et qu'elle se prête ainsi, à l'occasion, à des interprétations inédites. De fait, s'il est nécessaire d'analyser la réaction que suscitent dans leur patrie les écrits politiques des *fuorusciti*, il s'avère tout aussi important d'évaluer la réception de ces mêmes écrits dans leur patrie d'adoption. En outre, se croisent et se nouent, du coup, des questions politiques, religieuses et littéraires. Dans ce cadre, la condition même de l'exilé passe par la projection dans l'avenir de la réalisation d'un idéal : et ce n'est pas un hasard si cette même condition est évoquée, au XVIII^e siècle, par Vittorio Alfieri à travers l'image mythique du *fuoruscitismo* qui célèbre le tyrannicide de Lorenzino et déploie la légende noire des Médicis, de la *Congiura de' Pazzi* à *Don Garzia*.

C'est à ce niveau que se situe l'autre proposition du présent dossier, qui appelle d'ailleurs d'autres contributions à venir : la reprise de l'expérience des exilés en des moments historiques distincts et éloignés. Manuela Bragagnolo entreprend ainsi de démontrer l'importance culturelle de la *Vita di Lodovico Castelvetro* écrite par Muratori et les effets de la polémique que suscita à ce propos Fontanini. Au XIX^e siècle, l'expérience des exilés est relue avec une grille qui privilégie les questions de l'indépendance nationale et de la République : dans leur tentative de créer une tradition politique et une identité propres à la Péninsule, les générations qui œuvrent au Risorgimento transforment les *fuorusciti* en héros et martyrs de la nation à venir. Sur cette fortune spécifique de la question, les études n'ont pas manqué non plus ces dernières années⁹. Maints exilés florentins du XVI^e siècle

9 Voir P. COSENTINO, « Il "Filippo Strozzi" di Giovan Battista Niccolini : analisi della nascita di un mito », *Levia Gravia*, 11, 2009, p. 77-95. Sur la transformation de deux

s'étant mués en auteurs d'Istorie firent de quelques obscurs épisodes de l'affaiblissement d'une cité-État des événements mémorables, et c'est justement de cette mémoire que s'empara le Risorgimento en en faisant le socle d'un mythe historico-idéologique à succès, comme le montrent les nombreuses rééditions des *Storie* de Nardi, Varchi, Segni et Nerli au début du XIX^e siècle, ainsi que l'apparition de maints romans consacrés à la perte de la « liberté florentine » que les « historiens » avaient déjà mises en récit (pensons par exemple à Guerrazzi et à son *Assedio di Firenze*).

Au-delà de cette reprise, les vicissitudes de la République de Florence seront encore à l'origine des réflexions de Hans Baron sur l'« humanisme civique ». Dans la réflexion de Baron sur Leonardo Bruni (mais aussi, dans un second temps, sur Machiavel), la réflexion sur l'ancrage territorial des lettrés humanistes a son importance (sans doute marquée par la sociologie wébérienne du début du XX^e siècle et par sa notion d'intellectuel cosmopolite). Comme le montre dans ce numéro Laurent Baggioni, les textes de Bruni (d'un côté, l'*Oratio in funere Iohannis Strozzae*, qui célèbre l'amour de Nanni Strozzi pour Florence, bien que ce dernier ait été contraint de s'éloigner de la cité pour des raisons politiques et de se mettre au service des Este; de l'autre, la *Vita di Dante*, dans laquelle Bruni défend la thèse de l'injustice du Comune à l'égard du plus illustre de ses citoyens) s'avèrent utiles pour forger quelques-unes des notions cruciales liées à la figure de l'exilé, tels l'attachement à la ville natale ou encore le choix d'une nouvelle patrie.

Dans cette affaire, s'il a été important de relever l'importance singulière des relations entre Italie(s) et France ou de pointer la fécondité des fractures religieuses, il est tout aussi crucial de retrouver une dimension non strictement « italienne », y compris dans des études de cas qui peuvent sembler ancrées dans des épisodes plus liés à la Péninsule. La figure de l'exil, dès lors qu'on l'étudie dans une plus ample perspective et dans une assez longue durée, devient donc essentielle pour nuancer des focalisations et des logiques trop nationales qui se

figures féminines, personnages secondaires de l'histoire florentine, devenues des « héroïnes » durant le Risorgimento, voir aussi ID., « Storie di donne. Luisa Strozzi e Marietta de' Ricci, dalla storiografia fiorentina del '500 alla drammaturgia romantica », dans *Varchi e altro Rinascimento*, ouvr. cité, p. 295-312.

déploient sans prendre en compte les formes encore incertaines de tels ancrages ou la complexité entraînée par la diffusion continentale et les usages variés des réflexions politiques plus « locales ». Les expériences des exilés peuvent du coup offrir une sorte de laboratoire dans lequel s'élaborent des notions et des pratiques qui participent de la nécessaire dimension européenne de l'histoire de la pensée politique.



The return of the Sienese exiles, 1530-1531

Christine Shaw

University of Oxford

The year from May 1530 to April 1531 marked the beginning of the end of Sienese independence. It was during that period that an agent of the Emperor Charles V – an agent of uncertain status, not quite a governor, not quite an ambassador – became established in Siena, together with a garrison of several hundred Spanish troops. This came about in large part because Sienese political exiles appealed to the emperor, when he was in Bologna and Mantua in 1530, to arrange for their return¹, and he gave orders to the commander of his army in Tuscany engaged in besieging Florence, to see that they did. The Spanish garrison was supposed to be a guarantee of the exiles' safety, and of civic peace and goodwill between the factions in Siena. Although the exiles had not been known as Imperial partisans, their return was accompanied by a change in the regime, negotiated by the *agenti imperiali*. Was the return of the exiles just an excuse for imperial intervention in Siena, with the ultimate aim of establishing direct rule by Charles V there?

Most of the exiles who looked to the emperor to restore them to Siena were members of the Monte dei Nove, one of the political factions, the *monti*, which shared political offices among themselves in varying proportions – provided they had not been excluded from the regime altogether by their rivals, as the Nove had been at that time.

1 Simancas, Archivo General (henceforth AGS), Estado 1455, 111: "li Gentilhomini scacciati di Siena" to Charles V, 6 October 1530, Colle.

Pandolfo Petrucci, who had in the early sixteenth century made himself quasi-*signore* of Siena (he never had any official sanction or title of *signoria*) had been a member of the Nove. None of the Petrucci who succeeded to his position of dominance after his death in 1512 had his political skills; the last of them, his younger son Fabio, was expelled in 1524. Control of the government was then disputed between the Monte dei Nove, collectively perhaps the most wealthy of the *monti*², and the Monte del Popolo, the most numerous. There had been a legacy of bad feeling between these *monti* since the 1480s, when the Nove had been expelled from the government, and many into exile, during the period of dominance of the Monte del Popolo from 1483 to 1487. In the 1520s the Nove had the support of the Medici pope, Clement VII, and of the French, when Clement was allied with them. But the leader of the Nove, Alessandro Bichi, had been assassinated by some Popolari³ in 1525, and many Nove went into exile. When the Medici were driven from Florence in 1527 the Nove were expelled from the government, and many more became exiles. Before they had turned to Charles V for help, they had appealed to Clement and to the French for support in enforcing their return⁴.

This enabled the members of the Monte del Popolo who dominated Siena to claim that they were the true Imperiali, and that the exiles were partisans of the king of France. But the claims of the Popolari were dismissed or disregarded by many of the *agenti imperiali*, not least because they were suspected of having sympathized with, if not having given covert support to, the republicans in Florence who had defied the besieging Imperial forces. On the other hand, the exiles, despite their association with the enemies of the emperor, enjoyed the support and sympathy of some influential *agenti imperiali* – not

2 The effect of the confiscations of property suffered by Noveschi on their wealth relative to that of the other *monti* is not known.

3 “Popolari” throughout this essay will refer to members of the Monte del Popolo, not to “popolari” as a social or political category.

4 For the most recent accounts and discussions of Sienese politics in the 1520s, see R. TERZIANI, *Il governo di Siena dal Medioevo all'Età moderna. La continuità repubblicana al tempo dei Petrucci (1487-1525)*, Siena, Betti Editrice, 2002; M. MALLETT, “Siena e le Guerre d'Italia”, in M. Ascheri and F. Nevola (eds), *L'ultimo secolo della Repubblica di Siena. Politica e istituzioni, economia e società*, Siena, Accademia Senese degli Intronati, 2007, p. 95-106; Juan Carlos D'Amico, “Nemici e libertà a Siena. Carlo V e gli Spagnoli”, in *ibid.*, p. 107-139.

least because they had successfully represented themselves as being the *nobili*, the *principali* of Siena, despite the fact that the Monte dei Gentiluomini, who had the best claim to being regarded as the nobles of Siena, were part of the regime. The Nove represented their Popolari opponents as ambitious, envious commoners, in league with turbulent plebeians, anxious to keep the Nove in exile and the exiles at bay in order to keep hold of property that had been confiscated from them. This point of view had already been imparted to the Imperial ambassador in Rome, the Duke of Sessa, in the mid 1520s – “*de baxo d’este nombre de libertad que han tomado, usan de una licencia tiranica, con que la plebe quiere deshazer toda la nobleza*”⁵.

Lope de Soria, the man sent to Siena from the Imperial camp in Tuscany on the orders of Charles V to negotiate the return of the exiles in 1530, was also convinced by these arguments⁶. The Nove were “*toda la nobleza*”, he reported to the emperor⁷; all the nobility of Siena were in exile – “*toda la nobleza estan desterrados, y gobierna el populo*”⁸. Apart from one or two individuals who did want to be “*tiranos*” and would want to take revenge on their enemies, the exiles’ only fault was that they were members of Monte dei Nove, who had always been noble and held prominent positions in the city: “*han sido siempre casas nobles y tenido preminencias en la ciudad*”⁹. It seemed wrong, he argued, that so many worthy citizens should be kept out of their homes and their property, simply because they had wanted to avoid being killed and because they had tried to come home. If they had used force in their efforts to return, this was understandable because it had been the only means open to them¹⁰. They would make terms with the Turk if that would secure their return, he stated – not condemning them for this¹¹.

5 ASG, Estado 1454, 43: “*Pareçer del duque de Sessa çerca del gobierno de Sena*”.

6 For the career of Lope de Soria in Imperial service, see H. P. LLORENTE, “Un embajador de Carlos V en Italia: don Lope de Soria (1528-1532)”, in *Carlos V y la quiebra del humanismo político en Europa (1530-1558)*, 4 vol., Madrid, 2001, IV, p. 119-155.

7 ASG, Estado 1455, 212: transcription Lope de Soria to Charles V, 12 June (1530).

8 *Ibid.*, 203-204: transcription coded passages from Lope de Soria to Charles V, 25 September 1530, Siena.

9 *Ibid.*, 226-288: Lope de Soria to Charles V, 19 July 1530.

10 *Ibid.*, 223: transcription coded passages from Lope de Soria to Charles V, 6 August (1530).

11 *Ibid.*, 205-206: transcription coded passages from Lope de Soria to Charles V, 6 October 1530, Siena.

Soria was much less inclined to make any excuses for the regime in Siena, which he did not like at all. The Sienese were the craziest people in the world (“*la gente d’esta ciudad es la mas vana y loca del mundo*”), he wrote to the emperor; they paid no respect to anything except their own desires. It was pitiful to see how badly the city was governed; all was injustice and confusion¹². One confusing element was that several of the small group of men who dominated the government were close relatives of Cardinal Giovanni Piccolomini and his brother Alfonso Piccolomini, the Duke of Amalfi, who Soria identified as having great influence over the regime. How did these genuine nobles come to be associated with the Popolari?

Their links dated back to the pontificate of Pius II, Enea Piccolomini, when his closest relatives had been made members of the Monte del Popolo as a compliment to the pope, for at that period, in the mid fifteenth century, as Gentiluomini they had been excluded from most political offices. Hopes that the pope would be satisfied by the admission of his own relatives to the regime and would not press for the inclusion of the rest of the Gentiluomini had been disappointed, but although the others were excluded again soon after the pope’s death, the Piccolomini were not. Even after the Gentiluomini were permanently admitted to be full members of the reggimento in the 1480s, these branches of the Piccolomini had remained members of the Monte del Popolo. Pius’s nephew Andrea Todeschini Piccolomini and his brothers Cardinal Francesco (later pope Pius III) and Jacopo had been greatly respected figures in Sienese politics, generally using their influence for moderation, not personal aggrandizement¹³. Cardinal Giovanni was the son of Andrea¹⁴, while Alfonso was the grandson of another of Pius’s nephews, Antonio Todeschini Piccolomini, who had married a natural daughter of King Ferrante of Naples and been created Duke of Amalfi.

Lope de Soria had been ordered to take the advice of Cardinal Piccolomini and the Duke of Amalfi on his arrival in Siena in May 1530, about how to broach the question of the exiles. They advised that he should only speak of the matter privately to a few individuals.

12 *Ibid.*, 213-215: Lope de Soria to Charles V, 28 May 1530, Siena.

13 See C. SHAW, *Popular Government and Oligarchy in Renaissance Italy*, Leiden, Brill, 2006, p. 39-56.

14 R. CANTAGALLI, “Mario Bandini, un uomo della oligarchia senese negli ultimi tempi della Repubblica”, *Bullettino senese di storia patria*, 71, 1964, p. 57.

All those he spoke to were determined that no exiles should return, and that none of their property should be restored¹⁵. Soria quickly became suspicious of the cardinal and the duke, who he believed liked the Popolare regime in Siena because they had such influence with it. Some of the cardinal's relations were living off the property of the exiles, while the Duke of Amalfi was captain-general of the republic. If their advice was followed, the exiles would never be brought back, was his conclusion¹⁶. Although the cardinal pretended to have no part in the government, nothing was done without consulting him¹⁷.

What the two Piccolomini really wanted, was that Charles V should order them to take the government into their own hands. The remedy for Siena's ills, according to the duke, was for the emperor to commit the government of the city to Cardinal Giovanni, and to order the duke to take control of all the arms and military forces there; then the government could be reformed, and the exiles brought back. Soria did not think that this would be a good scheme: the exiles did not trust either of them, he said¹⁸. In fact, the exiles' distrust of the Duke of Amalfi was one of the most persistent problems to complicate the negotiations for their return. By contrast, the scheme of giving the cardinal charge of the government of Siena never seems to have been considered a serious option. Reports from Soria that Cardinal Piccolomini's Popolari relatives were not only among those who held the lion's share of the exiles' property, but were also among those who intimidated, with threats of violence, citizens who might otherwise have spoken in favour of bringing the exiles back, would not have made the cardinal appear to Charles V and his advisers as the man best suited to bring about a peaceful solution to the political problems of Siena¹⁹.

Time and again, Soria identified the property of the exiles as being a key issue²⁰. Although this frequently was a crucial problem in the restoration of exiles to Italian cities, he seems to have been basing his

15 ASG, Estado 1455, 213-215: Lope de Soria to Charles V, 28 May 1530, Siena.

16 *Ibid.*, 212: transcription Lope de Soria to Charles V, 12 June (1530).

17 *Ibid.*, 226-228: Lope de Soria to Charles V, 19 July 1530.

18 *Ibid.*, 203-204: transcription coded passages from Lope de Soria to Charles V, 25 September 1530, Siena.

19 *Ibid.*, 226-228: Lope de Soria to Charles V, 19 July 1530; 203-204: transcription coded passages from Lope de Soria to Charles V, 25 September 1530, Siena.

20 He discussed the problem in his first despatch from Siena: *Ibid.*, 213-215: Lope de Soria to Charles V, 28 May 1530, Siena.

judgement on his own observation of the particular situation in Siena in 1530. Any Sienese who spoke of restoring their property to them was threatened, according to Soria. Exhortations were pointless, he said; those in power who had it in their possession would not relinquish it of their own volition²¹. They declared that they had gained the property through force of arms, and would not give it up for words alone – “*dizen que lo han ganado con las armas y que no entienden dexarlas por palabras*”²².

Soria was as consistent in his representations of the exiles and of the need for their return, as he was in his criticism of the regime. Securing their return would be as charitable an act as if Charles had converted many infidels, he assured the emperor²³. It would be to the service of God, as well as to the service of the emperor, and be to the good of the city. Most of the exiles were peaceful men; it was pitiful to see them reduced to beggary, far from home²⁴. Their opponents, on the other hand, described them as rebels, enemies of the republic, violent men who had tyrannised over Siena in the past and who would do so again if they were allowed to return²⁵. When pressed, however, the government did admit that in fact only about ten of the four hundred or so exiles were officially rebels²⁶. Soria and other *agenti imperiali*, such as the Neapolitan lawyer Giovanni Antonio Muscettola who was sent to Siena to take part in the negotiations, were prepared to concede that a few exiles, notably Francesco Petrucci, did aspire to dominate Siena, to be *tyranni*. These, they suggested, could be kept in exile, but they should have their property restored to them and they should be allowed to draw the income from it to support themselves and their families²⁷.

21 *Ibid.*, 203-204: transcription coded passages from Lope de Soria to Charles V, 25 September 1530, Siena.

22 *Ibid.*, 205-206: transcription coded passages from Lope de Soria to Charles V, 6 October 1530, Siena.

23 *Ibid.*, 203-204: transcription coded passages from Lope de Soria to Charles V, 25 September 1530, Siena.

24 *Ibid.*, 213-215: Lope de Soria to Charles V, 28 May 1530, Siena.

25 *Ibid.*

26 ASG, Estado 849, 59: Giovanni Antonio Muscettola to Charles V, 5 October 1530, Siena.

27 ASG, Estado 1455, 205-206: transcription coded passages from Lope de Soria to Charles V, 6 October 1530, Siena; 223: transcription coded passages from Lope de Soria to Charles V, 6 August (1530); 229-230: Lope de Soria to Charles V, 19 October 1530, Pienza.

If the exiles were to return, it was clear that the restoration of their property would not be the only troublesome issue. There was also the question of the restoration of the Monte dei Nove to a share in the government, from which all the Nove – those who had stayed in the city as well as those in exile – had been excluded. While Soria recognized this as one of the obstacles to their return, he put rather less emphasis on this point than on the question of the exiles' property. He did not propose any definite solution, either that the Monte dei Nove should be given a share in the *reggimento*, or that all the *monti* should be merged into one and the Nove be given a share in that. He was even ready to listen to the suggestion that many exiles would be content to return and recover their property, without the Nove being restored to government²⁸. Anyone with more experience of Sienese politics could have told him that that was not a likely prospect.

Soria and the other *agenti imperiali* were really more concerned with the need for a substantial reform of the government of Siena, not just the share in it that the Nove should have. Although they were not recommending that Charles should simply take over the government of Siena – it was just that the republic should be respected, argued Soria, so that Siena's status as an Imperial city should not be prejudicial to it²⁹ – one option they favoured was that the emperor should appoint a governor. If he did not reform the government, he was warned, Siena could not be of service to him, nor could it maintain its *libertà*: any neighbouring power would be able to take it easily³⁰. Florence, or the Florentine pope Clement VII, were the powers that were suspected of having designs on Siena. There was some concern among the *agenti imperiali* that if Charles did not act to settle the situation, either the regime or the exiles might turn to Florence or the pope for support, and be willing to compromise Sienese independence in order to obtain it³¹. A Sienese would sell his soul to the devil (let alone the pope) in order to

28 *Ibid.*, 205-206: transcription coded passages from Lope de Soria to Charles V, 6 October 1530, Siena.

29 “[E]s justo se tenga respecto a esta republica para que en efecto no reçiban danos ni disfavores por el nombre que tiene de ser Imperial”: *ibid.*

30 ASG, Estado 1455, 216-217: Lope de Soria to Charles V, 1 July 1530, Siena.

31 *Ibid.*, 226-228: Lope de Soria to Charles V, 19 July 1530; 203-204: transcription coded passages from Lope de Soria to Charles V, 25 September 1530, Siena.

have revenge on the rival faction, said Soria³². But if the emperor was to intervene effectively to bring about a lasting settlement that would ensure Siena could be of some service to him in the future, he must act while the Imperial army was still in Tuscany. Force or the threat of force would be needed to bring about an agreement³³.

What did the emperor himself want? This period, the early 1530s, was one in which Charles V and the *agenti imperiali* can be seen to be testing the limits of his power in Italy, finding out how much influence, even control, he could have over cities, over states such as Florence, Genoa, Lucca and Siena, that could be classed as Imperial cities, but which were not under his direct rule. Charles would have learned much from his stay in Italy in 1529-1530, but he would still be reliant on information from the *agenti imperiali* in forming his judgements. In their correspondence with the emperor and his closest advisers, the *agenti imperiali* in Italy habitually made suggestions about what policy, what aims, Charles should pursue, what orders he should issue. These suggestions were by no means accepted automatically, and his wishes and orders concerning Siena were not determined by the advice he received from his agents there. From their comments and self-justifications, it is clear that he wanted the exiles to be returned to Siena, and he wanted a peaceful government there, but he did not want force to be used to achieve this. Nor was he as hostile to the regime in Siena as was Soria or Ferrante Gonzaga, the commander of the Imperial army that had moved to Sienese territory after the conclusion of the siege of Florence.

While both Soria and Gonzaga were becoming increasingly exasperated by the resistance of the regime to the return of the exiles, and saw the presence of the army in Sienese territory as essential to ensuring that the exiles would eventually return, they did not want too swift a resolution to the problem. An excuse was needed to keep the army in Sienese territory, because Gonzaga did not know where else he could take the troops for the winter. Evidently, Charles had not wanted the army to be taken there in the first place: Soria explained to the emperor that the army had to be lodged in Sienese territory,

32 *Ibid.*, 226-228: Lope de Soria to Charles V, 19 July 1530.

33 *Ibid.*, 220-222: Lope de Soria to Charles V, 24 August 1530, Siena; 205-206: transcription coded passages from Lope de Soria to Charles V, 6 October 1530, Siena.

despite his orders. Gonzaga had promised the pope and the Florentines that he would move his men out of Florentine territory, and he had promised the troops that they would be moved to billets where there were people. Sienese territory was, they claimed, the only option. Soria explained that, to excuse the presence of the troops, he and Gonzaga had thought it should appear that the army had come to ensure an agreement was reached between the Sienese regime and the exiles³⁴. Without this need to billet his troops in Sienese territory, it may be doubted whether Gonzaga would have been so persistent in his own support of the exiles. But their presence there created other complications. The damage they caused in requisitioning food and lodging aroused great resentment, and stiffened resistance to the demands of the *agenti imperiali*. So extensive was that damage, however, that eventually the leading figures in the regime came to feel that there was little more that could be done, and they were confident that sooner rather than later the army would have to move to exploit fresh ground³⁵. Ideally they wanted to delay accepting the exiles back until the army had to move away, but at least, if the exiles had returned, they wanted to be in a position to expel them again³⁶.

The *agenti imperiali* were aware of this. Soria, Muscettola and Gonzaga all regarded it as essential that there should be a garrison of several hundred Spanish troops, paid for by the Sienese, left in the city after the army finally moved on. Without such a garrison, they argued, the exiles would not return, because they would not feel secure. A garrison would also be needed to keep the peace between the factions and ensure the reform of the government³⁷. They did not say whether they regarded this as a temporary or a permanent measure. Quite likely they believed that, once established in Siena, the garrison should become a permanent fixture. That opinion could be fostered by the request of the Nove exiles for imperial troops to be stationed there

34 *Ibid.*, 229-230: Lope de Soria to Charles V, 19 October 1530, Pienza.

35 ASG, Estado 1456, 66-77: Fortunato Vecchi to Ferrante Gonzaga, 18 February 1531, Siena.

36 *Ibid.*, 195-201: Lope de Soria to Charles V, 2 February 1531, Siena; 46-48: Lope de Soria to [Francisco de los Cobos?], 1 March 1531, Cuna.

37 *Ibid.*, 28-33, 195-201: Lope de Soria to Charles V, 17 January, 2 February 1531, Cuna; 41-43: Ferrante Gonzaga to Charles V, 17 January 1531, Cuna; ASG, Estado 849, 59: Giovanni Antonio Muscettola to Charles V, 5 October 1530, Siena.

so that both sides could live in peace after their return. At least three hundred infantry and one hundred and fifty horses would be needed, they suggested, under the command of “*agenti imperiali senza interesse particolare*” (by which they meant, not the Duke of Amalfi)³⁸.

Naturally, the petition of the exiles, dating from mid-October 1530, in which this request was made also specified that all their property should be restored to them. Any claims on them could be settled afterwards, through judicial process. They also wanted the Nove to have what they regarded as their rightful third share in public offices, that “*si facci uno governo dove habbiamo de participar per terzo*”, because their *monte* had many more “*huomini de governo*” than the others had. All exiles should return, without exception. If these terms were agreed, the exiles would offer the emperor and his *agenti* 30,000 scudi, to be paid within nine months by the new government. As the exiles had been excluded from their property, they suggested the payment should be made by “*chi ha il modo*” (presumably meaning those who had been in the city enjoying their property), and the exiles would then pay for their share within a year, according to the share they would have in the government³⁹.

Inclined as he was to take the side of the exiles, Soria did not think this last proposal just. Those inside the city should not have to contribute to this payment; reasonable terms would be made to allow the exiles to pay as they could, but they would have to give good security from banks⁴⁰. Ferrante Gonzaga also believed that the exiles should be liable for the whole sum; it would not be good if it appeared that Charles, in insisting on their return, was motivated by a desire for money: “*che più li havesse stimolato il desiderio del denaro, che non la reformation de la città*”. The sum of 30,000 ducats had been his suggestion, but the exiles argued it was excessive unless all the city joined in contributing to it. He would get as much as he could from them, he wrote to the emperor⁴¹. As for the share in government they demanded, Soria recommended “*que quando sean dentro hayen su portion del governo como los otros ordenes que al presente gobiernan*”,

38 ASG, Estado 1455, 232: petition from Noveschi exiles to *agenti imperiali*, no date.

39 *Ibid.*

40 *Ibid.*: marginal comments by Soria on the exiles' petition.

41 *Ibid.*, 241-242: Ferrante Gonzaga to Charles V, 19 October 1530, Pienza.

without advising the emperor what he thought that share should be. Whether any exiles should be left outside the city, and whether there should be a *Balia* of eighteen, which was another of their demands, were questions that should be left to the decision of the emperor or whoever he should send, “*como convenga al bien universal dela ciudad*”. Even on the matter of their property, Soria did not endorse the exiles’ demands without reservation. They should be put back in possession of what was obviously theirs – “*que hayan lo que claramente es suyo e de su patrimonio*” – but anything they had held ‘*tirannicamente sin justo titulo*’ should return to its rightful owners, and in order to avoid stirring up trouble, there should be no question of the restoration of any “*bienes muebles*”⁴².

Soria’s reservations about some of the points advanced by the exiles may help to explain why he put his name to terms that were less favourable than they would have liked⁴³. He was only one of a commission of six that drew up these terms, the other five being Cardinal Piccolomini, the Duke of Amalfi, and three elected representatives of the regime, Gianbattista Piccolomini, Giovanni Palmieri and Antonio de’ Vecchi; there were no representatives of the exiles on the commission, and presumably Soria would have had to put their case for them. Matters he had thought should be left to the decision of the emperor were dealt with by the commission, including the share in the government that the *Nove* were to have. The choice of those who were to stay in exile was to be made by the Sienese government, not by the emperor or his representatives. There were detailed provisions about the return of the exiles’ property: any they had held “*con iusto titulo ... inanti la rebellione et exilio loro, et che non siano stati per loro levati de facto dal pubblico o lochi pii o d’altra comunita, salvo iure tertii*” would be restored to them. Such a formula was evidently suggested by the Sienese on the commission, not by Soria, and given the dubious means by which many of the *Nove* of the previous generation had acquired much of their property, ample grounds were left for future disputes. The *Nove* were to have only a fourth share “*del regimento et stato, de’ honori et utili*”, not the third the exiles claimed; there was to be a *Balia* of 20, with five members from each *monte* (Popolo, Gentiluomini,

42 *Ibid.*, 232: marginal comments by Soria on the exiles’ petition.

43 *Ibid.*, 253-255: terms agreed on 30 October 1530.

Riformatori and Nove), and the Sieneſe, not any representative of the emperor, would decide how the offices were to be distributed. All Sieneſe forces in the city and its territory were to be under the command of the Duke of Amalfi as captain-general of the republic, “sino a tanto che la Cesarea Maestà altro in contrario ordinasse”. On the day that the Consiglio del Popolo ratified the terms, the Imperial army was to leave Sieneſe territory.

Consiglio duly confirmed these terms on 6 November, yet the army did not leave. If they were to come into force, they also had to be ratified by Ferrante Gonzaga, and it did not suit his purposes to do this quickly. Some objections advanced by the exiles helped to furnish him with grounds for suggesting amendments⁴⁴. On the whole the exiles accepted the terms concerning property, “intendose che quelli beni che sono stati posseduti più tempo pacificamente se intendino titolati si come di ragione se sogliano et debano intendere”, but they raised objections about withholding some places claimed by the Petrucci that the regime maintained belonged to the *comune*. No exile should be excluded from the general permission to return to Siena. Instead of four *monti* they suggested there should only be one, and that council seats and offices should be distributed equally among qualified citizens from the three geographical divisions of the city, the *terzi*. Objections were raised to the Duke of Amalfi as captain-general because of his connections with the present regime; the exiles suggested the *agenti imperiali* “se provedesse d’uno Capitano, quale senza alcuna inclinazione di qualsevoglia parte tenghi le forze et l’armi ad instantia deli magistrati per custodia dela città, et affreno deli insolenti et mali cittadini”⁴⁵. Gonzaga sent an envoy to the city to state his reservations about the terms, mentioning the exiles’ objections to the duke, and endorsing the proposal that there should be a single *monte*. Fewer than four exiles should be excluded, he suggested, and they should be allowed to stay nearer the city⁴⁶. The main difficulties, Gonzaga wrote to the emperor, were the nomination of the commander and the Petrucci properties; the other objections of the exiles “non

44 *Ibid.*, 186: instructions from Ferrante Gonzaga to Giraldo Raset, 4 November 1530, Pienza.

45 *Ibid.*, 252: “Copia de quello han resposto li exuli”.

46 *Ibid.*, 186: instructions from Ferrante Gonzaga to Giraldo Raset, 4 November 1530, Pienza.

son cose di momento”, he said⁴⁷. Like Soria, he underestimated the significance to the Sienese of the question of the distribution of political offices among the *monti*; that was the heart of the matter, not an inconsequential detail.

When Gonzaga and Soria agreed on 22 November, with the same three Sienese envoys as had been on the commission that drew up the terms of 30 October, modifications and additions to these terms, the exiles’ suggestion of a single *monte* was set aside. The soldiers to be garrisoned in Siena were to be “appresso et in mano” of Soria as the emperor’s representative, “per quiete et pace di quella Magnifica città et per sicurtà e diffensione del suo libero stato, et de tutti li cittadini, et così le debba tenere oltra alla difensione del Palazzo Pubblico a obediencia et ogni richiesta deli Illustrissimi Signori di Balia et Conservatori della Libertà di detta repubblica”. They were to be paid by the Sienese, and were to remain “per quello tempo che serà di bisogno a quella città, e fino a tanto che parrà al Consiglio del Popolo” or to the Balia – or to Charles V. Obviously, this gave the emperor or the *agenti imperiali* grounds to keep the garrison there, even when the Sienese might declare that it was no longer needed or wanted. To keep the peace between the citizens there was to be no settling of old scores, against the exiles or anyone else. Rather, there was to be a general absolution of every penalty for “tutti li homicidii et altri dellitti proceduti per dirretto o indirretto per causa statuaria”. All the citizens, or at least representatives of all the *monti*, were to promise Soria “in nome di Sua Maestà et del [*sic* in this copy – for “al”?] Magnifico Signor Capitano di Popolo della detta Repubblica di viver civilmente e attendere la quiete di quella et di tutti li cittadini”⁴⁸.

47 *Ibid.*, 256-258: Ferrante Gonzaga to Charles V, 10 November 1530, Pienza.

48 ASG, Estado 1464, 77-79: copy of terms agreed 30 October and 22 November 1530. This oath-taking is not mentioned by the most authoritative early historians of this period of Sienese history, Giugurta Tommasi and Orlando Malavolti. Lope de Soria referred in a despatch to Charles V to the Sienese making a “*paz general los unos con los otros y juradola todos en mis manos representando la Imperial persona de Vuestra Majestad y del Capitan del Populo y Señoria de aquella ciudad prometiendo per aucto publico de no ofenderse por via directa ne indirecta y mantener toda paz y concordia para siempre*”, but again it is not clear whether he was representing the Capitano del Popolo as well as the emperor, or whether the oath was taken before the Capitano, representing the Sienese communal government, as well as before Soria: ASG, Estado 1456, 28-33: Lope de Soria to Charles V, 17 January 1531, Cuna.

Following this new agreement, the exiles at last returned to Siena. Offices began to be divided among the four *monti*, with the Nove getting their share. But there was still much bad blood between the Nove and the Monte del Popolo. Some of the Nove behaved very arrogantly, reinforcing fears that they intended to claim a dominant position in the government, and would not be content with a quarter share. Soria was seen as being partial to them, especially when he sanctioned their bringing into the city from Florence hundreds of weapons, on the grounds that the Popolari had kept their arms while those of the Nove had been taken away. Soria told the Balia that he needed two hundred more troops, but the Balia replied that the Sieneese could not afford this. The Popolari leaders of the former regime were planning to expel the exiles again as soon as the army left, Soria claimed. It was they, according to him, who started the serious fighting throughout the city (and that the Spanish garrison did not hinder) between the Nove and the Popolari on 2 January 1531, leaving five former exiles and one Popolare dead⁴⁹. Many citizens, former exiles or those who just wanted to escape the violence, fled the city, and Soria himself left for Gonzaga's camp⁵⁰.

A memorandum prepared for a consultation with Charles V about the situation in Siena, and approved by the emperor on 16 January 1531, was critical of Soria's role in recent events. Errors laid to his charge included his allowing former exiles to import weapons and soldiers into the city, and his own departure from it. Soria was to return to Siena and behave impartially; if the Sieneese would not accept him, another man should be sent. Force should not be used. If Siena was sacked, it would cause great scandal in Italy, and lead to a costly war, and a loss of reputation⁵¹.

Meanwhile, however, Soria and Gonzaga had been making matters worse. Rather than behaving impartially, they had arrested and imprisoned some of the Sieneese envoys who had come to negotiate with them, Mario Bandini, Achille Salvi and Sozzino Saracini. Gonzaga justified the arrest of the envoys by accusing them of being the "motori" of the fighting in Siena in early January, and of the Sieneese

49 *Ibid.*

50 Siena, Archivio di Stato, Consiglio Generale 243, ff. 145v-146v, 9 January 1530 (1).

51 ASG, Estado 1457, 103-104: "Para consultar con Su M.ad sobre lo de Sena...", Brussels, 16 January 1531.

defiance⁵², while Soria described them as “*los principales que tienen alterada y tiranizada aquella ciudad*”. Holding them had seemed to Gonzaga and to him a good way to reach the settlement the emperor desired⁵³. Such high-handed behaviour, unsurprisingly, had the opposite effect. Mario Bandini – who was a nephew of Cardinal Piccolomini – escaped, using a rope of knotted sheets, from the tower where he was being held, and returned to Siena where he encouraged resistance to the demands of the *agenti imperiali*⁵⁴.

Gonzaga was also laying plans to put the Spanish soldiers who remained in the city into a monastery adjacent to the city walls, so that they could introduce a thousand or more extra troops into the city under the cover of darkness; then they could disarm all the Sienese, and punish the troublemakers. Having devised this stratagem, he wrote to the emperor, he remembered that Charles had forbidden the use of force against Siena without his express orders. As it would take too long to receive this authority from the emperor, Gonzaga had consulted Cardinal Osma and the other *agenti imperiali* in Rome. Their advice had been to introduce troops paid by Charles into Siena, in order to circumvent Sienese objections to paying any more themselves, and if discussion reinforced by the presence of these soldiers did not bring the Sienese to reason, then they agreed that force should be tried⁵⁵. Not all of the *agenti imperiali* in Italy approved of the tactics employed by Gonzaga and Soria, however. Cardinal Pompeo Colonna, the acting viceroy of Naples, was highly critical. The Sienese were Imperial partisans, and the city and the Ghibelline faction should be fostered; Soria was more “passionato” than any Sienese, and would bring Siena to ruin, he told him⁵⁶. He wrote to the Imperial ambassador in Rome and to the emperor to criticize the attitude of the *agenti imperiali* there towards the Sienese⁵⁷, and he assured the Sienese themselves that “questi modi non procedono de mente dela Maestà Cesarea”⁵⁸.

52 ASG, Estado 1456, 41-43: Ferrante Gonzaga to Charles V, 17 January 1531.

53 *Ibid.*, 28-33: Lope de Soria to Charles V, 17 January 1531, Cuna.

54 R. CANTAGALLI, “Mario Bandini”, *op. cit.*, p. 66.

55 ASG, Estado 1456, 41-43: Ferrante Gonzaga to Charles V, 17 January 1531, Cuna.

56 *Ibid.*, 202: copy Cardinal Pompeo Colonna to Lope de Soria, 23 January 1531, Naples.

57 *Ibid.*, 69: Cardinal Pompeo Colonna to Miguel Mai, 30 January 1531, Naples.

58 *Ibid.*, 70: Cardinal Pompeo Colonna to Otto della Pace of Siena, 30 January 1531, Naples.

Soria himself continued to blame the leaders of the Popolari, those who held the exiles' property and did not want to give it up, for the impasse obstructing agreement with the Sienese. He still urged that force or the threat of force was required to make them do what was necessary for the good of the city⁵⁹. Unless the exiles returned, Siena would be destroyed, he argued, and while those inside the city said they wanted them to come back, they were threatening former exiles who had remained there, and they had closed the city gates to prevent any more leaving. Without the protection of Soria or another Imperial representative in the city, the exiles would not risk returning⁶⁰. Charles had ample justification for punishing the Sienese – “*con estos yerros que han cometido y considerado su mal gobierno pareçera licitto a todo el mundo qualquier castigo que Su Magestat les de*”. Indeed if he did not reform the government, the pope or the Florentines would soon use the exiles to take over Siena⁶¹. Both Soria and Gonzaga recommended disarming all the Sienese, and sending some into exile⁶².

These justifications and recommendations did not meet with the emperor's approval. Ferrante Gonzaga was replaced as commander of the army by the Marchese del Vasto, who was the brother-in-law of the Duke of Amalfi. Soria was to be replaced as Imperial representative in Siena, for he was no longer acceptable to the Sienese, but before he left he took part in the successful negotiation of a new agreement in April 1531⁶³. Essentially, this confirmed the terms agreed in November 1530. It was agreed that all citizens could choose whether or not they wished to stay in Siena. At least the principal exiles would not return because they would not feel safe, Soria persisted in asserting, although he allowed that some would go back when the garrison of Spanish troops was installed in the city. He also insisted that the city would not remain at peace unless at least a dozen men drawn from all the factions were exiled. But the Marchese del Vasto and Pedro de

59 *Ibid.*, 28-33: Lope de Soria to Charles V, 17 January 1531, Cuna.

60 *Ibid.*, 206-209: Lope de Soria to Charles V, 20 February 1531, Cuna.

61 *Ibid.*, 46-48: Lope de Soria to [Francisco de Cobos?], 1 March 1531, Cuna.

62 *Ibid.*, 28-33: Lope de Soria to Charles V, 17 January 1531, Cuna; 41-43: Ferrante Gonzaga to Charles V, 17 January 1531, Cuna.

63 For the negotiations following the arrival of the Marchese del Vasto, see G. A. PECCI, *Memorie storico-critiche della Città di Siena*, 2 vol., reprint, Siena, Edizioni Cantagalli, 1997, of edition of 1755-1760), vol. II, Part III, p. 56-62.

la Cueva, who had been sent to Tuscany to take part in negotiations, took a different view. They felt that the most fitting way to maintain the authority of the emperor in Siena was to facilitate a general peace, so that the exiles could return, with a garrison of 350 Spanish troops to guarantee the security of all, and a government in which all parties would participate⁶⁴.

Siena's political problems were, of course, far from over. After del Vasto finally took the army from Tuscany, the Duke of Amalfi came to Siena as the republic's captain-general, and effectively as the Imperial representative, taking over from Pedro de la Cueva. The duke remained associated with the leading Popolari and distrusted by the Nove. Ill-feeling between Noveschi and Popolari persisted, and would lead to further violent clashes and further expulsions of the Nove in the 1540s, offering further opportunities for intervention by the *agenti imperiali* in the government of Siena. These culminated in the scheme by Diego Hurtado de Mendoza to build a fortress in the city, and the subsequent, ill-starred rebellion of the Sienese, and resulted eventually in the end of the Sienese republic and the loss of Sienese independence.

In 1530, the efforts of the *agenti imperiali* to carry out Charles V's orders to restore the exiles to Siena soon turned into plans to put a Spanish garrison in the city, and to reform the government. Soria encouraged Charles to appoint a governor for Siena, not an ambassador. This was not just for the benefit of the exiles, to ensure their return and their safety once they had returned. Both Soria and Gonzaga evidently became angered by the persistent opposition to the return of the exiles, and securing their return seems to have become almost a matter of personal honour for them. But the Spanish garrison, the Imperial governor, were also intended to ensure that Siena would be "of service" to the emperor. If it was well-governed, Siena could yield 100,000 ducats a year, Soria estimated, optimistically. It was situated in the middle of Italy, and on the Sienese coast there were ports, mid way between Naples and Genoa, which could be very useful to the emperor⁶⁵. For Soria and Gonzaga, assuring the return of the exiles did become an opportunity to take over the city, with or without the consent of the Sienese.

64 ASG, Estado 1456, 26-27: Lope de Soria to Charles V, 14 April 1531, Pienza.

65 *Ibid.*, 46-48: Lope de Soria to [Francisco de Cobos?], 1 March 1531, Cuna.

Christine Shaw

Charles and his close advisers were also aware of the strategic potential of Siena. It could be a bulwark for the kingdom of Naples, an observation post “*de donde se puede tener ojo a todas las otras cosas de Italia*”, according to the memorandum of 16 January drawn up for the emperor. But, as they saw it, Charles could become “*absoluto señor*” of Siena by keeping the devotion of Siennese, not by using force against them⁶⁶. Charles wanted the exiles to return, but he was not planning to restore them to Siena in order for them to lead a pro-imperial regime there. He wanted them to have a share in a peaceful and just government, under the benevolent, impartial watch of an Imperial representative. The emperor’s support for the return of the Siennese exiles did not begin as an excuse to take direct control of Siena, and if some of the *agenti imperiali* came to see it that way, Charles V – at least in 1530-1531 – did not.

66 ASG, Estado 1457, 103-104: “*Para consultar con Su M.ad sobre lo de Sena...*”, Brussels, 16 January 1531.

Una voce dall'esilio. Trame politiche, paure e speranze nelle nuove lettere di Lorenzino de' Medici¹

Stefano Dall'Aglio
University of Leeds

«[I]o disegno di venirmene costì [Bologna] et andarmene in poste al mare et imbarcarmi, et secretamente andarmene ad Venetia et star lì secretamente, et dipoi andarmene in Francia»². Con queste poche righe, alla fine del gennaio 1537 Lorenzino de' Medici aggiornava il leader dei fuoriusciti antimedicci Filippo Strozzi sul suo piano di fuga. Soltanto pochi giorni prima, nella notte tra 6 e 7 gennaio, Lorenzino aveva colpito a morte il primo duca di Firenze Alessandro de' Medici in quello che resta uno dei delitti più clamorosi del Rinascimento italiano³. Dopo il fatto l'assassino del duca era prontamente scappato da

- 1 Questa relazione è stata presentata nel 2008 al convegno «Les exilés italiens à la Renaissance : culture d'opposition et théorie politique», svoltosi all'Université Charles de Gaulle Lille 3, per comunicare il recente ritrovamento di alcune lettere inedite di Lorenzino de' Medici. In seguito le lettere sono state pubblicate in appendice al mio volume *L'assassino del duca. Esilio e morte di Lorenzino de' Medici* (Firenze, Olschki, 2011), ed è alle pagine di quel testo che si farà riferimento nelle citazioni. La ricerca alla base di questo articolo è stata resa possibile da una fellowship della Fondazione Monte dei Paschi di Siena presso il Medici Archive Project, al quale va la mia riconoscenza.
- 2 Lorenzino a Filippo Strozzi, Mirandola, s.d. (fine gennaio 1537), in S. DALL'AGLIO, *L'assassino del duca*, cit., p. 290.
- 3 Non esistono biografie moderne su Alessandro de' Medici. Oltre al breve profilo contenuto in G. SPINI, *Alessandro de' Medici*, in *Dizionario biografico degli italiani* (d'ora in avanti *DBI*), Roma, Istituto della Enciclopedia Treccani, 1960, II, pp. 231-233, si rinvia a due articoli recenti e alla bibliografia in essi contenuta: J. K. BRACKETT, *Race and Rulership: Alessandro de' Medici, First Medici Duke of Florence 1529-1537*, in

Firenze e quando scriveva quelle righe si trovava nel feudo filofrancese della Mirandola, sull'Appennino toscano-emiliano. I successivi spostamenti del tirannicida (come Lorenzino venne immediatamente ribattezzato dai repubblicani fiorentini) non sarebbero stati in tutto e per tutto conformi a quel primo itinerario, ma le tappe delineate nella missiva avrebbero poi effettivamente coinciso con le principali destinazioni del fuggitivo nei pochi anni che gli restavano da vivere. Anni caratterizzati anche da quella stessa segretezza sulla quale Lorenzino insisteva nelle righe appena citate, e che indubbiamente rappresentò uno dei tratti distintivi di una vicenda più unica che rara nel panorama dei fuoriusciti fiorentini di quel periodo⁴.

Non sarà necessario ripercorrere ora le tumultuose vicende di quegli esuli repubblicani, la cui pagina più recente, scritta a partire dalla restaurazione medicea del 1530, era stata segnata dal disperato tentativo di guadagnare l'imperatore Carlo V d'Asburgo alla loro causa. Il fallimentare esito delle trattative del 1535-1536 aveva dato il via libera all'ascesa del 'tiranno' Alessandro de' Medici, già nominato formalmente duca nel 1532. La sua strada era stata ulteriormente spianata dal matrimonio con Margherita d'Austria, figlia naturale di Carlo V, che aveva messo una pietra tombale sulle residue speranze dei fuoriusciti. Pietra tombale che sembrò essere improvvisamente rimossa quando, in questo quadro generale di frustrazione e disillusione, Lorenzino de' Medici uccise inaspettatamente il duca, spalancando scenari che fino al giorno prima sembravano assolutamente impensabili. Il 1537

Black Africans in Renaissance Europe, a cura di T. F. Earle e K. J. P. Lowe, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, pp. 303-325; N. S. BAKER, *Power and Passion in Sixteenth-Century Florence: The Sexual and Political Reputation of Alessandro and Cosimo I de' Medici*, «Journal of the History of Sexuality», XIX, 2010, pp. 432-457.

- 4 Il testo biografico più valido per l'intera vita di Lorenzino è tuttora L. A. Ferrai, *Lorenzino de' Medici e la società cortigiana del Cinquecento, con le rime e le lettere di Lorenzino e un'appendice di documenti*, Milano, Hoepli, 1891, seguito a ruota da P. GAUTHIEZ, *Lorenzaccio (Lorenzino de Médicis) 1514-1548*, Paris, Albert Fontemoing, 1904. Molte le biografie successive, che però nulla aggiungono a quelle sopracitate, né sul piano documentario né su quello interpretativo: S. A. NULLI, *L'emulo di Bruto (Lorenzino de' Medici)*, Milano, Athena, 1933; L. LAZZARINI, *Lorenzino de' Medici*, Milano, Aurora, 1935; R. MAZZUCCONI, *Lorenzaccio (Lorenzo de' Medici) 1514-1548*, Milano, Mondadori, 1937; M. VANNUCCI, *Lorenzaccio. Lorenzino de' Medici: un ribelle in famiglia*, Roma, Newton & Compton, 1984. L'ultimo profilo biografico è quello contenuto in E. STUMPO, *Lorenzo de' Medici (Lorenzino)*, in *DBI*, LXXIII (2009), pp. 127-131.

diventò così il nuovo anno zero del fuoriuscitismo fiorentino, foriero a sua volta di speranze destinate a svanire nell'arco di un semestre, quello che trascorse tra la nomina del nuovo duca Cosimo I de' Medici (9 gennaio) e la devastante battaglia di Montemurlo (1 agosto)⁵. Distanziati fra loro da dieci lunghi anni, sarebbero arrivati i misteriosi decessi di quelli che – a diverso titolo – in quella stagione erano stati gli uomini simbolo della causa repubblicana fiorentina: Filippo Strozzi (1538) e Lorenzino (1548). Non molto tempo dopo, la guerra di Siena avrebbe messo virtualmente la parola fine ai residui sogni repubblicani, comprovando definitivamente la solidità di un principato mediceo che ormai non poteva più essere messo in discussione⁶.

Mesi e anni cruciali, nel dispiegarsi di questo convulso ventaglio di eventi, furono dunque quelli successivi al 6 gennaio 1537, quando la violenta morte del duca Alessandro scompaginò la storia già scritta per il progressivo consolidamento del giovane ducato. Furono almeno due, in quell'occasione, le partite aperte dal clamoroso gesto dell'irrequieto figlio di Pier Francesco de' Medici: quella relativa alle sorti della sua città natale, già virtualmente chiusa ad agosto, e quella personale, archiviata soltanto undici anni dopo con la consumazione della vendetta imperiale. In quel lasso di tempo le sorti del tirannicida e dei fuoriusciti andarono gradualmente divergendo, dopo che – quali che fossero le motivazioni dell'assassinio – il 'Bruto toscano' era assurto a simbolo di quella causa repubblicana che lui stesso aveva improvvisamente riportato in vita. Il suo temporaneo allontanamento dalla scena italiana,

- 5 Sulla figura di Cosimo e in particolare sul periodo intercorso tra la sua elezione e la battaglia di Montemurlo, cfr. L. A. FERRAI, *Cosimo de' Medici duca di Firenze*, Bologna, Nicola Zanichelli, 1882, pp. 3-67; R. CANTAGALLI, *Cosimo I de' Medici granduca di Toscana*, Milano, Mursia, 1985, pp. 46-71; G. SPINI, *Cosimo I e l'indipendenza del principato mediceo*, Firenze, Vallecchi, 1980 (prima edizione: Firenze, 1945), pp. 22-91 e P. SIMONCELLI, *Fuoriuscitismo repubblicano fiorentino (1530-54)*, Milano, Franco Angeli, 2006, pp. 186-334. Per un quadro generale, si tengano presenti anche F. DIAZ, *Il Granducato di Toscana. I Medici*, Torino, UTET, 1976, pp. 66-109; G. SPINI, *Il principato dei Medici e il sistema degli stati europei del Cinquecento*, in *Firenze e la Toscana dei Medici nell'Europa del '500*, 3 voll., Firenze, Olschki, 1983, I, pp. 177-216 e J. M. NAJEMY, *A History of Florence 1200-1575*, Oxford, Blackwell, 2006, pp. 466-485.
- 6 Sulle vicende dei fuoriusciti si rinvia a P. SIMONCELLI, *Fuoriuscitismo*, cit. (per il periodo 1530-1537) e a ID., *Esuli fiorentini al tempo di Bindo Altoviti, in Ritratto di un banchiere del Rinascimento. Bindo Altoviti tra Raffaello e Cellini*, a cura di A. Chong, D. Pegazzano e D. Zikos, Milano, Electa, 2004, pp. 285-327 (anche per gli anni successivi).

dovuto anche a ragioni di sicurezza, non fu irreversibile, tant'è che il tirannicida si riaffacciò spesso nella penisola per poi rientrarvi definitivamente nell'autunno del 1544. Complice il profondo legame instaurato con gli Strozzi (anche in virtù del doppio matrimonio delle sorelle con due figli di Filippo), Lorenzino non smise mai di vivere da vicino, e a tratti perfino da protagonista, le vicende dei fuoriusciti.

Tutta la vita di Lorenzino successiva al delitto è legata a doppio filo a quella degli Strozzi, che da quel tragico momento in poi si sentirono vincolati a saldare il debito d'onore contratto con il 'Bruto toscano'. L'incontro veneziano del 9 gennaio 1537 tra l'assassino in fuga e Filippo Strozzi servì soltanto a certificare e a quantificare quella riconoscenza: oltre al già menzionato impegno matrimoniale, anche l'elargizione di uno stipendio vitalizio a Lorenzino. La triste fine di Filippo a meno di due anni di distanza, dovuta proprio alla piega degli eventi legata al tirannicidio, non condizionò il sentimento di gratitudine nutrito dal clan strozziano nei confronti dei Medici. È vero che la dipartita del banchiere era stata legata ad un'offensiva militare che questi non voleva, e per la quale Lorenzino aveva fatto pressione già all'indomani della morte del duca, ma è anche vero che ancor più del 'Bruto toscano' era stato Piero Strozzi (figlio primogenito di Filippo) ad adoperarsi con tutte le sue forze per quell'opzione, fino al punto di condizionare la volontà paterna⁷. Ridisegnato dopo Montemurlo e la morte di Filippo Strozzi, lo scenario del fuoriuscitisimo fiorentino si assestò così su posizioni molto più dimesse rispetto a quanto la morte del duca avesse lasciato presagire, aprendo la strada al mesto ripiegamento che avrebbe caratterizzato gli anni quaranta.

Questo il contesto in cui si collocano le nuove lettere da me rinvenute, quasi tutte redatte da Lorenzino de' Medici tra il 1537 e il 1547, durante gli anni di esilio successivi alla morte del duca Alessandro. Fanno eccezione due sole lettere scritte quando Lorenzino non era ancora il tirannicida, datate rispettivamente 1533 e 1534 e indirizzate al fratello Giuliano e a papa Clemente VII. Le nuove lettere, quasi tutte provenienti dall'Archivio di Stato di Firenze, contribuiscono a definire

7 L'unica biografia di Piero Strozzi, per quanto datata e molto approssimativa, è quella di F. TRUCCHI, *Vita e gesta di Piero Strozzi fiorentino maresciallo di Francia*, Firenze, 1847. Sulla difficile posizione di Filippo nei primi mesi del 1537, cfr. R. VON ALBERTINI, *Firenze dalla Repubblica al Principato. Storia e coscienza politica*, Torino, Einaudi, 1970 (edizione originale: Berna, 1955), pp. 215-221.

meglio l'attività e il ruolo del giovane fiorentino nel quadro del fuoriuscitismo di quegli anni, soprattutto in riferimento al *tournant* decisivo del gennaio 1537 e alla primavera del 1545. Si tratta di documenti che lasciano trasparire tutta la tensione del tirannicida per le sorti sue e di Firenze, contribuendo ad offrire uno spaccato di relazioni interpersonali e trame politiche che vanno molto al di là delle vicende del singolo individuo e della realtà dello stato toscano. Dopo il delitto infatti Lorenzino spaziò dalla Mirandola a Costantinopoli, dalla Francia a Venezia, e comunque non limitò mai il raggio d'azione delle sue considerazioni alle realtà geografiche e politiche in cui viveva. Costantemente interessato alle vicende di papa e imperatore, non smise mai di collocare le vicende dei suoi amici fuoriusciti e della sua travagliata città natale nel quadro generale che faceva loro da sfondo, per cercare di cogliere i nessi politici sovranazionali da cui dipendevano anche le sorti di Firenze.

Soltanto nove le lettere di Lorenzino pubblicate prima del 2011, di cui soltanto due da autografi⁸. Le edizioni novecentesche nulla avevano aggiunto a questo esiguo patrimonio epistolare, dal momento che le ultime nuove lettere erano apparse nel 1891 in appendice all'importante volume biografico di Luigi Alberto Ferrai⁹. A peggiorare ulteriormente il quadro della situazione, il fatto che quasi tutte quelle lettere fossero state pubblicate da copie seicentesche, alcune delle quali incomplete per via di selezioni arbitrarie del copista che aveva deciso, più o meno deliberatamente, di tralasciare alcune parti di testo. La storia della costituzione del fondo delle Carte Stroziane dell'Archivio di Stato di Firenze (dove si trovano copie e originali di un gran numero di quelle lettere) aiuta a capire almeno in parte come mai nell'Ottocento furono individuate soltanto le trascrizioni seicentesche. Queste infatti, quasi tutte eseguite dal senatore, bibliofilo ed erudito Carlo di Tommaso Strozzi (1587-1671)¹⁰, confluirono nella serie III del fondo, poi passato per le mani del cavalier Tommaso Uguccioni-Gherardi e

8 L'ultima loro edizione prima del 2011 era quella contenuta in L. DE' MEDICI, *Apo- logia e lettere*, a cura di F. Erspamer, Roma, Salerno, 1991, pp. 73-93.

9 L. A. FERRAI, *Lorenzino de' Medici*, cit., pp. 415-432.

10 Su Carlo di Tommaso Strozzi e sulla sua straordinaria collezione di manoscritti, poi confluita nelle serie I, II, III e IV delle Carte Stroziane dell'Archivio di Stato di Firenze, cfr. C. GUASTI, *Introduzione*, in *Le Carte Stroziane del R. Archivio di Stato in Firenze. Inventario. Serie prima*, 2 voll., Firenze, Tipografia galileiana, 1884-1891, I, 1884, pp. v-xxxix (pp. v-xvi).

venduto all'archivio nel 1862. Gli originali si trovano invece nella serie V, la sola non riconducibile alla biblioteca del senatore, che approdò all'archivio soltanto nel 1937, a seguito di una donazione degli ultimi membri del ramo degli Strozzi di Forano¹¹.

Inoltre, anche sulle missive che nel secolo XVI furono trascritte integralmente pesava l'ombra di adattamenti testuali operati da copisti estremamente disinvolti, che nulla avevano fatto per restituire con fedeltà la cifra stilistica dello scrivente cinquecentesco. Selezioni arbitrarie e adattamenti testuali ai quali si andavano fatalmente aggiungendo alcune sviste nella trascrizione, che in certi casi hanno finito per stravolgere il senso di intere frasi, inducendo a fraintendimenti che naturalmente si sono tramandati fino ai giorni nostri¹². È in questo quadro così incompleto e lacunoso che si colloca il mio recente ritrovamento di diciassette nuove lettere di Lorenzino (quindici delle quali autografe), più quello degli autografi di sei lettere già pubblicate da copie. Ritrovamenti a cui vanno aggiunti quello di un appunto del Medici in margine ad una lettera di Piero Strozzi, di una lettera di Galeotto II Pico della Mirandola al tirannicida, nonché degli autografi di altre due lettere a lui indirizzate e già pubblicate da copie.

Il patrimonio epistolare di Lorenzino de' Medici risulta dunque sostanzialmente ridisegnato, e di conseguenza va aggiornato anche un quadro biografico ormai pesantemente datato, se consideriamo che l'ultimo libro basato su nuovi documenti d'archivio risaliva al 1904¹³. Negli anni successivi – più di cento – i volumi e i saggi sul figlio

11 Cfr. S. CAMERANI, *Archivio storico Strozzi*, «Archivio Storico Italiano», XCV, 1937, pp. 220-221; L. FABBRI, *I carteggi familiari degli Strozzi e il tema del matrimonio. Un'esperienza di ricerca*, «Mélanges de l'école française de Rome. Moyen âge», CXVII, 2005, pp. 223-237 (pp. 226-227); E. INSABATO, *Le «nostre chare scritture»: la trasmissione delle carte di famiglia nei grandi casati toscani dal XV al XVIII secolo*, in *Istituzioni e società in Toscana nell'età moderna*, 2 voll., a cura di C. Lamioni, Ministero per i beni e le attività culturali - Ufficio centrale per i beni archivistici, 1994, pp. 878-911 (pp. 891-911).

12 Un solo esempio. Scrivendo dalla Turchia in merito alle sorti di Firenze, Lorenzino si mostrava convinto che le cose fossero andate diversamente da quanto previsto: «[...] in questo mezzo debbono esser seguite molte cose *defforme* a quelle che allora pendevano [...]» (S. DALL'AGLIO, *L'assassino del duca*, cit., p. 296, corsivo mio). Tuttavia, nella versione pubblicata finora da copia, in mancanza dell'autografo, si leggeva *conforme* invece di *defforme* (L. DE' MEDICI, *Apologia e lettere*, cit., p. 88), stravolgendo così il senso della frase.

13 Cfr. P. GAUTHIEZ, *Lorenzaccio*, cit.

di Pier Francesco de' Medici non erano mancati, ma nessun passo in avanti era stato fatto da un punto di vista storico-documentario. I lavori di taglio biografico non erano andati oltre delle rielaborazioni delle biografie precedenti, che nulla avevano fatto per sottrarre il protagonista alle secche di una storiografia preda di letture mitizzate e romanizzate. Anche in tempi recenti gli studi su Lorenzino non sono mancati, ma si è trattato di lavori di analisi e interpretazione di taglio prevalentemente filosofico e letterario e relativi per lo più all'*Apologia*, all'*Aridosia* o ad altri scritti¹⁴. In un contesto di una storiografia bloccata – almeno da un certo punto di vista – da più di un secolo, e nel periodo precedente viziata da pesanti distorsioni non soltanto nell'interpretazione ma anche nell'utilizzo delle fonti, le nuove lettere di Lorenzino offrono lo spunto per una rilettura di tutta quella vicenda storica. Vicenda storica che va rivista a partire da un ripensamento della figura dell'assassino del duca di Firenze, che va sottratta all'aura mitica che nel bene e nel male gli è stata cucita addosso, e che ha finito per polarizzare il dibattito storiografico cristallizzando le stesse posizioni che avevano già diviso i commentatori coevi. Dalla frattura della prima ora tra chi esaltava il 'Bruto toscano' e chi denigrava 'Lorenzo traditore', erano infatti scaturiti due filoni interpretativi che hanno fatalmente continuato a divergere, e che talvolta (come nell'Ottocento) hanno tratto nuova linfa da correnti storiografiche contingenti a specifici momenti storici.

14 Cfr. F. RUSSO, *L'Apologia del tirannicidio di Lorenzino de' Medici: dalla teoria alla prassi politica*, «Annali dell'Università Suor Orsola Benincasa», 2006-2007, pp. 3-28; N. S. BAKER, *Writing the wrongs of the past: vengeance, humanism, and the assassination of Alessandro de' Medici*, «The Sixteenth Century Journal», XXXVIII, 2007, pp. 307-327; M. MARIETTI, *L'Aridosia de Lorenzino de Médicis (1536)*, in *Les années trente du XVI^e siècle italien*, Actes du Colloque international (Paris, 3-5 juin 2004) réunis et présentés par D. Boillet et M. Plaisance, Centre interuniversitaire de recherche sur la Renaissance italienne, 2007, pp. 327-335; E. CANZONIERI, «*Vero inferno è il mio petto*». *Lorenzino de' Medici tra storia, letteratura e mito*, Tesi di laurea non pubblicata, Università degli Studi di Pisa, Facoltà di Lettere e Filosofia, 2010; S. H. JED, *Wings for our Courage. Gender, Erudition, and Republican Thought*, Berkeley, Los Angeles e Londra, University of California Press, 2011; D. BRANCATO, *Una "costituzione" dei fuoriusciti: La silloge di Benedetto Varchi per Piero Strozzi e Lorenzino de' Medici*, in *Varchi e altro Rinscimento. Studi offerti a Vanni Bramanti*, a cura di S. Lo Re e F. Tomasi, Manziana, Vecchiarelli, 2013, pp. 23-46; M. BOSISIO, «*Tutto involto ne' pensieri degli studi*». *L'Aridosia di Lorenzino de' Medici*, «Italianistica», in corso di pubblicazione.

La rilettura della figura di Lorenzino basata sul nuovo materiale è legata soprattutto a due distinti frangenti, non molto lontani nel tempo ma separati tra loro da un vorticoso turbinio di eventi che contribuisce a mutare radicalmente la prospettiva in cui si colloca il nostro esule. Il primo è il gennaio-febbraio 1537 (quattro nuove lettere più quattro già pubblicate), snodo cruciale della storia fiorentina e della parabola individuale del Medici, che da nobile e gaudente rampollo si trasforma nell'uomo più ricercato della penisola. Il secondo è il 1545 (per il quale disponiamo di ben otto nuove lettere più un appunto autografo), anno che segna l'asestamento del tirannicida a Venezia e l'inizio di una nuova vita dopo il prolungato soggiorno francese. E se le prime lettere sono scritte quasi tutte dalla Mirandola a Filippo Strozzi, nell'ambito di un contesto frenetico caratterizzato dalla spasmodica attesa per l'imminente 'impresa di Toscana', il secondo nucleo epistolare è composto da missive che viaggiarono da Venezia a Roma, per raggiungere il figlio di Filippo, Roberto, all'interno di un quadro politico e umano completamente diverso. Altre lettere, negli anni precedenti e successivi al 1545, trovano ancora nel giovane Strozzi l'interlocutore privilegiato, sia per le righe scritte dalla Francia tra il 1541 e il 1543, sia per quelle vergate in laguna tra il 1546 e il 1547. Una, infine, datata 1538, è indirizzata anche a Piero Strozzi, fratello di Roberto e figlio primogenito di Filippo. Un lungo arco cronologico, dunque, che tocca quasi tutti gli undici anni di esilio di Lorenzino arrivando fino al settembre del 1547, soltanto pochi mesi prima di quel febbraio 1548 in cui il tirannicida fu vittima dell'agguato che mise fine ai suoi giorni.

«Noi giungemo qui alla Mirandola a hore 17, dove siamo stati ricevuti amorevolissimamente»¹⁵. Una prima lettera di Lorenzino, datata 12 gennaio 1537, consente di apprendere data e ora del suo arrivo alla corte del conte Galeotto II Pico. Erano trascorsi appena sei giorni da quando il tirannicida aveva ucciso il duca Alessandro, innescando una miccia i cui effetti erano difficili da prevedere. I suoi frenetici spostamenti subito dopo l'efferato delitto sono noti, così come le critiche che, da Benedetto Varchi in poi, gli sono state rivolte per avere sperperato

15 Lorenzino a Filippo Strozzi, Mirandola, 12 gennaio 1537, in S. DALL'AGLIO, *L'assassino del duca*, cit., p. 283.

il patrimonio accumulato con l'eliminazione fisica del principe¹⁶. La cattiva gestione del 'dopo' e l'inopportunità della fuga sono state al centro per molto tempo di dibattiti che non vale la pena di riaprire¹⁷. Certo è che dopo il delitto il giovane Medici non perse tempo: lasciata immediatamente Firenze e fatta tappa a Bologna, si ricongiunse con Filippo Strozzi e con molti altri fuoriusciti a Venezia. Il soggiorno lagunare fu di breve durata, se è vero che Lorenzino approdò nel centro veneto nella notte tra 8 e 9 gennaio, e tre giorni più tardi, come detto, era già alla Mirandola.

Difficile immaginare il modo in cui la notizia del tirannicidio dovette scuotere l'ambiente dei fuoriusciti fiorentini, sul quale piombò come un fulmine a ciel sereno rinnovando sogni e speranze che ormai sembravano definitivamente archiviati¹⁸. L'incontro tra Lorenzino e Filippo Strozzi, leader incontrastato degli esuli repubblicani, certificò il virtuale passaggio del testimone tra l'assassino, che aveva ormai fatto la sua parte, e il ricchissimo banchiere, nelle mani del quale passava ora l'iniziativa¹⁹. Non sembra che Filippo, catapultato improvvisamente in una situazione più grande di lui, si trovò particolarmente a

16 Fin troppo nota è la considerazione secondo cui «nessuna congiura non fu mai né meglio pensata innanzi al fatto, né più sicuramente eseguita sul fatto, così nessuna non fu mai peggio maneggiata né più vilmente dopo il fatto, né dalla quale riuscissero effetti più contrari e più nocivi al factor di essa, e più prosperi e profittevoli a' suoi nimici» (B. VARCHI, *Storia fiorentina con aggiunte e correzioni*, 3 voll., per cura e opera di L. Arbib, Roma, Edizioni di storia e letteratura, 2003 [ristampa dell'edizione Firenze, 1843-1844], III, pp. 260-261). Osservazioni analoghe in Nerli (F. DE' NERLI, *Commentari dei fatti civili occorsi dentro la città di Firenze dall'anno 1215 al 1537*, 2 voll., Trieste, Coen, 1859, II, pp. 242-246), e in Bartoli (C. BARTOLI, *Discorsi storici universali*, in Venetia, appresso Francesco de' Franceschi senese, 1569, pp. 12-13).

17 Su questo punto si rinvia a P. SIMONCELLI, *Fuoriuscitismo*, cit., pp. 175-185.

18 Sulla situazione dei fuoriusciti fiorentini in questo frangente, si vedano S. LO RE, «Chi potrebbe mai, a questi tempi, badare a lettere?» Benedetto Varchi, Piero Vettori e la crisi fiorentina del 1537, «Studi storici», XLIII, 2002, pp. 367-409 (poi ripubblicato con il titolo *Dalla scuola all'esilio*, in ID., *Politica e cultura nella Firenze cosimiana. Studi su Benedetto Varchi*, Manziana, Vecchiarelli, 2008, pp. 129-189); L. DE LOS SANTOS, *Florence et les exilés républicains. Le tournant de 1534-1537*, in *Les années trente*, cit., pp. 337-350, e soprattutto P. SIMONCELLI, *Fuoriuscitismo*, cit., pp. 130-156.

19 Su Filippo Strozzi, cfr. G. B. NICCOLINI, *Filippo Strozzi. Tragedia corredata d'una vita di Filippo e di documenti inediti*, Firenze, Le Monnier, 1847; A. BARDI, *Filippo Strozzi (da nuovi documenti)*, «Archivio Storico Italiano», XIV, 1894, pp. 3-78; M. M. BULLARD, *Filippo Strozzi and the Medici. Favor and finance in sixteenth-century Florence and Rome*, Cambridge, Cambridge University Press, 1980.

suo agio nel nuovo ruolo che gli eventi gli imposero di rivestire. Tanto più che questi era fortemente contrario a quell'azione armata verso la quale Lorenzino e il procedere degli eventi lo sospinsero a gran forza. Messo con le spalle al muro finanche dal suo figlio più grande, più autorevole e più determinato, Filippo avrebbe ceduto soltanto dopo diversi mesi, firmando così la sua condanna a morte.

In questo complesso quadro fatto di sentimenti contrastanti e di opposte tensioni politiche, non si può escludere che quella di Lorenzino fosse diventata una presenza troppo ingombrante, soprattutto per un uomo, come lo Strozzi, che mirava a trovare una via diplomatica per risolvere la spinosa questione fiorentina. Poco dopo l'incontro veneziano la partenza di Filippo per Bologna coincise con quella del tirannicida per la Mirandola, e le loro strade si divaricarono non soltanto dal punto di vista geografico. Lorenzino infatti non fece in tempo a mettere piede alla Mirandola che già spronava l'amico a passare all'azione; «el tutto consiste nella prestezza», osservava il fuggitivo, e aggiungeva: «non mi pare da voler aspettar tanto il gioco vinto, ché noi lo perdiamo a fatto»²⁰. Nella stessa lettera non mancavano riferimenti molto concreti al numero di fanti a disposizione per un'azione armata, nonché all'atteggiamento di Galeotto Pico, della corona francese, e dei cittadini fiorentini («habbiamo a poter intrar nella terra, et col favor del populo», osservava). Parole, quelle del tirannicida, che sembravano dare per scontata una convergenza dello Strozzi, che invece in quelli stessi convulsi giorni si muoveva in una direzione radicalmente diversa, e si adoperava in favore della missione diplomatica dei tre cardinali (Salviati, Ridolfi e Gaddi), poi rivelatasi fallimentare. Qualunque cosa i due si fossero detti nel corso del loro abboccamento veneziano, sembrerebbe che il Medici avesse frainteso l'atteggiamento del banchiere e sopravvalutasse la sua propensione per l'azione militare.

Anche altre righe datate 18 gennaio – con i tre cardinali già in viaggio per Firenze – riconducevano all'importanza del fattore tempo, che a detta di Lorenzino era condivisa anche dal conte della Mirandola: «Et [Galeotto Pico] vi ricorda che si faccia presto, presto, et poi presto»²¹. Esortazioni legate all'imminente partenza di alcuni

20 Lorenzino a Filippo Strozzi, Mirandola, 12 gennaio 1537, in S. DALL'AGLIO, *L'assassino del duca*, cit., p. 283.

21 Lorenzino a Filippo Strozzi, Mirandola, 18 gennaio 1537, in ID., p. 285.

contingenti di fanteria, pronti a passare all'azione ma non disposti ad aspettare oltre per assecondare i temporeggiamenti dello Strozzi. L'assassino del duca faceva sapere che quattromila uomini avrebbero lasciato la Mirandola l'indomani, ma con evidente mancanza di realismo (e, forse, di informazioni sulle intenzioni del banchiere) lanciava un ultimo disperato appello a Filippo, facendo notare che un suo immediato via libera forse avrebbe ancora potuto scongiurare la partenza («se voi spacciassi subito a drieto in poste colla resolutione del sì, sarebbe possibile che li ritenessimo», *ibid.*, pp. 284-285). Dalla stessa missiva emergeva anche come Filippo non volesse avvalersi delle milizie del conte della Mirandola, ad ulteriore conferma della sua scarsa propensione per l'azione armata.

In perfetta sintonia con Lorenzino si trovavano all'epoca i due oratori francesi presso la Serenissima, fondamentali *traits-d'union* tra i fuoriusciti di stanza in laguna e la corona di Francia: Georges D'Armagnac e Georges De Selve (quest'ultimo immortalato nel celebre dipinto di Holbein). I due non nascosero mai di essere favorevoli all'impresa militare, come appare evidente anche da una lettera da loro inviata il 28 gennaio proprio al Medici. La missiva lasciava trasparire l'insoddisfazione di chi aveva perso l'attimo propizio – «havendo lassato preterir el più bello de l'occasione»²² – e la sfiducia nella missione dei tre cardinali a Firenze: «espettasi d'hora in hora d'haver aviso de l'opra che havran fatta li reverendissimi, de la quale però non speriamo gran frutto» (*ibid.*). Un pessimismo che riecheggiava le considerazioni espresse da Lorenzino in una lettera di pochi giorni prima (22 gennaio), in cui il giovane fiorentino sottolineava il diffuso scetticismo che circondava la missione dei tre porporati, mettendo in chiaro che non si trattava di una sua opinione personale ma di un convincimento diffuso («mi par vedere che si speri poco in questa gita de' reverendissimi»²³). Scetticismo prontamente controbilanciato da un lato positivo che il tirannicida non mancava di individuare, leggendo anche in quel tentativo di *appeasement* con l'*establishment* medico un possibile riflesso positivo per la causa di un'"impresa di Firenze" che non aveva mai smesso di caldeggiare. «Dipoi questa gita de' reverendissimi

22 Georges d'Armagnac e Georges de Selve a Lorenzino, Venezia, 28 gennaio 1537, in *ID.*, p. 315.

23 Lorenzino a Filippo Strozzi, Mirandola, 22 gennaio 1537, in *ID.*, p. 288.

non può far che buono effetto», annotava infatti il Medici con apparente contraddizione scrivendo al solito Strozzi (*ibid.*). L'ormai prossimo fallimento della via diplomatica infatti – ben lungi dal rattristare l'omicida – era salutato con favore in quanto necessaria premessa di quell'azione militare che appariva come una prospettiva irrinunciabile. Secondo Lorenzino, gli stessi cittadini di Firenze – visti gli scarsi risultati ottenuti con le parole – avrebbero definitivamente sciolto le loro riserve sul ricorso alle armi. Le consuete esortazioni a non perdere tempo costituivano l'immane corollario di quella lettura degli eventi, con un Lorenzino che non esitava a comunicare all'amico tutto il suo coinvolgimento emotivo: «el desiderio che le cose nostre succedin bene non mi lassa vivere» (*ibid.*).

Nel frattempo, “Lorenzo traditore” si trovava a fare i conti anche con la programmazione del suo stesso futuro, dopo che il suo assestamento alla Mirandola aveva messo momentaneamente fine ai frenetici spostamenti seguiti al delitto e gli aveva consentito di raccogliere le idee. Venezia e la Francia, le due destinazioni che avrebbero segnato la sua vita futura, erano già al centro dei suoi pensieri, come testimoniato da due lettere indirizzate a Filippo Strozzi alla fine di gennaio. Lettere brevi e forse incomplete, che tuttavia consentono di fare luce sulle intenzioni del tirannicida prima di lasciare la Mirandola. «Vorrei che voi pensassi al fatto mio, ché me ne vorrei andare a Venetia et di lì in Francia», scriveva il ricercato all'amico, conscio della morsa che si stringeva attorno a lui e della necessità di cambiare aria. Lorenzino spiegava anche di sentirsi braccato dal duca di Mantova, Federico II Gonzaga, e dunque costretto ad aggirare le insidie del viaggio via terra, e programmava quindi di recarsi a Ravenna, dove si sarebbe imbarcato per raggiungere Venezia. Un altro dato nuovo che emerge da quelle stesse sbrigative parole è l'insofferenza di Lorenzino per il riparo mirandolano e per il conte che lo ospitava, fino al punto di scrivere di nascosto da Galeotto per organizzare la sua partenza. In evidente disagio, il Medici invocava l'aiuto dello Strozzi per avere un pretesto per lasciare il castello della Mirandola – «scrivetemi ch'io vengha insin costì, ché havete da parlarmi per cosa che importa, et io poi me ne andrò – chiedeva infatti il tirannicida all'amico banchiere –, perché il conte vorrebbe ch'io ci stessi»²⁴. E in qualche modo la manovra dovette andare in

24 *Ibid.*, s.d. (fine gennaio 1537), in *ID.*, p. 290.

porto, perché prima della fine del mese Lorenzino lasciò il suo sgradito rifugio; dopo aver fatto tappa a Bologna ricongiungendosi con l'amico Filippo, all'inizio di febbraio era certamente approdato a Venezia.

E proprio dalla città lagunare, il 15 febbraio 1537, il figlio di Pier Francesco de' Medici scrisse una lunga e intensa lettera al solito Filippo Strozzi che fino ad oggi era rimasta nascosta tra le carte dell'Archivio di Stato di Firenze. Straordinaria perché – scritta il giorno prima della partenza per Costantinopoli – costituisce una sorta di testamento spirituale del tirannicida prima della temporanea uscita dalla scena politica, a poco più di un mese di distanza dalla morte del duca Alessandro. Un documento prezioso anche e soprattutto per la conoscenza e la comprensione del suo stato d'animo, delle sue preoccupazioni, delle sue speranze e delle motivazioni che animarono le sue scelte al momento della partenza per la Turchia. «[N]on son buono più a nulla, perché dappoi ch'io non posso esser costà et giovar alla impresa con voi, non importa ch'io vadia o in Francia o in Levante»²⁵. Evidente era l'amarezza del 'Bruto toscano' per non poter recitare un ruolo di primo piano nelle manovre seguite al tirannicidio. Una decisione, quella di Lorenzino, certamente sofferta («io mi son, doppo molto pensar, risoluto d'andarmene in Levante» [*ibid.*, p.293], scriveva in apertura di lettera), legata da una parte ai pericoli che un viaggio in Francia comportava e dall'altro ad una missione diplomatica a Costantinopoli per coinvolgere il sultano Solimano il Magnifico nell'"impresa di Firenze".

Non era senza dolore e difficoltà che il giovane fuggitivo si staccava dal mondo al quale appartenevano tutti i suoi legami umani e le sue speranze politiche. E infatti il suo congedo dall'Italia e dall'Europa avveniva tra mille raccomandazioni ad uno Strozzi ancora molto esitante di fronte all'idea dell'azione militare: «benché noi pensiamo al certo che voi siate risoluti a far l'impresa, pur aspettiamo di saperlo in fatto» (*ibid.*, p.295) osservava il Medici con malcelato scetticismo. Ma le preoccupazioni per le sorti di Firenze, tuttavia, non erano le sole a turbare le notti del figlio di Pier Francesco de' Medici. L'agguato mortale al duca, infatti, aveva messo in pericolo anche i familiari dell'assassino, all'epoca di stanza a Cafaggiolo nella villa di famiglia. L'avvenuta morte del padre e la sua condizione di primogenito non facevano altro che raddoppiare le ansie e i sensi di colpa di Lorenzino, tutt'altro che

25 Lorenzino a Filippo Strozzi, Venezia, 15 febbraio 1537, in *Id.*, pp.293-294.

inconsapevole dei rischi che dopo il 6 gennaio madre e fratelli correvano per causa sua. «[S]e lli intervenissi lor qualche discratia – osservava nell'ennesima lettera con evidente apprensione –, non sarei mai più contento, parendomi che gli intervenissi per mia colpa»²⁶.

Timori a cui si sforzava di dare seguito con una serie di contro-misure concrete, adoperandosi per organizzare la partenza dalla villa fiorentina della madre Maria e dei tre fratelli Giuliano, Laudomia e Maddalena. Toni particolarmente pressanti e ansiosi erano quelli con cui il Medici dal riparo della Mirandola scriveva all'amico Filippo, sollecitandolo a mandare degli uomini a Cafaggiolo per mettere in salvo i familiari. Particolare attenzione era dedicata alle sorti dell'amato fratello Giuliano (accompagnato dal fedele maestro di casa Giovan Francesco Zeffi), riguardo alle quali Lorenzino faceva del suo meglio per responsabilizzare lo Strozzi, indirizzandogli parole eloquenti ed insistite²⁷. «[H]abbiate lui per figliolo»²⁸, scriveva infatti a gennaio il tirannicida parlando del fratello, per poi replicare meno di un mese dopo: «preghe che voi li comandiate come a figliolo»²⁹. Con tutta probabilità alla fine di gennaio la moglie e i tre figli di Pier Francesco de' Medici avevano già lasciato la villa; le tre donne fecero tappa in un monastero del Mugello per poi approdare a Bologna in casa di Filippo Strozzi, dove si raccordarono con Giuliano.

Lo scampato pericolo per l'incolumità dei familiari, tuttavia, non dovette tranquillizzare del tutto Lorenzino, che non smetteva di pensare ai suoi cari e alle difficoltà che il suo improvvido gesto aveva causato loro. Se anche erano al sicuro, infatti, pesanti ombre ancora gravavano sull'avvenire della madre e dei tre fratelli del tirannicida in virtù di una situazione economica preoccupante, dopo che i beni di famiglia erano stati confiscati. Non c'è da meravigliarsi che ancora una volta l'assassino del duca Alessandro riponesse tutte le sue speranze nel ricchissimo Filippo Strozzi, dal quale aveva ricevuto rassicurazioni in questo senso già all'indomani del delitto. Rassicurazioni che riguardavano certamente le due sorelle Laudomia e Maddalena, alle quali il

26 Lorenzino a Filippo Strozzi, Mirandola, 20 gennaio 1537, in ID., p. 286.

27 Su Giuliano de' Medici, si veda S. TABACCHI, *Giuliano de' Medici*, in *DBI*, LXXIII (2009), pp. 89-91.

28 Lorenzino a Filippo Strozzi, Mirandola, 22 gennaio 1537, in S. DALL'AGLIO, *L'assassino del duca*, cit., p. 288.

29 Lorenzino a Filippo Strozzi, Venezia, 15 febbraio 1537, in ID., p. 294.

banchiere aveva promesso di dare in matrimonio due dei suoi figli come ricompensa per l'avvenuto tirannicidio³⁰. Lorenzino tornava sull'argomento nella lettera di metà febbraio, dove richiamava l'amico al mantenimento dei patti con una frase fumosa ma non del tutto indecifrabile: «vi ricordo, bench'io credo che non bisogni, che quello che è fra noi in confuso et a parole, che in quanto a me è distinto et per contratto, non sia impedito da cosa alcuna, anzi si termini con quello amore et con quella confidentia che fu principiato»³¹. Il destinatario di quella missiva e di quelle esortazioni non aveva difficoltà a cogliere il messaggio che si nascondeva dietro quelle righe, e rispondeva – non senza un certo ritardo – con parole che tradivano un evidente imbarazzo, sottolineando gli ostacoli che per il momento impedivano il doppio matrimonio nonostante le sue buone intenzioni³². Paradossalmente, ci volle la scomparsa di Filippo perché la situazione si sbloccasse, e a quel punto a volere gli sponsali furono gli stessi due figli che, a quanto sembra, in un primo tempo li avevano osteggiati. Entrambi i matrimoni vennero regolarmente celebrati a Venezia nel novembre 1539.

E inoltre, come emerge dai nuovi documenti, le rassicurazioni di Filippo a Lorenzino non riguardavano soltanto le sorelle. Il 'Bruto toscano', infatti, che non smetteva di essere in ansia per Giuliano, ricordava a Filippo Strozzi che la futura sistemazione del fratello era stata oggetto delle loro conversazioni passate, e nel ventaglio delle soluzioni prese in esame c'erano anche un beneficio ecclesiastico a Roma o in Francia. Per la seconda delle due ipotesi (che a diversi anni di distanza si sarebbe effettivamente concretizzata) Lorenzino si era già attivato con i due oratori francesi a Venezia, ma non per questo mancava di sollecitare l'intervento dello Strozzi al cospetto del re Francesco I. Nell'immediato, i problemi economici di Giuliano sembravano

30 Cfr. B. Varchi, *Storia fiorentina*, cit., III, pp. 259-260.

31 Lorenzino a Filippo Strozzi, Venezia, 15 febbraio 1537, in S. DALL'AGLIO, *L'assassino del duca*, cit., p. 295.

32 «Quanto alla affinità intra noi ragionata non mi muterò mai d'opinione et la desidererò sempre, non punto meno di voi. È ben vero che sen-do Ruberto mio destinato più fa da lui et da me allo ecclesiasti-co non mi restano altri subiecti capaci di donne che Piero et Vincentio, quali sono in una professione molto aliena, et quello che più import-a, fuori di ogni arbitrio et dispositione mia. Né ripigliate queste mie parole a senso che io mi vada ritirando, perché il iudicio vostro saria in tale parte falso, ma che solo siano da me decte per monstrarvi apunto come le cose stanno», Filippo Strozzi a Lorenzino, Venezia, 4 aprile 1537, in ID., p. 318.

destinati ad una facile soluzione grazie ad un credito di duemila scudi che Lorenzino vantava nei confronti di Averardo Salviati, e che si illudeva di poter riscuotere «se già questo credito non è ito male come l'altre nostre cose»³³. I timori del Medici non erano eccessivi, come appariva chiaro pochi giorni più tardi da una lettera dello stesso Giuliano allo Strozzi, datata 24 febbraio: «intendiamo esser loro suta facta prohibitione di pagarli», scriveva infatti l'allarmato fratello di Lorenzino in riferimento ai due Salviati che gestivano il banco di famiglia³⁴. Neanche la successiva intercessione di Filippo servi a sbloccare una situazione che ormai era in un vicolo cieco: sulla ricossione del credito pendeva il veto del nuovo signore di Firenze che evidentemente non poteva essere aggirato³⁵. Ma si trattava di questioni che di lì a poco sarebbero cadute in secondo piano di fronte al frenetico precipitare degli eventi. Quando, poco tempo dopo, Lorenzino si sarebbe riaffacciato nella penisola, la drammatica pagina della battaglia di Montemurlo era già stata scritta, e il malcapitato Filippo era già rinchiuso nella Fortezza da Basso, dalla quale non sarebbe uscito vivo.

Il secondo nucleo di lettere ci proietta nella primavera del 1545, un periodo caratterizzato, in tutte le biografie, da uno sconcertante vuoto documentario e storiografico. In questo periodo il contesto è completamente diverso da quello che, subito dopo il tirannicidio, aveva indotto Lorenzino alla partenza per Costantinopoli e aveva portato alla scomparsa di Filippo Strozzi. I sogni di vittoria dei fuoriusciti che avevano caratterizzato il primo semestre del 1537 sono ormai un lontano ricordo, mentre l'allora fragile ducato del giovane Cosimo I de' Medici, cresciuto sotto l'ala protettiva dell'aquila asburgica, è ora uno stato più solido che mai. Nell'autunno del 1544 la pace di Crépy

33 Lorenzino a Filippo Strozzi, Venezia, 15 febbraio 1537, in ID., p. 294.

34 «[...] havendo noi certa somma di denari sul banco di Averardo et Piero Salviati di Firenze in nome delli heredi di Pier Francesco de' Medici, e quali vi si tenevono per la dote della nostra sorella, valendoci per ciò delli utili giornalmente, et hora essendo occorso quanto sapevi, a noi faceva di bisogno valercene grossamente, et perciò si è da esso Lorenzo et da me più volte loro scripto, dalli quali ultimamente in risposta intendiamo esser loro suta facta prohibitione di pagarli [...]». Giuliano de' Medici a Filippo Strozzi, Venezia, 24 febbraio 1537, in ID., p. 327.

35 «Et quanto al prevalersi del credito è in sulli Salviati, o almanco della sua metà, ne ho parlato più volte con Averardo, [...] et per essergli stato detto a voce da Octaviano et da Cosimo che non paghi niente del credito ha in mano cantante in li heredi di Pier Francesco, non si risolve al dividerlo et pagare a Iuliano la sua metà, come io harei voluto [...]», Filippo Strozzi a Lorenzino, Venezia, 4 aprile 1537, in ID., pp. 317-318.

era servita ad interrompere momentaneamente le ostilità tra Carlo V e Francesco I, consentendo all'Asburgo di concentrarsi sul fronte interno per regolare la questione protestante. Proprio in conseguenza di quel trattato, Lorenzino, che dall'autunno del 1537 aveva trovato rifugio in Francia, incominciò a sentirsi meno sicuro, in virtù della pace fatta tra il sovrano che lo proteggeva (Francesco I) e quello che gli dava la caccia in quanto assassino del marito della figlia (Carlo V). Con tutta probabilità fu questa la ragione principale che lo indusse a lasciare definitivamente il suo itinerante riparo francese e a ritornare stabilmente nella penisola. Non meraviglia la scelta di Venezia come prima e definitiva destinazione in terra italiana, sia perché la Serenissima era formalmente neutrale nell'ambito delle schermaglie che avevano visto contrapporsi Francia e Impero, sia perché la città era da tempo diventata uno dei principali centri di raccordo del fuoriuscitismo repubblicano fiorentino. È vero che gli Strozzi, a seguito dell'avventata occupazione di Marano, erano temporaneamente stati estromessi dalla città sulla laguna, ma è anche vero che il giovane fuggitivo poteva comunque contare su una fitta rete di relazioni facente capo al loro *entourage*.

Gli Strozzi furono i principali referenti solidali e politici di Lorenzino anche dopo la morte di Filippo, e il loro legame fu ulteriormente consolidato dal doppio matrimonio del 1539. D'altra parte il debito di gratitudine del tirannicida nei loro confronti non era dovuto soltanto allo sposalizio delle sorelle, ma anche ad un compenso vitalizio erogato dai figli del defunto banchiere. I rapporti tra Lorenzino e Piero, valoroso comandante d'armi al soldo del re di Francia, sono comprovati da numerosi documenti, inclusa la lettera che il tirannicida scrisse da Lione nel gennaio del 1538 giurando fedeltà eterna all'amico militare: «io son risoluto non mutare opinione, anzi esser sempre mai congiunto con voi, et co' pensieri et colle attioni»³⁶. Inoltre nel gennaio del 1545 fu Lorenzino a garantire un ordine di pagamento di Piero per il fratello Roberto, relativo a novecento scudi da versare all'oratore francese a Venezia Jean de Montluc. Impossibilitato a riscuotere la cifra in laguna, in quanto Roberto era fuori città, il diplomatico all'inizio di febbraio inviò il documento allo Strozzi a Roma, non senza avervi prima fatto apporre un appunto di Lorenzino a garanzia dell'autenticità del

36 Lorenzino a Piero Strozzi, Lione, 29 gennaio 1538, in ID., p. 298.

documento: «Io Lorenzo de' Medici fo fede come questa è la copia d'una lettera sottoscritta dal signor Piero»³⁷. Difficilmente si sarebbe potuto trovare un garante più indicato, se consideriamo che Roberto Strozzi era diventato uno dei più fidati amici e più assidui corrispondenti dell'assassino di Alessandro. Quasi tutte le lettere conosciute firmate dal tirannicida dopo la scomparsa di Filippo sono infatti indirizzate al suo figlio secondogenito, che si occupava dell'amministrazione del banco di famiglia. Si tratta di missive che tradiscono familiarità e consuetudine, pur se all'interno di un rapporto squilibrato, vissuto dal tirannicida con una punta di soggezione verso il membro di una famiglia da cui, in fin dei conti, dipendevano le sue sorti.

Soltanto per il breve periodo di marzo-maggio 1545 disponiamo di ben sei nuove lettere di Lorenzino de' Medici a Roberto Strozzi, che arricchiscono infinitamente la conoscenza di un periodo quasi ignoto della vita del tirannicida, ma anche del quadro generale in cui le sue vicende si inseriscono. Vita familiare e storia politico-militare si intrecciano continuamente nelle parole dell'assassino del duca Alessandro, che condivide continuamente speranze, preoccupazioni e impressioni con l'amico di stanza a Roma. «Giuliano vi dirà com'io havevo disegnato non ritornar per questa state in Francia»³⁸, scriveva Lorenzino il 30 marzo con evidente incertezza riguardo ai suoi stessi spostamenti futuri, strettamente legati a questioni pratiche come l'affitto del palazzo veneziano in cui vive e lo smaltimento dei mobili al suo interno. In quelle stesse righe si parla anche di un'altra partenza francese, quella della sorella Laudomia de' Medici e del marito Piero Strozzi, legata anche ad un prestito di gioielli da parte di Renata di Francia. La consorte di Piero avrebbe voluto restituirli alla duchessa di Ferrara al suo passaggio nella città estense – prima tappa del suo viaggio alla volta di Roma per raggiungere il marito – ma non aveva soldi a sufficienza per riscattarli e dunque l'appuntamento era rimandato. Dalle missive di Lorenzino non potevano mancare riferimenti anche all'altra sorella Maddalena, tanto più che il cognato a cui erano indirizzate le lettere era proprio il marito della donna. Problemi economici si sovrapponevano e si alternavano a questioni più prettamente

37 Appunto di Lorenzino in calce ad una lettera di Piero Strozzi a Roberto Strozzi, Fontainebleau, 9 gennaio 1545, in *Id.*, p. 302.

38 Lorenzino a Roberto Strozzi, Venezia, 30 marzo 1545, in *Id.*, p. 304.

familiari, come l'ennesima gravidanza di una donna che sembrerebbe avere partorito ben sette femmine prima di riuscire ad avere un maschio. «Se la Magdalena la fa questa volta femina, io vo' dire che voi siate amaliati»³⁹, osservava Lorenzino con evidente ironia. Diverso il tono del Medici quando si trattava di giustificare le spese quotidiane, di fronte a rimostranze che possiamo soltanto presumere da parte di un Roberto Strozzi che era chiamato a fare fronte alle uscite. «Quanto alla spesa di qui di casa, qui non ci è superfluo»⁴⁰, rimarcava il tirannicida con una punta di irritazione, menzionando esigenze manifestate dalla stessa moglie di Roberto.

Il respiro confidenziale di queste osservazioni era tuttavia spezzato da considerazioni lontane dall'ambito privato e relative agli intrecci politici italiani ed europei che non avevano mai smesso di interessare il figlio di Pier Francesco de' Medici. Carlo V, Francesco I e Paolo III sono solo i più noti dei personaggi che si affacciano dalla pagine vergate da Lorenzino, dove compaiono anche, tra gli altri, il duca Maurizio di Sassonia e Filippo d'Assia, e si parla anche della guerra tra Francia e Inghilterra e del Concilio di Trento. Quella di una crescente attenzione agli sviluppi internazionali è proprio la cifra che contraddistingue le ultime due lettere, datate rispettivamente dicembre 1546 e settembre 1547. Missive che ci portano a ridosso della morte del Medici (occorsa il 26 febbraio del 1548), e nel mezzo di un turbinio di eventi che culminò con l'esodo dei fuoriusciti da Venezia. Tra l'autunno del 1547 e il gennaio del 1548 tutti gli Strozzi lasciarono la laguna, accompagnati dalle due sorelle di Lorenzino sposate a Piero e a Roberto ma anche dai moltissimi uomini del loro folto *entourage*. Il consolidamento imperiale successivo alla battaglia di Mühlberg (aprile 1547) aveva prodotto pesantissimi effetti anche nella penisola, dove, nell'arco di pochi mesi, episodi come l'assassinio di Pier Luigi Farnese e l'esecuzione di Francesco Burlamacchi certificarono lo strapotere asburgico e misero più che mai in apprensione i nemici politici. E meno che mai potevano restare indifferenti gli Strozzi, coinvolti direttamente nella congiura anti-medicea ed anti-imperiale del Burlamacchi.

Rimasto solo in una Venezia orfana degli Strozzi e degli altri fuoriusciti, il tirannicida fu facile vittima della vendetta che mise fine a undici

39 *Ibid.*, 25 aprile 1545, in *ID.*, p. 308.

40 *Ibid.*, 23 aprile 1545, in *ID.*, p. 306.

anni di fuga. Eppure non molto tempo prima lo stesso Lorenzino si era lasciato ancora andare a suggestive ipotesi di fantapolitica che tradivano un ottimismo al limite dell'utopia per le sorti della sua città natale. Una preziosa lettera del 9 dicembre 1545 – quando il potere di Cosimo appariva già solido e sostanzialmente inattaccabile – rivela un ultimo, fantasioso progetto per estromettere il duca da Firenze, confidato con sorprendente entusiasmo ad un corrispondente insolito: l'esule fiorentino Gioacchino Guasconi⁴¹. Lorenzino paventava uno scambio tra la città toscana e Parma e Piacenza (con la presunta, indispensabile complicità di Carlo V e Paolo III), la prima riconsegnata nelle mani dei fuoriusciti repubblicani e le altre due incamerate dall'Asburgo insieme ad un compenso in denaro. Nelle parole del 'Bruto toscano' il favore dei fiorentini non riguardava soltanto gli esuli, ma anche i cittadini rimasti *in loco*, e si trattava di un elemento decisivo per dissolvere le perplessità dell'imperatore, al quale non sarebbero mancati gli appigli giuridici: «Et quand'e' si venissi al fatto, si troverebbe ben modo da mostrare all'imperatore che non solo e fuoriusciti, che questo è troppo manifesto, ma anchora quegli di drento si contenterebbero di una tal mutatione. Et si troverrebbero anche de' modi che l'imperatore potrebbe levar Cosimo di là con giusto titolo, perché del potere non c'è dubbio»⁴². Lorenzino stava riponendo le sue speranze nell'uomo che gli stava dando la caccia e alla fine lo avrebbe fatto uccidere.

Non c'era bisogno di attendere l'omicidio del duca di Parma e Piacenza Pier Luigi Farnese, avvenuto nel settembre del 1547, perché l'inconsistenza del bizzarro piano del tirannicida apparisse in tutta la sua evidenza. Alla fine del 1545 era chiaro che il potere del duca di Firenze – che godeva dell'appoggio incondizionato di Carlo V – era più solido che mai, così come era estremamente fragile la posizione dei fuoriusciti. La stessa condizione di Paolo III, che avrebbe dovuto garantire lo scambio grazie al quale i repubblicani avrebbero rimesso piede a Firenze, non era delle migliori, dopo l'estenuante braccio di ferro che in quello stesso anno lo aveva visto contrapposto a Cosimo. Tutti questi elementi contribuivano a fare del progetto di Lorenzino un sogno irrealizzabile, che in qualche modo era la continuazione dei

41 Sul quale si rinvia a R. ZACCARIA, *Gioacchino Guasconi*, in *DBI*, LX (2003), pp. 471-473.

42 Lorenzino a Gioacchino Guasconi, Venezia, 9 dicembre 1545, in S. DALL'AGLIO, *L'assassino del duca*, cit., pp. 311-312.

suoi disegni del 1537, ma senza i presupposti concreti che all'epoca li avevano giustificati. Un sogno che forse può aiutare a spiegare la mancata partenza per la Francia quando tutti gli altri fuoriusciti presero atto dell'assenza di prospettive concrete per la loro causa e gradualmente abbandonarono la laguna⁴³. Era l'inizio di un ripiegamento che li avrebbe portati a sotterrare progressivamente l'ascia di guerra. Furono accantonate prima le velleità militari e successivamente anche quelle di opposizione politica, di pari passo con un alleato francese che dopo la pace di Cateau-Cambrésis non aveva più né la voglia né i mezzi per continuare a combattere contro l'eterno nemico imperiale.

Un *rapprochement* che ovviamente non riguardò Lorenzino e che forse fu reso possibile anche dalla scomparsa dell'ingombrante tirannicida e dalla plateale consumazione della vendetta per la morte del duca Alessandro. Con il sangue dello sconsiderato 'Lorenzo traditore' era stata lavata l'onta di un delitto inaccettabile ed era stata aperta una nuova pagina nei rapporti tra il duca di Firenze e un'opposizione repubblicana sempre più dimessa e sempre più lontana dall'Italia. Scomparso il 'Bruto toscano' e sepolto il sogno antimediceo che egli aveva riportato in vita, le lettere di Lorenzino dall'esilio rappresentano un lascito umano e politico che fino ad oggi ci era in gran parte sconosciuto. Attraverso di esse gli si potrà restituire almeno in parte la voce cancellata da una capillare *damnatio memoriae*, penetrando il muro di silenzio eretto attorno alla sua figura da chi voleva farlo passare alla storia solo ed esclusivamente come lo «scelerato e crudel parricida»⁴⁴ e «il traditore supremo»⁴⁵.

43 Sulla partenza degli Strozzi e degli altri fuoriusciti da Venezia, si rinvia a P. SIMONCELLI, *Il cavaliere dimezzato. Paolo del Rosso «fiorentino e letterato»*, Milano, Franco Angeli, 1992 (prima edizione: 1990), pp. 57-60.

44 P. GIOVIO, *Istorie del suo tempo, tradotte da m. Lodovico Domenichi*, 2 voll., in Vinegia, presso Altobello Salicato, 1572, II, p. 509.

45 Francesco Vinta a Vincenzo Riccobaldi, Milano, 30 marzo 1548, in S. DALL'AGLIO, *L'assassino del duca*, cit., pp. 384-385.



Un républicain exilé à Venise : Donato Giannotti dans les lettres de « l'amico di Venezia » (1537-1539)

Hélène Soldini

Institut universitaire européen, Florence

« È il solito dei fuorusciti di sperare. »
Bernardino Duretti¹

Selon l'historien Benedetto Varchi, témoin oculaire des événements et ami intime de Donato Giannotti, l'ancien secrétaire républicain, exilé au moment de la restauration du gouvernement des Médicis après avoir occupé la fonction de premier chancelier des *Dieci di Balìa* de 1527 à 1530, tente, à la fin du mois de janvier 1537, un bref retour à Florence² :

Ma essendogli dopo alquanti giorni affermato da Alamanno de' Pazzi come per Firenze si diceva che egli era stato preso e menato al bargello, si volse a Benedetto Varchi, il quale era con esso lui, e gli disse : « Anco l'altra volta mi fu pronosticato ; io voglio andarmi con Dio » ; [...] la mattina per

- 1 Archivio di Stato di Firenze (désormais ASF), Mediceo del Principato (désormais MDP), 3093, f. 167v.
- 2 Pour une biographie de Donato Giannotti, voir R. RIDOLFI, « Sommario della vita di Donato Giannotti », dans *Opuscoli di storia letteraria e di erudizione*, Florence, L'arte della stampa, 1942, p. 55-164 ; R. STARN, « Introduction », dans *Donato Giannotti and his Epistolae*, Genève, Droz, 1968, p. 1-58 ; S. MARCONI, « Donato Giannotti », *Dizionario biografico degli italiani*, Turin, Treccani, 2000, vol. LIV.

tempissimo se n'andarono per la medesima via de' cardinali e de' fuorus-citi a Bologna.³

Après les années d'oisiveté littéraire lors de son assignation à résidence à Comeana en 1530 puis à Bibbiena en 1533, la fuite précipitée, la nuit du 30 janvier 1537, de Giannotti, pourtant libéré et autorisé à demeurer dans l'enceinte de la cité depuis le 23 mars 1536, marque le début d'un exil volontaire⁴. Les raisons du départ définitif de l'ancien secrétaire s'expliquent à la lumière de la situation politique ambiguë de Florence au début de l'année 1537.

Si l'assassinat, le 5 janvier, du duc Alexandre offre aux exilés une occasion unique, la nomination, dès le 9 janvier, de Côme « capo e primario del governo della Città di Firenze e suo dominio » sous protection impériale, s'avère tout de suite un frein à une éventuelle négociation pour leur retour⁵. Le ban publié au début de février, en proposant des conditions très dommageables aux intérêts politiques et financiers des opposants, transforme la nature même de l'exil⁶. Avec la proclamation de 1537, expression de la feinte clémence du jeune Médicis, l'éloignement de la cité relève désormais bien moins d'une condamnation que d'une prise de position : la décision de quitter Florence se dessine

- 3 B. VARCHI, *Storia fiorentina con aggiunte e correzioni tratte dagli autografi e corredate di note per cura ed opera di Lelio Arbib*, Florence, Società editrice delle storie del Nardi e del Varchi, 1843-1844, vol. III, livre XV, p. 305. L'épisode auquel renvoie le discours rapporté de Giannotti est son arrestation en 1530. La référence au Bargello, siège du Conseil de justice, signifie de façon métonymique être arrêté par la police florentine – les *Otto di Guardia e di Balìa* – installée par la suite dans ce même palais qui servira également, à partir de 1574, de prison de la ville.
- 4 Les informations concernant la période d'assignation à résidence sont fournies par la correspondance de D. GIANNOTTI (*Opere politiche e Lettere italiane*, F. Diaz éd., Milan, Marzaroti, 1974, vol. II, p. 25-42). L'acte officiel de l'amnistie promulguée le 23 mars 1536 se trouve dans ASF, Otto di Guardia e Balìa del Principato, 12, f. 65v-66r.
- 5 *Legislazione toscana*, L. Cantini éd., Florence, Stamperia Albizziana, 1800, vol. I, p. 115-116. Sur l'élection de Côme et la situation des exilés entre janvier et juillet 1537, voir L. FERRAI, *Cosimo de' Medici duca di Firenze*, Bologne, Zanichelli, 1882, p. 3-67; G. SPINI, *Cosimo I e l'indipendenza del principato mediceo*, Florence, Vallecchi, 1945, p. 22-91; R. CANTAGALLI, *Cosimo I de' Medici granduca di Toscana*, Milan, Mursia, 1985, p. 46-71; F. DIAZ, *Il Granducato di Toscana. I Medici*, Turin, UTET, 1987, p. 1-84; P. SIMONCELLI, *Fuoriuscittismo repubblicano fiorentino 1530-1554*, vol. I, 1530-1537, Milan, Franco Angeli, 2006, p. 186-334.
- 6 Concernant le ban négocié en janvier 1537, voir P. SIMONCELLI, *Fuoriuscittismo repubblicano fiorentino*, op. cit., p. 190-245.

comme un choix entre liberté en exil et servitude dans la patrie, ce qui annihile tout espoir de réconciliation et ne laisse d'autre choix que la résistance active. Giannotti, sans doute en route vers Castiglione de Pepoli où a lieu, le 9 février, un sommet des principaux représentants de l'opposition, épouse alors la cause des *fuorusciti* dont les tentatives de déstabilisation du régime aboutissent, le 1^{er} août, à la débâcle militaire des troupes anti-médicéennes à Montemurlo. Si l'historiographie a eu tendance à lire rétrospectivement l'ascension au pouvoir de Côme comme le chant du cygne de l'opposition républicaine, symboliquement représenté par l'échec diplomatique de janvier et la défaite militaire d'août, j'émettrai ici l'hypothèse que l'année 1537 marque moins une rupture qu'une transformation des pratiques des *fuorusciti* (avec à la clé une radicalisation de leurs stratégies) et, conjointement, des formes de répression déployées par le gouvernement ducal.

L'exil politique florentin durant les Guerres d'Italie, en particulier après 1537⁷, est caractérisé par la dimension internationale de la lutte entre factions dans la mesure où c'est essentiellement au-delà des frontières de l'État territorial, dans un espace péninsulaire – voire européen – à dimension variable, que se négocient la construction et la légitimation politico-juridique du gouvernement et que, par conséquent, se joue l'affrontement des groupes politiques⁸. Ainsi, alors que l'étude de l'exil a longtemps été tributaire d'une perspective interne à l'histoire politique florentine, l'historiographie la plus récente, en soulignant l'importance d'un décloisonnement entre l'étude des mutations institutionnelles internes et l'analyse des relations diplomatiques⁹, autorise un

7 Pour une étude de l'exil politique en Italie dans d'autres contextes, voir R. STARN, *Contrary Commonwealth. The Theme of Exile in Medieval and Renaissance Italy*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California, 1982; J. HEERS, *L'esilio, la vita politica, la società nel Medioevo*, Naples, Liguori, 1997; C. SHAW, *The Politics of Exile in Renaissance Italy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

8 La relation étroite entre l'équilibre interne du gouvernement et la politique étrangère de la cité a été mise en évidence par G. SPINI, *op. cit.* D'autre part, la critique a démontré combien la définition des factions florentines repose sur leur articulation avec les enjeux défendus par les rapports de force européens : A. ANZILOTTI, *La crisi costituzionale della Repubblica fiorentina*, Florence, Seeber, 1912; R. VON ALBERTINI, *Das florentinische Staatsbewußtsein im Übergang von der Republik zum Prinzipat*, Berne, A. Francke AC Verlag, 1955.

9 Cette nouvelle direction de recherche a été proposée lors de la conférence organisée à Chicago en 1993 (*Origini dello Stato. Processi di formazione statale in Italia fra medioevo e età moderna*, G. Chittolini, A. Molho et P. Schiera éd., Bologne, Il Mulino, 1994; voir

renouveau des méthodes d'observation et des paradigmes interprétatifs appliqués aux réseaux des exilés¹⁰ qui se déploient (au nom de la mobilité géographique mais aussi des intérêts politico-financiers des acteurs) selon une logique polycentrique à l'échelle de la péninsule (Venise, Ferrare ou Rome), mais aussi du continent (de la France à l'Empire ottoman). Si, dans cette perspective, les sources diplomatiques se présentent comme un instrument utile pour recomposer le système de circulation de l'information dont dépendent la coordination des forces de l'opposition autant que l'action du gouvernement, la correspondance d'espions, le plus souvent occultée comme un inconscient de la diplomatie, permet de pénétrer au plus près de ces intrigues et de se défaire de la dichotomie consistant à distinguer entre les menaces externes et internes pesant sur le gouvernement¹¹.

L'objectif de la présente contribution est donc de relire une étape de l'exil politique florentin (1537-1539) à l'aune de la correspondance d'un agent médicéen, «l'amico di Venezia», afin d'étayer l'hypothèse selon

en particulier A. K. ISAACS, «Sui rapporti interstatali in Italia dal medioevo all'età moderna», p. 113-143). Elle suppose une nouvelle compréhension de la diplomatie qui, ainsi que R. Fubini l'a souligné (*Italia quattrocentesca. Politica e diplomazia nell'età di Lorenzo di Magnifico*, Milan, Franco Angeli, 1994), ne peut être perçue comme le signe de l'affirmation de la souveraineté des États modernes, mais apparaît comme un instrument destiné à remédier à l'absence de stabilité juridique du pouvoir étatique. Voir sur ce point les travaux de D. Frigo et A. Contini.

- 10 Le recours au terme de «réseau» ne signifie pas adopter l'approche dite d'«analyse de réseaux». Nous privilégierons la dimension analytique, et non mathématique, de l'approche réticulaire en veillant à ne pas figer ces structures et à faire apparaître, au contraire, les dynamiques et les mouvements qui les animent. Concernant l'utilisation de cette approche en histoire, voir C. LEMERCIER, «Analyse de réseaux et histoire», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 52/2, 2005, p. 88-112.
- 11 Sur l'utilisation des sources d'espionnage pour l'étude de la diplomatie européenne durant la première modernité, voir J. WESTFALL THOMPSON et S. K. PADOVER, *Secret Diplomacy, Espionage and Cryptography 1500-1815*, Londres, Jarrolds, 1937; M. A. ECHEVARRIA BACIGALUPE, *La diplomacia secreta en Flandes 1598-1643*, Bilbao, Universidad del País Vasco, 1984; L. BÉLY, *Espions et ambassadeurs au temps de Louis XIV*, Paris, Fayard, 1990; S. BUDIANSKY, *Her Majesty's Spymaster. Elizabeth I, Sir Francis Walsingham, and the Birth of Modern Espionage*, New-York, Viking, 2005. Dans le contexte italien, seul P. PRETO (*I servizi segreti di Venezia*, Milan, Il Saggiatore, 1994) a consacré un volume aux pratiques d'espionnage qui dépasse largement le cas vénitien. Cependant, ce dernier ne va pas jusqu'à questionner la place que ces systèmes informels d'information occupent au sein de l'articulation qui lie la construction interne des États et les relations diplomatiques : l'ouvrage pêche par une distinction rigide entre «l'espionnage interne et externe», ce qui interdit de saisir l'imbrication étroite qui existe entre la politique intérieure et étrangère des États en formation.

laquelle l'épilogue de la résistance républicaine dépend bien moins de l'histoire politique interne de Florence que d'une configuration politique européenne où s'enchevêtrent l'action autoritaire du nouveau régime et les dynamiques diplomatiques propres aux Guerres d'Italie. Si le recours à la documentation produite par un espion peut susciter quelques perplexités quant à sa fiabilité, il s'agira dans un premier temps d'interroger la voix de cet informateur. Nous nous intéresserons ensuite à l'un de ses principaux interlocuteurs, Donato Giannotti. L'étude du rôle qu'il occupe au sein des réseaux des exilés florentins sera l'occasion de délimiter l'espace géographique et politique dans lequel s'inscrit l'action de cette « République en exil »¹² afin de proposer une nouvelle chronologie de l'histoire des exilés républicains qui engage, du même coup, une redéfinition du concept de *fuoruscitismo*.

Dès son accès au pouvoir, il s'avère nécessaire pour Côme, soucieux de renforcer son contrôle du gouvernement et d'obtenir son indépendance face à une protection espagnole qui relève de l'ingérence dans les affaires de la cité¹³, de ne pas sous-estimer la menace constituée par les exilés, d'autant que la reprise, en dépit de la paix de Cambrai de 1529, du conflit entre la France et l'Empire offre à l'opposition un potentiel appui (militaire ou financier) de François I^{er} et que l'élection, en 1534, du pape anti-médicéen Paul III se présente comme une occasion favorable au recrutement de troupes dans les terres pontificales, en particulier en Romagne. La fragilité du jeune duc, l'exaspération de l'opposition en exil, la déception de certains Florentins après l'élection controversée de Côme, ainsi que la situation internationale justifient que la question des *fuorusciti* passe au centre des préoccupations du gouvernement florentin qui craint l'imposition d'un gouverneur espagnol ou la descente de troupes. La question de la légitimation internationale du régime apparaît alors subordonnée à une stabilisation du gouvernement dont la réalisation dépend du contrôle de l'opposition disséminée en Europe. De ce fait, Côme, conjointement aux initiatives

12 J'emprunte cette expression au volume *La République en exil (XV^e-XVI^e siècles)* de la revue *Laboratoire italien* (P. Carta et L. De Los Santos éd., 3, 2002).

13 Rappelons qu'en janvier 1537, les troupes espagnoles occupent encore les terres de Toscane et que les forteresses de Pise et de Livourne sont toujours aux mains des agents impériaux.

diplomatiques, déploie un vaste système d'espionnage qui quadrille l'espace péninsulaire et européen¹⁴. Si le recours à des agents secrets s'inscrit dans une longue tradition florentine, c'est sous Côme, ainsi que le rappellent les contemporains, que ce système d'information se perfectionne au point de devenir un instrument essentiel du gouvernement¹⁵. La structure informelle de l'espionnage, bien loin d'être une caractéristique d'un État moderne centralisé, participe au processus de consolidation de l'État en formation¹⁶.

Parmi les lieux de rassemblement de l'opposition à surveiller, Venise occupe une place particulière pour deux raisons : d'une part, en tant que centre international de circulation et de diffusion de l'information¹⁷, d'autre part en qualité de terre d'asile privilégiée des

14 La métaphore d'un souverain-araignée renvoie à l'image utilisée par F. BRAUDEL à propos de Philippe II (*La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, Armand Colin, 1949), que A. CONTINI a déjà eu l'occasion d'appliquer au sujet du jeune Côme («Dinastie, patriziato e politica estera : ambasciatori e segretari medicei nel Cinquecento», dans *Ambasciatori e nunzi. Figure della diplomazia in età moderna*, D. Frigo éd., Cheiron, 30, 1998, p. 77).

15 B. SEGNI, *Istorie Fiorentine* (G. Gargani éd., Florence, Barbera Bianchi e Comp., 1857, livre VII, p. 271), rappelle qu'Alexandre de Médicis employait déjà des «spie [...] in tutti i luoghi del mondo dove alloggiavano Fiorentini». Toutefois, les contemporains insistent particulièrement sur «la prudenza e sagacità del duca Cosimo», capable de maintenir à son service des agents secrets particulièrement entraînés de sorte que «non era, non dico città alcuna, o castello in tutta Italia, ma borgo o villa, e quasi osteria, onde non fosse quotidianamente avvisato» (MANUZIO IL GIOVANE, *Vita di Cosimo de' Medici, primo Gran Duca di Toscana*, Bologne, 1586, p. 63-64, ainsi que B. VARCHI, *op. cit.*). Les ambassadeurs vénitiens soulignent l'efficacité de ce système qui représente une dépense de plus de 40 000 ducats par an, et qui perdure sous le principat de François I^{er} («Relazione del secretario Vincenzo Fedeli nel 1561» et «Relazione delle cose di Toscana di Tomaso Contarini nel 1588», dans *Relazioni degli ambasciatori veneti al Senato*, A. Ventura éd., Bari, Laterza, 1976, vol. II, p. 236-237 et p. 271-272).

16 C'est l'hypothèse suggérée par P. PRETO, *op. cit.*, p. 25-27, qui perçoit dans l'organisation des services secrets florentins un effet de l'instauration du principat. Inversement, l'historiographie sur la diplomatie florentine (voir note 8) invite à considérer le perfectionnement de l'espionnage comme un instrument de la construction d'un pouvoir centralisé «moderne». Pour une discussion sur la notion d'«État moderne», voir E. FASANO GUARINI, *Repubbliche e principi. Istituzioni e pratiche di potere nella Toscana granducale del '500-'600*, Bologne, Il Mulino, 2010.

17 Jusque dans les années soixante-dix, Venise était considérée avant tout comme un espace de médiation entre l'Est et l'Ouest. Depuis, les travaux de P. BURKE («Early modern Venice as a center of information and communication», dans *Venice Reconsidered: The History and Civilization of an Italian City-State 1297-1797*, J.J. Martin et D. Romano éd., Baltimore-Londres, Johns Hopkins University Press, 2000,

Florentins¹⁸. Non seulement Venise abrite une « Nation florentine » prospère¹⁹ capable d'employer les nouveaux arrivants, mais elle se présente également, en tant que dernier régime républicain apte à préserver son indépendance, comme une plaque tournante de l'information politique à l'échelle européenne. La Sérénissime s'avère dès lors le lieu idéal pour la coordination des projets de l'opposition, ce qui contribue à la naissance du mythe de Venise comme République accueillante et libérale, « refuge de toutes les misères », « terre d'asile de tous les hommes opprimés », comparable à « la branche d'un arbre dont les racines sont profondément ancrées dans le terreau de la liberté [...] de sorte que tous les oiseaux du ciel viennent s'y poser »²⁰. Dans cette Florence du dehors, opère l'espion Bernardino Duretto, conscient de l'importance stratégique de Venise afin de parvenir à une maîtrise de l'espace politique, au-delà des distances et des frontières²¹.

Il existe peu de renseignements sur ce personnage, originaire de Pistoia, longtemps au service de la République de Sienne, qui réside de

p. 389-419) et de F. DE VIVO (*Information and Communication in Venice. Rethinking Early Modern Politics*, Oxford, Oxford University Press, 2007, ainsi que la traduction enrichie, *Patrizi, informatori, barbieri : politica e comunicazione a Venezia nella prima età moderna*, Milan, Feltrinelli, 2012) ont permis de souligner son importance comme lieu de rassemblement et de diffusion de l'information à l'échelle péninsulaire.

- 18 Concernant l'attraction de Venise, voir P. SIMONCELLI (« The turbulent life of the Florentine community in Venice », dans *Heresy, Culture and Religion in Early Modern Italy. Contexts and Contestations*, R. K. Delph, M. M. Fontaine et J. J. Martin éd., Kirksville, Truman State University Press, 2006, p. 113-133) ainsi que R. PECCHIOLI qui insiste sur l'influence du mythe vénitien afin d'expliquer l'« exode » de Florentins vers la Lagune (« Il "mito" di Venezia e la crisi fiorentina intorno al 1500 », *Studi Storici*, année 3, 1962, p. 451-492).
- 19 Sur la notion de « Nation florentine », voir G. MASI, *Statuti delle colonie fiorentine all'estero (sec. XV-XVI)*, Milan, Giuffrè, 1941 et P. SIMONCELLI, « Le comunità fiorentine all'estero nel '500 : ideologia e politica finanziaria », dans *Circolazioni di uomini e d'idee tra Italia ed Europa nell'età della Controriforma*, *Bollettino della Società di studi valdesi*, 181, 1997, p. 5-12.
- 20 La première citation est de B. VARCHI, *op. cit.*, vol. II, livre XI, p. 388, qui, reprenant de façon polémique l'expression de Boccace dans le *Decameron* (journée IV, nouvelle 2), affirme que Venise est « ricevitrice allora non d'ogni bruttura, come disse il Boccaccio, ma bene d'ogni miseria ». La deuxième citation est de S. AMMIRATO, *Gli opuscoli*, Florence, Giorgio Marescotti, 1583, t. II, p. 55. La dernière renvoie au discours de remerciement prononcé par l'exilé Antonio Brucioli devant le Doge Francesco Venier en 1554.
- 21 Le 20 novembre 1537, Bernardino Duretto souligne que « non [è] al proposito della causa star altrove che qui, perché qui capitano le importantie delle cose »; ASF, MDP, 3093, f. 58v.

1537 à 1540 à Venise sans doute en qualité de marchand. Employé par Côme quelques semaines après son ascension au pouvoir, les raisons et la date qui marquent le début de sa collaboration avec la famille médicéenne demeurent inconnues²². Les lettres, adressées sous forme cryptée au secrétaire Marzio de' Marzi, se suivent à une fréquence quasi hebdomadaire et offrent un portrait détaillé des intrigues de l'opposition²³. Alors que cette documentation est utilisée le plus souvent comme une source factuelle d'informations, il s'agit ici d'interroger ce que j'appellerai *la voix de l'espion*, non pas en mesurant la validité de ses assertions à la lumière de la réalité des faits, mais en s'intéressant à la nature de cette parole, à sa texture et à son intonation²⁴.

En l'absence d'instruction officielle due au caractère secret de la mission, la nature de l'emploi de Duretti se déduit en partie de la formule de signature, «l'amico di Venezia», qui vise à préserver l'identité flottante de l'informateur, mais souligne par ailleurs le lien personnel d'attachement à l'égard des Médicis, et en particulier à l'égard de Côme²⁵. À l'instar de la correspondance diplomatique, ce qui caractérise la communication entre Côme et ses agents durant les premiers mois du régime est le rapport particulier, presque intime, que le jeune Médicis instaure avec des affidés qui obéissent à l'autorité individuelle du souverain avant que

22 Des informations biographiques sur Bernardino Duretti sont fournies par S. DALL'AGLIO, *L'assassino del Duca. Esilio e morte di Lorenzo de' Medici*, Florence, Olschki, 2001, p. 65-69, qui émet l'hypothèse que son activité d'espionnage commence dès 1525. Duretti, après sa mission à Venise, est employé de 1542 à 1544 en Émilie et en Romagne, et est envoyé en 1545 au Concile de Trente, preuve, s'il en est, du succès de son activité d'infiltré. Il meurt à Venise en février 1546 après avoir révélé sa véritable identité en étant accueilli par l'ambassadeur florentin Pier Filippo Pandolfini.

23 Cette correspondance, intitulée « Lettere decifrate da un amico di Venezia », transcrite par le secrétaire ducal et classée puis reliée au XIX^e siècle, est conservée principalement dans ASE, MDP, 3093. Des lettres éparses sont contenues également dans *ibid.*, 3, 330, 356-357, 361 et 533. Pour en faciliter la lecture, nous transformons la datation vénitienne utilisée par Duretti. Concernant le secrétaire Marzio de' Marzi, voir l'article de V. ARRIGHI, « Marzi Medici, Marzio », dans *Dizionario Biografico degli italiani*, vol. LXXI, 2008.

24 Les historiens qui citent cette source sont L. FERRAI, *op. cit.*, p. 245-247; R. VON ALBERTINI, *op. cit.*, p. 217-224; P. SIMONCELLI, *Fuoriuscitisimo repubblicano, op. cit., ad indicem*; S. DALL'AGLIO, *op. cit., ad indicem*.

25 « Amico » recouvre un double sens et désigne aussi bien un lien affectif qu'une communauté d'intérêts (ici politiques). D'autres cas d'utilisation de ce terme par des agents secrets sont répertoriés par P. PRETO, *op. cit.*, p. 208, 221 et 301.

d'être employés par le gouvernement²⁶. L'infiltration de Duretti au sein de la colonie florentine repose sur sa capacité à associer son destin à celui des opposants, au point de parvenir à un usage confus du pronom personnel « nous » qui renvoie tour à tour à la communauté des exilés et à son appartenance au personnel du nouveau régime, révélant ainsi le caractère équivoque d'un agent par nature double et ambigu. L'objectif de sa mission consiste à « avvisare » Florence des mouvements des *fuorusciti*, selon l'usage polysémique du terme qui indique à la fois l'action de s'informer lui-même (le recueil d'informations), d'informer « le centre » (la transmission des renseignements discutés en fonction de leur pertinence) et d'avertir (conseiller le gouvernement)²⁷. Ainsi, si l'activité de Duretti dépend de sa discrétion, de la quantité d'informations qu'il regroupe et de la rapidité de ses envois, c'est à l'aune de la qualité des renseignements, de leur confrontation et de leur analyse pondérée que se mesure l'efficacité de la mission. De comptes rendus rigoureusement factuels, on passe au développement d'une démarche cognitive où *l'information* se décline en *savoir* afin d'influer sur les délibérations politiques, ce que souligne Duretti dans une déclaration de méthode présentant moyens et enjeux de cette pratique :

Circa al ricordarmi che io stia vigilante alle cose, pensate che io fo quanto sia possibile et tutto quello che harò da voi, lo spenderò in beneficio della causa la quale mi è a cuor sopra tutte le altre cose. E vedrasi questo per l'esperienza, e così diresi all'Eccellentia del Duca, faccendoli mia raccomandazione. Diresi che io ringrazio S. Eccellentia delle sue offerte e che io l'attenderò a servir sempre con tutto il cuore. Circa il dirmi che io non attendi ad altro che alla mia causa, sappiate che lo fo et bisogna che lo faccia se già non volessi scrivervi le cose che corrono su le piazze che sono la maggior parte sempre false. E se io vo a casa del Duca d'Urbino, io vi vo per intender quelle cose che corrono, veder li pareri suoi e delli altri che ci vengono, servomi di quello che si dice in essa sua Camera, servomi del suo ambasciatore, dei suoi secretari [...] et così noto tutti li detti, li

26 Une lecture proposée par A. CONTINI, « Introduzione », dans *Istruzioni agli ambasciatori e inviati medicei in Spagna e nell' "Italia spagnola" (1536-1648)*, vol. I, 1536-1586, Rome, Ministero per i beni e le attività culturali, Direzione generale per gli archivi, 2007, p. XXIX-LIV.

27 Pour une analyse du terme « avvisare », voir J. PETITJEAN, « Mots et pratiques de l'information. Ce que *aviser* veut dire (XVI^e-XVII^e siècles) », *Mélanges de l'École française de Rome, Italie et Méditerranée*, t. CXXII, 2010, p. 107-121. Voir aussi la thèse du même auteur (Paris I, sous la direction de W. Kaiser, 2011).

pareri, l'azioni e umori che corrono [...] poi quelli del Conte Guido, quelli dell'ambasciatore di Francia confrontoli insieme.²⁸

Contraint de distinguer entre les « avvisi veri, quali sospetti e quali falsi », parfois à la seule lumière de son expérience, Duretti insiste sur le lien unissant les trois étapes qui jalonnent son activité, l'« intendere » (obtenir des informations), le « fare intendere » (évaluer leur crédibilité), le « fare giudicio » (formuler des hypothèses corroborées par les deux phases précédentes et pouvant être exploitées à temps). De là le style minutieux des missives qui répond à une exigence d'exhaustivité et de clarté, grâce au recours au style direct, à la transcription de lettres interceptées ou à la mise en scène théâtrale de rencontres, ainsi qu'au dévoilement constant des sources d'information. Ce qui caractérise l'activité de Duretti est, en effet, l'ampleur du réseau d'informateurs qui comprend, sans distinction sociale ni d'origine, des représentants des groupes d'exilés (tels que les cardinaux Salviati et Ridolfi), des ambassadeurs (en particulier l'orateur français Georges d'Armagnac), des garants des intérêts étrangers (par exemple le comte Guido Rangone, responsable des troupes françaises dans le territoire de la Mirandole), des patriciens vénitiens qui l'informent sur les séances des conseils et fournissent des renseignements reçus par leurs propres agents à l'étranger²⁹, mais aussi une foule de secrétaires³⁰, de capitaines, de serviteurs³¹, d'espions et de contre-espions³², répondant aux critères définis par l'agent infiltré : « bisogna usare a tal cosa huomini che non sieno matti né insensati, né anchora che sieno troppo savi et voglino sapere quel che non bisogna che sappino ».

28 Lettre du 30 janvier 1538, ASE, MDP, 3093, f. 4r.

29 Lettres du 20 novembre 1537 et du 13 février 1538, *ibid.*, f. 59r et 7r. Le 26 avril, il intègre les renseignements transmis par un espion vénitien infiltré en Turquie : *ibid.*, f. 100r.

30 Lettre de mars 1538, *ibid.*, f. 13r-v.

31 Voir son amitié avec un capitaine du comte Rangone (lettres du 20 novembre 1537 et du 13 avril 1538, *ibid.*, f. 60v-61r et 94r), mais aussi l'hospitalité qu'il offre à un serviteur de ce capitaine (*ibid.*, f. 94r et 101v).

32 En octobre 1537, Duretti projette de dépêcher en France l'un de ses agents, qui se rend finalement à Padoue à la fin du mois en feignant de devoir restituer certains ouvrages au cardinal Gaddi (lettres des 10, 17 et 31 octobre 1537, *ibid.*, f. 40r-v, 44r-48v et 52r-56r ; S. DALL'AGLIO, *op. cit.*, p. 74). Par ailleurs, Duretti supervise un système de contre-espionnage qui conduit à l'identification, en novembre 1538, d'Antonio Ginori, coupable de « riferi[re] gli segreti vostri » et de « inganna[rvi] » ; *ibid.*, f. 163v-164v et 168r ; S. DALL'AGLIO, *op. cit.*, p. 75.

Dès lors, si l'insistance de Duretti sur son insertion au sein de réseaux d'information relève sans doute d'une stratégie d'autopromotion³³, il n'en demeure pas moins que la validité de sa parole repose sur la multiplication et la confrontation d'informations renvoyant à des échelles d'analyse distinctes, de façon à créer un « jeu d'échelles »³⁴ en fonction du rayonnement de son activité. Ainsi, tout en s'inscrivant (comme en témoignent ses choix lexicaux ou l'emploi de formules codifiées) dans la tradition épistolaire diplomatique qui se développe à Florence entre le xv^e et le xvi^e siècle, les lettres de l'espion se distinguent, par rapport aux correspondances officielles, du fait de l'ampleur des réseaux d'information mobilisés. La nature des sources alléguées, mais aussi la construction même des lettres, fondée sur une alternance entre les renseignements concernant les négociations diplomatiques européennes et les intrigues locales, révèle combien la question des *fuorusciti* s'inscrit dans une imbrication entre la politique intérieure du nouveau régime et les relations diplomatiques entre États. Or, si le succès de sa mission dépend de sa capacité à contrôler depuis Venise les canaux de l'information, la position dont il bénéficie au centre de l'enchevêtrement complexe des groupes anti-médicéens dépend, symétriquement, de la présentation de sa demeure comme un foyer de regroupement des renseignements nécessaires à la coordination des opérations de l'opposition. Ainsi, au nombre des informateurs qui lui rendent visite quotidiennement, il accueille Donato Giannotti, désireux de trouver auprès du cercle de Duretti des informations sans cesse actualisées sur les progrès de la résistance³⁵.

La correspondance de l'« amico di Venezia » est riche d'informations concernant le rôle joué auprès des exilés par Giannotti dont les vicissitudes biographiques, avant son entrée au service du cardinal Ridolfi et son départ pour Rome en 1539, se confondent avec celles

33 Le 31 août 1538, il rassure le secrétaire sur sa capacité à se tenir constamment informé : « Del sapere le cose di Firenze, e ora e sempre, statene sicuri perché non è giorno che con qualcuno non ne discorra e con tutti sono ad ogni ora e assai me ne capita ogni giorno a casa. » *Ibid.*, f. 138r.

34 Cette expression renvoie à *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, J. Revel éd., Paris, Gallimard-Le Seuil, 1996.

35 Le 28 novembre 1538, Duretti souligne : « Giannotti è tutto il giorno in casa mia [...] né corrono cosa che sappi [...] che io non le sappi. » ASF, MDP, 3093, f. 167r.

des *fuorusciti*³⁶. Alors que les lettres de l'espion médicéen ont le plus souvent servi à illustrer les divisions internes de l'opposition dans le but d'expliquer son échec de façon téléologique, il s'agit de revenir sur l'évolution de ces factions au prisme de l'engagement de Giannotti afin de rendre compte de la vivacité des espoirs de renversement du régime, fussent-ils suspendus au hasard des manœuvres diplomatiques européennes.

Malgré le vaste réseau d'exilés constitué dès 1530, l'opposition, objet d'un clivage à la fois social et idéologique entre aspirations populaires et oligarchiques, n'avait jamais vraiment menacé la consolidation du pouvoir médicéen en l'absence d'un projet concerté de réforme : le dénominateur commun des exilés se réduisait alors au rejet du gouvernement d'Alexandre³⁷. Théâtre de divisions et de rivalités internes, l'opposition se distingue par son hétérogénéité puisqu'elle regroupe «bassi» et «grandi», c'est-à-dire d'une part, les défenseurs de la liberté florentine telle qu'elle est définie dans les débats ayant suivi l'instauration de la République en 1494, et d'autre part, les grandes familles qui, après avoir aidé en 1530 la chute des institutions républicaines, rejoignent l'opposition afin de combattre la dérive absolutiste du régime sous protection espagnole et préserver leurs prérogatives politiques et financières³⁸. « Tutti oprano sotto questo nome di operare per

36 R. STARN, « Introduction », art. cité, p. 45. Notons que R. Starn attribue les lettres de Duretti à Antonio Brucioi. La première référence à Giannotti est contenue dans la lettre du 21 mars 1537, date de son arrivée à Venise.

37 Un signe de cette division endémique est contenu dans les plaidoyers présentés par les exilés contre le gouvernement d'Alexandre de Médicis à Naples sous l'arbitrage de Charles Quint en 1535. Pour une analyse de cet épisode, voir L. DE LOS SANTOS, « Guicciardini e la questione della libertà : la querela dei fuorusciti fiorentini davanti a Carlo V (1535-1536) », dans *Bologna nell'età di Carlo V e Guicciardini*, P. Prodi et E. Pasquini éd., Bologne, Il Mulino, 2002.

38 Les termes «bassi» et «grandi» sont ceux utilisés par Duretti. Il convient de souligner que «bassi» indique une réalité socio-politique particulière qui ne correspond pas à l'usage de ce terme dans le reste des écrits politiques. Si nous le retrouvons sous une forme substantivée chez Machiavel (*Istorie fiorentine*, livre II, chap. 42) pour désigner les Arts mineurs lors de la révolte des Ciompi, en revanche l'adjectif, plus fréquemment utilisé, sert à indiquer cette partie de la population soumise au paiement des impôts mais privée de tout droit politique, selon la tripartition récurrente chez Giannotti entre les hommes «grandi, mediocri, bassi». Or, si chez Duretti cette catégorie se construit par opposition aux «grandi» et recouvre les exilés partisans d'un gouvernement large, elle renvoie, en réalité, à un groupe varié qui rassemble à la fois les radicaux de la dernière République populaire exilés en

la libertà », souligne Duretti, rappelant ainsi la confusion engendrée par la polysémie du terme *libertas* qui désigne à la fois une forme de gouvernement spécifique (le « vivere civile ») et l'indépendance de la cité face aux autres États³⁹. Alors que durant les premiers mois, les opérations de déstabilisation du régime apparaissent d'autant plus dangereuses qu'elles reposent sur une composition entre les intérêts des différentes composantes de l'opposition, la défaite de Montemurlo représente une césure non pas simplement parce que la débâcle militaire provoque l'emprisonnement et l'exécution des principaux chefs anti-médicéens, mais parce que cet échec marque l'épuisement des tentatives d'unification des adversaires de Côme. Cependant, si la critique, en adoptant les grilles de lecture proposées par une historiographie d'inspiration médicéenne, voit dans ce climat général de suspicion l'épilogue de la résistance, la correspondance de Duretti témoigne en revanche des derniers efforts de Giannotti pour remédier aux faiblesses du mouvement anti-médicéen⁴⁰. Nous reviendrons donc sur deux épisodes qui engagent une participation active de Giannotti, considéré comme « le seul intermédiaire » et « un médiateur habile » entre les divers groupes d'exilés, afin de rendre compte de la ténacité des espoirs de cette « République en exil » malgré l'absence d'un horizon politique univoque⁴¹.

1530, ainsi que les républicains modérés qui, à la suite de la chute du gonfalonierat de Niccolò Capponi en 1528, étaient demeurés en marge du gouvernement de la République. Ainsi, si Duretti emploie ce terme pour insister sur la bipartition de l'opposition, il convient de garder à l'esprit que le terme « bassi » recouvre une réalité socio-politique complexe et indique un groupe lui-même hétérogène.

- 39 Lettre du 7 mars 1537, ASF, MDP, 330, f. 217r. Cette citation a une forte résonance guichardinienne et rappelle *Le Dialogo del reggimento di Firenze* où le personnage Bernardo del Nero s'interroge sur les acceptions du « nom de la liberté » (*Dialogue sur la façon de régir Florence*, J.-L. Fournel et J.-C. Zancarini éd., Paris, PUF, Fondements de la politique, 1997). Au même titre, Giannotti rappelle le 30 juin 1533 que « [a' Toscani] pare di godere una libera civiltà, et a fatica non sanno quello che s'importi il nome », *Lettere italiane*, *op. cit.*, p. 34.
- 40 L'historien médicéen FILIPPO DE' NERLI (*Commentari de' fatti civili occorsi dentro la città di Firenze*, Augusta, 1728, livre XIII, p. 302) achève son récit des luttes citadines en 1537 : « la vittoria [a Montemurlo] tanto gloriosa del Signor Cosimo e la rovina sì grande e tanto infelice de' fuorusciti suoi avversari, [...] pare che abbiano posto termine e dato fine alle tante discordie antiche e moderne de' nostri cittadini ».
- 41 Si ces deux formules, utilisées respectivement par P. SIMONCELLI (*Fuoriuscitisimo repubblicano*, *op. cit.*, p. 467) et R. STARN (« Introduction », art. cité, p. 11), renvoient au concept de « broker » propre à l'analyse de réseaux, nous laissons volontairement de côté cette grille d'analyse (note 9).

En l'absence d'une reconnaissance officielle de l'élection de Côme, Florence reçoit en mai 1537 l'agent impérial Hernando de Silva, comte de Cifuentes, chargé de légitimer le pouvoir du nouveau seigneur et, à ce titre, de « procurare la reunione di quelli di fuora »⁴². Exhorté par le comte Cifuentes, le cardinal Salviati, principal porte-voix de l'oligarchie anti-médicéenne, confie à son secrétaire Giovanni Maria Stratigopulo, dit le Grec, ainsi qu'à Giannotti la mission de « vedere di riunire con qualche bel modo questo corpo disunito, a fine che la città si avesse da conservare »⁴³. La participation de Giannotti⁴⁴ s'explique, comme le soulignent les contemporains, à la lumière des soupçons que cette initiative éveille auprès des républicains qui redoutent que l'oligarchie ne parvienne à une réconciliation avec le nouveau régime et nourrissent encore l'espoir – alimenté par l'activité de diversion des agents français – d'une intervention de François I^{er}⁴⁵. Dans ce contexte particulier où « in fra questi fuorusciti grandi con li bassi è nato odio »⁴⁶, la présence de l'ancien secrétaire apparaît comme un garant de la défense de la *libertas* au sein des négociations voulues par Salviati : des négociations vouées à l'échec faute d'un mandat d'autorité confié aux délégués pour parvenir à un accord⁴⁷. Or, le but réel assigné à Giannotti, arrivé à

42 Lettre de Bernardo da Rieti au marquis del Vasto, entre avril et mai 1537, dans *Istruzioni agli ambasciatori e inviati medicei in Spagna e nell' "Italia spagnola"*, *op. cit.*, p. 10-12. Cet épisode est reconstruit par P. SIMONCELLI, *Fuoriuscittismo repubblicano*, *op. cit.*, p. 290-309.

43 Lettre du 26 mai 1537 attribuée à Giannotti, dans *Lettere italiane*, *op. cit.*, p. 43.

44 Il convient de rappeler que Giannotti, qui respecte son assignment à résidence jusqu'à sa révocation en 1536, n'est jamais déclaré « ribello allo stato », ce qui justifie son emploi lors de négociations diplomatiques. Voir la lettre du 26 novembre 1537 où il affirme, concernant le traité *Della Repubblica fiorentina* : « vi impegno la fede mia, che se sono fatto ribello, che la stamperò, aggiungendovi dell'altre cose » (*ibid.*, p. 46).

45 B. VARCHI, *op. cit.*, vol. III, p. 353; L. STROZZI, « Vita di Filippo Strozzi », dans *Filippo Strozzi, tragedia*, G.-B. Niccolini éd., Florence, Le Monnier, 1847, p. CIV.

46 Duretti rend compte de ce climat de suspicion dans les lettres du 18 juin et du 7 juillet 1537, ASF, MDP, 3093, f. 18r-19v, et *ibid.*, 333, f. 19r, transcrites par L. Ferrai, *op. cit.*, p. 244-247. Reprenant les observations de Jacopo Nardi, il décrit les accusations formulées à l'encontre de l'oligarchie anti-médicéenne suspectée de duplicité : « Gli altri fuorusciti ne sparlano [di Filippo Strozzi e del cardinale Salviati] più che mai con gli ambasciatori di Francia, col conte Guido [Rangone] et con ognuno [...] Questi fuorusciti bassi par loro esser certi che questi grandi sieno d'accordo con voi, o vogliano esser [lo] [...] non si curino di loro, ma cerchino d'accordar con voi, se non sono accordati. »

47 À propos de l'échec de la mission, voir L. FERRAI, *op. cit.*, p. 58; P. SIMONCELLI, *Fuoriuscittismo repubblicano*, *op. cit.*, p. 301.

Florence le 31 mai, demeure incertain⁴⁸. D'une part, la reconstruction des objectifs de la délégation à partir de la lettre publique du 26 mai, adressée « al cardinale Salviati, a Filippo Strozzi, e agli altri fuorusciti di Firenze » et attribuée à Giannotti, semble irrecevable pour des raisons chronologiques évidentes⁴⁹. L'information contenue dans cette missive concernant la décision de Salviati de « mandare un suo uomo, il quale si stima essere un suo Greco », renforce par ailleurs l'hypothèse d'une attribution erronée à Giannotti dans la mesure où cette expression ne saurait être assignée à celui qui devait être mandaté pour cette même mission. D'autre part, la correspondance de Duretti révèle que Giannotti profite de cette occasion pour sonder le terrain, mesurer le mécontentement et établir des contacts avec les Florentins « di dentro ». Le 15 juillet, Duretti renvoie à une lettre de Giannotti adressée à Piero Salviati pour l'informer que « Firenze è come una pera matura [...], aspettono come li Giudei il Messia che si venga in Thoscana con lo esercito acciò che si muti lo stato ». Duretti poursuit : « di che molto mi meraviglio perché ne scrive una a me nella quale dice di queste cose ma più ristrettamente e riservatamente tanto che solamente le accenna »⁵⁰, laissant ainsi supposer que le but assigné à Giannotti, ignoré du plus grand nombre et destiné à demeurer secret, visait moins une entente avec le gouvernement qu'un ballon d'essai en vue d'un éventuel renversement du régime⁵¹. Dans une lettre plus tardive du 13 avril 1538, Duretti transcrit un discours de Giannotti qui renvoie aux contacts établis au cours de cette mission :

E io, come mi avete imposto più e più volte, ho esaminato Donato Giannotti circa le pratiche di Firenze e di chi vi fusse da farvi fondamento. Esso mi ha divisa la cosa in tre queste cose circa le pratiche, in mostrar che non è da far fondamento in cercar d'aver pratiche con quei di dentro.

48 Lettre de Giovan Battista Adriani à Piero Vettori qui annonce l'arrivée à Florence des deux orateurs, citée par S. LO RE, *Politica e cultura nella Firenze cosimiana, studi su Benedetto Varchi*, Rome, Vecchiarelli, 2008, p. 175.

49 Cette missive a été intégrée par F. Diaz dans l'édition des *Lettere italiane*, op. cit., p. 42-43, alors que dès 1964, R. Ridolfi (« Francesco Guicciardini e Cosimo I », *Estratto dell'Archivio Storico Italiano*, Dispensa IV, Florence, Olschki, 1964, p. 595-596) avait remis en discussion la paternité de ce document.

50 ASF, MDP, 3093, f. 24r-27v.

51 Une hypothèse corroborée par la lettre envoyée le 28 juin par Silvestro Aldobrandini à Filippo Strozzi, citée par L. PASSERINI, *Memorie intorno alla vita di S. Aldobrandini*, Rome, Tipografia Tiberina, 1878, p. 41.

Primeriamente dice essere una sorte d'uomini a Firenze dei quali non è da far disegno alchuno come dediti naturalmente alla Signoria e al duca Cosimo come Ottaviano de' Medici, Alessandro Corsini, Francesco Nori e altri simili. Con questi dice che quando fu a Firenze non parlò né ebbe alchuna domestichezza. Dice d'esservene d'una altra parte che naturalmente amano la Repubblica ma il caso gli ha fatto amatori della Signoria d'uno e del Duca Cosimo, come Francesco Guicciardini e li fratelli, e Matteo Strozzi, Roberto Acciaiuoli, Francesco Vettori e altri simili con i quali dice d'essere stato e nondimeno dice di non vi essere fondamento perché la paura che hanno del Consiglio e per le loro opere fatte per il passato che essi vogliono sostenere il duca, sicché non sarebbe da praticar alchuna cosa. Un'altra parte dice esservene d'uomini artigiani e di mercatanti, e non da faccende di Stati, che desiderano la Repubblica ma di tanto poco cuore e animo che non sarebbe da scrivere loro e da far capitale d'essi per simili affari.⁵²

Alors que le tableau dressé par Giannotti rappelle l'analyse des «umori» des Florentins proposée dans ses traités⁵³, il convient de souligner que son insistance, ici, sur le peu de soutien à espérer de la part des «malcontents di dentro» dérive de la récente expérience de Montemurlo et du ressentiment à l'égard non pas tant de l'échec militaire que de l'absence de réaction à Florence face à cette occasion offerte⁵⁴.

Le second épisode révélé par Duretti est la poursuite, au cours de l'année 1538, de la collaboration de Giannotti avec le cardinal Salviati, au moment même où les républicains exilés s'éloignent de la cause de l'oligarchie anti-médicéenne⁵⁵. C'est à l'aune de cette association que s'expliquent la permanence de l'ancien secrétaire à Venise (il est chargé

52 ASE, MDP, 3093, f. 94r-96v.

53 En particulier dans le traité *Della Repubblica fiorentina* dont la rédaction est contemporaine (dans *Opere politiche e Lettere italiane*, op. cit., vol. I, p. 183-370, en particulier p. 214-215).

54 Le principal danger d'une attaque militaire dépendait d'un éventuel appui venu de l'intérieur des murs de la cité, ainsi que le rappelle Côme dans une lettre adressée à l'ambassadeur auprès de Charles Quint, Averardo Serristori, dans *Istruzioni agli ambasciatori e inviati medicei in Spagna e nell'Italia spagnola*, op. cit., p. 25. Giannotti ne semble pas avoir participé à la rencontre armée, bien qu'il déclare à B. Varchi «esse[re] io di quei ribaldi di Monte Murlo»; *Lettere italiane*, op. cit., p. 44.

55 L'emploi par Salviati de Giannotti semble d'autant plus encouragé par l'éloignement de Jacopo Nardi. Duretti écrit le 13 avril 1538 : «Il Nardi, per quanto ritraggo da Donato Giannotti, non è molto in gratia del cardinale intrinsecamente e da lui poco o niente è adoperato»; ASE, MDP, 3093, f. 94r-v.

de transmettre au cardinal « le cose che corrono e che qua si fanno ») et sa fréquentation assidue du cercle de Duretti⁵⁶. L'espion évoque deux projets avortés qui engagent la participation de Giannotti sous le patronage de Salviati : son envoi en France au début de l'année 1538 afin d'y défendre les intérêts des exilés⁵⁷, et sa participation au voyage prévu par le cardinal à Nice au printemps afin d'assister au sommet réunissant Charles Quint et François I^{er} sous l'égide du pape Paul III⁵⁸. Or, si le cardinal ne prévoit pas de confier à l'exilé républicain de véritables responsabilités au cours des négociations⁵⁹, son dessein – abandonné – d'avoir recours à l'habileté diplomatique de l'ancien secrétaire, ainsi que le rôle qu'il lui assigne en qualité de coordinateur des informations à Venise⁶⁰, témoignent de la nécessité dans laquelle se trouve le porte-parole de l'oligarchie de gagner la confiance des *fuorusciti* et de présenter dans ses démarches un front uni dont dépend le titre de mandataire qu'il s'octroie.

Appelé à représenter une unité d'intention qui, de fait, fait défaut au mouvement, Giannotti, bien loin de s'adonner à l'opportunisme politique, adopte une attitude conforme au projet de réforme présenté dans *Della Repubblica fiorentina*. Dans ce traité rédigé à partir de 1532, Giannotti, se méfiant des tumultes populaires, assigne aux « grandi » la responsabilité des mutations des formes institutionnelles en soulignant que « mutano li stati, convertendo le republiche in tirannidi, e le tirannidi in republiche ». À la lumière de ce texte, la collaboration de Giannotti avec le cardinal Salviati s'éclaire car, si l'auteur y défend un projet constitutionnel de type populaire, il soutient par ailleurs la

56 Giannotti, de retour à Venise au début de février 1538 après un séjour à Ferrare et à Padoue en compagnie de Salviati, informe Duretti le 13 mars que « ecci rimasto con ordine del cardinale Salviati per tenerlo avisato delle cose che corrono e che qua si fanno »; *ibid.*, f. 13v. Le 13 avril 1538, Duretti précise : « Donato, penso, secondo il suo dire, sia qua per il cardinale Salviati e spesso faccia qualche offitio per il cardinale come di portare lettere, fare raccomandazioni, domandar delle nuove; altro non vedo che operi »; *ibid.*, f. 94v.

57 Lettre du 23 janvier 1538, *ibid.*, f. 68r-v. Ce projet demeure lettre morte dans la mesure où, l'entente entre Charles Quint et François I^{er} étant loin d'être conclue, la présence d'exilés chargés de « ricordare le cose di Firenze » est jugée inutile.

58 Lettre du 3 avril 1538, *ibid.*, f. 91v.

59 Le 17 du même mois, Duretti précise : « Scrive esso cardinale Salviati che se il papa vi andrà [a Nizza], andrà anchor esso e menrà il Giannotto, e se non vi andrà, non si partirà, il qual Giannotto da solo non si ragiona di mandarlo. » *Ibid.*, f. 99v.

60 Lettre du 29 mai 1538, *ibid.*, f. 105r.

nécessité d'impliquer l'oligarchie, détentrice des principales magistratures et des ressources financières de la cité, dans toute tentative de renversement du pouvoir. Malgré la trahison de 1530, les « grandi » qui avaient encouragé la chute de la dernière République apparaissent comme un acteur indispensable dans la lutte pour la liberté puisque « da chi è venuta la ferita, [ha] ancora a venire la medicina »⁶¹. La figure de Salviati⁶² qui, après avoir assisté à la fin de la République, était entré dans l'opposition à la suite des dérives du gouvernement d'Alexandre, correspond à la description, d'origine dantesque, de cette « meute de loups » « cagione del male e del bene di questa città »⁶³.

L'engagement de Giannotti, mis en évidence par Duretti, révèle ainsi les transformations à l'œuvre entre 1537 et 1538 au sein des *fuorusciti* qui, abandonnant l'espoir d'un affrontement direct, s'orientent vers une action diplomatique de déstabilisation du régime. Traditionnellement attachés au parti français, les républicains, déçus par l'immobilisme de François I^{er}, se fondent sans doute sur ce qu'ils savent des compétences de l'oligarchie florentine en matière de manœuvres diplomatiques. L'expression « République en exil » en est d'autant plus appropriée puisqu'elle renvoie moins à la défense d'un projet constitutionnel commun qu'à un espace public régi par des règles de droit et se déployant au-delà des frontières géographiques.

À la suite de Montemurlo, Duretti enregistre les oscillations des espoirs des exilés au gré des transformations du contexte européen : à la fin de l'année 1537, à la nouvelle des pourparlers entre Charles Quint et François I^{er}, il estime que tous demeurent « attoniti e sbigottiti » car

61 Ces citations sont tirées de *Della Repubblica fiorentina, op. cit.*, livre II, chap. 13, p. 247, où Giannotti ajoute « Ed al presente, chi aspettiamo noi che ce la [la libertà] renda? Certamente non sarà tumulto popolare : perché, essendo ciascuno sbattuto e senza arme, arà sempre da pensare ad altro, e li parrà cosa essere lassato stare. »

62 Fils de Jacopo Salviati et Lucrezia des Médicis, Giovanni (1490-1533) est élevé au cardinalat par son oncle, le pape Léon X, en 1517. En 1534, il emprunte la voie de l'opposition, encouragé en ce sens par la mort de Clément VII qui le libère du devoir de reconnaissance et de fidélité à l'égard des Médicis. Voir P. HURTUBISE, *Une famille-témoin, les Salviati*, Cité du Vatican, Biblioteca Apostolica Vaticana, 1985; L. VON PASTOR, *Storia dei Papi*, Rome, Desclée, 1908, vol. IV.

63 D. GIANNOTTI, *Della Repubblica fiorentina, op. cit.*, livre II, chap. 11, p. 241 et chap. 13, p. 247.

« tutto se n'è ito in fumo »⁶⁴. C'est néanmoins la signature à Nice, le 18 juin 1538, d'une trêve de dix ans entre la France et l'Empire qui provoque le désarroi dans la colonie florentine :

De' fuorusciti qui non è altro se non che sono tutti confusi, sbigottiti da questa pace o tregua; non sperano se non nel caso o nella mobilità dei francesi che sono presti a far le tregue e le paci, e presti anchora a disfarle.⁶⁵

Si le traité de Nice assoit la victoire de Charles Quint à l'échelle de la péninsule en ôtant la perspective d'une intervention de François I^{er} pour l'« impresa di Toscana », il garantit par ailleurs la consolidation du pouvoir de Côme qui, progressivement, se libère de l'ingérence impériale. De cet événement d'envergure européenne dépend dès lors un brusque changement au sein des équilibres de l'opposition, puisque la faction oligarchique apparaît de plus en plus encline à une réconciliation avec le régime. La consternation parmi les exilés se traduit par une altération de la voix de l'espion médicéen qui, d'une part, reconnaît ne pouvoir conseiller Florence à cause de la multiplication d'avis divergents (« non ne so far giudicio »)⁶⁶, et qui, d'autre part, face au peu d'informations concernant l'opposition désormais immobile, est contraint, pour la première fois, de justifier l'efficacité de sa couverture auprès de son correspondant méfiant et réticent à lui faire parvenir son salaire habituel⁶⁷.

Bien que Giannotti poursuive, au cours du second semestre, sa collaboration avec le cardinal Salviati, le début de 1539, marqué par la mort, le 18 décembre 1538, de Filippo Strozzi, bailleur de fonds de l'opposition, se caractérise par l'abandon définitif des vieilles stratégies, ce dont témoigne la dégradation des rapports entre Salviati

64 Lettre du 5 décembre 1537, ASF, MDP, 3093, f. 64-65.

65 Lettre du 9 août 1538, *ibid.*, f. 128r.

66 C'est le lexique de la confusion et de l'indécision qui domine dans la correspondance de Duretto à partir de l'été 1538. Le 23 octobre, l'espion se contente de dresser un tableau des avis divergents que suscite l'accord de paix entre le roi et l'empereur, sans parvenir à conseiller le mandataire : « se io sono alchuna volta vario nello scrivere è perché vari ne sono li pareri, e secondo che io intendo, scrivo »; *ibid.*, f. 152v.

67 Au cours de l'automne, Duretto se plaint de ne pas recevoir son salaire, et le 28 novembre il se justifie : « Del dire voi che io non sia avvisato né mi siano conferite le cose come prima, questo non nasce che io non sia avvisato ma nasce che non corrono più tante cose come correvano prima. [...] Dell'esser io venuto a sospetto a fuorusciti potrebbe essere, ma non lo credo perché non veggio segno alchuno. » *Ibid.*, f. 167r.

et Giannotti. Désireux de ne pas perdre l'appui du parti cardinalice impérial afin d'assurer son accès éventuel au trône pontifical lors du prochain conclave, Salviati, qui n'avait jamais entendu se dresser ouvertement contre son neveu Côme et contre Charles Quint, est contraint d'admettre à partir de cette date « che si sia disperato delle cose di Firenze e che non ci pensi più, o si sforzi di non ci pensar »⁶⁸. Ses manœuvres diplomatiques éveillent ainsi les soupçons de Giannotti : « discorrendo conclusono Jacopo Nardi e'l Giannotto che mai fia il cardinale Salviati per cercar la rovina del duca Cosimo quando bene potesse mutar lo Stato di Firenze, e che sempre è per cercar di salvarlo »⁶⁹. Cette situation internationale entraîne donc une redéfinition des moyens déployés par l'opposition en faisant, d'un côté, voler en éclats les tentatives de coordination des factions anti-médicéennes qui retournent à leurs intérêts particuliers, et en suggérant, de l'autre, l'adoption d'une nouvelle stratégie au sein des intrigues diplomatiques des grandes puissances.

Cet infléchissement du programme de Giannotti est repérable dans les remaniements opérés à partir de 1538 dans le traité *Della Repubblica fiorentina* où l'auteur supprime les passages qui attribuaient à la faction oligarchique l'initiative du renversement du gouvernement médicéen⁷⁰. Dans le manuscrit apocryphe conservé à la Bibliothèque nationale de France (Italien 287), datable entre 1538 et 1567, l'extrait concernant la responsabilité des oligarques à « sanare la ferita » qu'ils avaient infligée à la cité est raturé, et les pages qui présentent la possi-

68 Lettre du 24 décembre 1538, *ibid.*, f. 173r.

69 Lettre du 15 janvier 1539, *ibid.*, f. 78r-v. Cette dissociation entre républicains et oligarques anti-médicéens est enregistrée dès novembre 1538 par Duretti, qui rend compte des différentes intentions de l'opposition face à l'éventuelle venue de Charles Quint en Italie : « non volendo andar essi cardinali dall'Imperatore, né mandar in loro nome, doverriamo mandar uomini che andassino in nome di tutti quelli che sono fuora, senza nominare essi fuorusci »; *ibid.*, f. 162v-163r.

70 Concernant les phases de rédaction du traité, voir G. BISACCIA, *La "Repubblica fiorentina" di Donato Giannotti*, Florence, Olschki, 1978; G. CADONI, « Intorno all'autografo della "Repubblica fiorentina" », dans *Storia e Politica*, année 16, n° 4, 1977, p. 587-609; ID., « Ancora sulla "Repubblica fiorentina" di Donato Giannotti : per una cronologia delle varianti d'autore », *Storia e Politica*, Milan, Giuffrè, 1980, p. 1-27; M.-L. PLANÇON, *La riforma della Repubblica fiorentina negli scritti di Donato Giannotti : il progetto e la riforma*, mémoire de maîtrise sous la dir. de J.-L. Fournel, Université Paris 8 Saint-Denis, 1995; ainsi que l'édition *Repubblica Fiorentina. A critical edition and introduction*, G. Silvano éd., Genève, Droz, 1990.

bilité d'« unire le volontà » afin de rétablir « un vivere civile » sont commentées en marge par Giannotti :

Coglionazzo che io sono stato a credere et scrivere questa minchioneria, come se io non havessi conosciuto l'ambitione, la viltà, l'avaritia di quelli ribaldi che oggi sono capi di quella violenta et scellerata tyrannide.⁷¹

Cette annotation désabusée reflète la désillusion provoquée par une nouvelle réalité politique où les « grands » se résignent à devenir les témoins passifs de l'instauration du principat. Bien loin d'être un programme abstrait qui relèverait d'un discours utopique, les révisions du *Della Repubblica fiorentina* témoignent du désir de Giannotti d'inscrire l'écriture politique dans le domaine du possible et de l'action. S'il existe une dimension utopique du traité, elle réside dans le fait d'avoir nourri l'illusion d'une participation volontaire de l'oligarchie au projet républicain : une illusion dissipée à la fin de l'année 1538 lorsque le nouveau contexte européen provoqué par le traité de Nice fait affleurer les fractures irrémédiables au sein des factions exilées⁷². Les corrections apportées au traité dégagent donc le texte des ambiguïtés concernant le rôle à attribuer aux oligarques et permettent, par ailleurs, l'introduction de la figure d'un réformateur chargé d'abattre le gouvernement médicéen. C'est en effet à partir de 1538 que Giannotti intègre la lettre de dédicace adressée au cardinal Niccolò Ridolfi, auquel incombe désormais la responsabilité de créer l'occasion nécessaire car, ainsi que le souligne l'auteur :

non saprei a chi meglio io potessi questa mia fatica consecrare che al nome vostro [...] vedendo io quanto desiderio avete che la patria vostra viva libera e quieta, e quanto per ciò, con grandissima vostra gloria, vi siate affaticato.⁷³

71 Ce commentaire se situe en marge du livre I, chap. 5, p. 214, où l'auteur démontre la possibilité « che ciascuno, depositi gli odi particolari et unite le volontà, viva con desiderio grande di pacifico e quieto vivere et aspetti l'occasione di recuperarlo ».

72 En soutenant la thèse de l'actualité du traité, nous nous éloignons de la lecture proposée par G. CADONI (*L'utopia repubblicana di Donato Giannotti*, Rome, Giuffrè, 1978, p. 97-141 ; ID., « L'autocritica di Donato Giannotti », dans *Crisi della mediazione politica*, Rome, Jouvence, 1994, p. 237-260), pour qui la révision du texte témoigne du caractère utopique de ce projet, incapable de répondre aux nouvelles exigences de cette conjoncture politico-historique.

73 Lettre de dédicace à « Monsignore Messer Niccolò Ridolfi, della romana chiesa cardinale dignissimo », dans *Della Repubblica fiorentina*, op. cit., p. 183-185.

Le départ de Giannotti pour Rome au cours de l'automne 1539, sans doute motivé par des préoccupations matérielles, semble essentiellement dicté par sa décevante collaboration avec le cardinal Salviati et la nécessité de repenser les moyens d'action pour rétablir la liberté⁷⁴. Au palais de Sant'Apollinare, chez le cardinal Ridolfi, Giannotti non seulement entre au service d'un dignitaire florentin dont les aspirations anti-médicéennes sont plus conformes à ses idéaux républicains, mais il bénéficie d'une position nouvelle pour entreprendre un habile jeu diplomatique capable d'entraver la politique de Côme⁷⁵. Une lettre du 11 mai 1540 à Silvestro Aldobrandini rend compte du bouleversement des stratégies de l'opposition, contrainte de reconnaître l'hégémonie de Charles Quint sur la péninsule et d'admettre la consolidation du régime de Côme obtenue grâce au ralliement interne des citoyens florentins et à sa reconnaissance par les autres États. L'objectif consiste donc à créer un mécontentement capable de rallier les factions florentines et les forces politiques extérieures de sorte que « tutti li Fiorentini di dentro e di fuori parlerebbono con una sola [voce] perché tutti procaccerebbono la libertà. Et tutti si fiderebbono l'uno dell'altro »⁷⁶. Forcée d'enregistrer la dure leçon de l'Histoire qui, dès 1538, révèle la fragilité inhérente au projet de renversement du régime, l'opposition s'oriente vers une radicalisation des pratiques de déstabilisation du gouvernement en s'appuyant sur l'exaspération provoquée à l'échelle européenne par l'ingérence impériale dans la péninsule. Dès lors, le départ de Giannotti pour Rome et son travail de correction du *Della Repubblica fiorentina* ne peuvent être perçus comme une forme d'abdication face au revers des temps ni comme un indice de

74 Dans une lettre de 1538 adressée à Benedetto Varchi (*Lettere italiane, op. cit.*, p. 46), Giannotti rappelle son refus d'occuper la fonction de précepteur auprès des Ducs de Ferrare, ce qui témoigne à la fois de la nécessité pour lui de trouver un emploi rémunéré, mais aussi de sa volonté de demeurer actif au sein des intrigues de l'opposition.

75 Sur le cardinal Niccolò Ridolfi (1501-1550), L. BYATT, *Una Suprema Magnificenza. A florentine cardinal in sixteenth century Rome*, thèse soutenue à l'Institut universitaire européen, Florence, 1983; P. SIMONCELLI, *Fuoriuscitismo repubblicano, op. cit.*, ad indicem.

76 *Lettere italiane, op. cit.*, p. 51-54. L'opposition républicaine en vient à espérer que le gouvernement « venisse interamente in mano di Carlo V, o di chi altro volesse sua Maestà [François I^{er}] » et s'attache à discréditer les manœuvres diplomatiques de Salviati auprès de la cour française. Giannotti conclut en rappelant à Aldobrandini : « Bisogna ora che voi usassi diligenza in ritrar queste pratiche, le quali fa Salviati in Francia, tanto che voi havessi qualche cosa certa da monstrare, perché Ridolfi se ne servirebbe con questi imperiali per inducerli meglio a far quel che si desidera. »

son renoncement : ils témoignent au contraire du désir de donner une nouvelle impulsion à la lutte contre la « tyrannie » et annoncent une nouvelle étape au sein du *fuoruscitismo* républicain.

Si Venise demeure, durant les décennies suivantes, l'un des principaux centres de regroupement de Florentins, le nouveau contexte provoque au début des années 1540 un déplacement du centre de gravitation des opérations de l'opposition⁷⁷. Seule la cité éternelle, en tant qu'épicentre des activités diplomatiques de la péninsule, offre aux exilés la possibilité de poursuivre leurs initiatives qui, bien loin d'être *post res perditas*, demeurent chargées d'une tension vers l'action. De là la fin de la mission de Duretti à Venise qui, dès l'été 1539, reconnaît que « non corrono cose di gran momento »⁷⁸.

La parenthèse qui va de 1537 à 1539 se présente dans l'histoire de l'exil politique florentin comme un moment pivot durant lequel, ainsi que le révèle la correspondance de « l'amico di Venezia », les stratégies de renversement du régime s'inscrivent dans un espace à géométrie variable, de l'intérieur des murs de la cité – grâce à l'alimentation d'intrigues locales – à l'échiquier européen des grandes puissances. Or, si cette configuration des manœuvres de l'opposition dérive du processus de consolidation du gouvernement qui repose tout aussi bien sur une pacification interne de la cité que sur l'acquisition d'une légitimité internationale, à partir de 1539, le nouveau contexte européen ainsi que l'affermissement du pouvoir de Côme transforment les pratiques des *fuorusciti*. C'est désormais moins au sein de l'histoire politique interne de la cité que dans le cadre d'agissements diplomatiques souterrains que se perpétue la tradition républicaine. La trajectoire des partisans de la *libertas*, dont le devenir se joue dorénavant dans un ailleurs, s'écarte de la chronique politique de l'État princier, de sorte qu'il est possible d'inférer que la cause républicaine se meurt à partir de cette date de sa propre mort. Pourtant, la carrière de Giannotti, qui abandonne à Venise

77 P. SIMONCELLI, « The Turbolent life », art. cité, rappelle que si Venise continue à accueillir des exilés durant les années quarante, on assiste cependant à une pacification des rapports entre la communauté florentine de la Lagune et le gouvernement de Côme. C'est néanmoins uniquement après la guerre de Sienne, en 1559, que les Florentins de Venise témoignent définitivement de leur fidélité et de leur attachement au duc de Florence.

78 Lettre du 17 mars 1539, ASF, MDP, 3093, f. 82r.

l'illusion d'un renversement concerté du régime, invite à nuancer cette chronologie et à revenir sur la définition même du *fuoruscito*.

Si le terme désigne « chi è stato bandito dalla patria, da una città, da uno Stato per ragioni politiche o criminali » ou qui a volontairement émigré « per cause politiche »⁷⁹, cette notion ne recouvre pas la signification du mot « expatrié » qui indique au même titre l'expulsion, volontaire ou imposée, d'un territoire. De fait, la catégorie de *fuoruscito* excède une acception strictement juridique ou géographique et acquiert, dès sa première parution au XIV^e siècle, une signification politique, comme en témoigne le terme dérivé *fuoruscitismo* qui renvoie à l'activité, clandestine ou affichée, d'opposition. Dans la correspondance de Duretti, la notion de *fuoruscito* recoupe donc la catégorie des *malcontenti* (laquelle comprend tous ceux qui « fanno dimostrazione di non si contentar del vostro stato » et qui agissent, à l'intérieur ou à l'extérieur de la cité, contre le gouvernement)⁸⁰. Ce qui caractérise, selon l'espion médicéen, le statut de *fuoruscito* est donc l'espoir, c'est-à-dire l'attente d'une occasion d'agir : « È vero che essi sempre hariano speranza in tutte le cose che havessino ad accadere perché è il solito dei fuorusciti di sperare »⁸¹. C'est le sentiment de confiance dans l'avenir, où l'espoir raisonnable se confond avec l'espérance irrationnelle, qui définit la condition du *fuoruscito*. Or, c'est avec cette conviction que Giannotti poursuit à l'étranger sa carrière de républicain en mettant ses qualités de secrétaire au service de cours cardinalices, celle de Niccolò Ridolfi d'abord et de François de Tournon ensuite. Loin du mythe de l'exilé comme personnage solitaire et errant, forgé par la littérature romantique, la biographie de Giannotti témoigne de la persistance du *fuoruscitismo* florentin, malgré l'instauration du principat en Toscane, n'en déplaie aux tenants d'une histoire téléologique des exilés républicains qui s'écrirait à la lumière de leur défaite.

79 S. BATTAGLIA, *Grande Dizionario della lingua italiana*, vol. VI, Turin, UTET, p. 484. Pour une analyse de l'évolution historique de ce terme, P. CARTA et L. DE LOS SANTOS, « Introduction », dans *La République en exil*, art. cité, p. 9-10.

80 En mars 1537, Duretti affirme que les « fuorusciti [...] dovrebbero essere tutti quelli che facessino dimostrazione di non si contentar del vostro stato » ; ASF, MDP, 330, f. 218r. Dans la lettre du 2 janvier 1539, il explicite la superposition qui existe entre ces deux catégories : « tutti, li fuorusciti, o malcontenti che io dica » ; *ibid.*, 3093, f. 73r. Pour une analyse de la « mala contentezza », voir G. BORELLI, *Non far novità. Alle radici della cultura italiana della conservazione politica*, Naples, Bibliopolis, 2000.

81 ASF, MDP, 3093, f. 167v.

Transfughi e fuoriusciti nei *De iure belli libri tres* di Alberico Gentili (1598)

Christian Zendri
Università di Trento

«Quid dicemus? Dico talem bannitum ex forma statuti impune occidi posse, et recte, et proprie dici transfuga civitatis suae. Item proprie potest dici hostis civitatis suae»¹. Con queste parole Bartolo da Sassoferrato², verso la metà del Trecento, assimilava banditi e transfughi nel suo *Tractatus bannitorum*. Si tratta di un fatto di grande importanza. Come ha dimostrato Mario Sbriccoli, Bartolo identifica il *transfuga* con il *rebellis*³, identificazione gravida di conseguenze, che verrà ribadita in età moderna dalla dottrina giuridica, la quale giungerà a

- 1 BARTOLO DA SASSOFERRATO, *Tractatus bannitorum*, in ID., *Consilia, Quaestiones et Tractatus*, Venetiis, Apud Iuntas, MDLXX, foll. 132rB-133rA, n. 8.
- 2 Su Bartolo da Sassoferrato si veda anzitutto il recente profilo tracciato da S. LEPSIUS, *Bartolo da Sassoferrato*, in *Dizionario biografico dei giuristi italiani (XII-XV secolo)*, I, a cura di I. Birocchi, E. Cortese, A. Mattone, M.N. Miletta, Bologna, Il Mulino, 2013, pp.177-180; inoltre D. QUAGLIONI, *Bartolo da Sassoferrato (1314-1357)*, in *Enciclopedia del pensiero politico. Autori, concetti, dottrine*, a cura di R. Espósito e C. Galli, Roma-Bari, Laterza, 20052, pp.60A-61B; classico è il saggio di F. CALASSO, *Bartolo da Sassoferrato*, in *Dizionario Biografico degli Italiani*, VI, Roma, Istituto della Enciclopedia Italiana, 1964, pp.640-669, a cui si può aggiungere anche M. BELLOMO, *Bartolo da Sassoferrato*, in *Medioevo edito e inedito*, III, *Profili di giuristi*, Roma, Il Cigno Galileo Galilei, 1998, pp.179-193; vari studi su Bartolo sono contenuti in *Bartolo da Sassoferrato. Studi e documenti per il V centenario*, I-II, Milano, Giuffrè, 1962. Bibliografia su Bartolo, unita a un ampio repertorio delle sue opere, in S. LEPSIUS, *Bartolus de Saxoferrato*, in *Compendium Auctorum Latinarum Medii Aevi (500-1500)*, II.1, Firenze, Sismel - Galluzzo, 2004, pp. 101-156.
- 3 M. SBRICCOLI, *Crimen laesae maiestatis. Il problema del reato politico alle soglie della scienza penalistica moderna*, Milano, Giuffrè, 1974, p. 140.

fare del *rebellis-transfuga* il nemico per eccellenza della *respublica*. La stessa ribellione diventerà sempre più solo la volontà di nuocere allo Stato⁴. D'altra parte, l'immensa fortuna della dottrina bartoliana e dello stesso *Tractatus bannitorum*, grazie soprattutto alle numerose ristampe che si susseguirono nel secolo XVI, fece dell'assimilazione compiuta da Bartolo il punto di riferimento per intere generazioni di giuristi fra la fine del Medioevo e gli inizi dell'età moderna⁵.

La dottrina di Bartolo rappresentò così una tappa fondamentale anche per chi, come, agli inizi del Quattrocento, Nello da San Gimignano, la sottopose a severa critica, con particolare riferimento proprio all'assimilazione fra *bannitus* e *transfuga vel hostis civitatis suae*⁶.

Nel Cinquecento, poi, come ha mostrato Diego Quagliani, il bartolismo costituisce il tratto peculiare della dottrina giuridica europea,

4 *Ibid.*, pp. 268-273.

5 È impossibile dare qui anche solo un'idea della diffusione dei testi bartoliani. Basti dire che nella sola Lione i *Tractatus* furono editi almeno tre volte nella prima metà del secolo XVI, rispettivamente nel 1522, 1530 e 1546; cfr. H. BAUDRIER, *Bibliographie Lyonnaise. Recherches sur les imprimeurs, libraires, relieurs et fondateurs de lettres de Lyon au XVI^e siècle*, I-XII, Paris, F. de Nobele, 1964, XII, p. 380, VIII, pp. 53-54 e VII, p. 402. Se, peraltro, la questione dell'autenticità delle opere bartoliane è estremamente complessa, poiché, in virtù della sua immensa autorità, gli furono attribuiti numerosi lavori in realtà riconducibili ad altri, tuttavia il *Tractatus bannitorum* sembra essere davvero opera di Bartolo. Per questa attribuzione e per il più ampio problema posto dal *corpus* degli scritti bartoliani, oltre che per un ampio repertorio di manoscritti, cfr. F. CALASSO, *Bartolo*, cit., pp. 643-663. Calasso (*ibid.*, p. 653) ricorda anche come il *Tractatus* sia ritenuto da alcuni un estratto di un'opera giovanile di Bartolo, la *Quaestio Lucanae civitatis* (1333), che ne riproduce, in forma meno mendosa, buona parte del testo. Invece, secondo A. FEDRIZZI, *Il «Tractatus bannitorum» di Bartolo da Sassoferrato (1314-1357)*, tesi di Laurea discussa presso la Facoltà di Giurisprudenza dell'Università di Trento, relatore D. Quagliani, Trento, A. A. 1991-1992, pp. 59-72, il *Tractatus* sarebbe stato concepito come opera autonoma, negli anni della piena maturità del giurista, e poi inserito nella *Quaestio*. Ne fanno fede, secondo Fedrizzi, le contraddizioni esistenti fra la dottrina contenuta nella *Quaestio* e quella espressa nel testo relativo al bando aggiuntovi in seguito. Inoltre, lo stile appare assai più maturo e Bartolo più sicuro di sé. Bisogna inoltre ricordare che è attribuito a Bartolo, nonostante qualche dubbio, anche un *Tractatus exbannitorum*, dedicato soprattutto alla questione della capacità processuale del bandito (F. CALASSO, *Bartolo*, cit., p. 655). Lo si può leggere in *Consilia, Quaestiones et Tractatus*, cit., foll. 133rA-133vA.

6 Per un esame del trattato di Nello, risalente, stando al testo stesso, al 1423, mi permetto di rinviare al mio *Verso una compiuta nozione di bando. Da Bartolo da Sassoferrato a Nello da San Gimignano*, in corso di stampa.

soprattutto di quella di diritto pubblico⁷. D'altro canto, anche in anni recentissimi, la storiografia ha individuato proprio nel problema dell'esilio, dei fuoriusciti, dei transfughi, e nel complesso delle riflessioni giuridiche e politiche che tale problema suscitò, una delle chiavi interpretative più importanti ai fini della comprensione delle complesse vicende del secolo XVI e della formazione della cultura giuspolitica della prima modernità⁸.

Da questo punto di vista, spunti di grande interesse si possono ritrovare nei *De iure belli libri tres* di Alberico Gentili, usciti dai torchi nel 1598. Gentili, infatti, non solo fu egli stesso esule per motivi religiosi, fuggendo dall'Italia per rifugiarsi, infine, in Inghilterra dove finì per salire la cattedra di *regius professor of Civil Law* presso la prestigiosa università di Oxford, ma fu anche autore di un grande studio dedicato al problema del diritto di guerra, che non ha mancato di attirare a più riprese l'attenzione degli studiosi, soprattutto con riferimento alla nascita di un diritto internazionale inteso in senso moderno⁹.

- 7 D. QUAGLIONI, *Tra bartolisti e antibartolisti. L'Umanesimo giuridico e la tradizione italiana nella Methodus di Matteo Gribaldi Mofa (1541)*, in *Studi di storia del diritto medioevale e moderno*, a cura di F. Liotta, Bologna, Monduzzi, 1999, pp. 185-212. Su tutta la questione cfr. ora ID., *Machiavelli e la lingua della giurisprudenza. Una letteratura della crisi*, Bologna, Il Mulino, 2011, in cui, alle pp. 93-111, si ritrova fra l'altro, rielaborato, il saggio poc'anzi citato.
- 8 Penso soprattutto al bel libro di C. SHAW, *The Politics of Exile in Renaissance Italy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, e agli studi raccolti in *La République en exil (XV^e-XVI^e siècles)*, a cura di P. Carta e L. De Los Santos, in «Laboratoire Italien. Politique et société», 3, 2002. Per quanto riguarda il libro della Shaw, mi permetto di ricordare anche la mia nota in «Il pensiero politico», 35, 2002, n. 1, pp. 111-113.
- 9 Sulla vita e la personalità del Gentili, cfr. D. PANIZZA, *Alberico Gentili giurista ideologo nell'Inghilterra elisabettiana*, Padova, La Garangola, 1981, *passim*; A. DE BENE-DICTIS, *Gentili, Alberico*, in *Dizionario Biografico degli Italiani*, LIII, Roma, Istituto della Enciclopedia Italiana, 1999, pp. 245-251; ora poi cfr. soprattutto G. MINNUCCI, *Alberico Gentili tra mos italicus e mos gallicus. L'inedito commentario Ad legem Juliam de adulteriis*, Bologna, Monduzzi, 2002 (Archivio per la Storia del diritto medioevale e moderno, 6), soprattutto le pp. 1-36; ID., *La nuova metodologia di Alberico Gentili nel I libro del De nuptiis (1601)*, in *Studi di Storia del diritto medioevale e moderno*, II, a cura di F. Liotta, Bologna, Monduzzi, 2007, pp. 211-235, e ID., *Gentili, Alberico*, in *Dizionario biografico dei giuristi italiani (XII-XX secolo)*, I, cit., pp. 967-969; infine, per un'interpretazione di sintesi e un bilancio storiografico, D. QUAGLIONI, *Introduzione*, in *Il diritto di guerra (De iure belli libri III, 1598)*, *Introduzione* di D. Quaglioni, trad. di P. Nencini, apparato critico di G. Marchetto e C. Zendri, Milano, Giuffrè, 2008, pp. IX-XXXIII. Inoltre ID., *Alberico Gentili: il papato romano e il "potere totale"*, in ID., *Machiavelli e la lingua della giurisprudenza*, cit., pp. 199-210.

Al di là di ogni discussione intorno alla genesi del moderno ordinamento giuridico internazionale e della dottrina che se ne occupa, in questa sede importa ciò che Gentili dice intorno alla questione dei *transfugae*, a cui è consacrato il nono capitolo del secondo libro *De iure belli*, e pertanto a questo problema saranno dedicate le nostre considerazioni¹⁰.

Occorre anzitutto tenere presente il contesto in cui questo capitolo si colloca, all'interno dell'opera gentiliana. La struttura tripartita del *De iure belli*, infatti, risponde a un preciso intento. Nel primo libro, Gentili si occupa soprattutto delle nozioni generali: si tratta infatti di definire che cosa sia la guerra, quali ne siano le cause, chi possa muoverla e contro chi essa possa essere diretta. Nel secondo libro, poi, l'attenzione dell'autore si sposta sui modi in cui la guerra è dichiarata e condotta, e infine, nel terzo libro, Gentili passa a considerare ciò che segue alla conclusione della guerra stessa: i tributi imposti ai vinti, il trattamento dei prigionieri, lo stabilimento della pace, i patti di alleanza¹¹.

Il nono capitolo del II libro, quindi, tratta dei *transfugae* considerati come strumenti di guerra, e non a caso si colloca dopo il capitolo ottavo, consacrato alla questione se sia lecito tentare di assassinare a tradimento il comandante nemico, come fecero Muzio Scevola con Porsenna e Giuditta con Oloferne¹². Non è quindi senza ragione che Gentili intitola il successivo capitolo nono *De Zopiro, et aliis transfugis*, che nella recentissima traduzione italiana è volto come *Zopiro e altri falsi disertori*¹³.

Ciò che quindi interessa a Gentili, in questo luogo, è il *transfuga* che si è consegnato al nemico del suo popolo, come insegnava Bartolo. Tuttavia, pur presentandosi come un utile alleato, quello stesso *transfuga*, in realtà, è anche un'arma segreta nelle mani del suo mandante, che se ne avvale per passare false informazioni al nemico, e per attirarlo in trappola, con astuti stratagemmi.

10 ALBERICO GENTILI, *De iure belli libri III*, Hanoviae, Excudebat Guilielmus Antonius, MDXCVIII., II, 9, pp. 281-286, che corrisponde ad Alberico Gentili, *Il diritto di guerra*, pp. 254-258. D'ora in poi, le citazioni, salve eccezioni, saranno tratte dalla traduzione italiana, indicando fra parentesi quadre i numeri delle pagine corrispondenti nell'*editio princeps* del 1598.

11 ALBERICO GENTILI, *Il diritto di guerra*, cit.

12 *Ibid.*, II, 8, pp. 244-253 [270-281], in particolare il titolo a p. 244 [270]: *Scevola, Giuditta e altri casi simili*.

13 *Ibid.*, II, 9, p. 254 [281].

Secondo Gentili, il problema più grave è quello della liceità di una simile astuzia. Per questa ragione egli esordisce ricordando alcuni celebri esempi, tratti dalla storiografia greca e romana, e alcuni giudizi fra cui spicca quello di Valerio Massimo che non aveva esitato ad approvare il ricorso a tali sotterfugi¹⁴. D'altro canto però, con un procedimento che è quello tipico della *quaestio* giuridica¹⁵, Alberico richiama subito l'autorità di Livio, il quale, pur ammettendo che anche i Romani avevano fatto talora uso di tali espedienti, tuttavia aveva cercato di minimizzarne il ruolo, considerando questi personaggi più famosi che onesti¹⁶.

Per risolvere la *quaestio*, Gentili ricorre al procedimento scolastico della *distinctio*, suggerendo l'impiego di una doppia dicotomia¹⁷. Infatti occorre distinguere anzitutto fra i transfughi stessi e i loro mandanti, e

14 VALERIO MASSIMO, *Facta et dicta memorabilia*, VII, 4; ALBERICO GENTILI, *Il diritto di guerra*, cit., II, 9, p. 254 [281].

15 Sulla *quaestio*, in particolare giuridica, vi è amplissima bibliografia, che limito qui all'essenziale. Indicazioni sono presenti in M. BELLOMO, *Quaestiones in iure civili disputatae. Didattica e prassi colta nel sistema del diritto comune fra Duecento e Trecento*, Contributi codicologici di L. Martinoli, in Appendice, Roma, Istituto storico italiano per il Medio Evo, 2008, e in Id., *I fatti e il diritto. Tra le certezze e i dubbi dei giuristi medievali (secoli XIII-XIV)*, Roma, Il Cigno Galileo Galilei, 2000, pp. 355-438, che riprendono studi precedenti dello stesso autore come *Legere, repetere, disputare. Introduzione ad una ricerca sulle "quaestiones" civilistiche*, in *Medioevo edito e inedito*, I, Scholae, Universitates, Studia, Roma, Il Cigno Galileo Galilei, 1997, pp. 51-97, nonché *Saggio sull'Università nell'età del diritto comune*, Catania, Giannotta, 1979, pp. 219-237; sulla genesi del genere letterario delle *quaestiones* cfr. anche A. ERRERA, *Forme letterarie e metodologie didattiche nella scuola bolognese dei glossatori civilisti: tra evoluzione ed innovazione*, in *Studi di Storia del diritto medioevale e moderno*, I, a cura di F. Liotta, Bologna, Monduzzi, 1999, pp. 33-106; si vedano anche gli studi raccolti in *Die Kunst der Disputation. Probleme der Rechtsauslegung und Rechtsanwendung im 13. und 14. Jahrhundert*, a cura di M. Bellomo, Monaco, R. Oldenbourg, 1997 (Schriften des Historischen Kollegs. Kolloquien, 38); qualche sintetica osservazione e indicazione bibliografica (ma molte informazioni sulla *quaestio* in generale) in B. LAWN, *The Rise and Decline of the Scholastic "Quaestio disputata". With Special Emphasis on its Use in the Teaching of Medicine and Science*, Leiden - New York - Köln, E. J. Brill, 1993, pp. 3-5; sulle *quaestiones* del secolo XII cfr. A. BELLONI, *Le questioni civilistiche del secolo XI. Da Bulgaro a Pillio da Medicina e Azzone*, Francoforte sul Meno, Klostermann, 1989 (Ius Commune. Sonderhefte, 43), *passim* e soprattutto pp. 3-6 e 59-65; sulla *quaestio*, e più in generale sulle forme letterarie della produzione dei giuristi medievali, cfr. S. KUTTNER, *The Revival of Jurisprudence, in Renaissance and Renewal in the Twelfth Century*, a cura di R. L. Benson e G. Constable, con C. D. Lanham, Oxford, Clarendon Press, 1982, pp. 299-323.

16 LIVIO, *Ab Urbe Condita*, I, 9, 53; VIII, 5, 27; cfr. ALBERICO GENTILI, *Il diritto di guerra*, cit., II, 9, p. 254 [282].

17 Sulla *distinctio* si veda il sempre fondamentale studio di E. SECKEL, *Distinctiones*

poi, con riguardo certamente alla posizione dei primi, e forse anche dei secondi, si deve studiare il problema da due punti di vista: quello dell'onesto, di ciò che è conforme all'*honor*, e quello del giusto, della *iustitia*¹⁸.

Gentili chiarisce subito che si occuperà solo della questione della giustizia, in quanto è questo il campo aperto all'indagine e alla riflessione del giurista. Gentili non lo dice, ma a lui e ai suoi lettori doveva essere chiaro: il giurista deve discutere solo della giustizia di un'azione, in omaggio a quella funzione di sacerdote della giustizia che gli è riconosciuta dal Digesto giustiniano, secondo cui «*ius a iustitia appellatum*»¹⁹. Aggiunge però, con molta chiarezza, che questo non pregiudica la valutazione dell'*honestum*, anzi, dichiara il proprio pieno accordo con Livio su questo punto²⁰.

Dal punto di vista giuridico, quindi, occorre precisare subito che questi falsi disertori, se scoperti, non possono essere considerati soldati, ma piuttosto spie e traditori. Ancora una volta Gentili si fonda sull'autorità di Livio: anche i Romani infatti usavano uccidere e mutilare le spie nemiche catturate²¹. La ragione di questo trattamento è facile da comprendere: chi indossi le mentite spoglie del disertore, è come se indossasse una maschera e diventasse, quindi, un'altra persona. Gentili infatti parla qui di *personas induere*, che ci rimanda ancora una volta all'Antichità (in particolare alla tradizione teatrale)²².

Glossatorum, Graz, Akademische Druck- und Verlagsanstalt, 1956 (rist. ed. Berlin 1911), soprattutto le pp. 281-289.

18 ALBERICO GENTILI, *Il diritto di guerra*, cit., II, 9, p. 254 [282]: «Dunque il problema presenta due aspetti: il primo riguarda i disertori e il secondo i loro mandanti. Il primo, e forse entrambi, presuppongono ancora due considerazioni: dal punto di vista dell'onestà e da quello della giustizia».

19 *Digesta* 1, 1, 1, *pr.*-1: «*Iuri operam daturum prius nosse oportet, unde nomen iuris descendat. est autem a iustitia appellatum: nam, ut eleganter Celsus definit, ius est ars boni et aequi. Cuius merito quis nos sacerdotes appellet: iustitiam namque colimus et boni et aequi notitiam profiteamur.*»

20 ALBERICO GENTILI, *Il diritto di guerra*, cit., II, 9, p. 254 [282]: «Noi tuttavia, in qualità di giuristi, ci occuperemo soltanto della giustizia, pur rimanendo del parere di Livio, che i falsi disertori non sono onesti».

21 LIVIO, *Ab Urbe Condita*, XXII, 5, 33; ALBERICO GENTILI, *Il diritto di guerra*, cit., II, 9, p. 255 [282].

22 Cfr. F. DUPONT, *L'acteur sans visage. Essai sur l'acteur romain et son masque*, Parigi, Presses universitaires de France, 2000, soprattutto le pp. 151-160. Informazioni più generali in G. McCART, *Masks in Greek and Roman Theatre*, in *The Cambridge Companion to Greek and Roman Theatre*, a cura di M. McDonald e J. M. Walton, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, pp. 247-267.

Pertanto, costui non può invocare i privilegi che spettano ai soldati²³. Infatti, assumendo i panni del *transfuga* si è spogliato di quelli del soldato, e quindi non può invocare a sua difesa le norme che regolano uno *status* di cui si è volontariamente privato²⁴. A maggior ragione ciò è vero nel caso di colui che Alberico chiama *simulatus transfuga*, il falso disertore. Costui, infatti, non solo ha deposto la condizione di soldato, ma ha stipulato col nemico un accordo, una convenzione, in forza della quale quest'ultimo lo ha accolto fra i suoi, accordandogli la sua fiducia. Quindi, due sono le ragioni in virtù delle quali il falso disertore può essere trattato con speciale durezza: perché ha rinunciato alle garanzie giuridiche proprie della condizione di *miles*, e perché ha violato il patto di fiducia stipulato con colui che gli ha concesso protezione e rifugio²⁵.

Tuttavia, queste conclusioni sembrano a Gentili troppo ampie. Vi è il rischio che si finisca per sottoporre allo stesso trattamento anche chi si è limitato ad attuare altri stratagemmi, che invece sembrano al nostro giurista molto differenti. Si tratta, in particolare, del caso dei soldati che si siano camuffati con le insegne del nemico. Secondo Alberico, questo è un atto del tutto legittimo, che non porta con sé nessuna conseguenza sfavorevole per chi lo compie. Costoro continuano a godere dei loro diritti di soldati, come accade anche a chi parlamenti con il nemico²⁶. La ragione, insomma, è che chi si traveste utilizzando le insegne nemiche agisce pur sempre da soldato, seppure copertamente.

Se questa, dunque, è la condizione giuridica del falso *transfuga*, potrebbe sembrare che lui e il suo mandante agiscano in modo illecito, e che quindi l'uso di simili stratagemmi non sia conforme al diritto di

23 ALBERICO GENTILI, *Il diritto di guerra*, cit., II, 9, p. 255 [282-283]: «La ragione di ciò sta anche nel fatto che chi accetta di infiltrarsi come spia presso il nemico deve rinunciare ai privilegi che spettano ai soldati regolari.»

24 *Ibid.*, p. 255 [283]: «Giusto perciò appare il diritto riservato a coloro che si sono spogliati di quella condizione giuridica, grazie alla quale non potrebbero essere trattati così ignominiosamente e crudelmente.»

25 *Ibid.*: «Ciò a maggior ragione vale per i falsi disertori, perché hanno ingannato il nemico nell'atto di stringere con lui il patto col quale li ha fatti passare dalla sua parte e li ha accolti tra i suoi.»

26 *Ibid.*: «È bene precisare che questi argomenti non valgono per chi usa ingannevolmente le insegne nemiche, pur costituendo questo un altro mezzo fraudolento. Chi indossa le armi nemiche agisce pur sempre da soldato e non perde la condizione giuridica di militare. Non mi sembra infatti che ci siano sufficienti motivi perché debba essergli tolta. Non perde la condizione di soldato chi parla con il nemico, e agisce da soldato chi indossa le insegne nemiche.»

guerra e alla giustizia che in tale diritto si esprime. Nulla di più falso! Alberico ribadisce che entrambi agiscono giustamente, sia i falsi disertori e le spie, sia chi li ha mandati²⁷:

Che succede allora? Il fatto che sia giusto trattare così duramente le spie e i falsi disertori significa forse anche che essi e i loro mandanti agiscono ingiustamente e cioè non conformemente alla giustizia di guerra? Questo è il secondo aspetto del problema, riguardo al quale (cosa che potrebbe apparire sorprendente) rispondo che agiscono giustamente: sia i falsi disertori e le spie, sia i loro mandanti. Non vi è alcuna ragione per cui si possa eccepire qualcosa sulle spie.

Non solo è possibile spiare il nemico: è doveroso farlo, e risponde ad una consuetudine seguita sempre e ovunque: «Scrutare e spiare la situazione del nemico è possibile e dovuto; tutti, da sempre e in ogni modo, abbiamo la consuetudine di farlo.» (*Ibid.*)

Infatti, aggiunge Gentili, il severo trattamento riservato a costoro non deriva dall'ingiustizia della loro condotta, ma dalla sua estrema pericolosità. Per questo motivo, con intenti cioè dissuasivi, si sono inasprite le pene²⁸. Quindi, spie e falsi disertori possono essere trattati come sudditi nemici scoperti in territorio ostile. Tuttavia, si precisa, l'assimilazione fra spie e falsi disertori non è completa. Infatti questi ultimi hanno anche violato il patto con cui sono stati accolti. D'altro canto va aggiunto che il patto stipulato dal transfuga sembra essere privo di ogni validità, e quindi incapace di assicurare a costui una qualunque protezione. Egli infatti è suddito di un altro sovrano, e non può, con un proprio semplice atto, modificare questo stato di cose. Consegnandosi al nemico, quindi, si rimette al suo arbitrio²⁹:

Del resto non tutti i nemici hanno diritto allo stesso trattamento. Il nemico può trattare i falsi disertori e le spie come se fossero suoi sudditi

27 *Ibid.*

28 *Ibid.*, pp. 255-256 [283-284]: «Ma se le spie, una volta scoperte, sono trattate così duramente, ciò dipende dal maggiore pericolo che da esse proviene. Le spie sono infatti dei nemici occulti, insediati nel seno stesso dell'avversario: se riescono a scoprirne i piani, possono arrecargli un danno più grave di quanto non ne farebbero mille catere di fanti e coorti di cavalieri. Per stornare questo grave pericolo si sono dovute minacciare gravi pene per chiunque lo arrecasse; per questo furono ristretti i diritti e inasprite le pene per gli atti di spionaggio e per altre situazioni del genere.»

29 *Ibid.*, p. 256 [284].

abitanti sul suo territorio. Ma a proposito dei falsi disertori i contorni della questione sono più ampi, perché, come ho detto sopra, si deve considerare anche l'ingiustizia della frode commessa nell'atto di stringere il patto di accoglienza. Peraltro è opportuno precisare che questi patti stipulati tra il disertore e il nemico non hanno alcuna validità. Il disertore è un suddito straniero e non può liberarsi della sudditanza originaria per effetto della diserzione, né può disporre di se stesso al punto da poter rinunciare alla propria sudditanza e passare sotto un altro signore. Il disertore che si consegna al nemico non può farlo altro che sotto la condizione che, qualora manchi alla sua promessa, sia punito secondo l'arbitrio del nemico stesso.

Gentili conclude quindi che sia chi utilizza i falsi disertori, sia chi se ne difende minacciando (e imponendo) gravi pene, agisce in modo conforme al diritto. Infatti, tutti si comportano in questo modo, menandone vanto, e dimostrando così, con il loro comune consenso, che si tratta di condotte conformi al diritto naturale³⁰. Ben diverso sarebbe se qualcuno, pur agendo in tal modo, tuttavia mostrasse pudore e vergogna. Infatti, aggiunge Gentili, non potrebbe essere diritto ciò che è disapprovato dalla nostra e dall'altrui coscienza. Proprio l'approvazione della coscienza, infatti, è il segno della conformità di una certa condotta al diritto naturale³¹:

Quando invece vediamo che chi ha commesso qualcosa ne prova vergogna, allora non può trattarsi di diritto, perché non può essere giusto ciò che è disapprovato dalla nostra coscienza e da quella degli altri. Questo, congiunto ad argomentazioni ragionevoli e conformi al diritto, è un fortissimo motivo di approvazione. È in questo modo infatti che si manifesta il diritto naturale: accordandosi con la coscienza.

Gentili non lo dice, e non ha bisogno di dirlo, ma è chiaro qui il ricordo di due celebri luoghi, uno tratto dalle *Institutiones* di Gaio e l'altro dal XIV libro del commentario *Ad Sabinum* di Paolo, entrambi confluiti nel Digesto giustiniano, secondo cui il diritto che la *ratio naturalis* ha stabilito fra gli uomini è chiamato diritto delle genti, e d'altra parte ciò che è sempre buono ed equo è il diritto naturale³².

30 *Ibid.*, p. 256 [284-285].

31 *Ibid.*, p. 256 [285].

32 Cfr. *Digesta* 1, 1, 9: «Quod vero naturalis ratio inter omnes homines constituit, id apud omnes peraeque custoditur vocaturque ius gentium, quasi quo iure omnes gentes utuntur»; *Digesta* 1, 1, 11: «Ius pluribus modis dicitur: uno modo, cum id quod semper aequum ac bonum est ius dicitur, ut est ius naturale.»

Naturalmente, prosegue Gentili, se è lecito ricorrere all'inganno per offendere, sarà lecito farlo anche per difendersi³³. Anzi, non è un tradimento quello che è utilizzato per smascherare un traditore, perché il traditore è colui che nasconde le sue reali intenzioni e nascostamente agisce in modo difforme ai propri doveri, come diceva Andrea Alciato³⁴.

Se quindi l'inganno è lecito, tanto per chi attacca quanto per chi si difende, Gentili però aggiunge qualcosa. Egli afferma infatti che il trattamento dei falsi disertori e dei traditori, se scoperti, non deve essere troppo aspro, perché, in fin dei conti, essi si limitano ad obbedire a degli ordini e a curare gli interessi del loro signore³⁵:

Concludo aggiungendo una cosa in favore dei falsi disertori e dei traditori, ricordando che non devono essere puniti troppo aspramente, poiché essi non fanno altro che curare gli affari del loro signore ed obbedire ai suoi ordini.

Questa relativa mitezza, però, è soggetta a una condizione precisa. Infatti, anche la condotta dei falsi disertori deve contenersi entro precisi limiti: essi non devono agire ingiustamente, né obbedire a ordini ingiusti, prestandosi a fungere da sicari e avvelenatori³⁶. Infatti, come affermava il Digesto, anche gli schiavi, che pure obbediscono necessariamente agli ordini del padrone, tuttavia sono personalmente responsabili nel caso si macchino di atroci delitti³⁷.

Se questa è la dottrina di Gentili intorno ai *transfugae*, intesi come falsi disertori e quindi strumenti di guerra, tuttavia Alberico è ben consapevole anche di un altro problema, vale a dire della condizione degli esuli, soprattutto in relazione alla conclusione della guerra stessa e alle trattative di pace, che rischiano di minacciare la sicurezza personale di questi fuoriusciti. Egli affronta la questione, non casualmente se ricordiamo la struttura dell'opera, nel capitolo 23 del III libro *De iure*

33 ALBERICO GENTILI, *Il diritto di guerra*, cit., II, 9, p. 256 [285].

34 *Ibid.*, pp. 256-257 [285]. Cfr. Andrea Alciato, *Responsa libris novem digesta*, Basileae, Apud Thomam Guarinum, 1582, VII, 19, coll. 985-989.

35 ALBERICO GENTILI, *Il diritto di guerra*, cit., II, 9, p. 257 [286].

36 *Ibid.*: «Essi, da parte loro, debbono tuttavia guardarsi bene dal non curare affari ingiusti. Non devono accettare di essere sicari o avvelenatori, anche a costo di rifiutarsi di obbedire agli ordini».

37 *Ibid.*; cfr. *Digesta* 50, 17, 157: «Ad ea, quae non habent atrocitatem facinoris vel sceleris, ignoscitur servis, si vel dominis vel his, qui vice dominorum sunt, veluti tutoribus et curatoribus obtemperaverint.»

belli. In particolare, ciò che preoccupa Gentili è la ratifica del trattato di pace in relazione a costoro, come risulta dal titolo di questo penultimo capitolo del trattato: *De ratihabitioe, privatis, piratis, exsulibus, adhaerentibus*³⁸, volto in italiano come *Della ratificazione per i soggetti privati, i pirati, gli esuli e gli alleati*.

Che succede, dunque, se colui, con cui è stato stipulato un trattato di pace, accolga esuli della controparte? Il problema è delicato perché, dice Gentili, i nostri banditi sono nostri nemici, e quindi chi li accoglie è, a sua volta, nostro nemico³⁹:

Pongo ora alcune questioni circa gli esuli e gli altri di condizione simile. Sono violati gli accordi di pace, se si accolgono gli esuli? Si dice che chi è stato messo al bando diventa come un nemico e quindi sembra diventare nemico anche chiunque gli dà accoglienza.

Infatti, chi vive con il mio nemico, ed è con lui in rapporti di amicizia, è un mio nemico a sua volta, e questa è ragione sufficiente per ricusarlo come giudice⁴⁰. Così, i giuristi insegnano comunemente che è un nemico l'amico del nemico⁴¹. D'altro canto, tuttavia, la stessa tradizione giuridica non tratta da nemici gli esuli, limitandosi a considerarli privi di cittadinanza⁴².

Si tratta, come dice lo stesso Alberico, del ricordo della seconda *lex* del titolo *De publicis iudiciis* del Digesto, per cui è considerata pena capitale non solo la morte, ma anche l'esilio, in quanto con esso il *caput* del condannato è rimosso dalla città⁴³. Anche Jean Bodin aveva scritto che sarebbe lecito accogliere gli esuli altrui, pure in presenza di trattati che vietassero di riceverli in quanto cittadini di un altro Stato: infatti gli esuli, gli esiliati, in quanto tali, non sono cittadini. Ben diverso

38 ALBERICO GENTILI, *Il diritto di guerra*, cit., III, 23, p. 609 [690].

39 *Ibid.*, pp. 615-616 [698].

40 *Ibid.*, p. 616 [698].

41 *Ibid.* Cfr. ALESSANDRO TARTAGNI, *Consilia seu Responsa*, Venetiis, Ex Officina Iacobi Antonii Somaschi, 1597, I, 99, fol. 105rA, n. 4.

42 ALBERICO GENTILI, *Il diritto di guerra*, cit., III, 23, p. 616 [699]: «Bisogna tuttavia rivedere la premessa iniziale. Infatti, a ben guardare, coloro che sono stati semplicemente privati della cittadinanza non sono necessariamente da ritenere nemici dello stato.»

43 *Digesta* 48, 1, 2: «Publicorum iudiciorum quaedam capitalia sunt, quaedam non capitalia. capitalia sunt, ex quibus poena aut exilium est, hoc est aquae et ignis interdictio: per has enim poenas eximitur caput de civitate.»

sarebbe, invece, se si trattasse non di esuli, ma di fuggitivi. Costoro infatti dovrebbero essere restituiti, se richiesti⁴⁴:

Jean Bodin afferma che dare accoglienza agli esuli non costituisce violazione degli accordi, neanche se in essi si fosse espressamente vietato di dare asilo ai cittadini dell'altro stato, appunto perché gli esuli (come si è detto) non sono più cittadini. Se invece non si tratta di esuli, ma di disertori o fuggitivi, non si può dare loro asilo e soprattutto, come scrive giustamente Bodin, se sono richiesti devono essere consegnati allo stato di appartenenza.

In verità dice Gentili, anche se la prassi è differente, tuttavia è conforme al diritto che i sovrani siano tenuti a restituire ad altri sovrani i delinquenti fuggiti, allo stesso modo in cui i magistrati hanno il medesimo obbligo nei confronti di altri magistrati. Se accogliere i sudditi altrui non è contrario al diritto delle genti, cosa mai lo sarà? Il fuggitivo rimane suddito del suo sovrano, ed è ingiusto non restituire a qualcuno ciò che gli appartiene⁴⁵:

Più vero e conforme al diritto, anche se nella prassi avviene diversamente, è quel parere secondo il quale i principi sono vicendevolmente tenuti a consegnarsi i delinquenti, nello stesso modo in cui un magistrato è tenuto a consegnarli agli altri magistrati. Anche quando non sono obbligati da trattati di estradizione, per il diritto delle genti i principi devono sempre consegnare i delinquenti. Un latitante appartiene sempre al principe da cui fugge e questo riceve un'offesa se non gli si restituisce ciò che è suo. Che cosa c'è di più contrario al diritto delle genti, che accogliere uomini che appartengono ad un altro?

Si tratta, naturalmente, del ricordo preciso dei tre fondamentali precetti giuridici: «*Honeste vivere, alterum non laedere, suum cuique tribuere*»⁴⁶. In questo modo, uno dei principi più elementari enucleati dalla tradizione giuridica è utilizzato da Gentili come strumento per risolvere un problema di estrema delicatezza. Occorre tuttavia precisare che Gentili è ben consapevole delle difficoltà, e per questo raccomanda di prevedere espressamente, nei trattati, la consegna del fuggitivo⁴⁷.

44 ALBERICO GENTILI, *De iure belli*, cit., III, 23, p. 616 [699]; cfr. anche JEAN BODIN, *I sei libri dello Stato*, III, a cura di M. Isnardi Parente e D. Quaglioni, Torino, Utet, 1997, III, 6, p. 228.

45 ALBERICO GENTILI, *Il diritto di guerra*, cit., III, 23, p. 617 [699-700].

46 *Institutiones* 1, 1, 3.

47 ALBERICO GENTILI, *De iure belli*, cit., III, 23, p. 617 [700]: «Quando la materia è disciplinata da trattati, si è soliti prevedere espressamente quali di questi fuggitivi

Allo stesso modo si usa prevedere esplicitamente il caso in cui i transfughi non possano essere accolti, e si dice anche che una tale promessa non si estende al futuro⁴⁸. In questo caso, Gentili torna ad utilizzare la parola *transfugae*, anziché *exsules* o *perfugae*. Credo però che qui, e solo qui, possiamo considerare tutte queste espressioni come sinonimiche.

La ragione di questa limitazione temporale della promessa va colta nel carattere unilaterale dell'obbligo che ne scaturisce. Dice infatti Gentili che ciò non è vero nel caso di promessa reciproca, in virtù della bilateralità dell'obbligazione, che quindi può ricevere un'interpretazione estensiva e non restrittiva. Molte cose, infatti, acquistano validità in virtù di una mutua corrispondenza degli obblighi, e ne sono corroborate, come è il caso, si dice, dei trattati di pace.

Gentili però non perde la sua consueta cautela. Egli aggiunge infatti che se è vera l'ultima affermazione, molto meno vero è che la promessa relativa ai transfughi sia vincolante solo per il futuro, quantunque sia sempre meglio essere cauti, e prevedere espressamente il caso, al fine di evitare controversie⁴⁹. Infatti, chi potrebbe pensare a una promessa non valida per il futuro? Una simile interpretazione produrrebbe una sorta di conflitto di leggi nel seno della legge stessa⁵⁰.

devono essere estradati, e quali no. Chi vuol riservarsi la possibilità di dar loro asilo farà bene a dirlo prima e in modo chiaro.»

- 48 *Ibid.*: «La dottrina ritiene che la promessa di non dare accoglienza ai fuggitivi di un altro stato, ancorché contenuta in un patto, se non è reciproca, non vincola per il futuro. Se invece nel patto vi sono condizioni di reciprocità, pare più equo ammettere l'estensione al futuro [...] i trattati di pace, quando sono reciproci ed utili a entrambe le parti, devono essere interpretati nella maniera più ampia e favorevole. Infatti la reciprocità può rendere valide molte promesse che, prese unilateralmente, non avrebbero alcun valore.» «Item cavetur de transfugis non recipiendis. Et promissionem non extendi ad futuros, aiunt. Nisi promissio foret mutua. tum enim aequius sit, propter parem obligationem, admitti extensionem. Et sic de pacis conventionem, quae reciproca, et utrique parti utilis esse valeat, quod latam, et favorabilem interpretationem recipiat [...] Multa, quae simplicia nec valent, si reciproce fiant, sustinentur.»
- 49 *Ibid.*, pp. 617-618 [700]: «Quest'ultima proposizione è verissima, ma non altrettanto lo sono le precedenti. In ogni caso, al fine di evitare qualsiasi tipo di controversia, sarà sempre bene usare espressioni chiare.»
- 50 *Ibid.*, p. 618 [700-701]: «Chi potrebbe immaginare che i dottori insegnino che la promessa di non accogliere i disertori non si estende al futuro? [...] bisogna risolvere quasi un conflitto tra leggi per stabilire se le parole di una promessa del genere debbano essere interpretate solo con riferimento al presente o anche al futuro.»

Ancora una volta, è la tradizione giuridica, in particolare la dottrina di Baldo degli Ubaldi, a permettere la soluzione del problema. Baldo infatti, con grande buon senso, aveva ammonito a riferire le parole di ogni accordo alla realtà delle cose, e quindi a ogni tempo, passato, presente e futuro, con l'ovvio corollario che il ribelle, una volta riconciliato, avrebbe potuto essere accolto liberamente in quanto non più nemico⁵¹:

Baldo risponde con solida dottrina che le parole del patto o del diritto, che vietano di accogliere queste persone, devono essere intese con riferimento alla sostanza e alla realtà, e dunque a tutti i tempi: passato, presente e futuro. Ciò risulta chiaro anche dalla regola contraria, che consente di accogliere il ribelle che si sia riconciliato con lo stato di appartenenza.

Conviene avviarci a concludere. Il testo gentiliano sembra offrirci numerosi spunti di riflessione. Al di là dei contenuti specifici, che riguardano il significato stesso delle parole *transfuga* ed *exsul*, esso si rivela importante come testimonianza della lunga vitalità della dottrina bartoliana sul problema dei fuoriusciti. Significativa è, da questo punto di vista, l'identificazione fra *transfugae* e *hostes*, a suo tempo chiaramente posta da Bartolo⁵², e qui ben presente anche quando Gentili discute della questione dei falsi disertori, questione che però Bartolo, trattando dei banditi, non affrontava. Non meno importante è la riflessione gentiliana sugli esuli propriamente detti, che risente essa stessa della dottrina di Bartolo, la quale le fornisce tutta l'ossatura teorica, e questo, si badi, nonostante l'assenza, in queste pagine, di espresse allegazioni delle opere di Bartolo. Nonostante ciò, infatti, il grande giurista perugino è presente nella tradizione bartolista che innerva (attraverso Baldo come attraverso Andrea Alciato, Jean Bodin ed altri ancora) il pensiero del Gentili. Sempre a Bartolo occorre rifarsi per comprendere perché l'esule non perda compiutamente la propria capacità giuridica, ma solo la sua condizione di cittadino di una *civitas* particolare, e pertanto possa e debba trovare accoglienza

51 *Ibid.*, p. 618 [701]. Cfr. anche BALDO DEGLI UBALDI, *Consilia*, I-V, Francofurti ad Moenum, Impensis Sigismundi Feyrabendii, 1589, *cons.* V, 326, *fol.* 74rB.

52 Cfr. C. ZENDRI, *Éléments d'une définition juridique de l'exil: le Tractatus de bannitis de Bartolo da Sassoferrato (1314-1357)*, in «Laboratoire Italien. Politique et société», 3, 2002, pp. 33-49, soprattutto 41-43.

presso un altro sovrano⁵³. E ancora la dottrina di Bartolo ci spiega perché, secondo Gentili, il semplice fuggiasco, in quanto non perde lo *status* di cittadino, debba essere riconsegnato al proprio sovrano che lo richieda⁵⁴. Bartoliana è anche, senza dubbio, la tendenza a mitigare gli aspetti negativi della condizione dell'esule, senza che si debba spiegare tutto con l'esperienza di vita dello stesso Gentili, che quella condizione visse personalmente. Insomma, agli inizi della modernità sta, ancora una volta, la tradizione bartolista, intesa, secondo una felice intuizione di Francesco Calasso, «come momento decisivo della “educazione mentale” del giurista moderno»⁵⁵.

53 *Ibid.*, pp. 43-44.

54 *Ibid.*

55 Cfr. D. QUAGLIONI, *Tra bartolisti e antibartolisti*, cit., pp. 189-190.



Muratori et Castelvetro. État des études et lignes de recherche

Manuela Bragagnolo
ENS Lyon

Le destin de Lodovico Castelvetro ne fut pas différent de celui des nombreux exilés pour cause de religion qui, au XVI^e siècle, s'enfuirent pour sauver leur vie¹. Faisant partie de l'hétérodoxe « Académie » de Modène – l'« Accademia modenese » –, Castelvetro éveilla l'attention du Saint-Office et fut condamné, par contumace, comme hérétique fugitif et impénitent².

La vie et les écrits de l'exilé, caractérisés par une forte attitude critique, suscitèrent une grande admiration auprès des contemporains,

- 1 Parmi les études les plus récentes consacrées à Lodovico Castelvetro, voir *Lodovico Castelvetro. Filologia e ascesi*, R. Gigliucci éd., Rome, Bulzoni, 2007 ; *Omaggio a Lodovico Castelvetro (1505-1571). Atti del seminario di Helsinki, 14 ottobre 2005*, E. Garavelli éd., présentation de G. Frasso, Helsinki, Publications du Département des langues romanes, 2006, avec une bibliographie mise à jour que j'invite le lecteur à consulter ; *Ludovico Castelvetro. Letterati e grammatici nella crisi religiosa del'500. Atti della XIII giornata Luigi Firpo, Torino, 21-22 settembre 2006*, Florence, Olschki, 2008. Voir aussi V. MARCHETTI et G. PATRIZI, « Castelvetro, Ludovico », dans *Dizionario biografico degli Italiani*, vol. XXII, Rome, Istituto dell'Enciclopedia italiana, 1979, p. 8-21.
- 2 G. TIRABOSCHI, *Biblioteca modenese*, vol. I, in Modena, Presso la Società tipografica, 1781, p. 455 (« fuggitivo e impenitente »). Sur l'Académie et les dissensions religieuses à Modène, voir G. FRAGNITO, « Gli Spirituali e la fuga di Bernardino Ochino », dans ID., *Cinquecento italiano. Religione, cultura e potere dal Rinascimento alla Controriforma*, E. Bonora et M. Gotor éd., Bologne, Il Mulino, 2011, p. 141-188 ; S. PEYRONELRAMBALDI, *Speranze e crisi nel Cinquecento modenese. Tensioni religiose e vita cittadina ai tempi di Giovanni Morone*, Milan, Angeli, 1979.

et au-delà³. Ils trouvèrent en effet un lecteur attentif en Lodovico Antonio Muratori, qui écrivit une biographie passionnée de son concitoyen alors même que, au début du XVIII^e siècle, on en percevait encore la dangerosité. L'entreprise muratorienne était en effet très risquée, et elle impliqua le biographe même dans l'accusation d'hérésie.

Aux yeux des interprètes, la *Vita* de Castelvetro fut donc, pour très longtemps, un « punto oscuro » dans l'œuvre de Muratori⁴. Néanmoins, Muratori avait porté plusieurs fois une attention particulière aux hommes et aux idées de la fin du XVI^e siècle en Italie, en écoutant aussi les voix oubliées : étouffées par le zèle de la Contre-Réforme, qui les censura comme hérétiques, ou bien prudemment autocensurées par les auteurs eux-mêmes⁵. Dans ses ouvrages, et en particulier dans ceux qu'il consacra à son projet de réforme de la culture italienne, Muratori invitait les lettrés italiens à recouvrer la grandeur de l'Italie de la Renaissance, à laquelle l'Europe entière avait puisé⁶. L'appel muratorien répondait à une exigence diffuse parmi les lettrés italiens du début du XVI^e siècle ; il exprimait la volonté de réagir à la crise de la culture baroque et de répondre aux assauts menés depuis la France, qui touchaient même les plus hauts sommets de la littérature italienne du XVI^e siècle, à l'arrière-plan de la célèbre *Querelle des anciens et des modernes*⁷. De nombreux représentants de la « Repubblica letteraria » essayèrent ainsi de recouvrer cette culture qui, non sans difficultés,

3 Voir P. SIMONCELLI, *La lingua di Adamo. Guillaume Postel tra accademici e fuoriusciti fiorentini*, Florence, Olschki, 1984, p. 108-110.

4 A. VECCHI, *L'opera religiosa del Muratori*, Milan, Paoline, 1955, p. 128 note 24.

5 On pense, par exemple, à Carlo Sigonio, dont les écrits, censurés par l'Inquisition romaine, firent l'objet d'une entreprise éditoriale dirigée par Filippo Argelati, qui s'ouvrait avec une biographie écrite par Muratori. Voir P. PRODI, « Vecchi appunti e nuove riflessioni su Carlo Sigonio », dans *Nunc alia tempora alii mores. Storici e storia in età posttridentina*, Florence, Olschki, 2005, p. 292-310.

6 Voir L. A. MURATORI, *Primi disegni della repubblica letteraria d'Italia*, Naples (en fait Venise), 1703 (dans le présent article, nous faisons référence à l'édition parue dans L. PRITANIO [L. A. MURATORI], *Delle Riflessioni sopra il buon gusto nelle scienze e nelle arti*, vol. I, Venise, Pezzana, 1736, p. 15-75 (18). Voir aussi A. VECCHI, « La nuova accademia letteraria d'Italia », dans *Accademie e cultura. Aspetti storici tra Sei e Settecento. Atti del convegno internazionale di studi*, Modena, 1972, Florence, Olschki, 1979, p. 38-70 ; A. BURLINICALAPAJ, « I rapporti tra Lamindo Pritanio e Bernardo Trevisan », *ibid.*, p. 73-94.

7 Sur la *Querelle*, voir F. WAQUET, *Le modèle français et l'Italie savante (1660-1750)*, Rome, École française de Rome, 1989 ; C. VIOLA, *Tradizioni letterarie a confronto. Italia e Francia nella polemica Orsi-Bouhours*, Vérone-Forni, 2001 ; A. COTTIGNOLI,

devint l'objet de nombreux projets éditoriaux. L'un de ceux-ci était dédié à Castelvetro dont, en conjuguant la méthode du juriste et celle de l'historien, Muratori voulait montrer, sous une lumière nouvelle, la richesse et la « modernité »⁸.

La *Vita di Lodovico Castelvetro composta dal sig. Lodovico Antonio Muratori* fut publiée en 1727 par l'Imprimerie Palatine de Milan, sous de fausses indications typographiques⁹. Elle ouvrait les *Opere Varie Critiche* de l'homme de lettres modénais, éditées à l'initiative et sous le contrôle vigilant de Filippo Argelati¹⁰. Cette opération éditoriale fut accompagnée d'abondantes précautions, qui n'épargnèrent pas au biographe les attentions du Saint-Office¹¹. L'adhésion de Muratori à l'initiative suscita également les attaques de Giusto Fontanini, son adversaire déclaré depuis la controverse de Comacchio qui, dans la dernière édition de *l'Eloquenza italiana* (1736), le dépeignait comme l'« apologiste » d'un hérétique manifeste¹².

L'écho des accusations de Fontanini retentissait encore au début du XX^e siècle : Giuseppe Cavazzuti, suivant la pensée de Tommaso

« Introduzione », dans L. A. MURATORI, *Carteggio con Giovan Gioseffo Orsi*, A. Cottignoli éd., Florence, Olschki, 1984, p. 5-12.

- 8 Sur l'originale position muratorienne d'équidistance dans l'évaluation des auteurs anciens et modernes, telle qu'exposée dans le traité du *Buon Gusto*, voir A. COTTIGNOLI, « "Antichi" e "moderni" in Arcadia », dans *La colonia Renia. Profilo documentario e critico dell'Arcadia bolognese*, vol. II, Modène, Mucchi, 1988, p. 53-69 (53-54). Voir aussi L. PRITANIO, *Delle Riflessioni sopra il buon gusto nelle scienze e nelle arti*, op. cit., vol. II, p. 6-8.
- 9 L. A. MURATORI, *Vita di Lodovico Castelvetro*, dans *Opere Varie Critiche di Lodovico Castelvetro gentiluomo modenese. Non più stampate colla vita dell'autore scritta dal Sign. Proposto Lodovico Antonio Muratori*, in Berna, nella stamperia di Pietro Foppens, 1727, p. 1-78 (désormais : *Vita*). Pour la citation, voir *Vita*, p. 55.
- 10 Sur les vicissitudes liées à l'édition des *Opere* de Castelvetro, voir L. A. MURATORI, *Carteggio con Filippo Argelati*, C. Vianello éd., Florence, Olschki, 1976.
- 11 P. VISMARA, « Muratori "immoderato". Le censure romane al *De Ingeniorum moderatione in religionis negotio* », *Nuova rivista storica*, LXXXIII, 1999, n° 2, p. 315-344 (320), note 21.
- 12 Dans le présent article, il est fait référence à l'édition vénitienne de 1753 (G. FONTANINI, *Biblioteca dell'Eloquenza Italiana, con le annotazioni del signor Apostolo Zeno*, vol. I-II, Venezia, Presso Giambattista Pasquali, 1753, p. 38). Sur la bataille entre Muratori et Fontanini pendant la Controverse de Comacchio, voir S. BERTELLI, *Erudizione e storia in Ludovico Antonio Muratori*, Naples, Istituto italiano per gli studi storici, 1960, p. 140-141. À propos de la controverse sur la *Vita* de Castelvetro, voir S. JOSSA, « Tra due polemiche. Muratori e Fontanini interpreti della contesa tra Castelvetro e Caro », dans *Ludovico Castelvetro. Letterati e grammatici nella crisi religiosa del '500*, op. cit., p. 113-130.

Sandonnini, soupçonna Muratori d'avoir manipulé les autographes de Castelvetro pour le disculper¹³. Trente ans plus tard, se dressant contre ces affirmations, Giulio Bertoni mit en évidence la grande différence existant entre la graphie de l'annotateur et celle de Muratori, et affirma que ces modifications devaient être attribuées au responsable de l'édition des *Opere*, Filippo Argelati¹⁴.

Néanmoins, l'historiographie la plus récente a montré que Fontanini, en faisant de Muratori l'apologiste de Castelvetro, avait, en partie, fait mouche. En effet, les spécialistes ont montré une stratégie argumentative très attentive qui, sous l'apparence d'une narration anonyme et standardisée, visait à racheter, avec une prudence presque nicodémite, la mémoire compromise de l'illustre lettré¹⁵. Cela fut mis en évidence, en particulier, par la comparaison entre la biographie et sa source principale, les *Memorie*, longtemps attribuées au neveu homonyme de Castelvetro, connu comme le *iuniore*¹⁶. Adhérant à un écrit commémoratif dont il s'éloignait dans les moments les plus délicats, Muratori devenait l'auteur d'un projet apologétique très original, qui concernait aussi la ville de Modène¹⁷.

- 13 G. CAVAZZUTI, *Lodovico Castelvetro*, Modène, Società tipografica modenese, 1903, p. 167-176 (170-171). Voir T. SANDONNINI, *Lodovico Castelvetro e la sua famiglia*, Bologna, Zanichelli, 1882.
- 14 G. BERTONI, « Muratori e le "Opere varie critiche" di L. Castelvetro », dans *Miscellanea di studi muratoriani*, Modène, Società tipografica modenese, 1933, p. 15-23.
- 15 E. SAVINO, « La biografia del Castelvetro tra Muratori e Tiraboschi », dans *Per formare una storia intera. Atti della I giornata di studi muratoriani, Vignola, 23 marzo 1991*, Florence, Olschki, 1992, p. 95-145 (142). Voir A. BRONDI, « Gli eretici modenesi nell'opera di L. A. Muratori », dans *Il soggetto e la storia. Biografia e autobiografia in L. A. Muratori. Atti della II giornata di studi muratoriani, Vignola, 23 ottobre 1993*, Florence, Olschki, 1994, p. 195-211 (211).
- 16 Un manuscrit de la *Vita* de Castelvetro attribuée au *iuniore*, copié par Muratori lui-même, est conservé aux Archives muratoriennes de la Biblioteca Estense de Modène : Biblioteca Universitaria Estense, Archivio muratoriano (désormais : BEUMo, Arch. Mur., Filza II, fasc. 15, 10 f., 194 x 298 mm. L'attribution de ce texte, publié par Tiraboschi, est en réalité problématique (G. TIRABOSCHI, *Biblioteca modenese*, Modena, 1786, VI/1, p. 61-82, cité ici comme L. CASTELVETRO IUNIORE, *Vita di Lodovico Castelvetro*). Voir E. GARAVELLI, « "Nelle tenzoni alcuna volta si commenda una sottigliezza falsa più che una verità conosciuta da tutti". Lodovico Castelvetro Polemista », dans *Omaggio a Lodovico Castelvetro, op. cit.*, p. 83-127 (83, note 1); L. AVELLINI, « Il genere biografico nella storia locale. Virgilio Malvezzi fra iografi di Castelvetro », dans *Per formare una storia intera. Atti della I giornata di studi muratoriani, Vignola, 23 marzo 1991*, Florence, Olschki, 1992, p. 73-93 (92).
- 17 E. SAVINO, « La biografia di Castelvetro tra Muratori e Tiraboschi », art. cité, p. 123.

Le projet de Muratori ne se limitait cependant pas, loin de là, à faire l'apologie d'un illustre Modénais et de sa ville; la biographie de Castelvetro était, en effet, un élément important de son projet de réforme culturelle, lequel allait de pair avec l'exigence d'une réforme religieuse.

La tentative de réhabiliter la mémoire de Castelvetro était liée, en effet, à l'attitude plus générale de Muratori face au concept d'hérésie - déjà exprimée dans le *Buon Gusto* (1708; 1715) et dans le traité *De Ingeniorum moderatione* (1714)¹⁸ -, attitude où l'on peut déceler une trace de la participation de Muratori au débat doctrinal européen de ces années-là¹⁹. Cela allait de pair avec sa proposition aux hommes de lettres italiens d'un paradigme à suivre : un modèle de liberté intellectuelle et d'excellence littéraire, que la République des lettres devait recouvrer et qui incarnait le « buon gusto », le bon goût, indispensable dans les sciences et dans les arts²⁰. Cela est confirmé par le rôle pédagogique que Muratori attribue au genre littéraire de la biographie, lequel devait fournir un modèle de référence pour les jeunes²¹.

Les manuscrits des Archives muratoriennes ont permis d'approfondir l'interprétation du projet de Muratori, grâce à la découverte

- 18 Déjà, dans les *Riflessioni sopra il Buon Gusto* et dans le traité *De Ingeniorum moderatione*, Muratori avait dit que si l'Église, dans la condamnation de l'hérésie, ne pouvait pas se tromper pour ce qui concerne la doctrine (« quanto alla dottrina ») elle pouvait faillir pour ce qui concerne les personnes. G. FALCO et F. FORTI, « Modenesi illustri : Castelvetro, Sigonio, Tassoni », dans L. A. MURATORI, *Opere*, G. Falco et F. Forti éd., vol. I, Vérone, Ricciardi, 1964, p. 787-791 (788). Voir L. PRITANIO, *Delle riflessioni sopra il buon gusto nelle scienze e nelle arti*, op. cit., vol. I, p. 190-191; *ibid.*, vol. II, p. 319-320; ID., *De Ingeniorum moderatione in religionis negotio*, Lutetiae Parisiorum, apud Carolum Robustel, 1714, vol. I, 19, p. 156-158.
- 19 À propos de la participation de Muratori au débat européen sur la recomposition des divisions confessionnelles, voir S. BERTELLI, *Erudizione e storia*, op. cit., p. 460-463; C. DEFREDE, « La Riforma in Italia nell'opera del Muratori », dans ID., *Religiosità e cultura nel Cinquecento italiano*, Bologne, Il Mulino, 1999, p. 425-448. Voir aussi la correspondance de Muratori avec Angelo Maria Querini dans L. A. MURATORI, *Carteggi con Quadrio... Ripa*, E. Ferraglio et M. Faini éd., Florence, Olschki, 2008, p. 14-107. Sur le rapport entre Muratori et Querini, voir *infra*, note 56.
- 20 Sur le modèle d'intellectuel proposé par Muratori, voir F. WAQUET, « De la "Repubblica Letteraria" au "Pio Letterato". Organisation du savoir et modèles intellectuels dans l'Italie de Muratori », dans *Naples, Rome, Florence. Une histoire comparée des milieux intellectuels italiens (XVII^e-XVIII^e siècle)*, J. Boutier, B. Marin et A. Romano, Rome, École française de Rome, 2005, p. 637-650.
- 21 Sur Muratori biographe et sur l'importance du genre littéraire de la biographie dans le projet de réforme culturelle de Muratori, voir E. SAVINO, « La biografia di Castelvetro tra Muratori e Tiraboschi », art. cité, p. 110 (117).

d'un nouvel élément complétant le complexe panorama des sources interrogées par l'historien et enrichissant les études portant sur l'œuvre biographique de Muratori.

Les recherches menées sur ces manuscrits montrent que les réserves de Muratori quant à l'accusation d'hérésie portée à l'encontre de Castelvetro et aux soupçons pesant sur la ville de Modène suivent une source du XVI^e siècle, complètement ignorée jusqu'à présent, à savoir les *Antiqua et recentia Illustrum Virorum Mutinensium Monumenta* du juriste modénais Francesco Forciroli²². Les *Antiqua monumenta* sont un texte très intéressant pour l'histoire de Modène au XVI^e siècle. Rédigés entre 1586 et 1622 et laissés inachevés, ces *Monumenta* d'hommes célèbres sont composés par Forciroli suivant le modèle des *Elogia* de Paul Jove, sous forme de portraits à grande valeur symbolique, dont le lecteur pouvait s'inspirer.

L'ouvrage eut une circulation manuscrite, dont Muratori fut l'un des pivots²³. D'un manuscrit que Pietro Bassano lui avait donné en 1703, l'historien tira de larges extraits, conservés aujourd'hui aux Archives muratoriennes et qu'il utilisa, plus de vingt ans après, dans son activité de biographe²⁴.

Ayant abandonné le projet juvénile de rédiger, plus soigneusement

22 Signalons une récente édition du texte, fondée sur la copie du bibliophile du XVIII^e siècle Matteo Pagliaroli, laquelle fut longtemps considérée comme un autographe de Forciroli. Dans cette édition, la fortune « muratorienne » du texte n'est pas mentionnée. F. FORCIROLI, *Vite dei modenesi illustri*, S. Cavicchioli éd., transcription de G. Mancini, Modène, Aedes muratoriana, 2007. Le texte est précédé de notes biographiques sur Forciroli (G. MANCINI, « Note biografiche su Francesco Forciroli », *ibid.*, p. 21-24). Voir aussi G. TIRABOSCHI, *Biblioteca modenese*, vol. II, in Modena, Presso la Società tipografica, 1782, p. 342-345.

23 S. CAVICCHIOLI, « Le "vite", fortuna di un genere letterario nella cultura del Cinquecento », dans F. FORCIROLI, *Vite dei modenesi illustri*, *op. cit.*, p. 7-20 (7). Tiraboschi ne parle que brièvement de l'utilisation de l'ouvrage de Forciroli par Muratori. G. TIRABOSCHI, *Biblioteca modenese*, vol. I, *op. cit.*, p. 445.

24 BEUMo, Arch. Mur., Filza III, fasc. 12c, 13 f., 197 x 295 mm ; filza III, fasc. 12a, 52 f., 193 x 295 mm (la partie consacrée à Castelvetro est aux folios 11-10r ; les extraits tirés de Forciroli aux folios 11-8r ; les folios 8r-10r contiennent des extraits de la *Cronaca modenese* de Tommaso Lancellotti). Voir L. Vischi, *Archivio muratoriano*, Modena, Zanichelli, 1872, p. 67. Muratori indique sa source principale dès les premières lignes : « Le seguenti cose ho io in parte raccolte da uno zibaldone di Francesco Forcirolo, prestatomi dal signor Pietro Bassano l'anno 1703 e parte da altri manoscritti e memorie. » BEUMo, Arch. Mur., Filza III, fasc. 12c, fol. 1r. Malheureusement, en l'état actuel de la recherche, je n'ai pas pu identifier Pietro Bassano.

que Vedriani, les *Vite* des Modénais les plus célèbres²⁵, Muratori puisa largement dans les *Antiqua monumenta* pour rédiger la biographie de Castelvetro²⁶. Voulant ainsi parachever le portait ébauché par l'historien et juriste modénais du XVI^e siècle²⁷, il utilisa donc l'originale mosaïque de sources choisies par Forciroli, lesquelles étaient parmi les plus éloignées de l'historiographie officielle de l'Église de Rome, ainsi que de nombreux extraits tirés du *Diario* de Lancellotti, afin de reconstruire, outre les moments décisifs de la vie de Castelvetro, les particularités du moment historique au cours duquel se déroulèrent les vicissitudes de Castelvetro et des autres «Académiciens». C'est sur l'usage particulier de ces sources inédites que j'essayerai de m'arrêter dans les pages suivantes.

La biographie de Castelvetro s'ouvre sur l'évocation de l'«Accademia modenese»²⁸. Après avoir rappelé les étapes principales de la formation de Castelvetro, Muratori consacre, en effet, une large réflexion au cercle d'hommes de lettres dont firent partie, avec Castelvetro, les esprits les plus éminents de la ville de Modène au

- 25 Voir la lettre qu'il adresse à Francesco Arisi, Modène, 16 septembre 1700. L. A. MURATORI, *Carteggio con Francesco Arisi*, M. Marocchi éd., Florence, Olschki, 1975, p. 85. Voir L. VEDRIANI, *Dottori modenesi di teologia, filosofia, legge canonica e civile*, Modena, per Andrea Cassiani, 1665.
- 26 On en trouve confirmation dans une lettre de Muratori à Angelo Maria Querini. Interrogé sur la lettre de Reginald Pole citée dans la *Vita*, Muratori répondit : «Quello che io ho citato, non so ben dirle se lo prendessi da libro stampato o pur da qualche Ms. Solamente so che quando io mi trovavo assai giovane nella Biblioteca Ambrosiana, essendomi nato il pensiero di trattare degli scrittori modenesi, feci una selva di memorie concernenti quell'argomento, di cui poscia non mi son servito, se non per le vite del Castelvetro, Sigonio e Tassoni.» Lettre à Angelo Maria Querini, Spezzano, 16 septembre 1743, n° 68, dans L. A. MURATORI, *Carteggi con Quadrio... Ripa, op. cit.*, p. 57. Les mots de Muratori semblent faire référence aux extraits tirés du manuscrit de Forciroli conservé aux Archives muratoriennes. Le fasc. 12 c, fol. 7r-7v, contient le passage tiré de la lettre de Pole cité dans la *Vita*.
- 27 BEUMo, Arch. Mur., Filza III, fasc. 12 c, fol. 1r : «Avea in animo questo Forcirolo di fare una raccolta copiosa de gli uomini più illustri di Modena spezialmente de' letterati, ma ne lasciò solamente adombrato il disegno.»
- 28 Sur les rapports de Castelvetro avec l'Académie, voir L. FELICI, «Frammenti di un dialogo. Ludovico Castelvetro e i suoi rapporti con gli Accademici modenesi», dans *Ludovico Castelvetro. Letterati e grammatici nella crisi religiosa del'500, op. cit.*, p. 315-355.

XVI^e siècle²⁹, et parmi lesquels on comptait Francesco Porto, Gabriele Falloppia et Carlo Sigonio³⁰.

Après avoir fait l'éloge des mérites de l'«Académie» et de ses membres, Muratori introduit le sujet, plus épineux, de la dissension religieuse à Modène, en présentant les académiciens comme les censeurs des mœurs corrompues du clergé. Tout en émettant une condamnation absolue des nouveautés du monde réformé³¹, Muratori analyse les événements qui bouleversèrent la ville de Modène durant ces années-là, et qui furent ponctuellement enregistrés par Tommasino Lancellotti dans sa *Cronaca*³². Muratori présente notamment la question de la pénétration du luthéranisme dans la ville comme un soupçon lié au simple fait que les «Letterati» de Modène avaient discuté de Luther et de ses pairs au lendemain de la diffusion des idées réformées en Allemagne, en Angleterre et en France³³. En réalité, selon Muratori, c'étaient les vices et les défauts des ecclésiastiques,

29 *Vita*, p. 7-8. Le récit de la naissance et de la formation de Castelvetro est particulièrement proche du texte de la *Vita* attribuée au *iunior*. Voir L. CASTELVETRO IUNIORE, *Vita di Lodovico Castelvetro*, *op. cit.*, p. 61-63. L'«Accademia modenese» est, en revanche, décrite au travers du *Racconto delle vite d'alcuni letterati del suo tempo*, écrit par Castelvetro lui-même : *Vita*, p. 8-12. Le *Racconto*, dont les Archives muratoriennes, conservent une copie rédigée par Muratori (BEUMo, Arch. Mur., Filza II, fasc. 14, 10 f., 193 x 296 mm), fut publié par Giuseppe Cavazzuti en 1903 (L. CASTELVETRO, *Racconto delle vite d'alcuni letterati del suo tempo*, dans G. CAVAZZUTI, *Appendice*, dans ID., *Lodovico Castelvetro*, Modène, Società tipografica modenese, 1903, p. 3-15, en particulier pour le passage cité par Muratori, p. 3-5). Voir L. AVELLINI, «Il genere biografico nella storia locale», art. cité; G. MONGINI, «Il *Racconto delle vite d'alcuni letterati del suo tempo* di Ludovico Castelvetro : problemi storici e ipotesi di lettura», dans *Ludovico Castelvetro. Letterati e grammatici nella crisi religiosa del 500*, *op. cit.*, p. 285-313.

30 Sigonio fut l'un des auteurs les plus importants dans la formation de Muratori. L. A. MURATORI, *Lettera all'illustrissimo signore Giovanni Artico conte di Porcia intorno al metodo seguito ne' suoi studi*, dans ID., *Opere*, *op. cit.*, vol. I, p. 6-38 (17). Voir E. COCHRANE, «L. A. Muratori e gli storici italiani del Cinquecento», dans *L. A. Muratori storiografo. Atti del convegno internazionale di studi muratoriani, Modena, 1972*, Florence, Olschki, 1975, p. 227-240; ID., «The Settecento medievalists», *Journal of the History of Ideas*, XIX, janvier 1958, n° 1, p. 35-61.

31 *Vita*, p. 16.

32 Sur l'importance du *Diario* de Lancellotti dans la *Vita*, voir A. BIONDI, «Gli eretici modenesi nell'opera di L. A. Muratori», art. cité. Sur Lancellotti, voir ID., «Tommasino Lancellotti, la città e la chiesa di Modena (1537-1554)», *Contributi*, II (1978), n° 3, p. 43-61; T. ASCARI, «Bianchi de' Lancellotti Tommasino», dans *Dizionario biografico degli italiani*, vol. X, Rome, Istituto dell'Enciclopedia italiana, 1968, 175-176.

33 *Vita*, p. 17

répandus « anche nella parte più riserbata del Cristianesimo », à savoir l'Italie, qui avaient provoqué les critiques acérées des Académiciens. Ces critiques n'avaient pas été bien acceptées par le clergé de Modène, qui s'était adressé plusieurs fois au Tribunal de Rome³⁴.

Cela était arrivé, par exemple, dans le cas de l'incrimination de Giovanni Bertari, membre illustre de l'Académie qui avait été victime d'une rumeur outrageuse et sans fondement³⁵. L'épisode de la souscription obligatoire au formulaire de foi auquel, en 1542, furent soumis les Académiciens, fut aussi présenté comme la conséquence des « schiamazzi » à l'encontre des « studiosi secolari di Modena »³⁶. Un troisième exemple, enfin, soulignait que l'origine des soupçons contre les Académiciens pouvait même être liée à de simples différends au sein de l'Académie. On le voit dans le cas de Pellegrino degli Erri qui, à la suite d'une « beffa » entre proches, devint l'accusateur à Rome de ses propres amis³⁷.

Selon Muratori, d'ailleurs, les tribulations de Castelvetro aussi eurent pour origine une polémique d'ordre littéraire. Les vives critiques de Castelvetro à l'encontre de la *canzone* d'Annibal Caro, *Venite all'ombra dei gran gigli d'oro*, avaient en effet provoqué une querelle qui, selon Muratori, servit de fondement à son incrimination et à sa condamnation³⁸. D'ailleurs, sur cet aspect, les sources muratoriennes

34 *Ibid.*, p. 17-18.

35 *Ibid.* Voir T. LANCELOTTI, *Cronaca modenese*, vol. VII, t. VIII, Parme, Fiacadori, 1869, p. 56-57 (14 maggio 1541); p. 142-143 (1 ottobre 1541). Muratori prit note de ces passages de Lancellotti dans son manuscrit, à la suite des extraits de Forciroli. Voir BEUMo, Arch. Mur., Filza III, fasc. c, fol. 9r.

36 *Vita*, p. 19. T. LANCELOTTI, *Cronaca modenese*, vol. VII, t. VIII, *op. cit.*, p. 320-321 (28 luglio 1542); voir aussi BEUMo, Arch. Mur., Filza III, fasc. 12 c, fol. 9r-9v; T. LANCELOTTI, *Cronaca modenese*, vol. VII, t. VIII, *op. cit.*, p. 325-326 (31 luglio 1542); voir aussi BEUMo, Arch. Mur., Filza III, fasc. 12 c, fol. 9v; T. LANCELOTTI, *Cronaca modenese*, vol. VII, t. VIII, *op. cit.*, p. 351-353 (3 settembre 1542); voir aussi BEUMo, Arch. Mur., Filza III, fasc. 12 c, fol. 9v-10r. Sur l'épisode du formulaire de foi, voir M. FIRPO, « Gli "spirituali", l'Accademia di Modena e il formulario di fede del 1542 : controllo del dissenso religioso e nicodemismo », *Rivista di storia e letteratura religiosa*, XX (1984), p. 40-111.

37 *Ibid.*, p. 21. T. LANCELOTTI, *Cronaca modenese*, vol. VIII, t. IX, Parme, Fiacadori, 1871, p. 37-38 (9 luglio 1545); voir aussi BEUMo, Arch. Mur., Filza III, fasc. 12 c, fol. 10r.

38 Sur les aspects politiques de la controverse, voir S. LORE, « "Venite all'ombra de' gran gigli d'oro". Retrospectiva politica di una celebre controversia letteraria (1553-1559) », *Giornale storico della letteratura italiana*, CLXXXII (2005), fasc. 599,

sont concordantes. La *Vita* attribuée au *iuniore* désignait Caro comme l'instigateur de la dénonciation de Castelvetro à l'Inquisition³⁹. Cette thèse était déjà présente dans deux textes de Castelvetro⁴⁰, utilisés aussi par Forciroli, qui prit position pour son concitoyen⁴¹. Suivant Forciroli, Muratori adopta ainsi la thèse de Castelvetro qui, en opposition à Caro, homme de lettres «umanista», prend, dans les pages muratoriennes, les traits du «filosofo»⁴².

Ainsi, Castelvetro fut cité à comparaître devant le tribunal de Rome. Il demeura caché jusqu'à la fin du pontificat de Paul IV, puis se rendit à Rome, avec son frère Giovanni Maria, pour se défendre contre ces «calunnie»⁴³. Cependant, à l'issue des premiers interrogatoires, qui eurent lieu entre le 11 et le 17 octobre 1560, la crainte des peines encourues fut plus forte que la certitude de son innocence⁴⁴. Castelvetro s'enfuit alors vers la Lombardie, s'exposant ainsi à la condamnation par contumace.

Selon Sforza Pallavicino, dans la deuxième édition de son *Histoire du Concile de Trente*, la fuite de Castelvetro fut liée à l'utilisation par le tribunal d'un élément à charge dangereux, sa traduction d'un «*empio libro di Melantone*»⁴⁵. Muratori, qui utilisa la première édition de

p. 362-397. Sur la controverse, voir aussi E. GARAVELLI, «Prime scintille tra Caro e Castelvetro (1554-1555)», dans «*Parlar l'idioma soave*». *Studi di filologia, letteratura e storia della lingua offerti a Gianni A. Papini*, M. M. Pedroni éd., Novare, Interlinea, 2003, p. 131-145; ID., «Lodovico Castelvetro Polemista», art. cité, p. 111 et suiv.

39 L. CASTELVETRO IUNIORE, *Vita di Lodovico Castelvetro*, op. cit., p. 67. Voir E. GARAVELLI, «Prime scintille tra Caro e Castelvetro (1554-1555)», art. cité, p. 138.

40 Voir L. CASTELVETRO, *Ragione d'alcune cose segnate nella canzone d'Annibal Caro Venite a l'ombra de gran gigli d'oro*, Parma, appresso Seth Viotti, 1573; ID., *Correttione d'alcune cose del Dialogo delle lingue di Benedetto Varchi, et una giunta al primo libro delle Prose di M. Pietro Bembo*, Basilea, Pietro Perna, 1572.

41 Voir BEUMo, Arch. Mur., Filza III, fasc. 12 c, fol. 1r, 4r : «Castelvetro risponde al Caro. Carta 95?», «Contra il Varco. Carta 5». Voir F. FORCIROLI, *Vite dei modenesi illustri*, op. cit., p. 124, 129 : «lo scrive l'istesso Castelvetro contro il Caro a carta 95», et «Castelvetro contro il Varco a carta 5».

42 *Vita*, p. 25. Voir S. JOSSA, «Tra due polemiche», art. cité.

43 *Vita*, p. 33.

44 «L'immaginazione dei mali minacciati [poté più] che il conforto della coscienza.» *Vita*, p. 35.

45 Cette information se trouve seulement dans la deuxième édition de *l'Istoria de Pallavicino* : S. PALLAVICINO, *Dell'Istoria del Concilio di Trento scritta dal Padre Sforza Pallavicino*, [...], e nuovamente ritoccata dall'Autore e divisa in tre volumi, parte seconda, in Roma, per Biagio Diversin e Felice Cesaretti Librari all'insegna della Regina, 1664, p. 646. Il n'en est pas fait mention, en revanche, dans la première

l'Histoire, n'évoque pas ce détail⁴⁶ mais s'arrête longuement sur l'épisode de la fuite – point très important de la défense muratorienne – pour formuler, en tant que juriste, quelques réflexions soutenues par l'analyse de l'historien.

Muratori place au centre de sa pensée la sentence de condamnation contre Castelvetro. Et utilisant les connaissances du juriste, il met évidence les limites de cette sentence qui, bien que prononcée « con ragione », selon la procédure, était fondée sur une présomption de culpabilité liée à la fuite⁴⁷. Aux yeux des criminalistes, la crainte et la fuite étaient, bien sûr, des « forti indizi di reità », des indices importants de culpabilité⁴⁸; cependant, ce n'étaient pas des indices sûrs, car ils pouvaient apparaître également en cas d'innocence⁴⁹.

Chaque juge était, en effet, soumis à beaucoup d'« abbagli », de méprises : en tant qu'homme il ne pouvait pénétrer dans la conscience d'autrui que par des chemins qui, inventés pour la découverte du vrai, pouvaient en même temps mener à croire le faux⁵⁰. La pensée de Muratori se liait ainsi au discours plus large consacré aux « difetti della giurisprudenza », traités largement dans ses ouvrages juridiques les plus connus⁵¹. Le droit avait, en effet, un défaut intrinsèque, un « difetto intrinseco », trait caractéristique et, en même temps, limite infranchissable, c'est-à-dire la faillibilité du juge qui, soumis en tant qu'homme à bien des faiblesses, n'avait aucune règle certaine, « regola alcuna sicura », pour interpréter la volonté et l'intention des autres,

édition. Voir S. PALLAVICINO, *Dell'Istoria del Concilio di Trento...*, parte seconda, in Roma, nella Stamperia d'Angelo Bernabò dal Verme, 1657, p. 225.

46 Dans le *Primo esame*, Muratori se défend contre l'accusation d'avoir volontairement omis de parler de la traduction du livre de Melanchthon, soulignant le fait qu'il n'a utilisé que la première édition de la *Storia*, dépourvue de la « giunta », présente seulement dans la deuxième édition. L. A. MURATORI, *Primo esame del libro intitolato Dell'eloquenza italiana*, dans *Esami di vari autori sopra il libro intitolato L'eloquenza italiana di Monsignor Giusto Fontanini arcivescovo d'Ancira*, in Roveredo, 1739, p. 3-43 (4).

47 *Vita*, p. 35.

48 Voir, par exemple, P. FARINACCI, *Praxis et theoricæ criminalis*, I, Venetiis, Apud Haeredes Iohannis Varisci, 1595, p. 312-313 : « haereticus fugiens ex carcere, habetur pro confesso ».

49 *Vita*, p. 35. Voir L. A. MURATORI, *Primo esame*, op. cit., p. 3-4.

50 *Vita*, p. 35.

51 L. A. MURATORI, *Dei Difetti della Giurisprudenza*, Venezia, Presso Gian Battista Pasquali, 1742.

puisque tout dépendait de la prudence, la «prudenza», et de l'opinion⁵². La loi, d'ailleurs, pouvait discipliner seulement *id quoad plerumque accidit*, ce qui arrive la plupart des fois, et exigeait, pour être correctement appliquée au cas particulier, le discernement attentif des «circostanze» qui le caractérisaient⁵³.

Les mots de Muratori montraient ainsi la nécessité de revoir entièrement le jugement sur Castelvetro. Et cela pouvait se faire en s'appuyant sur les sources historiques, qu'il tirait de Forciroli, et en particulier sur deux fragments : l'un tiré d'une lettre de Reginald Pole au maître du Sacré Palais, datée du 6 août 1553⁵⁴, et l'autre tiré de la Vie de Paul IV, écrite par l'historien Onofrio Panvinio⁵⁵. Le témoignage de ces sources, presque contemporaines des faits et choisies parmi les plus ouvertement hostiles à Paul IV, permettait de peser attentivement les circonstances particulières qui furent à l'origine de la fuite de Castelvetro. Faisant parler des voix longtemps restées silencieuses, Muratori offrait au lecteur un regard nouveau sur le pontificat de Paul IV, et permettait de comprendre les raisons expliquant le comportement de son concitoyen.

L'attention donnée aux témoignages les plus critiques vis-à-vis de la conduite de Carafa, lequel était le symbole de l'intolérance du XVI^e siècle, était d'ailleurs très répandue parmi les hommes de lettres du XVIII^e siècle. La lettre de Reginald Pole suscita, quelques années

52 *Ibid.*, p. 12-15.

53 *Ibid.*, p. 52. Sur le rapport entre loi générale et cas particulier, typique de la *forma mentis* du juriste de droit commun, voir P. CARTA, *Francesco Guicciardini tra diritto e politica*, Padoue, Cedam, 2008, p. 55-70.

54 La lettre fut rédigée à Maguzzano et envoyée à Girolamo Muzzarelli le 6 août 1553 : *Vita*, p. 38-39. Voir BEUMo, Arch. Mur., Filza III, fasc. 12 c, fol. 7r-7v. Voir F. FORCIROLI, *Vite dei modenesi illustri, op. cit.*, p. 138. Sur Pole, voir P. SIMONCELLI, *Il caso Reginald Pole. Eresia e santità nelle polemiche religiose del Cinquecento*, Rome, Edizioni di storia e letteratura, 1977.

55 *Vita*, p. 38 (BEUMo, Arch. Mur., Filza III, fasc. 12 c, fol. 7r; voir aussi F. FORCIROLI, *Vite dei modenesi illustri, op. cit.*, p. 137. Le passage de la *Vita* de Paul IV par Panvinio, tiré du manuscrit de Forciroli, ne correspond littéralement à aucune des versions parues dans les trois éditions des *Vitae Pontificum* de Platina (Cologne, 1562; Venise, 1562; Cologne, 1568). Forciroli pourrait avoir tiré ce passage d'une version manuscrite de la biographie, que Panvinio soumit à de nombreuses révisions. Sur les vicissitudes éditoriales des *Vitae* de Panvinio, voir A. AUBERT, *Paolo IV. Politica, Inquisizione e storiografia*, Florence, Le Lettere, 1999, p. 163-200; S. BAUER, *The Censorship and Fortuna of Platina's Lives of the Popes in the Sixteenth Century*, Turnhout, Brepols, 2006. Sur Panvinio, voir aussi S. BERTELLI, *Ribelli, libertini e ortodossi nella storiografia barocca*, Florence, La Nuova Italia, 1973, p. 64-67.

plus tard, l'intérêt d'Angelo Maria Querini⁵⁶, qui travaillait à l'édition de l'*Epistolario* du cardinal anglais; l'*Epistolario*, d'ailleurs, s'ouvrait avec l'un des témoignages historiques les plus ouvertement anti-carafiens : la traduction latine, réalisée par Andreas Dudith, de la *Vita* de Reginald Pole écrite par Beccadelli⁵⁷. Par la suite, les écrits de Panvinio, qui demeurèrent inédits à cause des obstacles opposés par l'Inquisition, firent l'objet d'un vaste projet éditorial dans lequel Muratori fut appelé à saisir, une fois encore, la plume du biographe. Mais, finalement, ce projet ne reçut pas de financement et ne fut jamais réalisé⁵⁸.

À la lumière des sources, la fuite de Castelvetro ne pouvait pas être considérée comme une preuve de sa culpabilité : elle pouvait, en effet, s'expliquer par la rigueur des temps, la « *costituzione rigidissima dei tempi d'allora* », qui avait emporté aussi Giovanni Morone et Egidio Foscherari⁵⁹. En effet, l'Église vivait alors des temps obscurs, marqués par l'intolérance d'un pape extrêmement zélé, lequel, selon Muratori, n'était pas capable de distinguer chaque cas particulier, « un pontefice di zelo straordinario ma forse non realmente discreto », et dont les deux célèbres évêques furent les victimes⁶⁰. Les témoignages de

56 Le 4 juillet et le 4 septembre 1743, Querini écrit à Muratori pour lui demander la source du passage cité. Comme on l'a vu, Muratori répondit le 16 septembre, mais sans donner d'indications précises (Voir *supra*, note 26). Le cardinal répliqua le 12 octobre, affirmant avoir « dissepellito la lettera ». Muratori félicite son correspondant dans sa réponse du 22 octobre. Voir L. A. MURATORI, *Carteggi con Quadrio... Ripa, op. cit.*, lettre n° 11, p. 26 ; n° 67, p. 56-57 ; n° 68, p. 57-58 ; n° 69, p. 58 ; n° 70, p. 59. La lettre de Pole fut publiée dans A. M. QUERINI, *Epistolarium Reginaldi Poli*, pars IV, Brixiae, Excudebat Johannes-Maria Rizzardi, 1752, p. 91-106, en particulier pour le passage cité par Muratori, p. 101-102.

57 [A. DUDITH], *Vita Reginaldi Poli*, dans A. M. QUERINI, *Epistolarium Reginaldi Poli*, pars I, Brixiae, Excudebat Johannes-Maria Rizzardi, 1774, p. 1-65. Voir D. CACCAMO, « Una società di umanisti intorno al diplomatico imperiale Andrea Dudith-Sbardelati », dans ID., *Eretici italiani in Moravia, Polonia, Transilvania (1558-1611)*, Florence, Sansoni - Chicago, Newberry Library, 1970, p. 109-152.

58 E. SAVINO, « La biografia di Castelvetro tra Muratori e Tiraboschi », art. cité, p. 114-115. Sur le projet d'édition des écrits de Panvinio, voir la correspondance de Muratori avec Filippo Argelati, entre février 1737 et mai 1747. L. A. MURATORI, *Carteggio con Filippo Argelati, op. cit.*, p. 1-13 ; p. 492-631.

59 *Vita*, p. 36.

60 *Ibid.* La description du pontificat de Paul IV fut l'un des passages de la *Vita* les plus remaniés par Argelati pour l'édition. Voir la lettre de Filippo Argelati, Milan, 20 novembre 1726, n° 265, dans L. A. MURATORI, *Carteggio con Filippo Argelati, op. cit.*, p. 257-258. Sur la « légende noire » de Paul IV, voir A. AUBERT, *Paolo IV Carafa nel giudizio dell'età della Controriforma*, Città di Castello, Stamperia Tiferno Grafica,

Reginald Pole et d'Onofrio Panvinio soulignaient l'impiété du pape et mettaient en évidence l'extraordinaire rigueur morale et la forte dévotion à l'Église de Rome des deux illustres prélats, pourtant condamnés injustement et emprisonnés pendant de longues années car soupçonnés de déviance religieuse (« sospetti di Religione »)⁶¹.

Si ces événements pouvaient encore impressionner le lecteur du XVIII^e siècle, bien éloigné de ces temps, sans doute bouleversèrent-ils Castelvetro⁶². De telles passions pouvaient, en effet, « corrompere l'umano discernimento » ; il n'est donc pas surprenant que, jusqu'à la mort de Paul IV, Castelvetro ne trouvât pas le courage de se rendre à Rome et que, après les premiers interrogatoires, vaincu par la peur, il s'enfuît. Muratori ne changea jamais d'avis sur ce pape et, dans ses ouvrages plus tardifs, il mit l'accent sur son incroyable sévérité envers tous ceux qui furent soupçonnés d'hérésie : dans les *Annali d'Italia*, l'historien n'hésita pas à qualifier son gouvernement de tyrannique⁶³.

Une fois terminée l'analyse de l'épisode de la fuite, la narration reprend, suivant le fil des pérégrinations de Castelvetro vers Chiavenna et Genève, d'où il partit à Lyon. C'est à ce point du récit qu'apparaissent les omissions par rapport au texte du *iuniore*. Muratori, en effet, ne mentionne pas le séjour de Castelvetro à Genève et omet aussi les nombreuses invitations à la cour de Renée de France, très proche du monde réformé transalpin⁶⁴. L'attention du biographe est entièrement focalisée sur le séjour de Castelvetro à Chiavenna qui, comme le soulignait Pallavicino, montrait bien le désir de Castelvetro de rester près de Trente, où

1990; ID., *Paolo IV. Politica, Inquisizione e storiografia*, op. cit., en particulier p. 163-223; A. VANNI, *Fare diligente inquisizione. Giampietro Carafa e la nascita dei chierici regolari teatini*, Rome, Viella, 2010.

61 *Vita*, p. 38-39. La lettre de Pole montrait clairement l'intransigeance dont Giovanni Pietro Carafa avait fait preuve avant même de devenir pape. Voir P. SIMONCELLI, *Il caso Reginald Pole*, op. cit., p. 83 et suiv., 101 et suiv.

62 « Sicuramente più lo fecero [impressione] nel cuore di Castelvetro. » *Vita*, p. 39-40.

63 L. A. MURATORI, *Annali d'Italia dal principio dell'era volgare sino all'anno 1749*, vol. X, Milano, a spese di Giovambattista Pasquali, in Venezia, 1749, p. 398, p. 402. Sur l'analyse muratorienne de la politique ecclésiastique du XVI^e siècle, voir S. BERTELLI, *Erudizione e storia*, op. cit., p. 460-463; C. DEFREDE, « La Riforma in Italia nell'opera del Muratori », op. cit.

64 Voir L. CASTELVETROUNIORE, *Vita di Lodovico Castelvetro*, op. cit., p. 69-70; *Vita*, p. 42. Voir aussi E. SAVINO, « La biografia di Castelvetro tra Muratori e Tiraboschi », art. cité, p. 133-134.

il espérait pouvoir être appelé à se disculper publiquement⁶⁵. Sa volonté de se justifier devant le Concile était démontrée par le témoignage d'une lettre de Foscherari, tirée de Forciroli⁶⁶.

Pour ce qui concerne la fuite de Castelvetro de Lyon, l'historien s'éloigne également de la *Vita* attribuée au *iunior*, qui liait cet épisode aux persécutions subies par les antipapistes⁶⁷. Muratori dissocie la fuite de son concitoyen de cette querelle religieuse, tout en soulignant que Castelvetro en fut victime par erreur⁶⁸. La narration muratorienne des événements de la vie de Castelvetro se termine alors très rapidement, par le rappel du séjour de l'exilé à Vienne, auprès de Maximilien II, et sa mort à Chiavenna en 1571.

S'ouvrait ainsi la deuxième partie de l'ouvrage, consacrée au rétablissement du profil moral, des mœurs et de l'œuvre de Castelvetro. Encore une fois, Muratori faisait appel aux sources littéraires et historiques, notamment à celles tirées de Forciroli⁶⁹. Il louait, en particulier, l'attitude critique de Castelvetro, son « *genio censorio e critico* »⁷⁰. Il rappelait sa connaissance raffinée des langues : l'hébreu, le provençal, le latin et le grec⁷¹, mais surtout sa « *cognizione della lingua ita-*

65 Voir S. PALLAVICINO, *Istoria del Concilio Tridentino*, parte seconda, in Roma, nella stamperia d'Angelo Bernabò dal Verme, 1657, l. XV, chap. X, p. 225.

66 La lettre, rédigée à Trente le 7 juillet 1563, est reprise dans la *Vita*, p. 44-45. Voir BEUMo, Arch. Mur., Filza III, fasc. 12 c, fol. 7v-8r. Voir F. FORCIROLI, *Vite dei modenesi illustri*, op. cit., p. 136-137.

67 Voir L. CASTELVETROIUNIORE, *Vita di Lodovico Castelvetro*, op. cit., p. 70-71.

68 *Vita*, p. 46. Voir E. SAVINO, « La biografia di Castelvetro tra Muratori e Tiraboschi », art. cité, p. 135.

69 *Vita*, p. 49. La deuxième partie de la *Vita* débute avec un extrait du portrait de Castelvetro par Forciroli, lequel utilise, en le transposant à la troisième personne, un passage tiré de la *Ragione* de Castelvetro : « *passò la sua gioventù in compagnia di nobil, costumate et letterate persone e apparò di armeggiare con esso loro [...]* ». BEUMo, Arch. Mur., Filza III, fasc. 12 c, fol. 1r. Voir F. FORCIROLI, *Vite dei modenesi illustri*, op. cit., p. 123-124. Voir L. CASTELVETRO, *Ragione*, op. cit., p. 149 : « *Io non niego nondimeno che nella mia gioventudine, la quale ho trapassata in compagnia di nobili, & costumate, & letterate persone [...], io non habbia apparato d'armeggiare con esso loro [...]* ».

70 *Vita*, p. 55.

71 *Vita*, p. 59-60. Voir L. A. MURATORI, *De graecae linguae usu et praestantia. Dell'utilità ed eccellenza della lingua greca*, introduction et notes de V. Mazzini, traduction de L. Stanghellini, texte latin en regard, Bologne, Commissione per i testi di lingua, Bononia University Press, 2011. Voir C. VIOLA, « Alle origini del metodo muratoriano : appunti sul *De graecae linguae usu et praestantia* », *Studi settecenteschi*, 2001 (XLII), p. 299-356.

liana »⁷². Cela permettait à Muratori de mettre en évidence l'actualité de la pensée de Castelvetro sur l'importance de l'emploi de la langue vulgaire « vivante » même pour les sujets les plus sérieux (« gravi »), telle qu'il l'avait exprimée dans la célèbre querelle opposant les Académiciens au cardinal Jacopo Sadoletto qui affirmait au contraire, avec son neveu Paolo et avec Fiordibello, la prééminence du latin⁷³. Antonio Vallisnieri avait, lui aussi, largement traité de l'importance d'écrire dans la « viva » langue vulgaire⁷⁴. L'enseignement de la langue italienne dans le cursus des études et son emploi dans les ouvrages littéraires répondait, d'ailleurs, à l'un des points principaux du projet muratorien de réforme de la culture⁷⁵.

Muratori soulignait ainsi la grande admiration de Castelvetro pour Pétrarque, Boccace et Dante⁷⁶ et, suivant encore une fois Forci-rolì, rappelait le travail de Castelvetro sur les manuscrits des *Croniche*

72 *Vita*, p. 68.

73 *Ibid.* Cette polémique est mentionnée dans L. CASTELVETRO, *Racconto delle Vite dei letterati del suo tempo*, op. cit., p. 12-13; L. VEDRIANI, *Dottori modonesi di teologia, filosofia, legge canonica e civile*, in Modona, per Andrea Cassiani Stampator Ducale, 1665, p. 170; G. TIRABOSCHI, *Biblioteca modenese*, Modena, Presso la Società tipografica, vol. V, 1784, p. 319; ID., *Biblioteca modenese*, Modena, Presso la Società tipografica, vol. I, 1781, p. 483.

74 *Vita*, p. 69. Muratori semble faire référence au traité de A. VALLISNIERI, *Che ogni Italiano debba scrivere in Lingua purgata Italiana, o Toscana, per debito, per giustizia, e per decoro della nostra Italia. Lettera del Sign. N. N.*** al sign. Alessandro Pegolotti Segretario di Belle lettere del Settimo Guastalla*, parution anonyme dans les *Supplementi al Giornale de' Letterati d'Italia*, 1722, I, art. , p. 252-330. Vallisnieri y mentionnait les réflexions exprimées à ce sujet par Muratori dans le traité du *Buon Gusto* (op. cit., p. 255-256). Le traité fut ensuite édité dans A. VALLISNIERI, *Opere*, vol. III, in Venezia, Presso Sebastiano Coleti, 1733, p. 254-268. Voir la lettre de Antonio Vallisnieri, Padoue, 29 mars 1721, dans L. A. MURATORI, *Carteggi con Ubaldini... Vannoni*, M. L. Nichetti Spanio éd., Florence, Olschki, 1978, n° 129, p. 226. Sur la dissertation et sur l'importance de la question de la langue au début du XVIII^e siècle, voir M. L. NICHETTISPANIO, « Antonio Vallisnieri il vecchio », dans L. A. MURATORI, *Carteggi con Ubaldini... Vannoni*, op. cit., p. 102-124 (115, 120-122).

75 Voir L. PRITANIO, *Primi Disegni*, op. cit., p. 39-41. Voir aussi L. A. MURATORI, *Della perfetta poesia italiana*, t. II, Modène, Bartolomeo Soliani, 1706, p. 124-126.

76 *Vita*, p. 69-72. L'édition de Argelati témoigne de l'importance des écrits de Castelvetro sur Dante, en publiant pour la première fois *Alcune cosette intorno alla Commedia di Dante* et le commentaire par Castelvetro de cinq chants du Purgatoire. Sur les implications religieuses de la diffusion de Dante au XVI^e siècle, voir D. DALMAS, *Dante nella crisi religiosa del Cinquecento Italiano. Da Trifon Gabriele a Lodovico Castelvetro*, Manziana (Rome), Vecchiarelli, 2005, p. 153-222; ID., « Itinerario di un dantista », dans *Ludovico Castelvetro. Letterati e grammatici nella crisi religiosa del '500*, op. cit., p. 251-260.

de Giovanni et, surtout, de Matteo Villani, dont la première édition fut réalisée justement avec l'aide de Castelvetro qui donna à l'éditeur, Giunti, le manuscrit à partir duquel elle fut établie⁷⁷. Le travail philologique de Castelvetro sur ces textes visait d'ailleurs à réaliser un projet éditorial très proche du goût muratorien. Selon Muratori, qui en cela suit Lodovico Vedriani, Castelvetro avait le projet de faire imprimer tous les livres anciens et les « Memorie della lingua italiana » rédigés jusqu'à la mort de Pétrarque⁷⁸. Dans ce projet, il n'était donc pas difficile de déceler une nette proximité avec les intérêts de Muratori qui, dans son travail d'historien (notamment comme auteur d'ouvrages monumentaux tels que les *Antiquitates Italicae Medii Aevi* et les *Rerum Italicarum Scriptores*), consacra ses efforts à l'édition de livres anciens et de manuscrits en langue vulgaire et porta une attention toute particulière aux manuscrits des Villani⁷⁹; cette communauté d'intérêts avec son illustre concitoyen apparaissait d'ailleurs déjà clairement dans son travail d'édition et dans son commentaire des *Rime* de Pétrarque, imprimées avec les *Considerazioni* de Muzio et, surtout, d'un autre héritier de Castelvetro : Alessandro Tassoni⁸⁰.

L'éloge de l'excellence littéraire de Castelvetro allait, encore une fois,

- 77 *Vita*, p. 73. Voir BEUMo, Arch. Mur., Filza III, fasc. 12 c, fol. 6r; F. FORCIROLI, *Vite dei modenesi illustri*, op. cit., p. 133.
- 78 *Vita*, p. 72-73. Voir L. VEDRIANI, *Dottori modenesi di teologia, filosofia, legge canonica e civile*, op. cit., p. 173. En citant Muratori, Tiraboschi lui aussi confirme le projet de Castelvetro. G. TIRABOSCHI, *Biblioteca modenese*, vol. I, op. cit., p. 482.
- 79 La *Cronaca* de Matteo Villani et de son fils Filippo fut publiée dans le XIV^e volume des *Rerum Italicarum Scriptores*. Dans la préface, Muratori mentionne le manuscrit de Castelvetro à partir duquel fut réalisée la première édition chez Giunti. L. A. MURATORI, *In Historiam Matthaei Villanii, Eiusque Filii Philippi Praefatio*, dans ID., *Rerum Italicarum Scriptores*, vol. XIV, Mediolani, Ex Typographia Societatis Palatinae, 1729, p. 1-3 (1). Voir aussi dans ID., *Opere*, G. Falco et V. Forti éd., op. cit., vol. I, p. 540-553 (540-543).
- 80 F. PETRARCA, *Le rime...*, s'aggiungono le *Considerazioni* rivedute e ampliate d'Alessandro Tassoni, le *Annotazioni* di Girolamo Muzio, e le *Osservazioni* di Lodovico Antonio Muratori..., in Modena, per Bartolomeo Soliani, 1711. Sur Muratori commentateur de Pétrarque, voir F. FORTI, « Col Petrarca in Arcadia », dans ID., *L. A. Muratori fra antichi e moderni*, Bologne, Zuffi, 1953, p. 117-157; M. FUBINI, « Le osservazioni del Muratori al Petrarca e la critica letteraria nell'età dell'Arcadia », dans ID., *Dal Muratori al Baretti*, vol. I, Rome-Bari, Laterza, 1975, p. 49-173; R. TISSONI, « Muratori esegeta del Petrarca », dans ID., *Il commento ai classici italiani nel Sette e nell'Ottocento (Dante e Petrarca)*, Padoue, Antenore, 1993, p. 11-30; R. BONFATTI, « Il vespaio della critica : Petrarca commentato », dans EAD., *L'erario della modernità : Muratori tra etica ed estetica*, Bologne, CLUEB, 2010, p. 43-94.

de pair avec une preuve de sa dévotion aux dogmes de l'Église catholique, que Muratori tirait à nouveau de Forcioli. Parmi les ouvrages de son concitoyen, Muratori rappelait notamment un «trattatello concernente la dichiarazione del *Pater Noster* e della maniera di ascoltar la *Santa Messa*», qui confirmait, encore une fois, son innocence⁸¹.

Muratori terminait la *Vita* de Castelvetro sur une exhortation à imiter tout ce qui fut digne d'éloge dans sa vie, le présentant, encore une fois, comme un modèle à suivre⁸². Mais la biographie muratorienne n'était pas destinée à achever la pensée de l'historien à propos de Castelvetro. Les destins du biographe et de son sujet s'imbriquèrent, ensuite, encore une fois. Comme on l'a déjà dit, le portait de Castelvetro provoqua les accusations de Fontanini, qui furent exposées dans la dernière édition de *l'Eloquenza italiana*. À ces «insolenze», Muratori répondit, une année après, alors que Fontanini était déjà mort, avec le *Primo esame*. Dans ce texte, il démontait point par point l'accusation d'hérésie formulée par Fontanini contre Castelvetro et ses ouvrages, en portant le débat sur le terrain théologique et juridique. En particulier, Muratori exprimait l'exigence de mettre en discussion la notion d'*eresia* proposée par Fontanini, en portant son attention sur l'un des arguments les plus débattus dans le cadre du débat doctrinal européen du début du XVIII^e siècle. Muratori proposait, en effet, l'ancienne définition canonistique de l'hérétique, resserrant ainsi dans les bornes étroites de la doctrine la définition donnée par Fontanini, lequel exprimait bien, en revanche, l'élargissement progressif de la notion d'hérésie, lié à la pratique inquisitoriale, qui eut lieu tout au long du XVII^e siècle⁸³.

Selon Fontanini, être hérétique consistait à « dire des hérésies tout

81 *Vita*, p. 70. Voir BEUMo, Arch. Mur., Filza III, fasc. 12 c, fol. 6r-6v : « Si legge ancora un'operetta contenente la Dichiarazioni del Pater noster et modo d'ascoltar la santa messa, la quale [...] si tiene per certo che fosse opera dell'istesso Castelvetro scritta. » Voir F. FORCIOLI, *Vite dei modenesi illustri, op. cit.*, p. 133, 140.

82 *Vita*, p. 78.

83 Dans le débat européen sur la notion d'hérésie, la controverse entre Leibniz et Bossuet fut très importante, et donc certainement connue par Muratori. Leibniz fut, en effet, correspondant de Muratori, collabora à ses études généalogiques et participa à l'édition du traité *De Ingeniorum moderatione*. Voir S. BERTELLI, *Erudizione e storia, op. cit.*, p. 461; A. VECCHI, *L'opera religiosa del Muratori, op. cit.*, p. 155-156. *Corrispondenza tra L. A. Muratori e G. G. Leibniz*, conservata nella Biblioteca di Hannover ed in altri istituti, pubblicata da M. Campori, Modena, con i tipi di G. T. Visconti e nipoti, 1892. Sur la controverse Leibniz-Bossuet et sur l'élargissement de la notion d'hérésie tout au long du XVII^e siècle, voir J. LEBRUN, « La notion d'hérésie à

en étant convaincu de ne pas en dire et au contraire de prononcer des vérités catholiques »⁸⁴. Il s'agissait, selon Muratori, d'une définition qui devait faire trembler chacun, même à Rome : elle était dépourvue, en effet, des éléments qui, selon une longue tradition doctrinale, étaient fondamentaux pour définir l'hérésie : la « *conoscenza* », la connaissance de l'erreur, et la « *pertinacia* », l'obstination à la défendre⁸⁵.

Pour appuyer cette définition, suivant un schéma caractéristique de la tradition du droit commun, Muratori faisait appel à la doctrine des plus grands juristes et théologiens, reconnus à Rome comme les plus experts en matière d'hérésie⁸⁶. L'analyse du juriste se terminait sur une citation du *Decretum* de Gratien⁸⁷ et de la *Summa Theologiae* de Thomas d'Aquin⁸⁸ qui, faisant référence à un passage très connu d'Augustin, confirmaient que personne ne pouvait être jugé hérétique pour avoir prononcé des affirmations fausses et perverses, s'il ne défendait pas celles-ci avec entêtement⁸⁹.

la fin du XVII^e siècle : la controverse Leibniz-Bossuet », dans *La jouissance et le trouble. Recherches sur la littérature chrétienne de l'âge classique*, Genève, Droz, 2004, p. 137-160.

- 84 « [...] dire eresia con la persuasione di non dirle, ma bensi di proferire verità cattolice ». G. FONTANINI, *Biblioteca dell'Eloquenza italiana*, vol. I, *op. cit.*, p. 244.
- 85 L. A. MURATORI, *Primo esame*, *op. cit.*, p. 22, 23. Il s'agit de la distinction, très connue depuis saint Thomas d'Aquin, entre hérésie « matérielle » et hérésie « formelle ». Voir SANCTITHOMAEDEAQUINO, *Summa Theologiae*, IIa IIae, q. 5 a. 3.
- 86 L. A. MURATORI, *Primo esame*, *op. cit.*, p. 24. Dans la galerie des autorités muratorienens, on retrouve les auteurs des manuels les plus répandus parmi les inquisiteurs romains du XVII^e siècle (Francesco degli Albizzi, Tommaso del Bene et Cesare Carena) ainsi que les théologiens et juristes les plus connus des XV^e et XVI^e siècles (Juan de Torquemada, Gregorio de Valencia, Thomas Sanchez, Martin Beccano, Francisco Suarez, Melchior Cano, Gabriel Vasquez et Prospero Farinacci). Sur ces auteurs et sur la notion d'hérésie présente dans leurs écrits, voir J. TEDESCHI, *The Prosecution of Heresy. Collected Studies on the Inquisition in Early Modern Italy*, New York, Center for Medieval and Early Renaissance Studies - State University of New York at Binghamton, 1981; A. ERRERA, *Processus in causa fidei. L'evoluzione dei manuali inquisitoriali nei secoli XVI-XVIII e il manuale inedito di un inquisitore perugino*, Bologne, Monduzzi, 2000, p. 275-278; B. NEVEU, *L'erreur et son juge*, Naples, Bibliopolis, 1993, p. 383-503 (461 et suiv.) ; p. 239-381 (266 et suiv.) ; G. CORNAGGIO-MEDICI, « Cesare Carena, giurista cremonese del secolo XVII », *Archivio storico lombardo*, LVII (1930), série VI, fasc. XXVII, p. 297.
- 87 *Decretum Magistri Gratiani*, editio lipsiensis secunda, instruxit Aemilius Friedberg, Ex officina Bernhardi Tauchnitz, Lipsiae, 1879, c. *Dixit Apostolus*, 29, C. XXIV, q. 3, col. 998.
- 88 SANCTITHOMAEDEAQUINO, *Summa Theologiae*, II^a II^{ae}, q. XI, a. 2, *ad tertium*, Milan, Paoline, p. 1142.
- 89 L. A. MURATORI, *Primo esame*, *op. cit.*, p. 24. Voir S. AGOSTINO, *Le lettere*, vol. I (1-123), Rome, Città nuova editrice, 1969, Ep. 43, p. 320.

En s'appuyant sur ces autorités, Muratori réfutait ainsi Fontanini. Ce dernier n'avait en effet donné aucune preuve de l'hérésie de Castelvetro puisque, même si quelque proposition contraire à la foi catholique lui avait échappé, il ne s'était jamais entêté dans ses erreurs. Au contraire, comme il l'avait largement démontré, la *Vita* de Castelvetro donnait au lecteur des indices, voire des preuves, de son désir de vivre et mourir au sein de l'Église, « nel seno della Chiesa sua madre »⁹⁰.

Muratori invitait ainsi le lecteur à faire appel aux tribunaux de Rome, « ai venerati Tribunali di Roma »⁹¹, avant de tisser sa dernière argumentation défensive. Muratori revenait sur le sujet de la faillibilité des jugements humains, déjà ébauché dans la *Vita* mais, cette fois-ci, s'arrêtait en particulier sur les jugements de l'Église. Dans son dialogue avec Fontanini, Muratori reprenait les points cruciaux de la pensée qu'il avait exposée, plus que vingt ans auparavant, dans le traité *De Ingeniorum moderatione*. Ce traité avait, lui aussi, attiré l'attention de l'Inquisition⁹². Dans ces pages, Muratori avait largement souligné que les jugements de l'Église étaient exempts d'erreur seulement pour ce qui concernait la doctrine, mais qu'ils pouvaient en comporter à propos des personnes⁹³. Reprenant les mêmes passages et les mêmes citations dans le *Primo Esame*, Muratori rappelait à Fontanini que les papes eux-mêmes avaient reconnu la faillibilité des sentences des hommes au sujet de l'hérésie⁹⁴. Cela était bien exprimé, par exemple, dans la décrétale *a nobis* d'Innocent III (c. 28, X, V, 39), ponctuellement

90 L. A. MURATORI, *Primo esame*, *op. cit.*, p. 25.

91 *Ibid.*, p. 29.

92 Sur les difficultés éditoriales du traité, paru sous un pseudonyme à Paris en 1714, voir L. A. MURATORI, *Carteggio con Antonio Vallisnieri*, dans ID., *Carteggi con Ubal dini... Vannoni*, *op. cit.*, p. 125-318; ID., *Carteggio con Apostolo Zeno*, dans ID., *Carteggi con Zacagni... Zurlini*, A. Burlini Calapaj éd., Florence, Olschki, 1975, p. 191-409. Sur les censures du traité, voir P. VISMARA, « Muratori "immoderato" », art. cité. Voir aussi B. NEVEU, *L'erreur et son juge*, *op. cit.*, p. 230-231; E. RAIMONDI, « Ragione ed erudizione nell'opera de Muratori », dans ID., *I lumi dell'erudizione. Saggi sul Settecento italiano*, Milan, Vita e Pensiero, 1989, p. 79-97; A. VECCHI, *L'opera religiosa del Muratori*, *op. cit.*

93 « In doctrina damnanda sive probanda, est ab errore immunis Ecclesia; non autem in iudiciis de persona ». L. PRITANIO, *De Ingeniorum moderatione*, *op. cit.*, p. 156. Pour appuyer sa pensée, Muratori rappelait un extrait tiré de la décrétale *A Nobis* d'Innocent III (c. 28, X, V, 39), celui-là même qu'il devait ensuite citer dans le *Primo esame*. L. PRITANIO, *De Ingeniorum moderatione*, *op. cit.*, p. 323-327. Voir P. VISMARA, « Muratori "immoderato" », art. cité, p. 323-325.

94 L. A. MURATORI, *Primo esame*, *op. cit.*, p. 30.

rappelée par Muratori, et qui semblait convenir parfaitement au cas de Castelvetro⁹⁵. Le canon traitait de la question de l'excommunié qui avait manifesté, dans sa vie, de clairs indices de repentir, mais qui n'avait pas obtenu l'absolution. Selon la décrétale, on pouvait le considérer comme absous aux yeux de Dieu et du Siège apostolique, malgré la sentence de condamnation. Le jugement de Dieu, en effet, est toujours fondé sur la vérité, laquelle est infaillible ; au contraire, le jugement de l'Église peut parfois être fondé sur l'opinion, qui est faillible. Par conséquent, il pouvait arriver que celui qui était lié à Dieu, pût être dégagé de ses obligations envers l'Église et que, au contraire, celui qui était libre envers Dieu – et c'était le cas de Castelvetro -, pût être ligoté par une sentence ecclésiastique⁹⁶.

L'aventure de Muratori biographe de Castelvetro représente certainement l'un des moments les plus significatifs de l'histoire des idées du début du XVIII^e siècle. Si l'« âge murtorien »⁹⁷ et le projet culturel et religieux de Muratori aboutirent à une défaite, le parcours de Muratori et de tous ceux qui participèrent avec enthousiasme à ses initiatives fut toutefois une exceptionnelle « histoire d'espoirs » qui souvent, dans l'histoire des idées, comme l'écrivait Frances Amelia Yates, « sont peut-être aussi importants que les événements »⁹⁸.

95 *Ibid.* Voir *Decretales D. Gregorii Papae IX. suae integritate una cum glossis restitutae*, Romae, In aedibus Poluli Romani, 1582, c. A Nobis, X, De sententia excommunicationis (c. 28, X, V, 39), col. 1895.

96 L. A. MURATORI, *Primo esame*, *op. cit.*, p. 30.

97 M. ROSA, « Letà muratoriana nell'Italia del'700 », dans *Riformalori e ribelli nel '700 religioso italiano*, Bari, Dedalo libri, 1969, p. 9-47. Sur les difficultés de Muratori dans les dernières années de sa vie, voir F. VENTURI, *Settecento riformatore. Da Muratori a Beccaria*, Turin, Einaudi, 1969, p. 151-161.

98 F. A. YATES, *French Academies of the Sixteenth Century*, Londres-New York, Routledge, 1988, p. 199 (trad. française : *Les académies en France au XVI^e siècle*, trad. de l'anglais par T. Chaucheyras, Paris, PUF, 1996, p. 269).



La figure de l'exilé et la représentation de l'humaniste. Réflexions sur Hans Baron et Leonardo Bruni

Laurent Baggioni
Université Jean Moulin

Un étrange document, publié voici dix ans, et tiré des archives de la chancellerie milanaise, mettait en cause Leonardo Bruni dans une conjuration destinée à expulser les Florentins de la cité arétine. Malgré les problèmes, encore irrésolus, liés à la vérification des informations contenues dans cette lettre, cette dernière posait aux spécialistes une question intéressante : était-il possible que le chancelier de Florence, qui avait, depuis plus de vingt ans, lié son sort à la cité toscane, fût prêt à risquer sa vie pour la liberté de sa cité natale¹ ?

Certes, les tenants de l'humanisme civique ne seraient pas surpris de l'attachement de l'Arétin aux valeurs républicaines, et verraient dans la confirmation d'une telle participation une preuve supplémentaire de l'opposition de Bruni au gouvernement des Médicis, accréditant ainsi l'hypothèse d'une fin de carrière essentiellement

1 A. FIELD, « Leonardo Bruni, Florentine traitor? Bruni, the Medici, and an Aretine conspiracy of 1437 », *Renaissance Quarterly*, vol. LI, n° 4, 1998, p. 1109-1150. Field documente de façon détaillée les liens multiples entre Bruni et les grandes familles de l'oligarchie, surtout les Strozzi. Toutefois, il n'apporte aucun élément permettant de prouver ou d'infirmer la participation de Bruni à une telle conjuration. Field soulève néanmoins, en conclusion, la question historique fondamentale, qui nous intéresse ici, du rapport de l'individu à ce qu'il définit comme sa patrie : « After the battle of Anghiari in 1440 the Medici regime and Florentine state were, for a time, secure. Bruni would not get the chance to betray his adopted *patria* Florence to the Aretines. And so, in the 1440s, he went into a respectable old age, perhaps regretting only that he had but one country to give for his life. » (p. 1138)

honorifique, sous l'étroite surveillance du clan médicéen². Filelfo n'avait-il pas fait de Bruni l'accusateur principal de Côme dans son dialogue sur l'exil des optimates³?

Toutefois, l'idée même d'un retour à Arezzo, qu'elle ait réellement donné lieu à une conjuration ou bien qu'elle soit le fruit de manipulations fantaisistes, pose en réalité bien davantage la question historique de l'attachement des humanistes à une cité et de la signification qu'ils attribuent à la notion de patrie. Il s'agit là, objectera-t-on, d'une vieille formule historiographique, plus proche des préoccupations de la *Kulturgeschichte* d'avant-guerre que de l'histoire culturelle contemporaine. Toutefois, précisément parce que la compréhension actuelle de l'humanisme du début du xv^e siècle est l'héritière directe de cette *Kulturgeschichte*, il importe de revenir de façon critique sur cette construction historiographique moderne, et de reposer, dans l'étude de l'histoire de la pensée politique humaniste, l'exil comme objet d'étude.

- 2 C'est l'hypothèse développée par l'important article de Raffaele Maria Zaccaria, « Il Bruni cancelliere e le istituzioni della Repubblica », dans *Leonardo Bruni cancelliere della Repubblica di Firenze, Convegno di Studi*, P. Viti éd., Florence, Olschki, 1990, p. 97-116. Selon Zaccaria en effet, la division de la chancellerie en 1437 aurait été souhaitée par les Médicis pour limiter l'influence de Bruni, considéré comme un opposant. Bruni aurait reçu, en compensation, la charge de prieur puis de membre des *Dieci di balia*. Cette thèse est critiquée par James Hankins (« The "Baron Thesis" after forty years and some recent studies of Leonardo Bruni », *Journal of the History of Ideas*, vol. LVI, n° 2, 1995, p. 334), qui considère au contraire que les positions occupées par Bruni reflétaient la faveur dont il jouissait au sein du nouveau régime : la réforme de la chancellerie visait précisément à diminuer sa charge de travail afin de lui permettre d'exercer ses nouvelles charges.
- 3 L'interprétation de ce texte est particulièrement redoutable. Le rôle de la figure de Leonardo Bruni dans le dialogue demande notamment à être étudié. On peut consulter les articles Francesco Filelfo de l'*Enciclopedia dantesca*, II, p. 871, ainsi que du *Dizionario biografico degli Italiani*, XLVII, p. 613-626, respectivement écrits par Pier Giorgio Ricci et Paolo Viti, ainsi que les trois études suivantes : C. ERRERA, « Le *Commentationes Florentinae de exilio* », *Archivio storico italiano*, série V, 5, p. 193-227 ; G. FERRAÛ, « Le *Commentationes Florentinae de exilio* », dans *Francesco Filelfo nel quinto centenario*, Padoue, Antenore, 1986, p. 369-388 ; G. M. CAO, « Tra politica fiorentina e filosofia ellenistica : il dibattito sulla ricchezza nelle *Commentationes* di Francesco Filelfo », *Archivio storico italiano*, 155, p. 99-126. Le texte du dialogue a été récemment édité et traduit en anglais : F. FILELFO, *On exile*, J. De Keyser éd., trad. W. Scott Blanchard, Cambridge (Mass.), Londres, Harvard university press, 2013 (The I Tatti Renaissance library, 55).

L'idéal-type de l'étranger et la figure de l'humaniste

Ce n'est sans doute pas Jacob Burckhardt qui inventa la figure de l'humaniste déraciné à partir de celle du clerc errant, mais il fut probablement le premier à intégrer cette représentation dans une généalogie de la modernité. L'humaniste, et plus généralement l'homme italien de la Renaissance, apparaissent comme les archétypes de l'individu moderne. Si l'homme italien est le « fils aîné de l'Europe contemporaine », c'est que l'organisation politique de la péninsule a permis l'émergence d'individualités capables de tirer profit des possibilités ouvertes par l'éclatement et l'instabilité des structures politiques de l'époque⁴.

Le danger de l'exil, toujours présent pour les citoyens des cités-États, est ainsi, selon Burckhardt, à mettre au nombre des facteurs favorables à l'épanouissement des qualités individuelles :

Même le bannissement – qui était si fréquent que l'on distinguait formellement entre deux classes d'habitants, les *intrinseci* et les *extrinseci*, ceux qui demeuraient pour une durée indéterminée dans la ville et ceux qui en étaient temporairement bannis – a toutefois la particularité soit d'anéantir l'être humain, soit de le former au plus au point. [...] En effet, il ne s'agissait pas seulement, loin s'en faut, de personnes formellement exilées, mais plusieurs milliers d'entre eux avaient quitté leur patrie de leur propre initiative, parce que la situation politique ou économique leur était devenue insupportable.⁵

Or pour Burckhardt, Les humanistes illustraient de manière aiguë cette existence itinérante dans la mesure où leur activité professionnelle même impliquait une absence d'attaches, ou plutôt des attaches temporaires qui venaient ponctuer occasionnellement un voyage perpétuel. La valeur archétypale de l'individu italien dans la pensée

4 J. BURCKHARDT, *Die Cultur der Renaissance in Italien*, Leipzig, E. U. Seeman, 1899, t. I, p. 141.

5 *Ibid.* p. 145 : « Vollends aber hat die Verbannung, die etwas so häufiges war, daß man förmlich zwei Classen der Bewohner, die *intrinseci* und *extrinseci*, die augenblicklich in der Stadt Weilenden und die zeitweilig Verbannten, unterschied, die Eigenschaft, daß sie den Menschen entweder aufreibt oder auf das Höchste ausbildet. [...] In der That waren es bei Weitem nicht blos förmlich Exilirte, sondern Tausende hatten die Vaterstadt ungeheißsen verlassen, weil der politische oder ökonomische Zustand an sich unerträglich wurde. » (Notre traduction)

historique de langue allemande allait devenir un *topos* de la généalogie, souvent critique, de la modernité. L'appréciation de la Renaissance italienne était ainsi liée à la valeur que les historiens attribuaient à la modernité elle-même. Un exemple de cette variabilité nous est donné par la controverse entre Max Weber et Werner Sombart (deux auteurs importants dans la formation du jeune Baron). Weber, à la recherche d'une causalité « spirituelle » de la civilisation moderne, affirme, contre Sombart, la prévalence du protestantisme comme facteur historique conduisant au développement du capitalisme. L'humanisme florentin du xv^e siècle (en réalité, pour Weber comme pour Sombart, la seule figure de Leon Battista Alberti) n'aurait pas eu l'influence déterminante que la religion allait exercer après la Réforme. Sombart ne se satisfait pas, tout comme Weber du reste, d'une causalité purement économique et sociale. Mais à la différence de Weber, il tente d'articuler d'autres types de facteurs « spirituels » : certaines conceptions philosophiques et morales, mais aussi une causalité biologique et raciale. Ainsi les Florentins, descendants des Étrusques, peuple de marchands d'origine orientale, seraient, pour Sombart, les premiers représentants du capitalisme moderne, qui se serait ensuite épanoui dans les pays européens sous l'effet de la propagation d'un autre peuple de marchands, les Juifs. Ce rapprochement entre Italie de la Renaissance et judaïsme est troublant et résonne comme un triste rappel ; les débats sur la modernité constituent aussi un chapitre important de la sombre histoire de l'antisémitisme⁶.

Or pour Baron, l'Italie, tout en étant à l'origine du déracinement et de l'individualisme caractéristiques de la modernité, selon une conception analogue à celle de Sombart, fournit également l'antidote de ce déracinement. Après avoir soutenu sa thèse sur la pensée politique de Calvin, Baron oriente en effet ses recherches sur les sources italiennes de l'humanisme érasmien, et interprète les textes de Bruni

6 La controverse sur l'Italie de la Renaissance recoupe en partie la controverse sur le judaïsme. Nous renvoyons sur ce point à l'excellent ouvrage de Freddy Raphaël : *Judaïsme et capitalisme. Essai sur la controverse entre Max Weber et Werner Sombart*, Paris, Presses universitaires de France, 1982. Voir surtout la dernière partie, qui récapitule les enjeux de l'ouvrage : « Destin du peuple juif », p. 301-356. Freddy Raphaël s'attache à montrer que les positions de Sombart ont induit une dialectique entre unicité et universalité qui tendait à analyser l'avenir des Juifs allemands dans les termes d'une alternative aux conséquences funestes : « se faire oublier » ou émigrer.

comme les témoins d'une pensée politique fondée sur la participation. Dans cette approche de la politique, nommée « humanisme civique », l'activité publique et économique de l'individu prend le pas sur la spéculation philosophique, caractéristique de l'esprit médiéval et scolastique. La vision de l'Italie que propose Baron à travers cette lecture de Bruni apparaît comme beaucoup plus positive que celles de Weber ou de Sombart, et les apories de la modernité y trouvent une solution.

On ne saurait sous-évaluer les implications politiques des thèses produites par Baron. On ne saurait ignorer que ses travaux prennent place dans un environnement professionnel profondément républicain, tourné vers le DDP et dominé par des personnalités brillantes et actives politiquement : Friedrich Meinecke, Ernst Troeltsch et Walter Goetz s'étaient en effet ralliés à la nouvelle République, tout en étant parfaitement conscients des dangers qui la menaçaient. Baron fut du reste l'éditeur, après la mort de Troeltsch, de ses *Spektatorbriefe*, textes journalistiques d'observation de la vie politique publiés dans la revue *Kunstwart*⁷.

Les études de Baron sur l'Italie s'inscrivent donc dans un mouvement plus vaste de réflexion sur la République et sur ses conditions de possibilité. C'est pourquoi la méthode de Baron n'est pas philosophique mais historique et sociologique. Sur ce terrain, il pouvait habilement tirer parti des questionnements contemporains sur la question de l'exil, pour laquelle l'apport conceptuel le plus décisif fut sans conteste celui de Max Weber et de ses travaux de sociologie des religions⁸. Weber envisageait l'idéal-type de l'étranger sous l'angle de

- 7 Les travaux d'Eugenio Garin (« Le prime ricerche di Hans Baron sul Quattrocento e la loro influenza fra le due guerre », dans *Studies in Honor of Hans Baron*, A. Molho et J.A. Tedeschi éd., Northern Illinois University Press, DeKalb (Illinois), 1971, p. LXI-LXX) et de Riccardo Fubini (« Una carriera di storico del Rinascimento : Hans Baron », *Rivista storica italiana*, CIV, 1992, p. 501-504) avaient clairement mis en évidence l'importance des années allemandes de Baron, et notamment l'influence de ses maîtres. Une étude plus récente rappelle les différentes étapes de la biographie intellectuelle de Baron, de l'entre-deux-guerres jusqu'à son établissement aux États-Unis : K. SCHILLER, « Hans Baron's Humanism », *Storia della storiografia*, 34, 1998, p. 51-99. Enfin, je me permets de renvoyer à mon article, consacré à l'usage de la notion d'humanisme civique dans l'œuvre de Baron : L. BAGGIONI, « La repubblica la storia : la questione dell'umanesimo civile », *Storica*, n° 35-36, 2006, p. 65-91.
- 8 Ces travaux concernent notamment les religions de l'Inde et le judaïsme antique : M. WEBER, « Hinduismus und Buddhismus », *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, vol. XLI-XLII, 1916-1917; « Das antike Judentum », *Archiv für*

trois déterminations socio-économiques : la mobilité géographique, la dépendance économique et la spécialisation professionnelle. Par ailleurs, du point de vue de la relation de l'étranger à la communauté, Georg Simmel insistait sur le surinvestissement civique de l'exilé, lié à sa position à la fois marginale et précaire, qui le désigne comme un témoin impartial mais aussi comme un bouc émissaire des luttes partisans, l'obligeant ainsi à conjurer les dangers auxquels il est exposé par une participation active à la vie sociale et politique⁹.

En définitive, ces analyses venaient conceptualiser l'idée burckhardtienne de la productivité et de la positivité de l'exil. L'élaboration de l'humanisme civique par Hans Baron porte ainsi la trace de cette complémentarité entre historiographie et sociologie :

Dans les chancelleries ou dans les chaires de rhétorique des facultés des Arts, leurs représentants [de l'humanisme italien du Quattrocento] cherchent à gagner leur vie, ballottés çà et là par le destin, entre le Nord et le Sud de l'Italie, tantôt à la solde d'un prince, tantôt comme chancelier d'une république libre, puis à nouveau dans la « familia » d'un ecclésiastique, ou bien en possession de bénéfices que la réception des ordres mineurs leur a permis d'obtenir.

Un jour, ils sont admirés et dorlotés par la fortune, le lendemain, ils sont expulsés, sans toit [*Heimatlose*], de la structure sociale de la cité ou de la principauté qui leur a accordé, pour quelques années ou seulement quelques mois, un abri entre deux périodes plus longues d'errance.¹⁰

L'empreinte de Burckhardt apparaît ici clairement. En 1922, Goetz avait d'ailleurs publié *Die Kultur der Renaissance in Italien*.

Sozialwissenschaft und Sozialpolitik, vol. XLIV-XLVI, 1917-1919. Ces deux études ont été rééditées respectivement dans les vol. II et III des *Gesammelte Aufsätze zur Religionssoziologie*, Tübingen, Siebeck, 1920-1921.

9 G. SIMMEL, *Soziologie. Untersuchungen über die Formen der Vergesellschaftung*, Leipzig, Duncker et Humblot, 1908.

10 H. BARON (éd.), *Leonardo Bruni Aretino. Humanistisch-philosophische Schriften*, Leipzig, 1928, p. XII : « In den Kanzleien und auf den rhetorischen Lehrstühlen der artistischen Fakultäten suchen ihre Vertreter das Brot, vom Schicksal unsterblich umhergeworfen zwischen dem Norden und Süden Italiens, bald im Solde eines Fürsten, bald als Kanzler einer freien Republik, dann wieder in der « familia » eines geistlichen Herrn oder im Besitz von Pfründen, die ihnen der Empfang der niederen Weihen erschließt. Heute sind sie bewundert und vom Glück verhätschelt, morgen als Heimatlose ausgestoßen aus dem geordneten soziale Kreise der Stadt oder des Fürstenhofs, der ihnen für eine Reihe von Jahren, oder nur Monaten, einen Unterschlupf zwischen langer Wanderschaft gewährte. » (Notre traduction)

Cependant, Baron, à partir de la définition burckhardtienne, compose une typologie : il différencie l'humanisme lettré et l'humanisme civique, ou humanisme bourgeois. Le second se distingue du premier par son enracinement dans une cité, non pas parce qu'il est originaire de ce lieu, mais parce que son activité culturelle est en accord avec les préoccupations éthico-morales de la société qui l'accueille ou de la classe dominante de cette société :

La grande bourgeoisie en plein développement économique et intellectuel ne leur offrait pas seulement, à la différence des cours des princes ou des prélats, des applaudissements d'admiration ou un emploi au service de la chancellerie, mais leur donnait l'occasion de se *souder* [*verwachsen*] *intérieurement* aux devoirs et aux idéaux d'une entité politique autochtone [*heimatlich*].¹¹

Baron ne renonce donc pas complètement à la compréhension de l'humaniste comme étranger, comme en témoigne son vocabulaire vitaliste qui fait référence à une « greffe » ou à une « symbiose ». L'humanisme civique n'est rien d'autre qu'une greffe à l'origine d'une réflexion philosophique nouvelle, d'un « esprit » nouveau, l'« esprit du Quattrocento » que Baron définit comme une attitude nouvelle envers la vie civile et la vie économique, indissolublement liée au renouveau des arts¹².

L'analyse de Baron se présente donc comme une brillante tentative de lier le phénomène de l'exil humaniste, que l'historiographie et la sociologie de son époque avaient désigné comme une caractéristique constitutive de la modernité, à l'expérience politique et culturelle de la

11 *Ibid.*, p. XIII : « *Das wirtschaftlich und geistig aufstrebende Großbürgertum konnte ihm nicht nur, wie Fürsten- und Prälatenhöfe, bewundernden Beifall und Verwendung im Dienste der Kanzleien, sondern die Gelegenheit bieten, mit den Aufgaben und Idealen eines heimatlichen Staatswesens innerlich zu verwachsen.* » (Notre traduction ; nous soulignons.)

12 Cette description de l'humaniste s'exprime en des termes analogues à la notion d'intelligentsia flottante, élaborée au même moment par Karl Mannheim. Il n'existe pas de preuves d'une éventuelle communication entre Baron et Mannheim ; néanmoins, leurs formations respectives renvoient aux mêmes références intellectuelles : Dilthey et Troeltsch en particulier. Voir J. HABERMAS, « La sociologie sous la République de Weimar », dans *Id.*, *Textes et contextes* (1991), trad. de l'allemand par M. Hunyadi, Paris, Cerf, 1994, p. 140-145. Ce rapprochement met ainsi en évidence, dans la pensée allemande, marxiste ou non, la continuité d'un questionnement sur l'étranger et l'intellectuel, sur leur rapport à la société et sur la productivité intellectuelle de leur positionnement social.

Laurent Baggioni

Florence du début du xv^e siècle, érigée en archétype de la civilisation occidentale¹³. Alors même que la citoyenneté allemande faisait l'objet de vifs débats et que les visions les plus radicales de la race se faisaient jour, la menace de l'étranger dans le tableau idéal et originel de l'Occident moderne était, sous la plume de Baron, définitivement conjurée.

Toutefois, le problème historique demeure. S'il est vrai que l'humanisme du xv^e siècle est lié à un phénomène à la fois itinérant et attaché à une communauté politique, comment les humanistes conçoivent-ils eux-mêmes cet attachement à un lieu ? Baron ne pose pas cette question, car la réponse est donnée dans les termes d'une analyse sociologique : soit les humanistes sont dépendants économiquement d'un prince, soit ils sont liés aux aspirations d'une classe. Or cette dichotomie ignore tout un pan de la question, notamment les rapports entre construction littéraire de la patrie et enjeux politiques contemporains, que seul un examen de la terminologie peut nous aider à restituer.

« Caritas patrie »

En quels termes Bruni, l'Arétin devenu citoyen florentin, formulait-il l'attachement de l'individu à un lieu ? On chercherait en vain une définition juridique ou philosophique de la citoyenneté, qui apporterait les cadres d'une définition théorique de l'exil. Dans le texte le plus emblématique de la conception brunienne de l'attachement à la patrie, l'*Oratio in funere Iohannis Strozzae*, cet attachement est exprimé à travers le terme *caritas*. Il s'agit d'un usage largement répandu chez Salutati, qui exprimait ainsi le dévouement dû à la commune, ainsi identifiée à la patrie¹⁴. Ce lien, à la fois civique et religieux, exprimé par Salutati dans le terme de *caritas*, n'était en rien rompu par l'exil, comme en témoignent, dans Tite-Live, la bravoure et la piété de Camille¹⁵.

13 Voir J. HANKINS, « The "Baron Thesis" », art. cité, p. 309-338. Un volume collectif a également été consacré à l'examen critique de la notion d'humanisme civique : *Renaissance Civic Humanism. Reappraisals and Reflections*, J. Hankins éd., Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

14 « [...] *tuum commune seu patriam* », Coluccio Salutati, lettre du 8 juin 1366 à Andrea di Ser Conte, dans *Epistolario*, F. Novati éd., vol. I, livre I, VII, p. 26-28.

15 « *Bello gallico, cum Senones occupassent Romam, Romanis in Capitolio Manlio duce clausis, Camillus, exul indignus, hostes a tergo percussit et ex urbe illa hostes expulit ad*

Dans l'éloge de Nanni Strozzi, Bruni fait un usage analogue du terme de *caritas*, associé à d'autres synonymes, comme *pietas* ou *amor*¹⁶. La *caritas patrie* s'impose comme le sommet de la hiérarchie des devoirs humains, bien qu'à la différence de Salutati, il manque, chez Bruni, une mise en relation explicite de la *caritas patrie* avec l'amour divin. Toutefois, la *caritas patrie* couronne les liens amicaux et familiaux et se présente comme un dû à la patrie, en compensation des dons inestimables prodigués par celle-ci. Nanni Strozzi, en mourant pour elle, a placé le salut de sa patrie au-dessus du sien, en accord avec la tradition florentine qui veut que l'on doive aimer davantage la patrie que son âme¹⁷.

Toutefois, Bruni, dans ce texte justement célèbre, ne fait pas l'éloge d'un citoyen florentin. En effet, Nanni Strozzi suivit en 1378 son père Carlo, exilé après la révolte des Ciompi. Établi à Ferrare au service de Nicolas d'Este, il accomplit, après avoir obtenu la citoyenneté ferraraise en 1399, plusieurs missions diplomatiques et militaires pour le compte de ce dernier. Lors de l'organisation de la ligue anti-milanaise formée en 1426, et à laquelle participait Florence, Nicolas d'Este fut élu capitaine général et Strozzi reçut le commandement en chef des troupes. Il mourut peu après avoir été blessé à Ottolengo le 29 mai 1427. Ainsi, Bruni ne célèbre pas la participation d'un citoyen à la vie publique, mais l'amour patriotique d'un exilé, depuis longtemps au service d'un prince étranger. Dans ce cas de figure, la *caritas patrie* n'est rien d'autre que l'expression du lien viscéral qui se noue, à la naissance, entre un individu et sa cité natale.

L'une des motivations de Bruni est très probablement personnelle et vise, en vertu des liens anciens qui l'unissaient à la famille Strozzi, à obtenir une aide pour les enfants du chef militaire ferrarais¹⁸.

quam sibi non deberet esse reversio», Coluccio Salutati, lettre du 6 juin 1366 à Andrea di Ser Conte, *ibid.*, livre I, VII, p. 20-21. En effet, selon Tite-Live (*Ab urbe condita libri*, V, XLIX), Camille, bien qu'exilé, n'a pas hésité à prendre la direction des Ardéates pour prêter secours à la patrie après la victoire des Gaulois à la bataille de l'Allia.

16 L. BRUNI, *Oratio in funere Iohannis Strozzae*, dans ID., *Opere letterarie e politiche*, Turin, Classici UTET, 1996, p. 708-748 (désormais : *Oratio*) : « *caritas patrie* » (p. 710 ; p. 740 et *passim*) ; « *patrie caritas amorque* » (p. 744) ; « *Impendamus, inquit, patrie quam debemus pietatem* » (p. 744-746).

17 *Ibid.*, « *Abiecisti animam pro patrie caritate* », p. 742.

18 James Hankins a publié une lettre de Matteo di Simone Strozzi adressée à Nicolas III d'Este, marquis de Ferrare. Selon Hankins, la lettre, exhortant le seigneur de

Toutefois, le discours de Bruni va bien au-delà d'une simple requête de faveurs, et s'il est vrai que cette oraison funèbre est un des lieux d'expression de la pensée politique de l'Arétin, celle-ci s'exprime, en creux, dans l'entreprise de florentinisation du personnage.

La structure de l'éloge participe ainsi de cette florentinisation : pour exalter le chef militaire, Bruni commence par louer la cité, la splendeur de ses origines, son hégémonie sur la Toscane, la gloire de ses capitaines et de ses poètes. Puis, avant de faire le portrait des qualités militaires de Nanni Strozzi, l'orateur célèbre la noblesse et la richesse de sa famille, les Strozzi, sans évoquer en aucune manière les motifs de l'exil de Carlo, et, avec lui, de ses enfants. L'éloge est centré sur les vertus militaires, et particulièrement sur la *fortitudo*¹⁹. Or l'exercice de cette *fortitudo* est un devoir envers la patrie : « *Fortitudinem vero patrie maxime se debere putabat, eique per omnem vitam accumulatissime prestitit* »²⁰. L'intention apologétique est évidente : si la florentinité d'un exilé doit être démontrée, ce ne peut être que par la mise au jour de son dévouement militaire au service de Florence.

L'attachement à la cité natale n'est pas un simple thème de circonstance, qui attesterait de la vocation désespérément rhétorique des écrits bruniens. La question de la patrie est loin d'être un *topos* tantôt élégiaque tantôt épique, mais recouvre une réalité historique tangible. Ainsi, Bruni, après avoir passé de nombreuses années à Florence, fait part, dans une de ses lettres à son ami florentin Niccolò Niccoli, de son orgueil d'être arétin, lorsque Grégoire XII, ayant chargé plusieurs humanistes de rédiger une lettre adressée à Benoît XIII pour l'exhorter à abdiquer et proposer sa propre abdication, le proclame vainqueur du concours²¹. Sa brillante carrière florentine, au cours des années

Ferrare à prêter assistance aux fils de Nanni Strozzi mort au combat, et accompagnant une copie de l'*Oratio*, fut rédigée par Bruni lui-même. La complémentarité de l'*Oratio* et de cette lettre d'accompagnement suggérerait, toujours selon Hankins, que l'oraison funèbre aurait été écrite en vue d'une réception extérieure au contexte strictement citadin. Voir J. Hankins, « The "Baron Thesis" », art. cité, p. 334-337.

19 *Oratio*, p. 734, 742.

20 *Ibid.*, p. 734.

21 L. BRUNI, *Epistolarum libri VIII*, L. Mehus éd., Florence, ex typographia Bernardi, 1741, rééd. anastatique, J. Hankins éd., Rome, Edizione di storia e letteratura, 2007, vol. I, p. 36. Cette lettre suit de peu l'élection de Grégoire XII, et Bruni exprime son espoir de voir le schisme enfin se résorber ainsi que sa volonté de participer à l'œuvre de paix du nouveau pape. Ce sont là les raisons, explique-t-il à

suyvantes, imputable, sans conteste, à ses qualités littéraires autant qu'à son expérience politique, n'était en aucun cas acquise²² : elle est le fruit d'une habile pénétration des réseaux de l'oligarchie florentine. La florentinité, pour Bruni, est le résultat d'une construction²³. Il n'est pas surprenant, dès lors, que l'humaniste excelle dans l'exercice rhétorique délicat consistant à concilier exil et patriotisme : pour Nanni Strozzi d'abord, en 1428, puis, dix ans plus tard, entreprise encore plus périlleuse, pour Dante lui-même.

son destinataire florentin, qui le dissuadent de présenter sa candidature à la chancellerie de Florence, une nouvelle fois vacante. La référence à l'« *arretina civitas* » est ainsi indissociable, à ce moment précis de la carrière de Bruni, d'une valorisation de l'italianité, voire de la « christianité », aux dépens d'un sentiment d'appartenance à la communauté florentine.

- 22 Les espoirs que Bruni avait placés en Grégoire XII sont rapidement déçus. Sa correspondance laisse en effet apparaître sa volonté lancinante de quitter la curie pour revenir à Florence. Bruni insiste auprès de ses amis afin qu'ils trouvent un moyen de le libérer de ses obligations envers le pape. En 1409, un décret de la Seigneurie le rappelle à Florence, sans doute sous l'influence de ses proches. Mais on le voit rapidement passer au service d'Alexandre V, élu la même année par le concile de Pise. Après la mort de ce dernier, Bruni est nommé à la chancellerie florentine qu'il dirigera du 29 décembre 1410 au 7 avril 1411, pour rejoindre ensuite la curie, jusqu'à Constance, dès décembre 1414, où la déposition de Jean XXIII par le concile le pousse à fuir et à rentrer à Florence. Ainsi, Florence, la cité de ses études et de ses amitiés humanistes, n'est en aucun cas le pôle unique de sa production littéraire. La cité toscane ne devient sa « *patria* » que graduellement, à mesure que son activité littéraire se confond avec la rédaction des *Histoires*, de 1415 à la fin de sa vie. Pour un aperçu de la biographie de Bruni, fondée sur une étude approfondie de sa correspondance privée, voir l'article du *Dizionario biografico degli Italiani*, vol. XIV, 1972, p. 618-633, écrit par Cesare Vasoli. Sur la carrière de Bruni à la curie, voir G. GUALDO, « Leonardo Bruni segretario papale (1405-1415) », dans *Leonardo Bruni cancelliere della repubblica di Firenze. Convegno di studi, Firenze, 27-29 ottobre 1987*, P. Viti éd., Florence, Olschki, 1990, p. 73-93.
- 23 Un des signes des efforts d'enracinement de Bruni à Florence est le mariage de son fils Donato avec Alessandra di Michele Castellani : voir L. MARTINES, *The Social World of the Florentine Humanists, 1390-1460*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1963, p. 199-210. Martines commente ainsi les enjeux de ce mariage : « *On paper at least, Michele's heirs thus found themselves in a condition of acute economic need, and this perhaps was why his widow, Bartolommea, eagerly negotiated a marriage for Alessandra in 1431 with the younger Bruni. The girl was fourteen years old, but the match established a connection with the heir of a wealthy statesman, lawyer, and renowned humanist. Noting these advantages, the Castellani had no trouble overlooking the fact that the Bruni were parvenus. Bruni also gained by the alliance : it drew around his own family, still new and unsteady, the traditions of a house identified with the most conservative current in the political life of Florence.* » (p. 204) Les Castellani feront partie de la liste des exilés de 1434.

La date de composition de la *Vita di Dante* n'est pas anodine. Cette année-là, le duc Filippo Maria Visconti remettait à l'ordre du jour un expansionnisme régional analogue à celui de son père Giangaleazzo. Entre 1435 et 1436 fut composé le *De laudibus Mediolanensium urbis panegyricus* de Pier Candido Decembrio, qui renoue avec les thèmes anti-florentins de la célèbre invective de Loschi du début du siècle²⁴.

L'enjeu linguistique, par ailleurs, n'est pas absent de ce texte composé en toscan. L'année précédente avait en effet vu la querelle entre Flavio Biondo et Leonardo Bruni sur l'histoire de la langue vulgaire : Bruni s'était prononcé pour une coexistence du latin et du vulgaire depuis l'Antiquité, et contre l'idée d'une corruption du latin sous l'effet des invasions barbares défendue par Biondo. La *Vita di Dante* vise ainsi à montrer que la théorie brunienne défend l'autonomie et la perfection du vulgaire²⁵.

Ces enjeux complexes et nombreux n'éluent pas la question politique, déjà centrale chez Villani ou dans le *Trattatello* de Boccaccio²⁶.

24 Sur l'importance du contexte politique et sur le choc des propagandes, voir P. Viti, dans L. BRUNI, *Opere letterarie e politiche*, op. cit., p. 533-535. Selon Paolo Viti, la fonction des biographies de Dante et Pétrarque est essentiellement de défendre Florence contre la propagande viscontéenne. Si de telles motivations sont indéniables, elles ont toutefois tendance à réduire l'interprétation du texte à une exaltation du civisme de Dante, alors que la vision d'ensemble qui est donnée dans ce texte de la biographie du poète recouvre d'autres enjeux, qui ne relèvent pas d'une propagande politique à courte vue, mais posent le problème de l'assimilation, par la culture contemporaine, du legs politique du poète florentin.

25 La *Vita di Dante* contient ainsi la fameuse sentence : « Ora questa la verità certa et assoluta del nome et dell'effetto de' poeti : lo scrivere in stilo litterato o vulgare non ha fare al fatto, né altra differenza è se non come scrivere in greco o in latino. / Ciascuna lingua ha sua perfetione et suo suono et suo parlare limato et scientifico ; pur, chi mi domandasse per qual cagione Dante piuttosto elesse scrivere in vulgare che in latino et litterato stile, risponderei quello che è la verità : cioè che Dante conosceva sé medesimo molto più atto a questo stile vulgare in rima che a quello latino o litterato. » (L. BRUNI, *Vita di Dante*, dans ID., *Opere letterarie e politiche*, op. cit., p. 550). Contrairement à Baron, qui voit dans cette lettre un moment fondateur de la célébration de la langue vulgaire par « l'humanisme civique », Mirko Tavoni a clairement démontré la continuité de cette sentence avec la pensée exprimée par Bruni lors de sa controverse avec Flavio Biondo. Voir M. TAVONI, *Latino, grammatica, volgare : storia di una questione umanistica*, Padoue, Antenore, 1984, p. 42-49. Ainsi, selon nous, un des objectifs de Bruni, s'adressant au public florentin, si sensible à la question de la langue, consiste à montrer que sa théorie n'implique pas nécessairement une dépréciation du vulgaire.

26 G. BOCCACCIO, *Trattatello in laude di Dante*, P.G. Ricci éd., dans *Tutte le opere di Giovanni Boccaccio*, V. Branca éd., vol. III, Milan, Mondadori, 1974.

Toute la difficulté, pour les biographes de Dante, avait été de réconcilier celui-ci et ses violentes invectives anti-florentines avec les valeurs de la *parte guelfa*, farouchement anti-impériale²⁷. Villani avait attribué les invectives de Dante à la dure condition d'exilé; Boccace, lui, avait condamné l'ingratitude de ses contemporains, et l'injustice de la cité. Le problème s'était également posé à Salutati, qui avait dû, dans le *De tyranno*, prendre la défense de Dante et de ses prises de position césaristes, qui avaient conduit le poète à condamner Brutus dans le dernier cercle de l'Enfer.

En apparence, chez Bruni, le problème est posé différemment, et prend, de façon intéressante, l'allure d'une controverse avec Boccace :

Tornando adunque al nostro proposito, dico che Dante virtuosamente si trovò a combattere per la patria in questa battaglia [di Campaldino, 1289]; et vorrei che 'l Boccaccio nostro di questa virtù più che dello amore di nove anni avesse fatto mentione e di simili leggerezze, che per lui si raccontano di tanto huomo. Ma che giova a dire? La lingua pur va dove il dente duole, et a chi piace il bere, sempre ragiona di vini.²⁸

Ainsi, l'insistance exagérée de Boccace sur les « leggerezze » de la vie de Dante est imputée à la frivolité de son biographe, qui est par ailleurs le seul parmi les « trois couronnes » dont Bruni n'ait pas écrit la biographie. Bruni souligne ainsi avec force les qualités viriles de Dante, et sauve ainsi de l'opprobre la mémoire du poète-soldat.

En réalité, le dispositif mis en œuvre par Bruni n'est pas fondamentalement différent de celui de Boccace, qui fait de Dante une victime de l'injustice de ses contemporains²⁹. De la même manière, Bruni procède habilement à une mise à distance du passé factieux de la cité :

27 Pour une vision d'ensemble de la question, voir F. BRUNI, « La proiezione dell'attualità politica sul passato. Note su cronisti, narratori, commentatori della *Commedia* nel XIV secolo », *Modern Philology*, vol. CI, n°2, novembre 2003, p. 204-234. L'auteur développe l'idée d'une « neutralisation » du message politique de Dante par les auteurs postérieurs et démontre une certaine continuité chez ces derniers – notamment entre Boccace et Bruni, mais aussi avec d'autres chroniqueurs et commentateurs de la *Commedia* –, continuité qu'il attribue à la défense des valeurs de la *parte guelfa*.

28 L. BRUNI, *Vita di Dante*, op. cit., p. 541.

29 Voir F. BRUNI, art. cit.; voir G. BOCCACCIO, *Trattatello*, op. cit., p. 237 (première rédaction); p. 497 (seconde rédaction, A). Sur le *Trattatello*, voir J. BARTUSCHAT, *Les « Vies » de Dante, Pétrarque et Boccace en Italie (XIV^e-XV^e siècles) : contribution à l'histoire du genre biographique*, Ravenne, Longo, 2007.

Avendo prima avuto la città di Firenze divisioni assai tra Guelfi et Ghibellini, finalmente era rimasa nelle mani de' Guelfi; et stata assai lungo spazio in questa forma, sopravvenne un'altra maladitione di parte intra Guelfi medesimi, i quali reggevano la repubblica; et fu il nome delle parti Bianchi et Neri. Nacque questa perversità ne' Pistoiesi prima, et massime nella famiglia de' Cancellieri; et essendo già divisa tutta Pistoia, per porvi rimedio fu ordinato da' Fiorentini che i capi di queste sette ne venissono a Firenze, acciò che là non facessero maggiore turbatione. Questo rimedio fu tale che non tanto di bene fece a' Pistoiesi, per levarli i capi, quanto di male fece a' Fiorentini, per tirare a sé quella pestilenza. Però che, avendo i capi in Firenze parentadi et amicitie assai, subito acceseno il fuoco con maggiore incendio, per li diversi favori che avevano da' parenti et dagli amici, che non era quello che avevano lasciato a Pistoia.³⁰

Dans ces lignes, Bruni suit de près le récit qu'il avait donné de la lutte des factions pour l'année 1300 dans le livre IV de ses *Historiae*. Sa principale source est Giovanni Villani, dont il présente une version condensée des chapitres 38 à 44 du livre IX. Le lexique utilisé ici : *divisione*, *turbatione*, *pestilenza*, *incendio*, est en partie emprunté à Villani. L'image de la contagion fait en effet partie des métaphores utilisées par l'ancien chroniqueur florentin pour décrire les maux de la cité³¹. Ce conservatisme stylistique sert ici la démarche apologétique de Bruni, laquelle, de la même manière qu'elle induit une exemplarité et une actualité de la figure d'un Dante « vertueux », accuse tout au contraire – mais de façon ambiguë et réversible – la distance historique dans sa description des luttes factieuses. De sorte que Florence elle-même n'est pas responsable des injustices commises par les citoyens qui la gouvernent, ni des lois iniques qu'ils en viennent à promulguer :

Dante in questo tempo non era in Firenze, ma era a Roma, mandato poco avanti ambasciadore al papa per offerire la concordia et pace de' cittadini. Niente di meno, per isdegno di quelli che confinati furono nel suo priorato della Parte nera, gli fu corso a casa et rubato ogni sua cosa et dato il guasto alle sue possessioni, et a lui et a messer Palmieri Altoviti dato bando della

30 L. BRUNI, *Vita di Dante*, op. cit., p. 543.

31 Bruni emprunte ainsi à Villani l'idée que la division entre Blancs et Noirs trouve son origine à Pistoia. Voir G. VILLANI, *Nuova Cronica*, IX, XXXVIII, G. Porta éd., Parme, Guanda, 1991, vol. II, p. 61-62 : « Ma come l'una pecora malata corrompe tutta la greggia, così questo maladetto seme uscito di Pistoia, istando in Firenze corrompono tutti i Fiorentini e partiro, che prima tutte le schiatte e' casati de' nobili, l'una parte tenea e favorava l'una parte, e gli altri l'altra, e appresso tutti i popolari ».

persona, per contumacia di non comparire, non per verità d'alcun fallo commesso. La via di dar bando fu questa : che legge feceno iniqua et perversa, la quale si guardava indietro che il podestà di Firenze potesse et dovesse cognoscere i falli commessi per l'addietro nell'oficio del priorato, con tutto che assolutione fusse seguita. Per questa legge citato Dante per messer Cante de' Gabrielli, allora podestà di Firenze, essendo absente et non comparendo, fu condannato et sbandito et publicati i suoi beni, con tutto che prima rubati et guasti.³²

Le résultat de la distanciation historique, la disculpation de Dante (« non per verità d'alcun fallo commesso » ; « legge feceno iniqua et perversa »), rejoint la figure de l'*exul immeritus*. La précision avec laquelle le chef de la chancellerie florentine, rompu aux usages du droit et des procédures d'exil – notamment pour le compte du gouvernement médicéen –, démontre par des arguments juridiques l'injustice qui a été faite à Dante, vise en réalité à démontrer la même thèse que Boccace, à savoir que le dévouement à la cité n'est pas nécessairement payé de retour.

La différence majeure avec Boccace réside en réalité dans l'usage qui est fait par Bruni de la bataille de Campaldino. Cette référence est rendue possible par la citation d'une mystérieuse épître de Dante, aujourd'hui disparue, dans laquelle ce dernier aurait fait mention de sa participation à la bataille³³. Or cette citation s'accorde pleinement avec la pensée historique du chancelier, développée dans le prologue de ses *Historiae*. Pour Bruni, Campaldino représente la victoire du guelfisme florentin et signifie, dans sa vision idéologique de l'histoire, l'affirmation d'une politique nationale italienne fondée sur la préservation de la liberté des communes, par opposition à une politique d'occupation étrangère (impériale ou française) d'essence tyrannique. La participation de Dante à Campaldino rachète, dans le même esprit que l'*Oratio in funere Iohannis Strozzae*, l'exil à venir, en même temps qu'il lave Dante de tout soupçon de trahison à la cause guelfe. Cet élément est capital, puisqu'il permet précisément d'attribuer les vicissitudes du poète à des luttes factieuses, contingentes, et non à une différence idéologique de fond.

32 L. BRUNI, *Vita di Dante*, op. cit., p. 545-546.

33 L. BRUNI, *Vita di Dante*, op. cit., p. 542. Bruni cite une traduction en vulgaire d'un passage de cette lettre, traduction qui est l'unique témoignage que nous possédions de ce document.

À ce titre, Bruni est moins embarrassé dans son traitement d'une autre lettre épineuse, la fameuse VI^e épître, source de malaise et de perplexité pour Villani comme pour Boccace³⁴ : Dante voit dans la descente d'Henri VII le châtement tant espéré de Florence, dénonçant la liberté florentine comme la plus ignoble des tyrannies : celle qui consiste, sous l'emprise du mal, à se rebeller contre l'empire. Cette épître allait devenir le réservoir d'un discours anti-florentin particulièrement virulent, dans lequel Loschi, dans son *Invectiva*, allait habituellement puiser³⁵. Bruni peut ainsi reprendre sereinement la thèse de Boccace selon laquelle c'est une confiance excessive en une victoire prochaine qui est à l'origine de cette lettre³⁶. Mais cette distinction entre *patria* et *reggimento* est creusée par Bruni, qui recourt une nouvelle fois à l'idée de *caritas patrie* :

Essendo in questa speranza Dante di ritornare per via di perdono, sopravvenne la electione di Arrigo di Luzimburgo, imperadore, per la cui electione prima, et poi per la passata sua essendo tutta Italia sollevata in speranza di grandissima novità, Dante non potette tenere il proposito suo dell'aspettare la gratia, ma, levatosi co' l'animo altero, cominciò a dire

- 34 Villani ignore pudiquement le contenu de cette lettre. Voir *Nuova Cronica*, X, CXXXVI, G. Porta éd., vol. II, p. 456 : «L'una [pistola] mandò al reggimento di Firenze dogliendosi del suo esilio senza colpa», p. 336 ; Boccace l'attribue à l'espoir de revenir à Florence : «Il quale [Arrigo VII] sentendo Dante della Magna partirsi per soggiogarsi Italia, alla sua maestà in parte rebelle, e già con potentissimo braccio tenere Brescia assediata, avisando lui per molte ragioni dovere essere vincitore, prese speranza con la sua forza e dalla sua giustizia di potere in Firenze tornare, come che a lui la sentisse contraria.»
- 35 Sur l'utilisation du concept dantien de liberté par Antonio Loschi, voir ma communication : «La notion de liberté chez Coluccio Salutati et Leonardo Bruni», au colloque «Catégories et mots de la politique à la Renaissance», P. Moreno éd., Université de Liège, 30-31 mars 2008.
- 36 Dans le livre IV des *Historiae*, probablement écrit au début des années 1420, Bruni reprend ainsi la thèse de Boccace, qui consiste à affirmer que le ton de reproche («*inrepatio*») doit être mis au compte d'un espoir de victoire : «*Extat Dantis poetae epistola amarissima referta contumeliis, quam hac inani fiducia exultans, contra Florentinos, ut ipse vocat, intrinsecos scripsit, et quos ante id tempus honorificentissimis compellere solebat verbis, tunc huius spe supra modum elatus, acerbissime insectari non dubitat. Quod equidem nec levitati nec malignitati praestantis ingenio et doctrina viri tribuendum puto, sed tempori : est nim naturae proximum ut victores cum aliqua increpatione verborum ulciscantur. Ille vero in hoc deceptus, quod se iam inde putabat victorem*», dans *History of the Florentine People*, J. Hankins éd., Cambridge (Mass.) - Londres, Harvard University Press (The I Tatti Renaissance Library), 2001, vol. I, p. 466-467.

male di *quelli che reggevano la terra*, appellandoli scellerati et cattivi et minacciando la debita vendetta per la potentia dello imperadore, contra la quale dicea essere manifesto loro non avere alcuno scampo. Ma tanto il tenne la *reverentia della patria* che, venendo lo 'mperadore contra a Firenze et ponendosi a campo presso alla porta, non vi volle essere, secondo lui scrive, con tutto che confortatore fussi stato di sua venuta.³⁷

La justification par l'espoir du retour et par l'amertume de l'exil s'enrichit ici d'une distinction entre la haine de «quelli che reggevano la terra» et l'amour de la patrie, la *caritas patrie* devenant ici «reverentia della patria». L'historicisation rend ainsi labiles les réalisations concrètes du pouvoir politique, c'est-à-dire l'état de la cité, tandis que le lien entre le poète et la patrie, lui, demeure immuable³⁸.

La *caritas patrie*, dans l'*Oratio* comme dans la *Vita di Dante*, n'est pas réductible à une conception aristotélicienne de la vie active ni à une conception républicaine, ni même à une conception de la citoyenneté tout court. La *caritas patrie* s'éprouve notamment dans l'éloignement, soit dans le combat, soit dans le regret. À ce titre, la patrie n'est pas seulement le lieu de l'activité politique; il s'agit aussi, pour Bruni, d'un lieu de la mémoire. L'exil n'empêche pas, tout au contraire, la poursuite des vertus militaires ou des études littéraires dans d'autres espaces, surtout italiens, mais ces dernières ne prennent leur sens qu'en rapport avec la patrie³⁹. En d'autres termes, l'attachement à la

37 L. BRUNI, *Vita di Dante*, *op. cit.*, p. 546-547 (nous soulignons).

38 Le refus de Dante d'assister au siège n'est pas mentionné dans le livre IV des *Historiae*.

39 Dans sa *Notizia del Boccaccio e parallelo dell'Alighieri e del Petrarca*, Bruni compare la biographie des deux poètes : «De' quali due parlando, potiamo dire in questo modo, cioè che Dante nella vita activa et civile fu di maggiore pregio che 'l Petrarca, però che nelle armi per la patria et nel governo della repubblica laudabilmente si adoperò. Non si può dire del Petrarca questa parte, però che né in città libera stette, la quale avessi a governare civilmente, né in armi fu mai per la patria, la qual cosa sappiamo essere gran merito di virtù.» Toutefois, ce jugement est tout sauf définitif et se retrouve totalement renversé par Bruni : «Volgendo carta et dicendo le ragioni del Petrarca, si può rispondere al primo argomento della vita activa et civile ch'el Petrarca fu più saggio et più prudente in eleggere vita quieta et otiosa che travagliarsi nella repubblica et nelle contese et nelle sette civili, le quali sovente gittano tal frutto, quale a Dante addivenne essere cacciato et disperso per la malvagità degl'huomini et ingratitude de' popoli.» La vertu ne réside donc pas seulement dans la vie civile : «Ancora si può rispondere, in questa medesima parte della vita activa, che il Petrarca fu più constante in ritenere l'amicitia de' principi, perché non andò mutando et variando come fe' Dante. Et certo il vivere in reputatione

Laurent Baggioni

cit  natale, le choix d'une patrie nouvelle, et le sentiment d'appartenance   une sph re nationale et italienne, coexistent et s'alimentent.

La *Vita di Dante* se termine ainsi par une note  l grique très subtile, un motif littéraire extrêmement rare chez Bruni, grand maître du récit militaire :

Ebbe Dante, tra gli altri, uno figliuolo chiamato Piero, il quale studi  in legge et divenne valente; et per propria virt  et per lo favore della memoria del padre, si fece grande huomo et guadagn  assai, et ferm  suo stato a Verona con assai buone facult . Questo messer Piero ebbe uno figliuolo chiamato Dante, et di questo Dante nacque Lionardo, il quale oggi vive et ha pi  figliuoli. N    molto tempo che Lionardo antedetto venne a Firenze con altri giovani veronesi bene in punto et onoratamente, et me venne a vicitare come amico della memoria del suo proavo Dante; et io li mostrai le case di Dante et de' suoi antichi et diegli notitia di molte cose a lui incognite, per essersi stranato lui et suoi dalla patria. Et cos  la Fortuna questo mondo gira et permuta gli abitatori con volgere di sua rota.⁴⁰

Il s'agit l  des dernières lignes de la *Vita di Dante*, qui se cl t sur les *topoi* stoiciens du cosmopolitisme et de la roue de la Fortune. La sentence ponctuée par une note de sereine résignation l'évocation d'un souvenir précieux pour l'histoire de l'humanisme : la descendance de Dante, décrite sans solution de continuit , rend une visite respectueuse au chancelier de Florence, lequel, en ami de la famille, fait connaître les vieilles pierres de la famille exilée, et se pose ainsi en maillon d'une tradition culturelle. Surprenante image en effet que celle d'un Arétin, florentin d'adoption, et d'un descendant d'exilé, devenu v ronais, qui se retrouvent ainsi au sein d'une même mémoire.

ed in vita honorata da tutti i signori et popoli non fu senza grandissima virtù et sapientia et costantia. » (L. BRUNI, *Opere letterarie e politiche*, op. cit., p. 559-560)

⁴⁰ *Ibid.*, p. 552.

Alcune lettere inedite della legazione di Baldassarre Carducci alla corte di Francesco I (1529-1530)

Alessandro Monti

Università di Pisa

La legazione di Baldassarre Carducci in terra di Francia (1529-1530) è sufficientemente conosciuta, nelle sue linee principali, attraverso i rapporti da lui inviati alla Signoria di Firenze, pubblicati nell'Ottocento da Desjardins e Canestrini¹. È altrettanto noto, tuttavia, come le *Négociations diplomatiques* non siano esenti da lacune. In particolare, per quanto riguarda la legazione del Carducci, mancano completamente le lettere inviate a Firenze nel trimestre marzo-maggio 1529; e tutte quelle scritte nei dieci mesi successivi alla pace di Cambrai – tra gli inizi di settembre 1529 e la morte dello stesso Carducci, ai primi di agosto dell'anno successivo – un periodo in realtà assai interessante (perché coincidente con i mesi dell'assedio di Firenze da parte delle truppe di Carlo V), per ricostruire il quale occorre necessariamente far ricorso a documentazione archivistica inedita².

L'ultrasettantenne Carducci, celebrato dottore in legge e tra i massimi rappresentanti della fazione popolare degli Arrabbiati, era

- 1 A. DESJARDINS e G. CANESTRINI (a cura di), *Négociations diplomatiques de la France avec la Toscane*, Paris, Imprimerie impériale, 1859-1865, vol. II.
- 2 Per il primo periodo si veda il registro copialettere (purtroppo pesantemente danneggiato) che si conserva in Archivio di Stato di Firenze (di qui in poi ASF), Signori Dieci di Balìa Otto di Pratica. Legazioni e commissarie missive e responsive, 27, cc. 173r-224v, che copre il periodo dall'8 aprile al 12 giugno 1529. Per i mesi successivi alla pace di Cambrai si vedano invece ASF, Signori Dieci di Balìa Otto di Pratica. Missive, 12; e ASF, Dieci di Balìa. Responsive (da qui in avanti *Resp.*), 135 e 151.

stato da sempre un convinto sostenitore dell'alleanza di Firenze con la Francia, con una partigianeria che certo non aiutava l'obiettività di analisi. Fin dai primi giorni della sua legazione nei suoi dispacci dalla Francia venivano così riferite, avvalorandole con enfasi, le numerose *boutade* di Francesco I, che – mentre a Cambrai già si trattava la pace – continuava a darsi disposto a passare lui stesso in Italia per affrontare l'imperatore, e poi dichiarava la propria intenzione di guidare personalmente una crociata contro i Turchi alla testa di un grande esercito cristiano; il tutto garantendo che mai avrebbe abbandonato gli alleati italiani (e fiorentini), e che anzi era piuttosto disposto a rinunciare ai propri figli prigionieri³. Di fatto, in presenza dell'ambasciatore fiorentino, il re francese aveva più volte espresso il proprio attaccamento alla città toscana, dichiarandosi assolutamente obbligato a intervenire in sua difesa. Tuttavia il rischio che la Maestà Cristianissima abbandonasse le cose d'Italia era ben presente ai vertici politici fiorentini, che seguirono con preoccupazione, nel corso del 1529, gli avvisi sempre più insistenti di una prossima composizione tra il monarca francese e Carlo V; d'altra parte, l'ambasciatore fiorentino puntualmente registrava (e riportava nei suoi dispacci alla Signoria) le dichiarazioni dei gentiluomini del consiglio regio, e dello stesso sovrano, circa l'intenzione di proseguire le ostilità o comunque di comprendere anche gli alleati italiani nella pace con l'imperatore.

Stupisce constatare come gran parte della dirigenza repubblicana – nel valutare la situazione – tenesse in quei mesi in seria considerazione la prospettiva di una rinnovata attività militare francese, a dispetto dei molteplici indizi in contrario⁴. In questo errore di valutazione aveva un suo ruolo anche la credulità dell'ambasciatore Carducci, il quale – convintamente filofrancese – se continuamente protestava la debolezza delle forze fiorentine e la necessità di un soccorso per salvare Firenze, «fortezza d'Italia», d'altra parte sembrava lui stesso

3 A. DESJARDINS e G. CANESTRINI, pp.1053-1056 (26 marzo 1529); 1058-1063 (17 giugno); 1064-1068 (23 giugno).

4 A questo proposito cfr. la lettera dei Dieci a Ceccotto Tosinghi, 8 luglio 1529, in ASF, Dieci di Balìa. Missive, 102, c. 46rv; quella dell'oratore veneziano Cappello al doge Andrea Gritti, 8 luglio 1529, in ASF, Carte Stroziane. Seconda serie, 31, cc. 56r-57v; e i rapporti di Piero Vettori dalla Lombardia del 27 e 31 luglio e 2 agosto 1529, pubblicati in S. LO RE, *La crisi della libertà fiorentina. Alle origini della formazione politica e intellettuale di Benedetto Varchi e Piero Vettori*, Roma, Edizioni di storia e letteratura, 2006, pp. 261-265 e 267-269.

volersi persuadere che la Maestà del Re non avrebbe abbandonato la tanto fedele città toscana, e in tale convincimento era disposto a dare orecchio al canto di qualsiasi sirena⁵.

Ai primi di agosto, con la pace di Cambrai, Francesco I abbandonava i suoi alleati italiani al proprio destino. Notizie della conclusione di una pace arrivarono a Firenze già il 7 agosto, ma una conferma certa e informazioni dettagliate giunsero soltanto il 20: dalle lettere del Carducci e da altri avvisi arrivati dalla Francia si venne così a sapere che l'accordo era stato «publicato solennemente, del quale sono esclusi li venetiani et noi»⁶. Un'esclusione, quella dei collegati, che «sarà una perpetua memoria a tutta Italia di quanto sia a prestar fede alle loro collegazioni, promesse e giuramenti», commentò l'amareggiato ambasciatore.

Le *Négociations diplomatiques* si interrompono poco dopo, con la lettera del Carducci ai Dieci del 2 settembre 1529. Nei mesi successivi – mentre Firenze affrontava l'assedio portatole dalla coalizione delle truppe imperial-papaline – il Carducci continuò insistentemente, pur senza alcun successo, a cercare da Francesco I aiuti finanziari per la Repubblica, e i suoi rapporti dalla corte avrebbero contribuito ad alimentare nei fiorentini le speranze di un imminente soccorso francese.

Già da agosto – quando l'assedio di Firenze ancora non era iniziato ma già sembrava inevitabile – l'attività del Carducci si orientò alla ricerca di un “subsidio” per la difesa della città⁷: un aiuto, sostanzialmente economico, che avrebbe dovuto essere elargito nella massima segretezza per non infrangere le condizioni della pace e non mettere in pericolo la vita dei due figli del re, ancora prigionieri di Carlo V.

Continuamente promessa, la “subsidiione” ai fiorentini veniva altrettanto continuamente rimandata, proprio nel «timor che Cesare non prendesse occasione di denigargli li figlioli». Il re aveva comunque affidato la questione nelle mani di Philippe Chabot, l'ammiraglio di Brion, ai quali i fiorentini avrebbero dovuto inviare un agente fiduciario per accordarsi⁸. La realtà era che il monarca francese, che aveva

5 A. DESJARDINS e G. CANESTRINI, pp. 1081-1087 (10 luglio 1529), 1087-1094 (22 luglio) e 1098-1102 (3 agosto).

6 ASF, Dieci di Balìa. Missive, 102, cc. 104v-105r, 21 agosto 1529.

7 A. DESJARDINS e G. CANESTRINI, pp. 1106-1111 (16 agosto 1529).

8 Cfr le lettere di Carducci ai Dieci in ASF, *Resp.* 151, cc. 4r-5r; 6rv (9 ottobre) e c. 1r (11 ottobre). In quegli stessi giorni l'Ammiraglio si trasferiva a Piacenza per giurare, in rappresentanza del suo re, la pace stabilita alcuni mesi prima a Cambrai.

già perso due guerre contro l'imperatore, non aveva nessuna intenzione di tornare a sfidarlo, almeno finché questi avesse mantenuto prigionieri i suoi figli. Per questo, come riconosceva lo stesso Carducci, nelle discussioni con i francesi occorre accettare «la excusatione dello interesse potentissimo, della affectione paterna avida della redentione de' figliuoli»⁹; e tuttavia questo non impediva ai gentiluomini del consiglio del re di lusingare l'ambasciatore, garantendogli la «vittoria manifesta» di Firenze. L'alleanza imperial-papalina non era fatta per durare, si dicevano certi i consiglieri del re, e il papa non aveva sufficienti risorse per finanziare a lungo la guerra: per questo la città doveva sforzarsi di «sostenere più che si può questa impresa», nell'attesa che un cambiamento nella situazione permettesse l'arrivo di aiuti francesi¹⁰. Alla fine di novembre 1529, nessuna decisione si era concretizzata, e al Carducci appariva chiaro che un eventuale soccorso dalla Francia doveva attuarsi «senza alteratione delle conventioni fatte con Cesare», onde evitare «cosa alcuna che havvesse a impedire la tanto desiderata redemptione de' figli»¹¹.

Una soluzione sembrò trovarsi soltanto intorno alla metà del marzo successivo (1530), quando si ipotizzò che un “subsidio” si potesse ottenere attraverso una “assegnazione” ai mercanti della comunità fiorentina di Lione, saldando a questi ultimi crediti per oltre 55 000 scudi che vantavano verso la Corona – parte dei quali sarebbero stati girati in beneficio della difesa della città. In tal modo, si sarebbe raggiunto l'effetto sperato senza che Francesco I potesse essere accusato di tradire gli accordi di Cambrai. Tra dimostrazioni di ottimismo e false speranze – continuamente alimentate dal re e dagli uomini del suo consiglio (in particolare dal cancelliere Duprat, dall'ammiraglio di Brion e dal Gran Maestro, il Montmorency) – su questa ipotesi il Carducci continuò a lavorare fino all'ultimo, senza in realtà che si concludesse alcunché¹². La positiva soluzione dell'accordo per la «provvisione de danarj» veniva ogni volta confermata ma comunque rimandata¹³, in

9 ASE, *Resp.* 151, cc. 8r-9r, 21 ottobre 1529.

10 ASE, *Resp.* 151, cc. 10r-11v, 24 ottobre 1529.

11 ASE, *Resp.* 151, cc. 85r-87r, 25 novembre 1529.

12 ASE, *Resp.* 151, c. 367rv, 27 aprile 1530.

13 ASE, *Resp.* 151, cc. 478r-480r, 11 maggio 1530.

attesa della «recuperazione dei figliuoli»¹⁴, mentre da parte francese si prospettava anche una possibile iniziativa di mediazione nei confronti di Clemente VII¹⁵.

Contemporaneamente, i fiorentini giocavano anche un'altra partita diplomatica, cercando aiuto anche presso Enrico VIII: anche di questa trattativa ci resta traccia nelle lettere che pubblichiamo in appendice. Di un possibile aiuto economico inglese si parlava fin dal novembre 1527, quando ambasciatore a Enrico VIII era stato nominato per un breve periodo Pier Francesco Portinari¹⁶. Enrico, che doveva cercare la benevolenza di Clemente VII per ottenere l'assenso al proprio divorzio da Caterina d'Aragona, non voleva irritare la Santa Sede appoggiando i fiorentini. Per questo, il suo atteggiamento verso la Repubblica era stato fino allora altalenante, finché il Portinari non fu richiamato in patria e i rapporti interrotti nell'autunno 1528¹⁷.

Nel frattempo però lo scontento di Enrico VIII verso quel papa che non voleva acconsentire al suo divorzio era cresciuto: e le relazioni diplomatiche con Firenze vennero così sostanzialmente riallacciate attraverso la mediazione di Francesco Bardi, il più influente mercante fiorentino tra quelli di base a Londra, che poi sul finire di maggio 1530 sarebbe stato ufficialmente incaricato di riattivare la missione diplomatica londinese¹⁸.

Oltre che alla corte di Enrico VIII, trattative si svolgevano anche a quella di Francesco I, tra l'ambasciatore Carducci e il conte di Wiltshire, Thomas Boleyn, che si era fermato in Francia di ritorno da un'inutile ambasciata a Clemente VII. Al Carducci l'inviato inglese aveva più volte riferito la volontà del suo re perché la libertà di Firenze non fosse cancellata, e il Boleyn si era fatto mediatore con Francesco I per ottenere

14 Archivo General de Simancas (AGS), Estado, foll. 173 (originale in cifra) e 175 (decifrato), 4 giugno 1530.

15 ASF, Resp. 151, cc. 494r-495r, 11 giugno 1530; c. 497r, 15 giugno; cc. 492r-493v, 27 giugno; e cc. 490r-491v, 30 giugno.

16 Si riferisce a questo periodo anche il *Libretto giallo segnato F del partito fatto con la Maestà del Re e chomunità di Firenze*, conservato in Firenze, Archivio Ginori, 217. Ringrazio la professoressa Cinzia M. Sicca per la cortese segnalazione.

17 Sui rapporti tra la Firenze repubblicana e l'Inghilterra di Enrico VIII, cfr. C. ROTH, *England and the Last Florentine Republic, 1527-1530*, «The English Historical Review», vol. XL, n. 158, aprile 1925, pp. 174-195.

18 ASF, Dieci di Bahia. Legazioni e commissarie, 48, cc. 141v-142r (10 maggio 1530) e 144r-145r (30 maggio 1530).

un finanziamento congiunto anglo-francese che era stato stabilito in ventimila scudi¹⁹: qualche settimana dopo, forse a causa della scarsa propensione del Cristianissimo a contribuire all'impresa, all'ambasciatore fiorentino era stata poi comunque prospettata – come riferì nel suo dispaccio del 15 giugno – la possibilità di un finanziamento inglese alla causa repubblicana, per un importo che fu concordato in trentamila ducati da pagarsi in due tranche²⁰. La somma, insieme a quella che sarebbe stata raccolta dalle colonie mercantili fiorentine in Francia e in Inghilterra (che avevano raccolto poco più di 5 000 ducati), sarebbe dovuta servire ad arruolare nuove truppe mercenarie da concentrare in Pisa²¹: un esercito di soccorso che avrebbe dovuto marciare su Firenze, per liberare la città assediata, secondo un piano elaborato già tra febbraio e marzo.

Sul finire di luglio, gravemente malato, l'oratore fiorentino scrisse al Montmorency, per segnalare l'arrivo di un inviato straordinario della Repubblica, Luigi Alamanni, che l'avrebbe affiancato da quel momento in poi²². Per poco tempo, in realtà: Baldassarre Carducci sarebbe morto ad Angoulême di lì a una settimana, il 6 agosto 1530, pochi giorni prima della resa di Firenze.

19 AGS, Estado, 1438, foll. 172 (originale in cifra) e 174 (decifrato), 2 giugno 1530.

20 ASE, *Resp.* 151, cc. 497r (originale) e cc. 495rv (decifrato), 15 giugno 1530. La somma di trentamila ducati, in lettere di cambio, viene ricordata anche nella lettera scritta da Miçer Mai a Carlo V, in AGS, Estado, 851, ff. 32-33, 26 maggio 1530, secondo la quale i re di Francia e d'Inghilterra avevano dato ai fiorentini nuove speranze di aiuto dopo la restituzione dei Delfini.

21 AGS, Estado, 851, fol. 11 (altra copia in Estado, 850, fol. 16).

22 G. MOLINI, *Documenti di storia italiana copiati su gli originali autentici e per lo più autografi esistenti in Parigi*, 2 voll., Firenze, All'insegna di Dante, 1836-1837: vol. II, pp. 324-325, 31 luglio 1530.

Appendice documentaria

Baldassarre Carducci ai Dieci di Libertà e Pace.

Da Bles, 30 marzo 1530

ASF, Dieci di Balìa. Responsive, 151, cc. 176r-177r. Duplicato

Fu l'ultima mia a V.S. de' XVIIJ del presente non so se Dio harà concesso grazia che sia pervenuta salva, so bene che per via de' Pantiacchi si usò diligentia d'indirizarla alli Commissarij di Pisa che per quella via fussi possibile le mandassino a V.S. et l'effetto di quelle era che il Cristianissimo Re era in tanta dispositione quanto era possibile in dare aiuto alla Città et havendo continuato con Sua Maestà la pratica, posposto il rimedio de' Lanzi, Svizzeri al Duca di Ferrara, venimmo in questa consideratione che in Pisa si potesse fare commodamente et del dominio buono numero di fanti et buoni, i quali marciando alla volta di Empoli, sarebbono per dare impedimento grandissimo allo exercito nimico, et sì per prohibire la via delle vettovaglie come molestare una parte di detto exercito, et forse dare causa di risolvere tale obsidione, il quale pareva a Sua Maestà molto fattibile et a proposito. Solo pareva che la gran somma da pagare a Cesare lo tenesse alquanto sospeso di non potere offerire quantità molto notabile, dove che io per facilitarla gli messi avanti il partito de' Mercanti di Lione, monstrando che quando Sua Maestà gli volessi assegnare de' crediti loro, o di parte di essi, convertirebbono tale assegnatione in beneficio della città. Al ché si monstrò molto disposta ad volerlo fare, anchora che insino a questo di fusse stato durissimo per la resistentia di questo Cancelliere, il quale difettava i crediti detti. Et intanto si dispose Sua Maestà a questa impresa che impose a detto Cancelliere et Admiraglio che intendessino la mente di detti Mercanti et la qualità de' crediti, et vedessino di fare sì che per tale mezzo si potesse dare subsidio a Vostre Signorie. Detteno per me notitia a detti mercanti, i quali promptamente si offersono a tutto: et a tale effetto hanno mandato qui Giuliano Buonaccorsi con potere et con cedole di tali crediti, le quali monstrò a detto Cancelliere et Admiraglio, loro signorie si sono mostre molto prompte a tale executione. Et l'ordine, et quanto di dare a detti mercanti assegnatione per dette somme contenute in

dette cedole da pagarsi loro in sul primo quartiere dell'anno proximo 1531, dando non di manco cautione di convertire una quantità d'un 30^M sc. in beneficio di V.S.

Et con detta Maestà io era restato d'accordo, et con questo mezzo di tale natura che per quanto i figli non siano anchora restituiti, potranno detti mercanti trovare modo in tale assignatione di fare decta quantità senza che il Cristianissimo si habbia ad intrromettere, o suo nome in cosa alcuna. Et havendo io già concluso con Sua Maestà il partito detto comparsono qua alcune di Luigi Alamanni a Genova, il quale per ricordo de' Commissari di Pisa, i quali doveranno a questa hora avere ricevuto IIII^M scudi da' mercanti di Lione per le mani di Salvestro Arnolfini, mostrava il medesimo modo di soccorrere la città, et quello essere molto riuscibile et molto prompto; il che subito mostrai a Sua Maestà per farle tanto più cognoscere quanto poteva profittare la celerità, di modo con l'aiuto et la grazia di Dio spero che in brevi giorni si darà compimento a tale opera; alla quale ha dato un poco di dilatione l'essersi parlato di partire la corte per Ambuosa, dove sarà necessario andare per sollecitare la cosa et concluderla se sarà possibile.

Hammi dato qualche dubitatione di impedimento lo essersi inteso per lettere de XX di Bologna che tra Vostre Signorie et il Papa si era appiccata secreta pratica d'accordo: il che quando si verificasse avanti questa conclusione fariebbe ritrarre Sua Maestà da tale assignatione.

La venuta de' figli si tiene per certa et di già sono assai avanti con la Regina, et il danaio et tutto in promptezza, talché a pochi di del mese potranno essere in Francia.

Il provvedimento del quale mi scrissono Vostre Signorie volermi provvedere per via di Lione lo aspetto con desiderio: perché qua non si guadagna et grossamente si spende.

Da Bles, alli XXX di marzo MDXXX.

E.D.V. Servitor Baldassarre Carducci oratore.

Baldassarre Carducci ai Dieci di Libertà e Pace.

Da Vivonne, 18 aprile 1530

ASF, Dieci di Balìa. Responsive, 151, cc. 371r-372r. Decifrato

Magnifici Domini,

Furono l'ultime mie de XXX del passato, di poi comparsero le di V.^{re} S.^{rie} de dodici del medesimo, per le quali intesi con assai satisfatione di quanto buono animo et con quanti buoni provvedimenti stava la città, et d'altro canto quanto fusse necessario qualche subsidio di questa Maestà per potere durare et resistere alla malignità di chi cerca estinguere cotesta santa libertà, et come per altra ho significato a quelle io non ho mai mancato di battere Sua Maestà sopra di ciò, et seguitata per tutti i luoghi, dove ella va vagando, e finalmente accostandosi a luoghi propinqui a quelli dove si spera la restitutione de' figliuoli, onde non siamo molto distanti, tanto che con l'aiuto di Dio si è preso ottimo expediente in questo modo, che essendo creditori i nostri mercanti di Lione della Maestà Christianissima di scudi 55525 in circa, per cedole di quegli, si è ottenuto che sua Maestà dia loro assegnatione di detta somma a certi convenienti termini con conditione non di manco che habbino ad venire in subsidio alla città, di che intendo volerne cautione, et di già si è portato una forma di seguito, la quale per insino ad hora è piaciuta a detta Maestà et Admiraglio, non resta che monstrarla al Cancelliere, al quale non si dubita che parimenti ne habbi a piacere, e dare la sua persuasione. Quo fatto detti mercanti pensano trovare tanta somma, quanta potranno sopra dette assegnationi e provvedere V.^{re} S.^{rie} per farne quelli effetti che credo sappino. Fo stima che fra pochi di sarà expedito tutto, e havendo detti mercanti già dato principio a qualche somma come devono sapere V.^{re} S.^{rie}, non si mancherà per loro di fare il possibile con tutta quella carità e amore che debba fare qualunque buono cittadino verso la patria sua. Questo partito infra molti tentati è stato accettato per il più certo: et quello che ha fatto indurre questa Maestà a farlo imperoché tutti gli altri generano grandissima suspitione, che Cesare non potesse imputare sua Maestà d'inobservantia delle convenzioni, et ritardare o impedire la restitutione de' figliuoli, di che manca al tutto questo: perché sua Maestà paga a detti mercanti uno debito liquido et vero sopravvenuto loro già molti anni, senza monstrare d'havere disposto alcuno a

subsidiare la città: talché su di questo ritratto i mercanti ne vogliono fare più uno partito che un altro in beneficio di chi si voglia, né ha che farne sua Maestà non altrimenti che se hoggi comprasse da detti mercanti alcune mercantie et pagassile, ne vi è dubbio che del resto ne potriano fare la volontà loro, né intorno a ciò è stato necessario rendere capace sua Maestà con le ragioni dette, tanto che si è ottenuto quanto di sopra, et a brevi giorni speriamo la finale conclusione.

Non posso dire a V.^{re} S.^{rie} la somma precisa che faranno detti Mercanti, perché nol so. Sonmi bene ingegnato, et ingegnomi, che gli interessi non siano molto gravi per essere la città nel termine che è, et maxime intendendo sua Maestà che la somma vada interamente in beneficio di quella, et bisognando s'impegna fare cautione. Possono bene considerare V.^{re} S.^{rie} che essendo molti creditori in questa somma, saranno anchora varij gusti degli huomini, di modo che non si può promettere più di quello che vorranno fare, perché senza crediti loro non ci era disegno alcuno, essendo tanta la somma cumulata et exborsata da questi popoli per questa restitutione che è stata cosa mirabile che in sì poco tempo sua Maestà l'habbia potuta fare. Et però quando non fusse stata questa commodità de' mercanti ci era poca speranza di subsidio: et versa vice quando non fusse stata questa sua buona dispositione d'aiutare la città, questi crediti erano di natura appresso di costoro che si sarebbero messi nel dimenticatoio, si che atteso pure l'amore che mostrano portare alla città questi mercanti si può sperare che si provvederanno quanto sarà possibile.

Questa Maestà seguita il cammino detto, e perciò si dimostra a ciascuno che la restitutione dovere essere certa, benché non si manchi di dubitare per molti ab extra che le arguzie et callidità di questi spagnuoli habbino a suscitare ogni di qualche oppositione, alle quali tutte insino qui questa Maestà non ha fatto resistentia alcuna, non mancando di adempiere tutto quello che gli è stato domandato delle cose convenienti, in modo che per quella non nascerà difficoltà alcuna.

Partesi hoggi Sua Maestà da Lusignano per alla volta di Bordeus, et noi parimente partiremo seguitandolo procurando il fine di questa expeditione.

Io ho per altre vie ricordato con ogni reverentia a V.^{re} S.^{rie} dello essere provveduto delli stantiamenti miei per trovarmi sopraffatto gravissimamente per havere havuto ad essere continuamente in su le staffe et in su l'hosterie, oltre a qualche altro sinistro occorsomi, et

Alcune lettere inedite della legazione di Baldassarre Carducci

però prego quelle siano contente provvedermi, o per via di Lione o per via di Giugliano Buonaccorsi, il quale si è offerto ad ogni semplice lettera di quelle provvedermi del bisogno. E di ciò prego di nuovo V.^{re} S.^{rie} alle quali ecc.

Di Vivona il dì XVIII d'aprile 1530
Baldassarre Carducci orator

Alessandro Monti

Baldassarre Carducci ai Dieci di Libertà e Pace.

Da Angoulême, 5 maggio 1530

ASF, Dieci di Balìa. Responsive, 151, cc. 476r-477v. Decifrato

Magnifici Domini, fu l'ultima mia de ventisette d'aprile: di poi comparsono le di V.^{re} S.^{rie} de IIJ del medesimo, per le quali si mostra non havere mie, de che forte mi maraviglio, havendo spesso scritto et duplicatamente, et essendo certo quelle essere condotte a salvamento a Genova à Luigi Alamannj, le quali non dubito per la prudentia et sollicitudine sua harà indirizzate alli commissarij di Pisa; se di quivi poi non haranno havuto quel ricapito che so per loro si sarà procurato me ne duole, perché sono certo che degli advisi per quelle dati V.^{re} S.^{rie} si havriano havuto piacere. Et se Dio darà buona sorte in questa, sono certo faranno il medesimo effetto. Ho bene presentito qua essere state intercette alcune, per le quali questi del Papa ne hanno fatto grave querela col X.mo. Et per riepilogare brevemente quello che per molte si è scritto, essendosi invano ricerco Sua Maestà di qualche subsidio per cotesta poverà città, finalmente per facilitarla atteso la strettezza del danaio in che si trovava per il rendere de' figliuoli, le si pose il partito più volte referito del dare assegnamento a' mercanti nostri di certa quantità dovuta loro d'un 59^M in 60^M scudi; la quale facendosi detti mercanti sotto quella assignatione sovvenirebbono V.^{re} S.^{rie} d'una somma d'un 30^M scudi, o di quello si potesse sopra detta assignatione provvedere, talché Sua Maestà non si harebbe a sborsare di presente alcuna somma, ma a quelli tempi che sariano daccordo, talché con la gratia di Dio si è venuto a tale conclusione, et si attende di expedire quello che intorno a ciò bisogna secondo l'ordine della corte, et in su questa conclusione benché non totalmente eseguita li detti mercanti non mancano del debito verso la patria come sviscerati di quella di provvedere a' contanti per aiutarne V.^{re} S.^{rie} et per darne quello ordine già noto a quelle.

Appresso essendo stato da V.^{re} S.^{rie} advertito che potendosi ottenere la persona del S.^{re} Renzo, io ne dovessi fare opera, ne ho fatto quello che mi è stato possibile, et per modo alcuno non si è potuto ottenere, per parere la cosa troppo aperta, et non si potere Sua Maestà coprire con alcuna coperta con Cesare et col Papa, ma essendo da Luigi Alamannj e da questi mercanti advertito che in defetto di detto S.^{re}

Renzo, quando si potesse ottenere il cap.^{no} Antonio D'Oria, il quale per havere havuto a consegnare le galee del X.mo et sue a Cesare in Genova, si trova senza partito, et per venire quello alla corte per continuare in quel servitio di Sua Maestà, quale gli sarà ordinato, giudicherebbono fusse huomo molto a proposito et che per me se ne dovesse fare diligentia con detta Maestà. Io ne ho strettamente parlato con quella, et benché i medesimi rispetti la tenessino sospesa, non di meno havendo questa coperta dello havere detto capitano concepito qualche indignatione di havere havuto a dare dette Galere, gli è paruto più facile il potere condescendere à tale domanda. Et essendo detto capitano venuto qui, et examinatolo diligentemente di quello che pensi potere servire V.^{re} S.^{rie} l'ho trovato di tanto buono giuditio et dispositione che ne sono restato molto satisfatto; perché veggio in lui optimi discorsi circa modi del potere soccorrere, et [...] ¹ in tutto o in parte V.^{re} S.^{rie} da tanti affanni mediante l'ordine quale gli si monstra doversegli subministrare a tale effetto: da modo che hieri stringendone il X.mo et monstrandogli quanto la celerità sua necessitasse per essere proficua a questa opera, la quale quella monstra havere grandemente a cuore, largamente mi disse essere contento che venisse al servitio et stipendio di V.^{re} S.^{rie}, et quando bene Cesare, o il Papa ne prendessino qualche admiratione sperava che havendo a quel tempo che sarà recuperati i figli, poco si curerebbe di loro querele: e nondimeno volendo che tale cosa fusse secreta, et per la via di mare, talché non se ne dia notitia a' nimici, et così questa mattina ha non solamente pregato e stretto detto capitano a pigliare tale assumpto, ma comandatoglielo et dato ordine à certi suoi bisogni et affari. Penso che fra IIIJ o VI giorni dovrà partire per a cotesta volta; Dio gli dia prospero cammino acciocché possa dare a V.^{re} S.^{rie} quello aiuto che si desidera, significando a quelle che ancora che al presente si trovasse capitano di galere, non ha mancato ne' tempi passati di condurre e governare gente di pie', di maniera che il X.mo proprio mi disse haverlo trovato anchora che giovane di tanta sufficientia che gli pareva essere certo che si avesse a mettere alla morte per fare cosa honorevole e a Sua Maestà grata, et havendo già più volte havuto colloquio qui con uno nostro fiorentino figliuolo di Rinieri Rustichi² capitano di Lanzi, per

1 Lacuna di una parola, provocata dall'acidità dell'inchiostro.

2 *Figliuolo di Rinieri Rustichi*, sottolineato nel testo.

essere egli nato e nutrito in quelle parti, et havervi donna et trovarsi qui huomo di questa Maestà, e già stato in campo di San Polo, il quale credo sia noto à Lorenzo Martellj, quello si potesse fare a beneficio di V.^{re} S.^{rie} per essere in campo de' nimici qualche banda de' Lanzi, l'ho trovato desiderosissimo di servire alla patria sua: e bastargli l'animo di divertire e fare mutinare buona parte di quelli, o conducendoli a servitio di V.^{re} S.^{rie}, o facendogli altrimenti partire³: il che conferito con detto D'Oria gli è parso molto a proposito. Et però vedrò con quella destrezza che mi sarà possibile che Sua Maestà faccia con lui il medesimo officio, et per aventura venghino insieme da coteste bande. Penso che anchorché V.^{re} S.^{rie} dell'una cosa o dell'altra non mi habbino dato commissione, ne si possa dire essere al ricordo di Luigi, quale V.^{re} S.^{rie} usano et meritatamente per ottimo instrumento negli affari loro per la commodità del luogo et la sufficientia della persona, et non essendo spesa di qualità che non si sia dovuta intraprendere in tanto bisogno. Hora se questi mercanti faranno come credo, anzi sono certo, il debito loro⁴, non doverranno mancare di fare il provvedimento ordinato, essendosi fatti vivi per tale merito tali loro crediti quasi desperati, potranno V.^{re} S.^{rie} sperare qualche subsidio di momento, con speranza di alleggerirsi se non in tutto in buona parte da tanti affanni; et havendo per altre detto a quelle che stante questa provisione di questa assignatione pur grossa in fin che questi figli non si recupereranno poco si poterà sperare altra subventione. Nondimeno sperandosi dovere essere presto la restitutione di essi, come hieri efficacemente mi affermò Sua Maestà, non dubito che la potremo assalire et ricercarla bisognando d'altro subsidio, come ella medesima si offerse largamente di fare; et parla con tanta affectione delle opere generose di V.^{re} S.^{rie} che non si poteria stimare, dicendo che tutta la virtù e gloria di Italia si è ristretta nella città vostra, et che tutti gli altri si sono portati da poltronj, di modo che mi prometto potere trovare facilità in Sua Maestà in tutte le cose che saranno di bisogno, perché conosce esserle solo restata aperta cotesta porta gagliarda et fedele in Italia.

Dissi per l'altra mia che sendo state intercette lettere mie non era fuori di proposito mutare cifra, anzi necessario; et però considerandosi facultà di poterlo fare giudicherei fusse bene. Et perché tutte le

3 Da *et bastargli* fino a *proposito*, sottolineato nel testo.

4 Segue *il debito loro*, ripetuto.

Alcune lettere inedite della legazione di Baldassarre Carducci

cose detti mi paiono importanti, anzi importantissime per la salute di V.^{re} S.^{rie}, userò in espedirle quella diligentia et quella manco spesa che sarà possibile che si concluda a salvamento: perché stringendosi la materia è necessario tenere quelle certificate di quanto occorre.

Da Angulem, il giorno V di maggio MDXXX
Baldassarre Carduccio

Baldassarre Carducci ai Dieci di Libertà e Pace.

Da Angoulême, 22 maggio 1530

ASF, Dieci di Balìa. Responsive, 151, cc. 474r-475v. Decifrato

Magnifici Domini,

Sono state tutte le mie successive l'una dopo l'altra et duplicatamente insino agli XI di questo che fu l'ultima, che io non posso pensare che qualchuna non sia arrivata a salvamento: e per tutte si è significato il modo della subventionone che pensa dare questa Maestà a V.^{re} S.^{rie} per via de' mercanti: ne si è anchora potuto questa benedetta pratica della assignatione da farsi loro ridurre alla finale conclusione: pure spero in Dio che fra due o IIJ di doverà essere terminata come mi hanno affermato il X.mo et questi signori. Et però per questo non mi distenderò più oltre. Ma quello che più mi ha mosso a scrivere è che essendo arrivato qui Mons.^{re} di Bonano huomo del Re d'Inghilterra, et padre di quella donna con la quale si dice quella Maestà desideroso di congiungersi dissoluto il matrimonio presente, partitosi da Roma, dove era ito per tale expeditione al Papa molto male satisfatto. Pensai havendo havuto notitia che al detto doleva questa crudeltà del Papa verso la città, se con mezzo suo io havessi potuto trovare via a provvedere V.^{re} S.^{rie} di qualche aiuto: et temendo non fare cosa che a questa Maestà dispiacesse, faccendola senza ordine suo non volli parlare con quella: ma toltomene l'occasione per all'hora ne parlai con l'admiraglio: il quale commendò tale pensiero dicendo che io lo facessi senza exprimere cosa alcuna d'haverne parlato con altri, acciò non paresse che questo Re volesse scaricare questo peso adosso ad altri. Parlai con detto Bonano: il quale trovai tanto gratioso et alla città affetionato quanto fusse possibile ricercandomi in spetie se fussi per tenervi qualche tempo: perché si prometteva disporre non solo il suo Re, ma questo anchora a fare opera di salvare sì nobile città: et che ne voleva prima parlare qui, et poi scrivere secondo che si trovava la materia disposta: et per havere havuto mezzo d'uno huomo suo italiano ho ritratto Sua S.^{ria} havere parlato et scritto: et inoltre mi ha dato costui qualche termine di quelle informationj che io debbo dare a Sua S.^{ria} advertendomi di monstrare la cosa più pericolosa che non è, et così ho sempre monstro in ogni luogo: et a sua requisitione gli ho fatto copia di tutti quelli advisi che ci sono da ogni banda, et più dalle bande

nimiche che dalla città: perché quelli si mostrano più pericolosi, che li di V.^{re} S.^{rie} i quali advisi vuole mandare al suo Re per meglio certificarlo del sinistro stato di quelle, che forse non è. Ho di poi ritratto da detto ammiraglio la cosa andare gagliardamente, et a beneficio di V.^{re} S.^{rie}, stando di ferma opinione che tale subsidio habbia ad essere in tempo et sì gagliardo che quelle potranno sperare non che di salvarsi, ma di recuperare le cose perse, et forse vendicarsi di qualcuno. Et altresì mi ha fatto intendere detto Bonano questa mattina che io stia di buona voglia, che presto harà risposta dal suo Re. Èmmi parso questo di tanta importantia che io non ho voluto obmettere di scrivere, se bene la cosa è in sul principio: perché si vede quello essere tanto prompto et tanto volontario, che non dubito che non habbia a sortire quello effetto che si desidera: ribadendo per le parole di detto ammiraglio questo Re esserci entrato di buone gambe havendo quella compagnia. Perché come io gli havevo monstro trovandosi V.^{re} S.^{rie} una così valorosa banda di gente, ogni volta che queste Maestà se ne volesino servire in Italia al alcuno loro proposito, troverebbeno l'exercito fatto tale che con quello ogni impresa si potria assalire, pagandosi per loro Maestà in quelli modo che hanno fatto V.^{re} S.^{rie}: il che pare che habbino in grandissimo concetto, non si monstrando alieni dal proposito detto: anzi dicendomi havere tagliato ogni difficoltà con Cesare, tale che non restava tra loro obligatione alcuna, et stimando in brevi giorni recuperare i figliuoli, per havere loro contato et messo in potere alli spagnuoli in Baiona tutta la quantità dovuta: et solo si aspettava Mons.^{re} di Iserne da Madama Margherita con certi acquisti, i quali giunti non restava che fare a loro. Dio facci seguire tale restitutione, per potere sperare di quelli subsidij che non si sono possuti sperare per avanti: anzi come qualche volta ho detto, che è quanto a questa assignatione de Mercanti, io temevo che non si havessi a procurare, veduto la difficoltà che vi nascevano insino alla restitutione detta. Non voglio obmettere che parlando col detto Bonano, et escusando V.^{re} S.^{rie} del non havere continuato di tenere un huomo appresso quella Maestà, dicendo che ne erano causa le gravissime perturbationi successe, il che non dubitano essere doluto a quelle per la grata et benigna consuetudine di Sua Maestà con la nazione fiorentina, accettò molto facilmente tale excusatione, ma bene mi disse che quando la città possa punto respirare non manchi di mandare et tenere uno suo huomo appresso a quella: perché troverete essere di frutto grandissimo. Penso V.^{re} S.^{rie}

Alessandro Monti

sapientissime giudicheranno quello che sia a proposito: et si dovranno ricordare che alcuna volta scrivendone a quelle mi risposono in tempi mali non sopportare tanta spesa, che sarebbero forse quelli benissimo spesi. Non voglio mancare anchora che per l'ultime mie ne dessi sicuramente aviso a V.^{re} S.^{rie} di significare loro siccome havendo io operato in modo che non ha mai parlato l'huomo del S.^{re} Malatesta senza presentia mia, ho inteso e visto che dopo l'havere raccomandato le cose della città, ha ricerca costoro che li dichiarino se la condotta di costoro debbe andare innanzi: perché non seguendo non gli manchi almeno l'ordine promessogli, et il servito suo sino a qui. Al che gli è stato risposto che per non dare al presente ombre al Papa non vogliono più dire alcuna cosa: ma che bene dopo la restitutione de figliuoli faranno in modo, che detto S.^{re} si potrà del suo servito et d'ogni altra cosa chiamare contento, havendo maxime tanto virtuosamente operato in beneficio di V.^{re} S.^{rie}. Et credo havergli satisfatto in modo nello intrattenerlo, come mi commendano V.^{re} S.^{rie}, che se ne sarà contento. Ne altro, d'Angulem alli XXIJ di Maggio 1530.

S.^{re} Baldassarre Carducci

*Baldassarre Carducci ai Dieci di Libertà e Pace. Da Bordeaux,
11 giugno 1530*

*ASF, Dieci di Balìa. Responsive, 151, cc. 494r-495r.
Decifrato (originale in cifra alla c. 496rv)*

Magnifici Domini, Domini mei observandissimi [fue¹ l'ultima mia de IIIJ per le mani del homo del S.^{or} Malatesta expedito di qua nel modo che scrissi per quella, di poi transferiti qui subito expediti uno corriero mandato da questi di Lione con le substitutioni in Francesco de' Bardi et Giovanni Giraldi atteso che Bernardo Altoviti per molte sue occupationi non potette transferirsi là, ne anco li parve di dovere mandare per homo ad posta come per altra largamente dissi, et con lo spaccio medesimo mandai lettere di questo signore Conte oratore del Serenissimo d'Anglia, efficacissime a quella Maestà per ottenere l'asegnatione già detta a questo Re a conto di quello che debbe a quella Maestà, et a benefitio di V.S. Et si attende la risposta, la quale il decto oratore non dubita che habbi ad essere secondo il desiderio suo et nostro, havendo secondo dice cognosciuto quella Maestà, molto mossa ad commiseratione della città di cosi iniqua impresa, tal che non solo era disposta ad prestarli aiuto, ma per indurre et astringere questa Maestà di riscaldare i detti di Londra a far di là tutta quella opera quale vedranno in augumento di questa prima subsidione di X^M scudi, la qual cosa mostra el decto oratore dovere essere facile quando quella Maestà veggha qualche sicurtà di dovere essere rimborsata del suo, anzi discorrendo sopra questa materia con Sua Signoria quella mi mosse un partito un poco alieno dal concetto mio, et questo è che mostrando che quella Maestà debbia ricevere da mercanti della Natione una somma di circa 100^M scudi mi domandò se la città piglierebbe sopra di sé questa obligatione facendo quella Maestà cessioni et trasporti di tali crediti in quelle, il che quando facesse facilmente troverrebbe quella Maestà pronta ad ogni sua subventione. Mostrali questa cosa essere molto aliena dal proposito di quella, perché dove si cerca sublevarla, questo saria uno agravarla, et vorrebbe essere ben grande la subventione che superasse et excedesse tal gravamento et massime non sapendo la conditione et stato di detti debitori, perché potriano essere poste ruinate et fallite talché la città si accollerebbe

1 Si indica tra parentesi quadre la parte cifrata della lettera.

uno trasporto, et una cessione molto dannosa; dissemi essere homini da poter satisfare, anzi che quando fusseno altrimenti si saria vergognata a parlarne, et non di manco che procurrebbe di haverne nota acciò io ne potessi advertire V.S. Non so donde si nasca questo motivo, da quella Maestà, o pure da Sua Signoria, dissine darei notitia a quelle, ancorché in simili tempi mi paressi inhumano doverle tentare di simili cose, anzi procurandosi questo non si obmettesse il principio già dato di mandarlo ad executione. Il che facilmente concesse, et messe pro absoluto dovere seguire in breve et similmente attenderò quanto si segua per questi di Londra, per le virtù delle substitutioni dette.

Questa mattina parlando con lo ammiraglio sopra le cose di V.S. et dolendomi non havere potuto intendere qual fusse stato l'huomo mandato ad instantia del Pontefice costi all'effetto detto di protestare a cotesti Signori del doversi partire, mi disse non si essere mandato alcuno, né essere di intentione di dovere mandare, anzi per parte di decto Ponteficie ora questa Maestà di nuovo ricerca di doversi mandare uno ad effetto di vedere se era possibile di trovare qualche sesto di accordo intra V.S. et Sua Santità, mostrando haverne voglia grandissima senza simulatione alcuna.

Non potei contenermi di non dire a Sua Signoria che mi pareva in tale materia essere aggirato, volendo tacitamente dire Loro Signorie essere aggirate, perché tante volte si era mosso per Sua Santità simili pratiche et sempre le havea di poi recise et rotte senza mostrare appetito alcuno di conclusionone, et che tutto faceva ad effetto di interrompere o suspendere quelli uffitij quali fussino in intentione di questa Maestà di fare ad benefitio della Città, havendo questa immaginazione fixa che pensi ad ogni modo di non la lasciare perire, et però non dovessero prestar fede a sue parole, anzi persistere in tutti quelli propositi ch'essi erano venuti circa la sua subventionone. Affermommi questa instantia del Papa non essere finta, anzi desiderata secondo per lettere di Tarbes et secondo la relatione di questo nuntio cognoscevano, et pensavano che procedesse tutto da debolezza di Sua Santità. Pregai Sua Signoria al manco quando pure deliberasseno di mandare che me ne fusse dato notitia et del homo et del tempo, acciòché io potessi prevenire con V.S. Promessemi, et affermommi non si farebbe cosa alcuna che di tutto io sarei raguagliato; andrò investigando questa materia, et penso che ad ogni modo questa Maestà me ne ciercherà come ha fatto più volte, di che ho dato notitia a V.S. et facilmente penso che questa pratica sarà

conforme all'altre, che non partorirà effetto alcuno, maxime che fusse profitto o utile alla città, et però giudico che V.S. facciano sapientissimamente ad non ci attendere et non prestare molta fede, ma pensare alle provvisioni debite per desperarlo di questo suo iniquo proposito.

L'assegnatione di XX^M scudi fatta in questi mercanti, come per altra mia dissi per l'affetione di detti sarà quel tanto di frutto che sarà possibile, et però essendo la somma piccola insterò per la expeditione di questo altro maneggio con questo oratore di quella Maestà].

Non voglio mancare che m'era scordato significare a V.S. che ancora che per tutte le dimostrazioni si possa sperare la restitutione di questi Illustrissimi figlioli di questa Maestà, debbia succedere ad votum et l'una parte et l'altra si appropinqui al luogo dove si debbe tal restitutione exequire, non di meno sono varie opinioni intra homini di non mediocre autorità, et ingegno che non habbia a seguire così tosto per molte potenti ragioni, le quale se non fusse la necessità del danajo in che si pensa essere Cesare, crederei doversi verificare. Ma atteso che della somma dovutali da questa Maestà se ne son fatte grosse assegnationi per Cesare, penso che sarà constretto acceptarle et restituirli, et questo è il più potente fondamento che habbiano costoro a prometterti tale restitutione.

Dia sia quello che dia loro tutta quella satisfattione desiderano in beneficio loro et nostro che è quanto al presente mi occorre significare a V.S., alla buona gratia delle quali mi raccomando. Que bene valeant. Di Bordeos il giorno XJ di Giugno MDXXX.

E.D.V. Servitor Baldasar Carduccius orator

Baldassarre Carducci ai Dieci di Libertà e Pace.

Da Bordeaux, 30 giugno 1530

*ASF, Dieci di Balìa. Responsive, 151, cc. 490r-491v. Decifrato
Deciferato di una di messer Bal. Carducci oratore in Francia di 30 di
giugno 1530 – Data a Bordeus*

Havendo io confidato nella tanto sperata e predicata restituzione di questi benedetti figliuoli come haveno sperato questa Maestà et ognaltro, havev'io sopratenute le alligate per mandarle con lo spaccio deliberato di fare per dare quel contento a V. S. Hora, vedendo quella procrastinarsi di di in di et vedendo questa Maestà mettere in acto lo adviso più volte datole, et per le alligate replicatolo, del mandare un personaggio a requisizione del Papa, el quale con Tarbes si trasferisca costi per praticare questo benedetto accordo, quale el detto Papa mostra tanto desiderare, havendo presentito l'homo dover essere el conte di Pontremoli ch'è lo scudiero Pierfrancesco, non mi è parso sopratenere più el detto adviso acciò che V.S. possino pensare a tutto quello che sia di bisogno della città: parlerò con quello et farò quello officio che penserò che sia utile et necessario et come ho detto veggo tanto appiccati costoro con la speranza del guadagnarsi questo Papa et furarlo a Cesare et mi fanno dubitare non precipitino troppo nel favore suo, anchor che questa Maestà et admiraglio mi habbino sempre affermato la loro instructione a ciascuno di loro dover essere tutto a conservatione della libertà vostra: et ognivolta che punto punto deviassero da quello, V.S. non li debbino ascoltare per non essere instructione di questa Maestà fare altro che quello che sia benefitio et utile di cotesta città: purre tuttavolta li homini spesso fanno di molte cose fuore della opinione et instructione de' loro maggiori, et che sono poi acceptate et approvate per loro: ma essendo io certo in questo non si poter fare nulla senza el consenso di V.S. spero non habbino a poter quando ben fussero di diversa instructione contraffare in alcuna parte al bisogno et volere di quelle: et ancora che le ragioni, le quali costoro adducono per la parte del Papa, per quali dicono lui inclinare et desiderare tale convenzione, paino, et in verità sieno buone, del cognoscere che questa Impresa non li arrechi che infamia, spesa et dispiacere assai con poca speranza di potere adempiere el desiderio suo, anzi che quando lo conseguisse et facesse non sarebbe tale acquisto assoluto ne libero di Sua Santità, ma

gle ne terrebbono occupato in buona parte quelli Cesarei, di modo che saria annoiato, speso a danno et vituperio suo et a profitto di Cesare, non di meno ho molto largamente mostro che queste ragioni non precedono dal fonte del Papa, ma da loro, meddiant le quali s'ingegnono persuaderli tal cosa esserli utile, che per se medesimo atteso la sua obstinatione et accecatione non le harebbe considerate, ne attese, et manco credo che sia per attenderle con la conditione antedetta del patire che la città si conservi nella sua libertà et stato popolare, ancora che prendessi grande audienza a tale persuasione di Tarbes, di mente non di manco di Sua Maestà, ma che al concludere vedranno le medesime deceptioni, quali hanno viste insino ad hoggi sopra e' medesimi trattati: et però non dovrebbe quello sospendere ne differire in alcuna parte quelle subventioni, delle quali hanno sempre dato instructione seguita la restitutione de' figliuoli, pensando io anzi essendo certo che ogni proposito del papa tende a costesto fine del differire, al che non hanno fatto ne fanno difficoltà alcuna, anzi hanno gagliardamente promesso di non mancare.

Piaccia a Dio sia con effecto, che non dubito. Perché come per altra dissi essendo questa intelligentia d'Inghilterra e di costoro per vedere se spiccandolo da Cesare potessino adempiere i concetti loro del non lassarli corrompere Italia, e del conseguire il divorzio: per il che temo non vadino con rispetto al dimostrarsi in beneficio vostro: non si mancherà però per sollicitudine et diligenza spingerli avanti come si è sempre havuto intentione dall'una e dall'altra maestà.

Non voglio mancare di dire che qui si tiene fermamente, per quelli che hanno qualche iuditio, che questa dilatione della restitutione per detta maestà sia per la causa della vostra città, che insino a che non segue la satisfactione del Papa non sia a proposito che segua la restitutione, che è forse causa di fare ostinare questi Re in questa impresa con tanto appetito, e anchora che io non sappia certo del Re d'Inghilterra per altro che per quello che mi disse questa Maestà, et io lo scrisse a V.^{re} S.^{rie}, che quando il papa con l'uno et l'altro di loro fussino uniti insieme con la città, facessino i vinitiani quello che volessino non moverebbono niente Cesare: di modo che si vede che questa intentione di cercare questa compositione a requisitione del Papa, è comune intra detta Maestà, et appariscono così gli interessi di ciascuno di loro: tale che io dubiterei che detti interessi non gli facessino precipitare, come ò detto per altra, se da loro pendesse l'autorità delle compositioni, come dipende da V.^{re} S.^{rie}. Sto però molto sospeso essendo questa

cosa qui¹ notoria dell'huomo che viene allo effecto detto, come habbia ad essere grato a Cesare, che tutto doverrà intendere per havervi gli oratori, et stare quelli vigilati et attenti ad ogni operatione di costoro: et potrà forse essere che cercando levarsi uno obstaculo, quale è quello del Papa, che non impedisca tale restitutione, o conceda il divortio, ne procurino degli altri, intendendosi tale pratica di questa Maestà con lui. Ne so trovare resolutione a questo dubio, salvo che tutto proceda a saputa di Cesare, acciò che quello che il Papa non può conseguire con la forza lo conseguiti per questa via: e quel conseguito, non persista nella medesima amicitia con epso: et così uccelli tutto il mondo come è stata sempre usanza sua: et in questo modo havranno guadagnato il Papa et furatolo a Cesare. Giudichino in questo le V^{re} S^{rie} la causa loro con tutte le cautele possibili, imperoché costoro si governano come sono soliti fare in ogni loro cosa, che quando pigliano il rovescio per il ritto.

Scrivendo venne il detto Scudiero per commissione come disse del Cristianissimo e dello ammiraglio per farmi intendere la instruttione e commissione datagli per tale opera, la somma della quale disse essere, come ho detto di sopra, che tutta la diligenza sua si habbia a interporre in fare tutte quelle cose che siano a mantenimento e per utilità della vostra libertà, et che altrimenti per conto alcuno non si intrometta ad persuasione d'alcuno; di che con questo intento viene e con animo di non contravenire in parte alcuna a quanto detta Maestà gli ha commesso et dato in instruttione, e che di questo io facci intendere a V^{re} S^{rie} che stiano di buono animo et siano sicure, ne altrimenti che se fusse figliuolo di cotesto stato, usando molto efficaci e gravi parole. Et certamente io penso che debba fare così, per essere in questa corte reputato et tenuto huomo molto da bene, advertito et circuspetto in ogni opera sua, tal che sarà difficile che si lasci indurre a cosa alcuna fuori del proposito di detta Maestà se tale è la sua commissione quale lui dice essere. Dice dover partire domani, in ogni modo in diligenza et per via di Lione si manderanno le presenti con manco spesa si potrà, et per mano di Sua Signoria i duplicati.
Alli XXX di giugno da Bordeus

S.^{or} Baldassarre Carducci

1 Segue, ripetuto: *in queste cose qui*.

Lectures

Angela De Benedictis, *Tumulti. Moltitudini ribelli in età moderna*
Bologne, Il Mulino (Studi e Ricerche), 2013, 300 pages, 27 €

Angela De Benedictis, professeur d'histoire moderne à l'université de Bologne, apporte, avec ce livre passionnant, une nouvelle contribution d'importance à la réflexion sur la résistance et le droit de résistance à l'Âge moderne, réflexion qu'elle mène depuis de nombreuses années. L'ouvrage analyse des tumultes qui se déroulent en Italie, de la fin du XVI^e siècle à la fin du XVII^e siècle : les plus importants (mais d'autres sont convoqués au fil du texte) se déroulent à Urbino, cité sujette du duc Guidobaldo II della Rovere, en 1572-1573 ; à Messine, cité sujette de Charles II, le dernier Habsbourg d'Espagne, en 1674-1678 ; à Mondovì, cité sujette du duc de Savoie Vittorio Amedeo II, en 1680-1682 ; à Castiglione delle Stiviere, cité sujette de Ferdinand II des Gonzague de Solferino, vassal de l'empereur Léopold I^{er}, en 1691-1694.

Tumulti n'a pas pour objet la reconstruction de l'histoire sociale et politique de ces tumultes et soulèvements (même si les apports de la plus récente littérature historique sont donnés aux lecteurs) mais se concentre sur un problème central : dans chacun des cas étudiés, les multitudes qui se soulèvent contre des décisions jugées injustes du pouvoir sont accusées de rébellion et donc du pire des crimes, le crime de lèse-majesté (sur lequel De Benedictis rappelle les acquis pionniers du livre de Mario Sbriccoli, *Crimen laesae maiestatis. Il problema del reato politico alle soglie della scienza penalistica moderna*, Milan, Giuffrè, 1974) par les supérieurs dont les villes étaient sujettes. Mais les insurgés refusaient cette accusation et affirmaient leur droit à la résistance contre l'injustice. L'accusation de désobéissance et de rébellion était donc l'occasion, pour les communautés insurgées, de justifier leur action par les arguments de l'autodéfense et de la résistance licite.

De Benedictis s'intéresse donc d'abord au débat juridique qui se déroule à propos du sens à donner à l'action collective de résistance contre une décision supérieure qui remet en question ce que la communauté considère comme un droit. Face à l'accusation qui voit dans le soulèvement de la multitude contre son prince un acte de rébellion, un crime de lèse-majesté, il existe une autre ligne d'interprétation juridique, qui date au moins du XIII^e siècle, comme le montre l'affirmation selon laquelle les sujets ont le droit de résister aux officiers du fisc lorsqu'ils commettent des abus, présente dans le commentaire

sur les trois derniers livres du code de Justinien par le juge Roland de Lucques (récemment publié par E. Conte et S. Menzinger, *La Summa trium librorum di Rolando da Lucca (1195-1234)*, Rome, Viella, 2012). Cette conception de la justice (mise en évidence par Diego Quaglioni dans son livre *À une déesse inconnue*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003) se poursuit jusqu'à l'âge baroque. Selon cette tradition, les sujets pouvaient légitimement résister au prince, parfois même en prenant les armes contre lui; dès lors que le prince ne voulait plus reconnaître les conventions établies avec ses sujets, ceux-ci avaient le droit de défendre leur bien public et de refuser de vivre sous ce qui devenait un pouvoir tyrannique.

Il y a au fil des chapitres et des analyses de la littérature juridique à propos des tumultes une mise en évidence de cette ligne interprétative et de la permanence des arguments en faveur de la résistance licite de la multitude, au point que même les juristes qui défendaient les raisons des princes devaient en tenir compte dans leurs propres argumentations. Le livre commence par l'analyse des interrogatoires des accusés lors du procès consécutif au tumulte d'Urbino, interrogatoires dans lesquels les accusés, qui sont pour certains des juristes, réfutent l'accusation de *crimen laesae maiestatis* et revendiquent la légitimité de la résistance de la communauté («*Eravamo tutti i cittadini, et i plebei, d'un volere*», déclare un des accusés, Severo Paltroni, membre du conseil perpétuel d'Urbino, un des ambassadeurs envoyés par la ville au duc) face au juge Negrelli qui connaît lui-même fort bien ces arguments et tend à ramener le soulèvement populaire à l'action consciente et manipulatrice d'un petit groupe de rebelles qu'il s'agit pour lui de définir et de punir en tant que tels : onze accusés furent condamnés à mort et parmi eux, il y avait six juristes, membres du collège des docteurs d'Urbino.

Le deuxième chapitre, «*Né disobbedienti, né ribelli*», montre comment ces arguments naissent parallèlement au système du *crimen laesae maiestatis* et à la définition du rebelle, au début du XIV^e siècle, et continuent à être présents jusqu'au XVII^e siècle. De Benedictis examine le débat juridique lié au conflit entre l'empereur Henri VII et les cités italiennes, avec la promulgation des constitutions impériales de 1313 qui fondaient l'équivalence *resistere = rebellare* et, en retour, les réponses juridiques des cités, la constitution *Pastoralis cura* du pape Clément V qui donnait raison à ces dernières puis le commentaire de Bartolo da Sassoferrato à la constitution impériale *Qui sint rebelles* où il précisait qu'en certains cas, la résistance demeurait licite; puis la défense par le canoniste Zabarella des habitants de Trente qui, en 1407, avaient séquestré leur prince-évêque «*propter multas extorsiones*»; l'analyse du cas d'Agen en 1514, de Goncelin en 1539. L'auteur montre comment ces idées sur l'existence de formes licites de résistance de la multitude sont communément répandues dans l'ensemble de la littérature jurisprudentielle de droit commun.

Dans le troisième chapitre, c'est la diffusion culturelle de cette conception qui est mise en évidence, avec la pièce de Lope de Vega *Fuente Ovejuna* (1619)

ou les *Emblemas morales* de Sebastián Orozco de Covarubias, à propos de la révolte de 1476 ; avec la *Noticia Universal de Cataluña* de Viladamor qui, en 1640, présente en termes de droit (« *a los terminos de derecho* ») l'insurrection des Catalans contre le duc d'Olivares ; enfin avec les textes qui commentent la révolution napolitaine de 1647. Après la mise en évidence de ces fondements doctrinaux et culturels, De Benedictis retourne aux études de cas proprement dites, avec les quatrième et cinquième chapitres.

Dans le quatrième chapitre, elle présente la rébellion de Messine (1647-1648) vue par un de ses accusateurs, Ignazio Gastone, dans un texte qui avait pour fonction de justifier les mesures prises par le prince à l'encontre de la communauté et prenait ouvertement le contre-pied de la thèse selon laquelle une *universitas*, parce qu'elle n'était pas un vrai corps mais un *corpus fictum*, ne pouvait commettre un crime de lèse-majesté ; puis la guerre du sel de Mondovì, analysée à la fois en partant d'un texte favorable aux raisons de la cité (la *Relazione de' successi seguiti nella Città e Mandamento di Mondovì gli anni 1680-81-82*, de Giovanni Andrea Battista Cordero) et du texte accusateur du directeur de la Province, Tommaso Pallavicini, le *Stato della Città di Mondovì...*, pour lequel toute excuse était illégitime.

Dans le cinquième chapitre, « Non obbedire mai per paura », qui traite de la longue résistance (1689-1694) de Castiglione delle Stiviere face à son prince, Ferdinand II, de la dynastie des Gonzague de Solferino, c'est le texte d'un juriste, Antonio Gobbi (1633-1699), qui est au centre de l'analyse : il affirme le droit du sujet à « resistere qualunque volta venga attentato d'aggravarlo ed a tale effetto prendere l'Armi per difesa del ben pubblico, e delle proprie persone, e beni senza incorso di Criminalità ».

On a donc un ouvrage qui montre comment pendant plusieurs siècles (et bien plus tard que ce que l'on pense généralement) coexistent, dans la *communis opinio doctorum*, deux lignes juridiques d'interprétation des actes de soulèvement des multitudes : l'une qui se fonde sur le système du *crimen laesae maiestatis* et met immédiatement en équivalence tout acte de résistance avec une rébellion, l'autre qui naît en parallèle et admet la possibilité d'une résistance légitime, qui peut aller jusqu'à la prise d'armes, lorsque les droits d'une communauté sont remis en cause ou bafoués. Cette dernière peut servir de guide dans l'action politique menée par une *universitas*, en influencer les mots d'ordre et les formes d'action, permettre le lien entre *cittadini e plebei*. C'est, évidemment, un livre important pour tous ceux qui réfléchissent aux formes de résistance à l'âge moderne et plus largement aux formes d'action politique et d'élaboration de la pensée politique : il oblige à avoir en tête que la langue du droit ne devrait jamais être absente d'une telle réflexion. Au-delà de cet intérêt historiographique et théorique, ce livre pourrait contribuer à la réflexion proprement contemporaine sur le rôle des conflits et des actes de résistance, souvent menée à partir de Machiavel et de Spinoza. C'est une constatation que « la résistance continue », que des peuples

et des communautés sont engagés dans des soulèvements, mènent des actes de résistance et remettent en question des pouvoirs illégitimes. Après avoir lu ce livre, on se dit qu'il faudrait que les rebelles contemporains aient à leur disposition un système de valeurs partagées (c'est là une formulation approximative pour indiquer quelque chose qui jouerait le rôle de la doctrine de droit commun et de la conception de la justice qui y était liée pour les tumultes de l'âge moderne). Angela De Benedictis rappelle sobrement dans sa conclusion que le comparatisme passé/présent n'est pas chose facile et termine par une phrase lapidaire : « Sono problemi aperti. » On ne peut que la remercier vivement d'avoir contribué, de façon érudite et rigoureuse, à les poser.

Jean-Claude Zancarini

Achille Olivieri e Massimo Galtarossa (a cura di), *Retorica e taumaturgia della mano nel lungo Rinascimento e l'influenza della "Universitas patavina"*, Atti del Convegno di Studi (Padova, 22-23 febbraio 2010) Padova, Cleup, 2012, 368 pagine, 22 €

Il volume, che raccoglie gli Atti del convegno di studi tenutosi a Padova il 22-23 febbraio 2010, affronta la vasta tematica della retorica dei gesti della mano nel «Rinascimento "allargato" (a partire dal 400)» (p.9), soffermandosi, in particolare, sulla la questione della mano "taumaturgica", la mano guaritrice dei re e dei principi nell'Europa rinascimentale. Il volume mette in relazione la retorica e le tradizioni taumaturgiche in una prospettiva nuova, che comprende la taumaturgia medica, politica e religiosa. Particolare attenzione è dedicata anche al ruolo dell'*Universitas patavina*, che, soprattutto nella prima metà del Cinquecento, diviene il centro del nuovo sapere filosofico e medico, fulcro di «una nuova taumaturgia civile» (A. Olivieri, p.16).

Nella prima parte del volume, «La mano nell'antichità e nel Medioevo. Profili di un Medioevo rinascimentale», Corinne Lucas Fiorato (*Les mains vues par Giorgio Vasari et par Benvenuto Cellini*) sottolinea il ruolo fondamentale che la mano assume nel mondo artistico del XVI secolo, in particolare presso artisti scrittori come Giorgio Vasari e Benvenuto Cellini. Quest'ultimo traduce nelle sue stesse modalità di scrittura la volontà di avvicinare il corpo e lo spirito, rivendicando il valore euristico del contatto con le cose. La mano rivela, dunque, non solo il venir meno nell'Italia della metà del Cinquecento, della tradizionale distinzione tra arti liberali e arti meccaniche, ma anche il ruolo importante degli artisti scrittori in questo processo di riorganizzazione dei saperi. Achille Olivieri (*Fra Erasmo e l'Ariosto: la mano inquieta*) indaga il simbolismo della mano nei *Cinque canti* dell'Ariosto, che appare in linea con alcune grandi opere dell'umanesimo europeo: l'*Elogio della Follia* di Erasmo,

l'*Utopia* di Tommaso Moro e il *Principe* di Machiavelli. Lo stesso autore (*Come pittura di Tiziano: la mano nelle "Lettere" dell'Aretino*) si sofferma, quindi, su alcune lettere di Pietro Aretino in cui il simbolismo della mano assume una dimensione politica. La mano di cui parla lungamente l'Aretino nelle sue lettere è quella dell'intellettuale nel suo scrittoio, e, soprattutto la mano dell'imperatore Carlo V, che impugna un'arma vittoriosa. Anna Bettoni («*A quo trepidabo*»: *la mano di Dio negli "Emblems, ou devises chrestiennes" di Georgette de Montenay e Pierre Woeriot, 1567, 1571, 1619*) mette in evidenza la peculiare retorica e taumaturgia della mano presente nella letteratura emblematica, a vocazione evangelica e di confessione calvinista. In particolare, l'analisi dell'autrice è dedicata agli *Emblems* di Georgette de Montenay e Pierre Woeriot, vero *best-seller* della letteratura edificante, dedicato alla regina di Navarra Jeanne III d'Albret, che si apre con la metafora più caratteristica della militanza confessionale, quella del «risveglio dei combattenti coraggiosi, finalmente liberati dal sonno della "lascivete"» (A. Bettoni, p. 63). La mano della stessa poetessa, innanzitutto, «la plume en la main non vaine», diventa il simbolo «di una responsabilità assunta, nella scrittura, nella direzione della militanza calvinista» (A. Bettoni, p. 65). Ma, soprattutto, la mano di Dio, sapientemente rappresentata nelle incisioni di Pierre Woeriot, consente di accompagnare il lettore nel percorso edificante, senza violare il veto iconoclasta. Il contributo di Massimo Rinaldi («*Il faut la main*». «*Dignité*» e «*certitude*» della chirurgia nel «*Cours d'operations*» di Pierre Dionis) mette in luce l'ambivalente ruolo attribuito alla mano nella trattatistica medica francese tra Sei e Settecento, in particolare nel *Cours d'operations* del chirurgo reale, Pierre Dionis (1707). Insistendo sull'importanza del lavoro delle mani nell'attività del chirurgo, Dionis accomuna il chirurgo a Dio creatore dell'uomo, attribuendo, così, alla chirurgia lo status di *scientia*. Ma la chirurgia si sovrappone e confonde, al contempo, con la taumaturgia nell'atto salutare della mano del Cristo, chirurgo «*perfectissimus*, il quale, come poi i suoi apostoli o i sovrani francesi, non temeva di ricorrere all'imposizione delle mani per portare sollievo ai mali dell'uomo» (M. Rinaldi, p. 83). Gavina Ciusa (*Metamorfosi del denaro tra le mani del tempo*) analizza oltre cinquanta opere d'arte, «con raffigurazione esplicita di monete e banconote», selezionate tra quante rivolgono particolare attenzione all'articolazione delle mani e delle dita (G. Ciusa, p. 92).

Nella seconda parte del volume, consacrata a «Iconografia ed emblemi», Mario Guderzo indaga *La gestualità della mano nell'estetica di Johann Joachim Winckelmann e nella scultura di Antonio Canova*. Valeria Rainoldi (*Santa Caterina d'Alessandria e la "mano" del martirio. Rappresentazione della pala d'altare di Giovan Francesco Caroto*) propone un'ipotesi interpretativa della Santa Caterina d'Alessandria del Caroto (1520) che lega l'opera alle istanze di riforma religiosa della Verona di Giovan Matteo Giberti. Il contributo di Marina Stefani Mantovanelli è dedicato a *Lamano nell'arte dal Cinquecento al Seicento. Il significato della gestualità e l'eloquenza del gesto* e Maria Rosaria Marchionibus

(*Le mani parlanti: il caso della Tricheirousa di Vitulano*) analizza l'iconografia, desueta e poco diffusa in Occidente, della Tricheirousa, la Vergine dalle tre mani, che ritroviamo nell'icona di Vitulano, raffigurante la Vergine con bambino. Novella Macola (*Miracoli della mano: "Pigmaliione e Galatea" di Bronzino e i "marmi vivi" di Michelangelo*) si sofferma, infine, sulla «mano taumaturgica» di Michelangelo, in grado di infondere vita al marmo nelle sue opere «che entrano subito nella mitologia fiorentina come figure di ineguagliabile perfezione» (N. Macola, p. 240).

La terza sessione è invece dedicata alla «Continuità e crisi della mano taumaturgica». Mari Pietrogiovanna (*Taumaturgia De principatu. Immagini e geografia del "tocco reale"*) analizza la tavola di Bernard von Orley, conservata nella Galleria Sabauda di Torino, che raffigura i re di Francia che si accingono al tocco dei malati di scrofolo, che ben esprime la valenza politica del rito taumaturgico. Il contributo di Massimo Galtarossa (*Gesti regali e taumaturgie repubblicane nello Studio di Padova*) è dedicato alla ricezione della credenza della mano taumaturgica fra la cultura veneta del 500 e del 600, in particolare padovana. L'autore si sofferma, in special modo, sul «pensiero della scuola medica e naturalistica dello Studio patavino» che, nell'indagine della taumaturgia della mano, s'intreccia in svariate occasioni con la «cultura diplomatica del patriziato veneziano» (M. Galtarossa, p. 259). L'attenzione per questa credenza è, infatti, ricollegata al dibattito sulla riorganizzazione dello Stato marciano, soprattutto negli anni posteriori al 1550, in cui il gesto della mano taumaturgica dei re di Francia viene visto dal patriziato veneziano come un gesto utile per creare un progetto di consenso sociale anche a Venezia. Anche la riflessione dei medici dello Studio patavino sul gesto regale dimostra una perfetta conoscenza del rito taumaturgico dei re di Francia. Tuttavia, i medici patavini rivendicano la competenza del medico nella cura delle scrofole e, nell'analisi del potere guaritore dei re di Francia, riconducono le guarigioni a ragioni legate all'ambiente e alla salubrità dell'aria – come nel caso di Gabriele Falloppia – oppure a cause naturali – come Pietro Pomponazzi. Si tratta di riflessioni che si ritrovano anche in alcune relazioni diplomatiche di patrizi veneziani della metà del Cinquecento, spesso formatisi proprio alla scuola naturalistica padovana del Pomponazzi. Jean-Luc Martinet (*La statue de plâtre: Montaigne et la main dans «De la praesumption» II, 17*) mette in evidenza come l'uso peculiare del termine "main" nel capitolo *De la praesumption* degli *Essais*, costituisca un elemento fondamentale nella critica montaignana ad un certo immaginario del Rinascimento. Sandra Secchi Olivieri (*Mani divine e mani terrene negli scritti delle mistiche italiane fra 600 e 700. Due esempi: Brigida Morello e Maria Maddalena Martinengo*) indaga la questione della retorica della mano nel misticismo femminile tra 600 e 700, in particolare presso due mistiche italiane: Brigida Morello e Maria Maddalena Martinengo. Nel contributo di Elisa Ruggiero (*La chiromanzia in età moderna. Andrea Corvo e la lettura della mano nel Rinascimento*), la mano diviene il fulcro di una delle arti divinatorie più diffuse tra XV e XVI secolo, la chiromanzia,

che l'autrice indaga attraverso lo studio di uno degli scritti più interessanti dell'epoca moderna, la *Chiromanzia* di Andrea Corvo. Samantha Tommasetto (*I poteri della mano: lo "Spectator" di Addison e Steele, 1711-1712*) presenta la variegata simbologia della mano presente nello *Spectator* di Addison e Steele e Maria Giacobbe analizza *La mano negli stereotipi linguistici italiani e la mano nella sua fisicità di strumento*. Il volume si chiude con la conclusione di Achille Olivieri che affronta la questione della *Equa mano del Principe*, presente nel *Dialogo VIII del giusto principe* di Antonio Bruccioli. L'"equa mano" del Principe «costituisce l'elemento che apporta equilibrio e "ragione del governo"»; il «rapporto fra mano ed equità» costituisce «l'autentica possibilità per il principe di "guarire" le avversità ed ingiustizie che possono essere suscitate all'interno del popolo» (A. Olivieri, p. 347). La mano guaritrice del Principe, dunque, muta il suo aspetto, diventa fonte di equità «che solleva il popolo dalle angustie sociali ed economiche» (A. Olivieri, p. 348).

Manuela Bragagnolo

Giuseppe Antonio Guazzelli, Raimondo Michetti e Francesco Scorza Barcellona (a cura di), *Cesare Baronio tra santità e scrittura storica*
Roma, Viella, 2012, 536 pagine, 40 €

Il volume, che raccoglie gli Atti del Colloquio internazionale di studi tenutosi a Roma dal 25 al 27 giugno 2007, nell'ambito delle celebrazioni del quarto centenario della morte di Cesare Baronio, propone un'interessante e innovativa lettura dell'opera storica baroniana. Riflettendo sulla relazione tra scrittura della storia e santità, oggetto di studio da parte dell'Oratoriano nelle sue *Notationes al Martyrologium Romanum* e negli *Annales Ecclesiastici*, il volume mira a «oltrepassare la questione, pure decisiva, della controversistica tra Chiesa della Riforma e Chiesa Cattolica per inserirla all'interno di un ben più vasto dibattito, che coinvolge l'intera comunità degli eruditi europei, sui parametri della verità storica» (R. Michetti, p. xx). Il volume tenta, quindi, di riflettere, anche attraverso Baronio e la sua opera storica, «sui processi di elaborazione e trasformazione della scrittura storica, proprio nel momento in cui la storia ecclesiastica si fa ufficialmente "storia di parte"» (R. Michetti, p. xxvii).

La prima parte del volume, dedicata a «Storia e santità nelle opere di Cesare Baronio», si apre col saggio di Simon Ditchfield (*Baronio storico del suo tempo*), che analizza la peculiare concezione baroniana d'*Historia sacra* alla base degli *Annales Ecclesiastici* e del *Martyrologium Romanum*. Mostrando la «continuità tra l'epoca apostolica e il tardo XVI secolo» (p. 12), Baronio non si limitò a «mettere in nuova luce le fondamenta martirologiche di Santa Romana Chiesa» ma «s'impegnò a ricercare, per indicarlo ai cattolici del tardo

XVI secolo», «lo spirito delle prime comunità cristiane» (p.21). Il contributo di Mario Mazza (*La metodologia storica nella "Praefatio" degli "Annales Ecclesiastici"*) mette in luce le interessanti riflessioni metodologiche presenti nella *Praefatio* degli *Annales Ecclesiastici* e nell'*Ordo Baronii*, premesso all'incompiuto e inedito volume XIII degli *Annales*, ponendole a confronto con la *Praefatio* delle *Centuriae* di Magdeburgo. Alla «purezza della *doctrina*» e alla «sua progressiva decadenza e corruzione nel corso dei secoli», che costituiscono la cifra interpretativa delle *Centuriae*, gli *Annales* baroniani contrappongono la «filologia», ancora fondata sulla tradizione umanistica di Biondo Flavio e della scuola del Valla (p.33-34), mostrando l'esigenza di una precisa cronologia, di un'attenta periodizzazione e di un'accorta scelta delle fonti. Marina Benedetti (*Cesare Baronio e gli eretici: le fonti della controversia*), analizza le dinamiche, legate al ruolo differente degli "eretici" nel discorso controversistico, alla base della nascita della storiografia ecclesiastica. I «martiri/eretici» del passato, divenuti il «vessillo degli eretici del presente» (p.47), furono al centro del discorso storiografico protestante; essi furono, invece, del tutto marginali negli *Annales Ecclesiastici*, dove il riferimento eminente furono soltanto «gli eretici contemporanei ovvero i protestanti» (p.48).

La seconda sezione del volume, dedicata a «Biografia e agiografia», si apre col saggio di Giuseppe Antonio Guazzelli (*Baronio attraverso il "Martyrologium Romanum"*) che analizza il ruolo di Baronio nella redazione, nelle vicende editoriali e, soprattutto, nella definizione contenutistica del *Martyrologium Romanum*. Sulla base dell'analisi di alcuni manoscritti inediti, l'autore indaga il modificarsi dell'apporto baroniano alle diverse edizioni del libro liturgico, che si susseguirono tra il 1582-1583 e il 1630, mettendo in evidenza le iterate revisioni del testo da parte delle commissioni, che ne integrarono e modificarono il contenuto ben oltre la promulgazione ufficiale, nel 1584, mantenendo anche posizioni discordanti con quelle di Baronio. Giuseppe Finocchiaro (*La dispersa "Historia delle sante vergini forestiere" di Antonio Gallonio. Una vicenda editoriale*) si sofferma sulle vicende che non portarono mai alle stampe l'*Historia delle sante vergini forestiere* di Antonio Gallonio. L'opera, andata perduta, avrebbe dovuto costituire il seguito dell'*Historia delle sante vergini romane* ma soltanto quest'ultima fu pubblicata, nell'ambito di «un progetto di politica oratoriana con cui si desiderava promuovere soltanto un modello di santità romana» (p.121). Tommaso Calìo (*L'immagine agiografica di Cesare Baronio*) analizza il complesso e tortuoso percorso che dall'orazione funebre di Michelangelo Bucci (1607), fino alla stampa della *Vita Caesaris Baronii* di Girolamo Barnabei (1651), portò all'elaborazione dell'agiografia baroniana. Il contributo di Edoardo Aldo Cerrato, corredato di tre appendici documentarie, è dedicato al *Processo di Beatificazione di Cesare Baronio: dall'introduzione della causa ai nostri giorni*. Francesco Scorza Barcellona (*Gli Atti dei Martiri negli "Annales Ecclesiastici"*) indaga il peculiare utilizzo, da parte di Baronio, delle fonti martirologiche, alle quali l'autore si rivolge «più per il loro possibile valore di

testimonianze storiche», «che come espressioni di un genere letterario meritevole in quanto tale di una specifica attenzione», collocandosi quindi tra l'«apologia» e le «esigenze di metodo storico» (p. 214). Attraverso l'esame alcuni dossier martiriali femminili baroniani, contenuti nell'edizione barberiniana del *Martyrologium Romanum* (1630), e la successiva analisi della «ricezione e diffusione del testo presso alcuni segmenti del "pubblico dei santi" più prossimo alla redazione dell'opera: le monache, gli autori oratoriani di agiografie femminili martiri ali» (p. 227), Sara Cabibbo e Carmela Compare (*La santità martiriale femminile tra modello e paradigma*) affrontano il tema della diffusione e della ricezione di un nuovo «modello» di santità martiriale femminile. La proposizione di tale modello diviene un utile strumento per stabilire una continuità fra la Chiesa primitiva e quella della Controriforma (p. 227).

La terza parte del volume è dedicata a «Baronio in Europa». Stefano Andretta (*Cesare Baronio e Venezia*) indaga il complesso rapporto tra la Repubblica di Venezia e Cesare Baronio, dedicando particolare attenzione alla *Parænesis ad Rempublicam Venetam* (1606) e alla massiccia reazione veneziana all'«esortazione» baroniana. Tuttavia le vicende legate all'Interdetto non costituirono la sola occasione di scontro tra il cardinale e gli esponenti del mondo culturale e politico veneziano. Baronio fu, infatti, uno dei protagonisti della lunga stagione che segnò i rapporti vento-pontifici intorno a questioni emblematiche, come il contenzioso sul controllo dell'editoria e della circolazione libraria, la disquisizione sulla sovranità della diocesi di Ceneda, fino all'annosa questione della donazione di Costantino. Paolo Broggio (*Baronio e la controversia "de auxiliis": discussioni dottrinali e posizionamenti politici durante il pontificato di Clemente VIII*) si sofferma sui risvolti politici sottesi alla partecipazione di Baronio alla controversia *de auxiliis divinae gratiae* che oppose, tra Cinque e Seicento, «la Compagnia di Gesù all'ordine dei Predicatori sulla questione del rapporto tra grazia e libero arbitrio nel processo di giustificazione» (p. 282). Il contributo di Giovanna Brogi Bercoff (*Baronio storico e il mondo slavo*) è dedicato alla narrazione baroniana del «battesimo della Rus'». Il battesimo della Rus' fu uno dei nodi principali attorno a cui si svolsero le dispute dottrinali e l'azione politica della chiesa cattolica nel tentativo di portare la chiesa ortodossa «entro l'alveo di quella romana»; fu, inoltre, l'elemento fondamentale nel bagaglio dello storico per sostenere l'Unione di Brest (1595-1596) (p. 311). Andrea Ceccherelli (*Annales Ecclesiastici* e *Martyrologium Romanum* come fonti per la correzione delle "Vite di Santi" di Piotr Skarga) si sofferma su un aspetto peculiare della fortuna di Baronio in Polonia, attraverso lo studio delle *Vite di Santi dell'Antico e del Nuovo Testamento* del gesuita Piotr Skarga. Quest'ultimo, autore del compendio in lingua polacca degli *Annales Ecclesiastici*, che fu alla base della diffusione dell'opera baroniana in Polonia, si servì ampiamente degli *Annales* e del *Martyrologium* nelle correzioni a cui lui stesso sottopose la propria opera agiografica, che lungi dal costituire semplicemente un repertorio di modelli parenetici, era concepita, in linea con l'agiografia controriformistica, come uno strumento della battaglia confessionale. Manfredi

Merluzzi (*Considerazioni su Cesare Baronio e la Spagna, tra controversia politica e ricezione erudita*) indaga il complesso e mutevole rapporto tra Cesare Baronio e la Spagna. L'autore si sofferma sulle scelte politiche, storiografiche e personali del cardinale – che fu allo stesso tempo anche suddito di Napoli, e quindi di Spagna – nel contesto politico e diplomatico, su scala europea, delle relazioni tra la Curia Romana e la Corte di Madrid. Tali scelte, che determinarono sensibilmente «la recezione delle sue opere nella penisola iberica», influenzarono notevolmente anche «l'atteggiamento della Corona di Castiglia nei suoi confronti» (p. 341). Bernardo Dompnier (*Baronio nelle controversie del secolo XVII tra cattolici e protestanti francesi*) indaga la fortuna di Baronio nelle controversie tra cattolici e protestanti francesi nel XVII secolo. In particolare si sofferma sull'uso degli *Annales Ecclesiastici* da parte protestante: nel *Mystère d'iniquité, c'est à-dire l'histoire de la papauté* (1611) di Philippe du Plessis Mornay e nel *Dictionnaire* (1697) di Pierre Bayle. Pur con due approcci molto differenti fra loro, gli scritti presentarono l'opera di Baronio come un mero «strumento di giustificazione del potere papale» (p. 377). L'accanimento dei protestanti francesi contro l'opera di Baronio suscitò la reazione dei cattolici francesi ed entrambi gli schieramenti s'impegnarono «in un lavoro di spiegazione e interpretazione degli scritti pubblicati dalla parte avversa, operando anche un'attenta analisi delle fonti utilizzate» (p. 382). Le controversie confessionali misero, così, in moto «un processo di formazione di un approccio storico-critico», favorendo la sperimentazione di nuovi metodi di critica storica (p. 388).

Nella quarta e ultima sezione del volume, «*Tra iconografia e archeologia*», il contributo di Lucrezia Spera (*Cesare Baronio, "peritissimus antiquitatis", e le origini dell'archeologia cristiana*) indaga il ruolo fondamentale di Baronio nella definizione embrionale dell'Archeologia cristiana, prestando particolare attenzione al diverso uso del materiale archeologico negli *Annales* e nelle *Notationes al Martyrologium Romanum*. Ingo Herklotz (*Chi era Priscilla? Baronio e le ricerche sulla Roma sotterranea*) mette in luce le «modalità con cui le scoperte archeologiche furono progressivamente integrate nell'apologetica della Controriforma» (p. 428), con particolare riguardo al caso del ritrovamento, nel maggio del 1578, di un antico cimitero sotterraneo in via Anapo, inizialmente identificato con quello cristiano di Priscilla, che fu oggetto di ampie riflessione baroniana. Alessandro Zuccari (*Baronio e l'iconografia del martirio*) analizza le peculiarità dell'iconografia baroniana, strettamente legata al contenuto delle sue opere, prendendo in esame il ciclo martiriale con cui il cardinale decorò, tra il 1597 e il 1600 le pareti della sua chiesa titolare dei Santi Nereo e Achilleo.

Il volume, che si chiude con le *Riflessioni conclusive* di Giuseppe Antonio Guazzelli, fornisce, dunque, nuove chiavi di lettura del discorso storico baroniano, mostrando le molteplici sfaccettature del complesso rapporto tra «santità» e «*veritas historiae*» (p. 506).

Manuela Bragagnolo

Michel Paoli (a cura di), con Élise Leclerc e Sophie Dutheillet de Lamothe, *Les «Livres de la famille» d'Alberti. Sources, sens et influence*

Parigi, Classiques Garnier, 2013, 477 pagine, 35 €

I *Libri della famiglia*, o *De familia*, come ora gli studiosi di Alberti preferiscono chiamare l'opera, sono notoriamente una delle opere più importanti di Leon Battista Alberti e certo il suo testo in volgare di maggior impegno: da più di un secolo, a partire dalla polemica tra Werner Sombart e Max Weber, vengono evocati (e più raramente letti) a proposito della questione della nascita del capitalismo. Eppure, quando nel 2004 si celebrò il sesto centenario della nascita di Alberti, la messe di convegni e mostre a lui dedicata lasciò il *De familia* ai margini delle celebrazioni e degli studi: tutt'al più se ne parlò per una polemica poco fruttuosa sulla composizione e la tradizione del III libro. Per ovviare a questa mancanza fu organizzato nel 2009 un convegno all'Université de Picardie - Jules Verne ad Amiens, i cui Atti vengono presentati in questo volume. Le citazioni dall'opera albertiana sono date in originale a piè di pagina, mentre a testo si è perlopiù fatto ricorso alla traduzione francese di Maxime Castro che ha finalmente visto la luce (*De la famille*, Paris, Les Belles Lettres, 2013). Il volume si apre con l'introduzione di Michel Paoli che contiene anche un riassunto strutturato dei quattro libri, molto utile sia per il lettore non specialista che per l'uso didattico del libro, e una breve traccia della fortuna dell'opera. A questa seguono diciotto interventi che fanno il punto sull'opera e sui temi che essa propone. I contributi di Luigi Trenti e di Martin McLaughlin sono dedicati rispettivamente alla figura dell'autore-personaggio e all'unità tematica e strutturale dell'opera nel suo insieme. Altri interventi sono invece dedicati ad approfondire aspetti particolari che emergono dall'opera e sono affidati anche a studiosi di discipline diverse dallo studio letterario (inevitabile nel caso di un autore che incarna l'universalità dello scibile umanistico): penso al denso saggio di Eugenia Valacchi, che a partire dalla discussione del III libro su come investire i soldi in opere che diano lustro e prestigio in città, ripercorre l'importanza del mecenatismo della famiglia Alberti, in particolare per quanto riguarda la chiesa di Santa Croce, ma anche per altri luoghi sacri e per la famosa villa *Paradiso degli Alberti*. Ancora legato al tema artistico, ma con un'attenzione tutta mirata al confronto testuale, è il contributo di Alberto Giorgio Cassani che ricerca le intersezioni tra il *De familia* e il *De re aedificatoria*. Altri scavi su aspetti particolari dell'opera sono quelli di Ida Gilda Mastrosola sulla presenza della storia di Roma antica, di Remy Simonetti sull'educazione del bambino e sull'influsso delle teorie mediche in pedagogia, di Nella Bianchi sui richiami classici nella trattazione delle inimicizie. Al linguaggio figurato nel *De familia* e nel *De ierarhia* è invece

dedicato l'intervento di Olivia Catanorchi, mentre a Dante Fedele si deve una lettura foucaultiana del richiamo alla teoria classica degli "esercizi" nel *De familia*. Vi sono poi alcuni saggi legati alla storia della famiglia Alberti o alla composizione materiale dell'opera: è il caso dell'interessante saggio di un esperto come Luca Boschetto, che si sofferma sul ritratto di "messer Benedetto" fornendo importanti notizie biografiche; ma più sovente la ricerca è legata alla composizione dell'opera, come nel saggio di Élise Leclerc dove si cercano i legami dell'opera albertiana con la tradizione fiorentina dei "libri di famiglia", o ancora all'individuazione di copisti e lettori nell'*entourage* di Alberti, tema al quale dedica la sua attenzione Paola Massalin, che lavora presso gli Archivi Alberti-La Marmorata di Biella. Assai importante la relazione di Lucia Bertolini, dedicata alla riscrittura del III libro del *De familia* nel *Del governo della famiglia*, testo che fino al XIX secolo ebbe una fortuna superiore al testo albertiano e che soltanto alla fine di quel secolo fu chiaramente riconosciuto come derivante dall'opera di Alberti: qui la studiosa ripercorre la tradizione del testo, giunge a datare i testimoni e a riconsiderare la figura e l'opera di riscrittore (anche di altre opere) di Agnolo Pandolfini, fino a proporre con buoni argomenti l'attribuzione a lui del *Governo della famiglia* dando così un contributo essenziale alla soluzione del problema.

Al di là degli aspetti specifici e particolari dell'opera e della sua tradizione, vi sono però dei saggi che tentano di affrontare l'importanza complessiva del testo: è quanto accade con i saggi di Davide Canfora e Michel Paoli. Oltre a mettere in luce i richiami intertestuali con vari trattati di epoca umanista, Canfora legge il *De familia* come il testo in cui si affrontano due idee della vita che rappresentano per Alberti e per la cultura umanista una contraddizione non risolta: voglio dire l'opposizione tra saggezza e esperienza, dove la saggezza è quella derivata dalla lettura, dalla cultura e dagli *studia humanitatis*, mentre l'esperienza è quella del mercante dedito alla vita pratica; una contraddizione che per Canfora rimane tale e che trova il suo luogo d'elezione nella forma del dialogo impostato secondo il procedimento ambiguo del *sic et non*. Ma è proprio la relazione del curatore Michel Paoli ad affrontare direttamente le questioni più dibattute attorno al *De familia*: la posizione di Alberti rispetto all'economia borghese e se nell'opera stessa, che ebbe una lunga gestazione tra gli anni Trenta e i Quaranta del XV secolo, possa individuarsi uno sviluppo coerente. L'attenta disamina di Paoli passa in rassegna le posizioni esposte nei vari libri, dall'individuazione della gloria nelle armi o nelle lettere del I libro, alle posizioni successive di riconoscimento della produzione di ricchezza, magari attraverso l'industria tessile, ma con una non superata idiosincrasia verso il commercio per mare e i suoi rischi (e qui le lezioni antiche si incontrano con le fobie albertiane). Fino a che nel quarto libro viene riconosciuto come la ricchezza sia necessaria perché la virtù si manifesti, impedendo che la povertà si interponga tra l'uomo dotato di virtù eccezionali e la gloria. Una sorta di progressione che probabilmente segna anche lo sviluppo del

pensiero albertiano negli anni in cui frequenta Firenze per poi stabilirvisi nel 1434: un avvicinamento, cioè, al pensiero economico di un ceto borghese, più che a convinzioni capitalistiche che egli non raggiunge (in questo senso Paoli può ben dire che Sombart e Weber avevano entrambi ragione e torto: poiché è innegabile che nel *De familia* vi siano aperture verso la borghesia produttrice e una nuova concezione della ricchezza, ma è altrettanto chiaro che non vi è il riconoscimento dell'iniziativa di impresa e dei rischi degli investimenti). Tuttavia, tra le posizioni espresse nel primo libro e quelle dei libri seguenti esiste un notevole divario: Alberti non ha cancellato le posizioni umanistiche, ma forse il testo deriva dall'evoluzione del suo autore che a Firenze comprende le ragioni della ricchezza e propone una mediazione tra le due posizioni.

Nel volume è poi possibile individuare una sezione di contributi dedicati alla fortuna e all'influenza del *De familia*: in particolare ricordo qui la relazione di un maestro di studi guicciardiniani come Pierre Jodogne, che confronta la concezione del tempo in Alberti e in Guicciardini. A questa segue la relazione di Gian Mario Anselmi che, dopo aver analizzato le idee economiche di Alberti (peraltro perfettamente traducibili nel linguaggio marxiano: dal valore di scambio al plusvalore), mostra come queste idee siano inserite in una più vasta interpretazione filosofica del mondo e della posizione dell'uomo che lotta contro la fortuna: si tratta di un'analisi ricchissima di spunti e di confronti con gli scrittori anteriori e posteriori, da Petrarca fino a Montaigne e a Pascal, e che inserisce Alberti in una tradizione di pensiero pienamente europea. Chiude il volume la relazione di Francesco Sberlati che confronta *La madre di famiglia* di Bernardino Baldi con il testo di Alberti.

Enrico Mattioda

Gabriele Pedullà, *Machiavelli in tumulto. Conquista, cittadinanza e conflitto nei Discorsi sopra la prima deca di Tito Livio*

Rome, Bulzoni, 2011, Europa delle corti / Biblioteca del Cinquecento, 635 pages, 44 €

Le fort volume publié par Gabriele Pedullà propose une enquête polymorphe sur un vieux problème de l'histoire des idées politiques : la question du conflit chez Machiavel. Mais, s'il est vrai que ce qui constitue l'une des provocations machiavéliennes majeures (le caractère positif des « tumultes ») a fait l'objet de maintes études, aucune n'a abordé la question comme le fait l'ouvrage discuté ici. L'auteur déplace en effet le questionnement en échappant à une logique purement thématique et interne, chère à la vieille histoire des idées. Il reconstitue ainsi la généalogie de la question à travers deux lectures complémentaires : la lecture que les humanistes du Quattrocento font des sources

antiques, et la lecture de ces sources antiques mais aussi de leur truchement humaniste par Machiavel lui-même. Du coup, est repensée une question de méthode classique des études sur l'humanisme, ainsi que le problème crucial du rapport spécifique de Machiavel avec cette tradition humaniste. Est interrogée également la forme de continuité et de discontinuité entre tradition classique et modernité politique – avec comme conséquence un examen sans concession des positions de l'école dite « de Cambridge ». Enfin, ce sont une série de nœuds de la critique machiavéienne qui sont par là même présentés différemment : outre la nature, les effets et la diversité des « tumultes », on peut citer à ce titre, entre autres, la place du peuple dans la vie politique, la forme (voire les formes) possible(s) du gouvernement « mixte », la stabilité des institutions, l'inscription de la république dans un espace qui ne soit pas restreint (d'où l'importance de l'horizon de la conquête).

Dans une introduction importante (p. 11-80), Pedullà parcourt l'histoire de la notion de concorde et de la réflexion sur les tumultes en déployant une maîtrise impressionnante de la bibliographie critique comme des sources primaires, mettant l'érudition au service de véritables thèses et d'une capacité à prendre des positions claires, sans craindre la polémique. Le thème du conflit n'est pas abordé ici de façon abstraite comme un *topos* de la philosophie politique, mais il engage l'approche d'un éventail de notions qui ont en commun de revenir à la racine de la logique même des *Discours*, soit le fait de savoir comment faire pour que l'histoire de la Rome républicaine reste source d'exemples malgré les critiques qui lui ont été adressées à travers les époques depuis Cicéron. L'importance du conflit (ou plutôt de certains conflits) pour la sauvegarde la liberté n'est pas conçue dans cette perspective comme un instrument de rhétorique paradoxale, mais comme une condition nécessaire pour désamorcer une mine qui pourrait saper les bases de la tradition humaniste et sauver *l'exemple romain*, quitte à l'historiciser radicalement.

Dans l'analyse des sources de l'œuvre machiavéienne datant du xv^e siècle, l'auteur ne s'en tient pas à l'identification de ces sources mais entreprend une véritable relecture des textes (à la lumière du questionnement initial). Cela permet de rouvrir aussi le chapitre (conséquent) de la lecture machiavéienne des auteurs antiques mais en l'abordant au travers des modalités de leur réception au Quattrocento, grâce à une tentative pour cartographier les manques, les choix, les hiérarchies de lectures qui, pour Machiavel, ne vont jamais de soi et en font le porte-drapeau de ce que l'on est en droit de qualifier d'humanisme critique. La reconstitution initiale de la vie du *topos* sallustien « *concordia parvae res crescunt, discordia maximae dilabuntur* » représente un exemple de méthode éclairant pour l'humanisme politique ; au-delà de l'histoire de ce lieu commun, des figures particulières sont dépoussiérées au passage (comme par exemple le Siennois Francesco Patrizi) et des permanences parfois négligées sont rappelées (comme celle d'un aristotélisme toscan ou de l'héritage de certains *antiquari* tel Flavio Biondo).

L'ouvrage de Pedullà suit particulièrement deux directions : la confrontation de la notion de conflit avec celle de conquête et de citoyenneté (ce qui rend d'ailleurs possibles des échos non forcés avec des situations récentes) et la focalisation sur le texte des *Discours*. Ce dernier parti pris permet à l'ouvrage de ne pas se perdre dans des réflexions trop théoriques et de préserver la lettre du texte machiavélien, un texte qui fonde à la fois la position originale sur les tumultes et, dès son prologue, la requête d'une nouvelle forme d'humanisme – ou d'un nouveau classicisme – politique. La *vexata quaestio* des tumultes devient dès lors beaucoup plus qu'un passage obligé de l'archéologie de la conflictualité dans la pensée politique moderne (où l'on risque de se servir de Machiavel plus de l'étudier) : il est le cœur battant du *système-Discours* : « racchiude in piccolo l'intero progetto dei *Discorsi* [in quanto] paradigma di tutti gli errori dei moderni quando si accostano alla vicenda di Roma » (p.102). La lignée dans laquelle il s'inscrit est celle d'« un progetto politico classicista (classicista perché non più classico, ma incentrato sul tentativo di riattingere da moderno, a una classicità perduta », p.93-94). L'« attacco senza precedenti alla teoria umanistica della concordia » lancé dans les *Discours* (I, 4) se fait ici proposition de récupération d'un savoir perdu (cette mémoire de la division, qui permet de définir les conflits comme des « inconvenienti necessari »). Cette troisième voie, ni classique (à la Leo Strauss) ni moderne (hobbesienne), ne devient pas dominante dans l'histoire de la pensée politique européenne mais elle y acquiert une influence indéniable. L'enjeu de l'ouvrage devient donc d'accepter la fécondité de « fraintendimenti creativi di grande valore » (p.72), et de refuser de « ricostruire soltanto genealogie del presente » dans lesquelles « rischia di andar perduto [...] precisamente il Machiavelli storico » (p.77), surtout pour ce qui est de ces plus « inquietanti » mais aussi plus « vitali » considérations.

Les chapitres du livre abordent successivement l'« inconveniente necessario » des tumultes, le rôle de la peur dans les dynamiques politiques (qui induit une crise de la pédagogie de la vertu humaniste), la « guardia della libertà », la « citoyenneté » au sein d'une république impériale, le choix de la constitution mixte (avec la redécouverte de l'héritage de Denys d'Halicarnasse). Chapitres auxquels s'ajoutent deux annexes tout aussi significatives consacrées respectivement à l'étude des traditions « anti-romaines » et à l'insitution de la dictature dans la Rome antique.

La relecture des sources antiques permet la seule imitation qui vaille : celle qui établit un va-et-vient entre la *quaestio* et les exigences de l'histoire contemporaine, y compris en tenant compte de la temporalité et de l'espace particuliers de celle-ci : Pedullà écrit très bien à ce propos que « Machiavelli concepisce dunque i *Discorsi* innanzitutto come una sorta di pedagogia della lettura, un'ermeneutica del testo scritto, vale a dire un sussidio esplicitamente concepito per insegnare ai propri contemporanei a valersi con profitto delle storie antiche » (p.93). Le cas des tribuns de la plèbe sert ainsi à analyser le

contrôle du conflit (afin d'éviter qu'il ne se fasse division négative) mais aussi à critiquer toute « quiete » excessive, car elle laisse « la repubblica senza strumenti per resistere ai cittadini ambiziosi » (p. 216). Les *tumulti* sont perçus comme une question d'abord *romaine* (et d'une Rome qui n'est pas livresque, l'attention de l'auteur se portant sur la reconstitution des luttes politiques internes et non sur les seuls discours) et *florentine* (dans la mesure où elle est susceptible de servir la république – voir p. 173 et suiv.). Les bons tumultes, du coup, débouchent donc toujours sur des processus de pacification inachevés, ce qui conduit chacune des parties en présence (le peuple et les Grands avant tout, mais aussi les soldats) à ne pas renoncer à leurs désirs spécifiques, comme s'il était nécessaire à la fois d'accepter le caractère inéluctable du conflit et de mettre au point son contrôle par des procédures collectives – fragiles mais fécondes. Peut-être y a-t-il d'ailleurs là un point qui mérite discussion, car il peut tendre à mettre sur un pied d'égalité le peuple et les Grands en oubliant l'animosité de Machiavel envers les seconds (une animosité plus productive dans la réflexion que l'expression épisodique d'une certaine méfiance à l'égard du peuple). On ne doit jamais oublier ce que Pedullà rappelle d'ailleurs très bien lui-même (p. 250-251), à savoir que les *Discours* – selon une belle définition de Corrado Vivanti – sont une *institutio populi*.

L'étude de la peur comme ressort actif de la vie politique constitue aussi un exemple parlant de la productivité d'une réflexion sur les « tumultes ». Au fil d'une taxinomie qui distingue entre la peur-suspicion et la peur-frein (p. 243), l'auteur repense la question de la menace de la loi – puisque « la legge (come disciplina esterna) costituisce un rimedio più sicuro dell'educazione (come disciplina interna) », p. 256 –, mais il introduit aussi un thème qui sera développé plus tard : la force de la logique de conquête, « imperialista ». L'articulation entre les « bons tumultes » et la guerre extérieure construit, à l'intérieur de la république, une forme de concorde provisoire mais efficace. De même, la notion de peuple est revisitée alors qu'elle s'avère si difficile à cerner et si capitale pour comprendre la proposition d'un « gouvernement mixte ». C'est là le but commun des chapitres 3 (sur « la guardia della libertà »), 4 (sur le « diritto di cittadinanza ») et 5 (sur la remise en cause de l'importance de la source polybienne au profit de Denys d'Halicarnasse).

Parfois la finesse de l'analyse du texte source de l'antiquité pourrait produire une torsion interprétative du texte d'arrivée, ou du moins sa subordination, mais un tel risque est dépassé dans le chapitre qui est peut-être le plus symbolique du travail de Pedullà : celui qu'il consacre à la place des textes de Denys d'Halicarnasse dans les sources machiavéliennes, et qui constitue une véritable découverte critique, dans la mesure où il ne s'agit pas seulement d'ajouter une source classique à la liste de celles que nous connaissons, puisque cette source change l'analyse des tumultes et la compréhension de la relation de Machiavel avec Tite Live.

L'ouvrage se clôt sur deux appendices qui ne sont pas le fruit du hasard,

puisqu'ils traitent de l'histoire des critiques adressées au modèle romain avant Machiavel (ces critiques qu'il convient de réfuter pour que l'opération herméneutique propre au système-*Discorsi* fonctionne) et à la figure juridique romaine de la dictature comme magistrature spécifique de l'état d'urgence (question qui porte en elle le choix fréquent de la critique de privilégier le *Prince* par rapport aux *Discorsi*). Plus que par la proposition, à la fin du dernier chapitre, d'une nouvelle périodisation ambitieuse de l'histoire de la pensée politique, le livre de Pedullà vaut parce qu'il montre l'importance du « radicale sovvertimento delle pratiche di lettura correnti » (celle des humanistes) afin de mettre en évidence, au-delà des « contenuti », un « stile di pensiero, che ha reso possibile la nascita di questo o di quel concetto » (p. 514).

Jean-Louis Fournel

Simone Testa, *Scipione di Castro e il suo trattato politico. Testo critico e traduzione inglese inedita del Seicento*
Rome, Vecchiarelli, 2012, 203 pages, 25 €

Né vraisemblablement à Policastro, en Campanie, autour de 1521, Scipione di Castro fit partie de l'ordre des ermites de Saint-Augustin, à Naples. Au cours de ses pérégrinations à travers la Péninsule et au-delà des Alpes, il fut tour à tour espion, courtisan et conseiller du pape Grégoire XIII. Arrêté par l'Inquisition, soupçonné de sympathie pour la Réforme, il fut par la suite le conseiller du fils du pape, le duc Giacomo Boncompagni, et l'auteur d'avertissements et relations à l'encontre de plusieurs acteurs politiques de son temps. *Delli fondamenti dello stato* est le plus important de ses écrits politiques. Ce traité fut inclus dans le *Thesoro Politico* (1589), un recueil de textes divers de différents auteurs, où les relations d'ambassadeurs côtoient des instructions à des cardinaux et à des nonces apostoliques et des discours divers sur des questions politiques majeures de l'époque. Dans la composition de cette collection, le positionnement même de *Delli fondamenti dello stato* donne de la visibilité au traité, parce qu'il marque l'ouverture du recueil ; par ailleurs, ce texte est le seul ouvrage théorique contenu dans le livre et introduit les différentes problématiques affrontées par les autres écrits.

Simone Testa présente un texte critique de ce traité, qui connut une très large diffusion, comme en témoignent les vingt-cinq manuscrits recensés et les deux éditions imprimées de 1589 (in *Thesoro Politico*, Academia italiana di Colonia) et de 1601 (in *La seconda parte delThesoro politico*, Milan, Bordone e Locarni). La *Nota al testo* (p. 79-97) informe scrupuleusement le lecteur de l'état textuel : le traité ne fut jamais terminé et l'édition imprimée et comprise dans le *Thesoro politico* se révèle, à la lumière d'une confrontation avec la tradition manuscrite, extrêmement insatisfaisante. C'est justement sur la base

du codex Boncompagni D10, conservé à la Biblioteca Apostolica Vaticana, que la présente édition vise à établir un texte plus complet et plus fiable. Un appareil critique rend compte des variantes les plus importantes par rapport au *Thesoro* : on regrette cependant que cet appareil soit concentré sur quatre pages et que les renvois aux pages du texte soient souvent erronés.

Face aux protagonistes du débat politique du XVI^e siècle, *Delli fondamenti dello stato* ne demeure pas entièrement passif. L'ample introduction de l'éditeur (p. 15-77) montre bien la spécificité du traité, caractérisé par un « *temperato machiavellismo* ». En effet, l'œuvre de Scipione di Castro est un exemple tardif dans la riche tradition des « miroirs des princes » et tente d'établir une synthèse entre les différentes approches que la littérature du genre avait exprimées : le débat sur l'éducation du prince et sur ses qualités (comme la prudence ou l'art de la dissimulation) s'articule autour des problématiques de la *ragion di stato* ou de l'*interesse di stato*. Ce dernier point est constamment considéré, chez Di Castro, à l'aune de la nature du pouvoir et de sa légalité. Dans un chapitre consacré à la guerre offensive, par exemple, l'auteur affirme que l'on peut attaquer pour deux raisons : la « *ragion legale* » et « la *ragion di stato* ». La condamnation de cette dernière, à la manière d'un Giovanni Della Casa, semblerait indiquer un principe stable de conduite politique. Mais dans un autre chapitre, « *Della conversazione* », Di Castro revient sur cette position et accepte que le prince prudent non seulement puisse, mais doive, selon la nécessité, agir au nom de la raison d'état : « *la qual ragione, sì come servendo per medicina è gagliardo instrumento a mantener il tutto, così suol essere efficace mezo a ruinarlo quando vien usata per cibo quotidiano* ». La métaphore médicale, déjà chère à Machiavel, renvoie également à l'autre pilier du traité, qui relie la réflexion politique aux sciences naturelles et aux implications astrologiques en matière de doctrine des humeurs. Le déterminisme naturel qui en découle porte Di Castro à analyser le caractère propre des peuples selon leur environnement, ainsi que la définition de la bonne composition des humeurs du prince parfait, qui doit allier « *umore sanguigno* » et « *umore malinconico* ». L'importante introduction de Simone Testa (p. 15-77) met en lumière toutes ces problématiques, mais établit aussi avec précision l'état de l'art sur la pensée politique de Di Castro.

Une traduction anglaise du traité, demeurée jusqu'à présent à l'état de manuscrit (Oxford, Bodleian Library, ms Rawlinson C. 293), est présentée en annexe. Réalisée au cours du XVII^e siècle à partir de l'édition de 1601 du *Thesoro*, cette traduction est anonyme. Bien que son caractère neutre et assez littéral n'autorise pas des hypothèses plus précises sur son auteur, ce travail permet d'apprécier le maniement d'un texte en italien pour la construction d'un discours et d'une langue de la politique dans un idiome étranger. On notera par exemple la disparition, dans la version anglaise, du chapitre « *Della scelta dei ministri* » et l'emploi du mot *soveranity* pour traduire « *regnare* », « *stato* », « *arte del regnare* » et « *unità del principato* ».

Germano Pallini

Gigliola Di Renzo Villata éd., *Carteggio di Pietro e Alessandro Verri*, vol. VII (18 settembre 1782 - 16 maggio 1792)

Rome, Edizioni di storia e letteratura (Edizione nazionale delle opere di Pietro Verri), 2012, 510 pages, 48 €

«Lo stato in cui tu sei è una malattia, ma è una malattia che non può capitare se non a un'anima generosa, nobile, delicata come la tua. Lo specchio e la verga di Ubaldo dove le troverei?», écrivait Pietro à Alessandro Verri le 29 octobre 1782 (p. 47). C'est sous les auspices de cette image littéraire, à la fois délicate et cinglante, que s'ouvre le volume des lettres pour la plupart inédites échangées au cours de la décennie 1782-1792 par les frères Verri. Alessandro vivait depuis quinze ans, à Rome, une relation tumultueuse avec la marquise Boccapaduli dont il était devenu si ce n'est l'amant, du moins le confident, puis le factotum, l'indispensable gardien de l'économie domestique. Il souffrait de l'emprise de cette femme («Vorrei essere libero e la catena mi pesa a un segno che non posso sufficientemente esprimere», p. 41), mais il redoutait la perspective d'un retour à Milan, le lieu de ses premiers engagements au service des Lumières, où il serait retombé sous la tutelle de son frère aîné. Car Alessandro, qui avait toujours refusé une carrière d'«impiegato», vivait à Rome de la générosité de ses proches pour se consacrer à la littérature, à la traduction et aux délices de l'anticomanie. C'était, il en avait bien conscience, une illusion d'indépendance qui le condamnait à rester tributaire de deux figures protectrices, mais possessives et adverses : Pietro et Margherita – l'homme engagé, énergique, qui se définissait lui-même par sa constance et sa vertu («Il mio difetto radicale è d'aver l'animo alieno dal placido riposo e spinto ad agire», p. 46), et la femme de palais, aristocrate mondaine et cultivée, qui avait encouragé Alessandro à s'adonner au genre romanesque. Pietro se méfiait d'elle, estimant à mots à peine voilés qu'elle avait détourné son frère de la plus noble cause des «progrès de la raison» en l'empêchant de rentrer à Milan. Il faisait d'elle une Armide, l'enchanteresse qui, dans la *Jérusalem délivrée*, séduit Renaud jusqu'à ce qu'Ubaldo vienne tendre à ce dernier un bouclier afin qu'il y contemple sa déchéance et sa faiblesse. Mais c'est en vain que Pietro s'efforçait de rappeler son frère auprès de lui. L'heure était pourtant grave : à l'automne 1782, leur père, sénateur, venait de mourir. La présence d'Alessandro était instamment requise en raison de ses compétences juridiques et, surtout, de la nécessité où se trouvaient les quatre frères Verri de s'entendre au sujet de la répartition des biens et de la régularisation de leurs dettes respectives. Pourtant, Alessandro refusait obstinément de mettre un terme à son exil volontaire, afin de ne pas s'exposer aux «disperazioni, scandali, e smanie» de sa compagne qui vivait, disait-il, dans la hantise de se voir abandonnée.

Les tempéraments bien dessinés d'Alessandro et de Pietro s'opposent : le placide homme de lettres, enclin à la conciliation («pronto a cedere finché

si può, piuttosto che a contrastare», p. 23), rechigne à prendre le parti de son aîné dans la lutte qui l'oppose bientôt à ses cadets et n'hésite pas à lui reprocher son «*impetuoso procedere*» qui suscite bien des crispations; Pietro, pour sa part, déterminé à faire valoir ses droits de primogéniture, notamment pour consolider le patrimoine de sa femme et de ses nombreuses filles en l'absence d'héritier mâle, préfère se résoudre au conflit plutôt que de céder aux «*accusations*» de ses frères qu'il juge infondées. Il bâtit dans ses lettres une image stoïque, voire héroïque de sa propre personne («*la mia vita è quella d'un uomo che ha sempre onoratamente battuta la strada della giustizia e del dovere; il mio destino è quello di non aver mai fatto disonore o ingiuria alla mia famiglia, e d'avervi trovati i più restii fra gli uomini a farmi giustizia, e i più impegnati a nuocermi*», p. 306). La nomination d'un médiateur, devenue inévitable, marquait le début d'une longue et coûteuse série de procès publics.

C'est un spectacle assurément peu glorieux de voir l'amitié épistolaire des frères Verri s'embourber des mois durant dans un conflit judiciaire complexe qui transforme l'ancien «*sacrario dell'amicizia*» en un espace de défiance et de déchirements. «*Vedo che omai siamo due stromenti incordati sopra due coristi che non sono unisoni; la colpa sarà mia, sarà mio l'errore, ma certamente oggidì la verità non la rimiriamo tutti due per lo stesso verso come mentre eravamo più giovani*», constate Pietro en novembre 1782 (p. 63). L'éloignement intellectuel des deux frères avait commencé bien des années plus tôt, après le retour d'Alessandro en Italie, au lendemain de son voyage à Paris et à Londres à l'hiver 1766-1767; mais il avait longtemps été masqué, dans leurs échanges, par l'expression d'une affection profonde et des marques d'estime réciproques. Cette relation de confiance exclusive se brisa dès lors qu'Alessandro décida d'embrasser la cause des «*cadetti*». Pour Pietro, ce fut une trahison, le coup de grâce donné à l'ancien compagnonnage de l'*Accademia dei Pugni* : «*Io considero quest'avvenimento come il più impensato della mia vita. Beccaria mi ha voltate le spalle, ma dopo cinque anni d'amicizia e per debolezza non per interesse. Lambertenghi ha pure contribuito a disingannarmi dell'amicizia, ma né col primo né col secondo ho mai conosciuta la analogia che passa tra le nostre due anime*» (p. 66).

À partir de juin 1783, les échanges s'amenuisent. Alors qu'Alessandro s'attriste du silence de son frère «*dopo tanti anni di affettuosa amicizia*» (p. 245), la réponse de Pietro lui parvient sous la forme d'un long réquisitoire peu amène où le tutoiement, de rigueur dans le *carteggio* depuis 1766, cède au vouvoiement. «*Il più nobile, decante, e virtuoso partito è il silenzio*», conclut l'aîné, qui ajoute sèchement : «*Manca per ora argomento per un continuato carteggio che per alcuni mesi è sopravissuto accozzando a stento le novelle giornali*» (p. 250). Après quelques lettres sporadiques, le dialogue s'interrompt jusqu'en 1789. En lieu et place des missives habituelles, Pietro Verri compose une série de *Memorie* privées, publiées dans le présent volume, dans lesquelles il revient en détail sur le déroulement et le règlement du procès,

ainsi que sur le calcul des dettes de chacun, et en particulier d'Alessandro dont il avait financé le voyage puis le séjour romain entre 1766 et 1782. Il est intéressant de confronter à ces textes, où prévaut la logique comptable et l'intérêt supérieur de la famille, les lettres qu'Alessandro échangea au cours de cette même période avec le comte Greppi, dont certaines furent publiées en 1939 par Carlo Antonio Vianello (« Dal carteggio inedito di Alessandro Verri con il conte Antonio Greppi », *Archivio storico lombardo*, n. s., fasc. 3-4, lugl.-dic. 1939). Elles font entendre la voix d'un cadet habitué à vivre dans la dépendance de son aîné et contraint, depuis plusieurs années déjà, à faire preuve de prudence pour ne pas « urtar l'opinione di chi non soffre la controversia » (*ibid.*, p. 436-437). « Egli, ripieno di meriti e di virtù, non aveva quella della tolleranza alle altrui contraddizioni », écrivait-il encore à Isidoro Bianchi (*ibid.*, p. 438-439). Mais la conclusion du procès fit une nouvelle fois l'implacable démonstration de la nécessité du compromis, si ce n'est de la résignation, pour les cadets tentés de transiger avec la loi de la primogéniture. Le *carteggio* reprit progressivement à partir de décembre 1789, au lendemain d'une visite d'Alessandro à Milan, bien conscient, au moment où se fixaient les termes de la distribution des biens, de la nécessité de se ménager la mansuétude de Pietro pour mieux protéger ses intérêts. Il en profita pour donner l'accolade à son frère qui l'accueillit froidement mais lui sut gré, quelques mois plus tard, d'avoir pris l'initiative de la démarche. Il était encore trop tôt pour parler de réconciliation : « Siamo impossibilitati a intenderci », écrivait Pietro (p. 308), qui attendait de son frère qu'il reconnaisse ses torts. Il faudra donc qu'Alessandro fasse acte d'allégeance, si ce n'est de repentance, pour que le dialogue entre les deux frères renoue progressivement avec plus de cordialité : « L'assenza, la male intelligenza, le mie delicate circostanze rendevano fra noi difficile il dialogo chiaro. Io mi sono finalmente risoluto ad abbandonarmi a voi », écrit-il le 28 avril 1792 (p. 449). Pas d'épilogue heureux, mais, comme le dit G. di Renzo Villata, « solo l'avvio di una fase più serena, meno punteggiata da contrasti che dureranno fino alla morte di Pietro » (p. xxvi).

On le conçoit, les thèmes abordés dans ces lettres s'avèrent infiniment moins variés que dans les volumes précédents. Le repli de la correspondance sur des questions privées et familiales induisent un silence inédit dans le *carteggio* sur les événements historiques qui se déroulent en arrière-plan. La Révolution n'est qu'allusivement évoquée par Alessandro à l'occasion de lettres sur l'inquisition romaine et le procès du comte de Cagliostro, qui nourrit à Rome un sentiment anti-français et la crainte des complots maçonniques. Il faut se pencher sur les écrits privés de Pietro réunis dans le volume VI de l'*Edizione nazionale* pour y trouver les textes qu'il consacre à cette époque à la situation française et italienne.

Si l'actualité littéraire continue d'agrémenter certaines missives, elle devient, là encore, un terrain de confrontation bientôt déserté. Des *Nuits romaines*, roman auquel travaille Alessandro de 1782 à 1792, pas un mot n'est

dit dans un *carteggio* qui était autrefois un espace de discussion et de révision des œuvres. Le dialogue se clive en une opposition entre le romancier qui, sensible à la « *maestosa placidezza* » du style des Anciens, avance une vision classiciste et formaliste, et Pietro qui se prononce en faveur des livres « utiles », notamment pour rendre hommage à l'action des encyclopédistes (« *i libri legislatori, quei che decidono col tempo del destino d'un Regno e di più regni* », p. 230). C'est dans une même perspective qu'il tempérait « *l'entusiasmo tragico* » de son frère pour Alfieri. Le dramaturge piémontais rencontrait alors un succès considérable dans les salons romains où il jouait ses tragédies. Tandis qu'Alessandro, enchanté par une lecture de *Saül* à l'académie des Arcades, voyait en Alfieri « *l'autore che fonderà la tragedia italiana* » (p. 77), Pietro faisait part de ses nombreuses réserves : « *le gare ripetute di morire un per l'altro, la previsione facile degli avvenimenti, la mancanza quasi continua d'interesse, la elocuzione più epica che drammatica, la inverosimiglianza di caratteri atroci sino alla esagerazione a me fanno credere che l'Autore non si distinguerà molto dagli altri nostri Tragici* » (p. 203). L'un avait pour lui la lucidité des jugements littéraires, l'autre la clairvoyance de l'analyse politique et sociale des événements de la fin du siècle, comme le montreront parfaitement les lettres des années 1792 à 1797 réunies dans le volume VIII (2008).

Préfacé et annoté par Gigliola Di Renzo Villata, qui a scrupuleusement retracé dans divers articles l'histoire du conflit judiciaire entre les frères Verri à partir de leurs archives privées et de la documentation notariale conservée à l'Archivio di Stato de Milan, le présent volume VII vient combler les lacunes de l'ancienne édition de la correspondance dirigée par la Società storica lombarda, qui s'interrompait en septembre 1782. Aux quelques lettres déjà connues, publiées dans diverses anthologies et articles (Casati 1879-1881, Seregni 1943, Ricuperati 1975), s'ajoutent une majorité de lettres et mémoires inédits. Il est à noter que le dialogue épistolaire semble d'autant plus fragmentaire et irrégulier que de nombreuses lettres, notamment de l'aîné, sont perdues, tout comme les autographes originaux d'Alessandro, dont ne subsistent que des copies parfois lacunaires. À présent que sont publiés les deux volumes des lettres de 1782 à 1797 qui inaugurent la réédition critique intégrale du *Carteggio* dans le cadre de l'*Edizione nazionale delle opere di Pietro Verri*, nous attendons la mise en chantier des volumes I à VI, qui couvriront les seize premières années de la correspondance, les plus belles et spontanées de cette œuvre à quatre mains.

Pierre Musitelli

Fabio Di Giannatale, *Escludere per governare. L'esilio politico fra Medioevo e Risorgimento*
Milan, Mondadori, 2011, 218 pages, 17 €

Maurizio Isabella, *Risorgimento in esilio. L'internazionale liberale e l'età delle rivoluzioni*
Rome-Bari, Laterza, 2011, 382 pages, 28 €

Agostino Bistarelli, *Gli esuli del Risorgimento*
Bologne, Il Mulino, 2011, 370 pages, 30 €

La question des déclinaisons multiples de l'exil politique italien au cours du Risorgimento a suscité plusieurs travaux lors de ces dernières années, dont trois ouvrages importants publiés en 2011, l'année du cent-cinquantième de l'Unité italienne. Ceci n'a rien d'étonnant dès lors que l'historiographie italienne a véhiculé l'idée que l'exil était un « élément de l'histoire particulière de la voie italienne de construction nationale et étatique » (G. Ciampi, « L'emigrazione », *Bibliografia dell'età del Risorgimento : 1970-2001*, vol. II, Florence, Olschki, 2003, p. 1181).

Le premier volume, *Escludere per governare. L'esilio politico fra Medioevo e Risorgimento*, recueille les contributions présentées lors d'un colloque qui s'est tenu à Teramo en 2009. L'étude des formes de l'émigration politique dans la longue durée permet de montrer qu'il n'y a pas de véritables « moments » d'exil en Italie : il s'agit au contraire d'une pratique ordinaire de « gouvernement » très souvent institutionnalisée, aussi bien dans les régimes despotiques que dans les régimes républicains, notamment sous l'Ancien Régime. La transition de l'Ancien au « Nouveau » Régime marque cependant un changement : le passage de l'*esiliato* (l'exilé) à l'*esule* (le proscrit), le romantisme ayant créé un véritable « mythe du proscrit » – *mito dell'esule* (p. VIII).

À l'époque du Risorgimento, la caractérisation idéologique et politique de l'émigration italienne est marquée par la question de l'indépendance et de l'unification nationale. L'historiographie reconnaît aujourd'hui le rôle décisif joué par les émigrés politiques dans la « construction de la nationalité » (F. Di Giannatale, p. 10). En revanche, peu d'études ont tenté d'évaluer plus globalement l'apport des réflexions des protagonistes du Risorgimento en exil, non seulement sur la question « intérieure » de l'indépendance, mais aussi sur le débat politique continental, alimenté par les intellectuels italiens dispersés à l'extérieur des confins nationaux, qui, par le biais d'un parcours à double sens entre l'Italie et l'Europe, ont été des « vecteurs classiques » de la circulation des idées. L'exil risorgimental révolutionnaire, qui prend son essor

avec les premières migrations au lendemain du *Triennio repubblicano* (1796-1799) et qui se présente comme « moderne et profondément différent dans ses motivations et ses modalités, par rapport aux précédents connus dans les pays européens » (*ibid.*), ne doit cependant pas masquer l'existence d'une internationale « blanche », contre-révolutionnaire ou légitimiste, qui est étudiée dans le volume à travers l'exemple de l'*illuminista* anti-rousseauiste Francesco Soave (G. Carletti, p. 139-160), exilé volontaire à Lugano. Adolfo Noto étudie quant à lui les débats intenses sur la démocratie qui suivent la publication de l'essai *De la démocratie en Amérique* d'Alexis de Tocqueville. Le sujet passionne les plus grands écrivains politiques, notamment à Paris et à Londres, et s'élargit au milieu des exilés italiens (en particulier Pellegrino Rossi, Vincenzo Gioberti et Cristina di Belgiojoso) présents dans la capitale française dans les années de la Monarchie de Juillet, qui développent des points de vue très différents. Les idées développées dans l'*Essai sur la formation du dogme catholique* (1842) de la princesse en exil influencent à leur tour les réflexions de Tocqueville sur le thème de la religion, le poussant à proposer une conciliation entre l'esprit religieux et l'esprit libéral. Fabio di Giannatale, déjà l'auteur d'une étude sur le mythe de Dante dans l'émigration politique italienne de la Restauration à l'Unité (*L'Esule tra gli esuli. Dante e l'emigrazione politica italiana dalla Restaurazione all'Unità*, Edizioni scientifiche abruzzesi, Pescara, 2008), étudie la diffusion de ce mythe en France. Il montre en particulier que la « mode » dantesque s'impose dans la culture française par le biais des exilés italiens réfugiés à Paris depuis les premières décennies du XIX^e siècle (Giosafatte Biagioli, Francesco Saverio Salfi). Au cours des années 1830, les exilés italiens, par le biais de leurs revues, alimentent les débats français qui opposent les défenseurs d'une lecture orthodoxe de la *Divine Comédie* et ses interprètes laïques et ésotériques. Les articles et les commentaires des poètes et écrivains italiens publiés dans la capitale française expliquent et justifient l'« apothéose » du poème dantesque. Enfin, Antonello Biagini et Andrea Carteny, qui se concentrent sur les rapports de collaboration mais aussi sur les divergences entre les deux leaders *democratici* exilés à Londres, Giuseppe Mazzini et Lajos Kossuth, montrent que si la condition d'exilé rapproche indéniablement les différents patriotes, la coordination d'un unique mouvement républicain se heurte à des difficultés insurmontables.

Ces analyses thématiques et de trajectoires particulières d'exilés peuvent être utilement reliées aux éclairages d'ensemble de l'exil risorgimental offerts par les volumes de Maurizio Isabella et Agostino Bistarelli.

Le volume de Maurizio Isabella (dont l'édition anglaise, *Risorgimento in Exile: Italian Émigrés and the Liberal International in the Post-Napoleonic Era*, 2009, a reçu le second prix de la Royal Historical Society comme meilleur livre d'histoire non britannique) analyse dans le détail comment les activités intellectuelles et politiques qui étaient le mouvement nationaliste italien

du XIX^e siècle se sont développées d'abord en dehors de l'Italie, en lien avec une plus vaste « société civile transnationale ». Son grand mérite est d'avoir déplacé l'attention des recherches en s'écartant des histoires sociales de l'émigration et des biographies des exilés pour reconstruire « les dialogues non seulement entre Italiens, mais aussi entre eux et les autres révolutionnaires et intellectuels qui se trouvaient en Europe et en Amérique », afin de « faire toute la lumière possible sur l'effet de ces dialogues sur l'identité nationale et sur la culture aussi bien des exilés italiens que de leurs interlocuteurs, et sur leur héritage en général légué au Risorgimento » (p. 11 ; cette citation et les suivantes sont traduites par mes soins). Isabella analyse en particulier les écrits et l'activité politique de trente-cinq exilés italiens, entre 1815 et la fin des années 1830, en mesurant l'effet de certains événements révolutionnaires (la Révolution espagnole) ou de certains pays (Grèce, Amérique latine, Angleterre) sur les débats politiques auxquels participèrent les exilés. Il montre ainsi que de nombreuses personnalités majeures (Foscolo, Santorre di Santarosa, Pecchio, Pepe, Salfi) et celles injustement qualifiées de « mineures » ont activement participé à la politique des pays qui les ont accueillis ainsi qu'aux grands débats politiques et culturels en cours en Europe et en Amérique sur les thèmes de la nation, de la liberté et de la démocratie.

Le volume, extrêmement riche d'informations et d'analyses détaillées des écrits de certains exilés (notamment d'Ugo Foscolo, Giuseppe Pecchio, Giovanni Arrivabene, Giovanni Battista Marochetti...), est divisé en deux parties qui peuvent être lues séparément : la première, « La lotta mondiale per la libertà », se penche sur les aristocrates qui prirent le chemin de l'exil après 1821 et définit leur « libéralisme patriotique » (p. 22) qui, loin d'être une variante des intérêts traditionnels de leur classe pour le contrôle des pouvoirs locaux, est nourri par l'héritage institutionnel et politique de l'époque napoléonienne, ainsi que par la culture européenne et américaine qui donne une empreinte clairement cosmopolite à leurs réflexions, marquées par l'exigence de construire l'identité nationale italienne en se basant sur l'échange des idées.

Les idées et les préoccupations politiques de la diaspora italienne qui se déplaça en Europe et dans les Amériques entre 1815 et 1835 sont insérées dans le contexte du réseau international des conspirateurs en exil, fait de contacts personnels et d'initiatives coordonnées : il s'agit pour Isabella d'une seule et même communauté, dont les membres, continuellement en mouvement, forment une « république des lettres » polyglotte au sein de laquelle sont débattues les mêmes problématiques, et dont le rôle fut en premier lieu d'attaquer l'ordre conservateur dans les pages de la presse libérale, et en second lieu de développer et diffuser les courants intellectuels du libéralisme, du patriotisme et du républicanisme, ces trois courants politiques étant intimement liés par leur ennemi idéologique commun, le « parti réactionnaire » (p. 36). L'icône de cette première internationale libérale fut le marquis de Lafayette, principal représentant de la « communauté globale » qui s'étendait des Amériques à

l'Europe méridionale. C'est la révolution espagnole qui donna une contribution décisive à la création d'une « idéologie internationale », dans laquelle la défense et la promotion de la cause de la liberté demandait un effort coordonné des libéraux de tous les pays d'Europe (p. 47), qui s'exprimèrent notamment dans la presse, par exemple dans la revue *El Europeo* publiée à Barcelone entre 1823-1824. Cependant l'expérience espagnole fut aussi le creuset d'une représentation utopique de la réalité (notamment l'image idéalisée des paysans honnêtes et courageux capables d'organiser une guérilla nationale de partisans), qui restera un élément crucial dans les expériences faites par les exilés révolutionnaires dans d'autres pays, et notamment en Amérique latine. Les exilés italiens jouèrent en effet un rôle de premier plan dans le débat transnational sur les constitutions (centralisme *versus* fédéralisme) des nouvelles républiques sud-américaines, qui permet d'éclairer différemment le fédéralisme risorgimental. Le fédéralisme des exilés n'était en effet ni anti-révolutionnaire, ni anti-napoléonien, contrairement à la définition du fédéralisme modéré utilisée par l'historiographie pour décrire le courant majoritaire au cours du Risorgimento. Par ailleurs, si le modèle préféré par la majorité des patriotes risorgimentaux exilés en Amérique du Sud était celui de la dictature temporaire incarnée par des héros politiques et militaires, les Italiens étaient perplexes face au caudillisme des dictateurs américains, qui soufflaient sur le feu des ambitions des factions, et ils formulèrent une nette distinction entre héroïsme et despotisme. L'aspect le plus intéressant de l'adhésion des exilés au fédéralisme dans les années vingt est justement cette identification entre fédéralisme, libéralisme et droits individuels opposés au despotisme, alors que le fédéralisme des années quarante, qui s'oppose à la perspective de la république unitaire mazzinienne, sera fondé sur des prémisses théoriques différentes.

Le troisième « moment » d'expression et de définition de l'internationale libérale fut la révolution grecque, véritable « mouvement paneuropéen » (p. 87) conçu par une communauté intellectuelle cosmopolite et par des réseaux transnationaux dont faisaient partie des écrivains grecs, italiens, britanniques et allemands. Maurizio Isabella analyse précisément les écrits d'Ugo Foscolo sur le problème de la liberté et de l'indépendance de la Grèce, qui interprètent dans un sens patriotique l'affaire de Parga, dont les habitants préférèrent partir plutôt que de se soumettre à l'autorité musulmane, en comparant leur destin à celui de toutes les nations opprimées d'Europe. Il met notamment en lumière les fortes tensions idéologiques entre les philhellènes italiens et anglais du London Greek Committee, qui font apparaître un conflit entre « une perspective essentiellement nationale et une essentiellement libérale » (p. 108), qui se présentait comme « un conflit en termes de représentations culturelles, dans lequel s'opposaient deux visions géopolitiques distinctes de la civilisation » (p. 109). Le philhellénisme italien se distingue en effet de toutes ses variantes européennes par l'invention de l'idée de fraternité entre Grecs et Italiens, dont l'icône par excellence est Santorre di Santarosa. Pour Isabella, cet aspect particulier du

discours patriotique italien, qui fait recours à l'image des liens familiaux pour décrire la solidarité avec les autres nations, se distingue de la rhétorique de construction des autres identités nationales européennes, qui insistent davantage sur le thème de l'hostilité aux formes de domination étrangère.

Le chapitre qui clôt la première partie consacrée aux « patriotes cosmopolites » examine les projets de réorganisation de la société européenne élaborés en exil. Même si la génération des exilés n'était pas immunisée contre les attitudes ethnocentriques, Isabella insiste sur le concept de « civilisation cosmopolite » élaboré par les exilés, civilisation qui n'est pas uniquement fondée sur le libre-échange des idées et des marchandises, mais aussi « sur la conviction que les mouvements migratoires représentaient un phénomène positif et bénéfique pour l'affirmation du progrès au niveau global » (p. 130). Il signale notamment la « Vattel Renaissance » visible dans les publications des exilés (en particulier chez Alerino Palma), qui font référence aux théories du juriste suisse pour promouvoir leur projet d'un nouvel « ordre international libéral » en accord avec les convictions des nations disposées à se porter réciproquement secours au nom de la solidarité et de la fraternité. En même temps, les premiers libéraux italiens (en particulier Ugo Foscolo) exprimaient leur volonté de défendre les « pays mineurs » dans le système international, idée qui sera reprise par Mazzini pour son projet de Sainte Alliance des peuples. Mais Isabella défend l'idée qu'avant Mazzini, les premiers écrits des exilés laissent toutefois transparaître une certaine familiarité avec la conception kantienne des relations internationales (p. 141), pour qui la paix devait être fondée sur des principes juridiques, et le fédéralisme réalisé par des moyens légaux. Cette exigence de concilier la liberté et la loi, aussi bien dans les questions intérieures que dans les questions extérieures, permet à cette génération de « libéraux cosmopolites » de concilier leur patriotisme, leur cosmopolitisme et leur libéralisme. Ce modèle de citoyenneté, contraire à toute exclusivité culturelle et linguistique, est jugé obsolète par Mazzini, qu'Isabella définit comme le représentant du « cosmopolitisme éthique » (p. 145) : son idée de nation est en effet inséparable du projet d'un État unitaire italien qui doit couvrir toute la péninsule et se doter d'institutions démocratiques et républicaines propres à la « mission du peuple italien ».

La seconde partie du volume, qui aurait tout aussi bien pu faire l'objet d'un tome indépendant au vu de la densité des renseignements et des réflexions qu'elle contient, confronte « Italia e Inghilterra ». S'intéressant tour à tour aux débats auxquels participèrent les exilés italiens sur les institutions anglaises (notamment sur le gouvernement représentatif, sur le modèle aristocratique anglais et sur l'anticlérisme), à la pensée économique du libre-échange et aux écrits des voyageurs anglais au cours du Risorgimento, Isabella souhaite contribuer à une meilleure compréhension des rapports entre le premier Risorgimento et le libéralisme européen, afin de donner à voir l'anglophilie des exilés et leur « libéralisme modéré qui n'était ni arriéré ni réactionnaire

vis-à-vis des autres expériences européennes» (p. 157). C'est ainsi que beaucoup d'idées et d'observations formulées pour la première fois en Angleterre dans les années 1820 continuèrent pendant les décennies suivantes à caractériser l'anglophilie risorgimentale. En retour, les articles des exilés italiens sur la presse anglaise et le soutien apporté par d'importants périodiques anglais comme l'*Edinburgh Review* à la cause italienne, bien avant l'activité de Mazzini, sont des preuves de la sympathie suscitée par la question italienne en Angleterre et du succès de la « campagne de communication » des exilés italiens, non seulement sur le sort de la péninsule, mais peut-être aussi et surtout sur tous les aspects de la vie politique, économique et culturelle anglaise (p. 274-276). Les affinités idéologiques, favorisées par les contacts personnels entre les exilés et les hommes politiques et influents d'Outre-Manche, expliquent comment il fut possible aux exilés d'exercer une pression informelle sur la politique extérieure britannique vis-à-vis de l'Italie. Si, à partir de la moitié du siècle, Mazzini réussit à rendre plus populaire la cause italienne en Angleterre, sa campagne pour influencer l'opinion de la classe moyenne anglaise sur le Risorgimento fut favorisée par la propagande menée lors des vingt années précédentes par Panizzi, Foscolo et Pecchio. D'ailleurs, Mazzini et ses contemporains s'auto-décrivaient comme les descendants de cette génération de grands exilés, présentés comme les initiateurs du Risorgimento.

Enfin, le volume, qui porte principalement sur les destins de la première génération postnapoléonienne (excluant quasiment de fait les deux principaux « pères » du Risorgimento, Garibaldi et Mazzini), permet de réévaluer la culture politique des Italiens lors des années de la Restauration, en montrant la diversité des idéologies qui s'expriment, mais surtout leur modernité. La culture italienne, loin d'être marquée par le repli sur les vieilles traditions patriotiques, se développe à l'échelle européenne, dans le cosmopolitisme ainsi que dans la foi en un idéal démocratique de solidarité entre les peuples et d'ouverture sur l'autre.

Maurizio Isabella souhaite également balayer les préjugés sur la prétendue abstraction des réflexions politiques des exilés et de leurs programmes inévitablement voués à l'échec. Convaincu que les études sur la construction d'une culture nationale dans le mouvement révolutionnaire ont été pendant longtemps partiales et ont accordé une trop grande importance aux figures de jacobins comme Filippo Buonarroti, il met en avant le poids de « l'internationale libérale ». Il éclaire ainsi la victoire finale, au cours du Risorgimento, de la forme libérale, en montrant quelles étaient ses racines et les élaborations de ses penseurs tout au long du mouvement risorgimental. C'est donc un ouvrage essentiel aussi bien pour comprendre les grands courants idéologiques et politiques que la construction des identités nationales au cours du XIX^e siècle, même s'il aurait mérité parfois une sélection plus rigoureuse des thèmes et des exemples analysés, peut être trop nombreux pour un seul volume.

La lecture du phénomène de l'exil par Isabella, focalisée sur ses aspects intellectuels, est complétée par l'interprétation globale de l'exil du Risorgimento que propose le volume d'Agostino Bistarelli, *Gli esuli del Risorgimento*, qui entend « focaliser son attention sur la vie quotidienne des groupes sociaux en essayant d'unir l'histoire sociale, l'histoire politique et l'histoire culturelle » (p. 81). Bistarelli, grâce à une consultation approfondie des archives italiennes, espagnoles et françaises, a pu constituer une base de données de 850 exilés italiens de 1821 en Espagne, qu'il suit ensuite dans leurs déplacements. Pour analyser ce groupe, il a choisi une approche « prosopographique » (p. 25), qu'il considère comme le moyen le plus efficace pour rendre compte de l'expérience de l'exil qui, d'un côté, constitue une sorte de communauté, et de l'autre, est vécu subjectivement selon des modalités différentes par des individus dont les conceptions idéologiques, les conditions économiques ou encore les appartenances régionales sont extrêmement variées.

Divisé en deux parties, l'ouvrage se concentre dans la première sur « L'exil de 1821 », en particulier dans l'Espagne du *Trienio constitucional* et ses ramifications secondaires (Afrique du Nord, dépôts de prisonniers français, Belgique et Hollande, Russie, Angleterre et Nouveau Monde...), puis sur les parcours du retour. Sans ignorer les différentes vagues migratoires qui marquent l'exil risorgimental, Bistarelli ne cache pas l'importance qu'il attribue à l'exil de 1821, au prisme duquel il étudie tout le phénomène de l'émigration politique du Risorgimento : ses réseaux, ses pôles d'attraction et ses ramifications. Ses pages les plus intéressantes sont certainement celles qui analysent le retour et le comportement politique des anciens exilés dans leur pays natal : Bistarelli montre notamment l'influence de « la politique ciblée [d'amnisties] de Charles Albert pour récupérer la partie la plus modérée des libéraux qui s'étaient prononcés en 1821 pour la Constitution, afin de s'opposer, non seulement par la répression, à l'influence mazzinienne et à celle des secteurs plus radicaux » (p. 153). La participation d'anciens exilés de 1821 à la première guerre d'indépendance aux côtés de la dynastie piémontaise, ainsi que dans le premier parlement du Royaume, confirme les craintes formulées par Mazzini d'une « piémontisation » des patriotes, manipulés par le « traître » Charles Albert. Bistarelli renverse cependant l'image (largement exploitée par Mazzini) d'une fracture générationnelle entre les exilés de 1821 et ceux des années 1830, tout comme il essaie de montrer que le ralliement de nombreux exilés républicains à la monarchie piémontaise « ne peut pas être classé parmi les catégories de la trahison ou du transformisme, qui semblent revenues à la mode dans le sillage du film de Martone, *Noi credevamo* » (p. 261).

Dans la seconde partie, intitulée « Verso l'Unità », l'auteur analyse d'abord des exemples de colonisation nés de l'exil. Les différents parcours des exilés offrent des cas intéressants pour examiner la variété des expériences vécues : expérimentations agricoles menées en Asie mineure par la princesse Cristina di Belgiojoso, colonies fondées au Brésil par le groupe des déportés romains de

1837, Nouvelle Rome d'Argentine imaginée par Silvino Olivieri, « œuvres d'ac-culturation » (*opere di incivilimento*) en Afrique... Bistarelli montre bien comment les exilés qui s'engagent dans des entreprises de colonisation comptent fonder une nation alternative et idéale. Loin de la représentation romantique et nationaliste de l'exilé, il entend au contraire valoriser sa dimension pleinement sociale, de façon à mettre en évidence la contribution de l'exil à la formation des mythes identitaires de l'Italie unifiée.

Le dernier chapitre dépeint quant à lui le débat lacérant qui divisa les combattants pour l'unification politique de la péninsule entre 1849 et 1859 à propos des modalités de sa réalisation et des formes institutionnelles souhaitées pour le nouvel État. Refusant de parler de « diaspora unique » des Italiens, Bistarelli insiste au contraire sur « la présence de plusieurs réseaux de communication qui se définissent au cours des différentes périodes, et qui incarnent chacun une *couleur* particulière de patriotisme » (p. 249). Parmi les différentes communautés qui s'opposent entre elles pour prendre la direction du mouvement national, il distingue non seulement les typologies politiques principales, mais aussi celles de Paris, Londres ou Jersey de celles qui se constituent dans la péninsule (au Piémont ou à Gênes). Il montre notamment comment « dans les années cinquante, en sus des autres polarités, et dans un rapport d'influences réciproques avec elles, se dessine un dualisme politique entre Gênes et Turin également pour le monde de l'exil », le premier milieu étant de tendance plus démocratique que le second, où la monarchie exerce un rôle fort et influence également le plan des symboles destinés à la construction de l'identité nationale (p. 281).

En fin de compte, tous ces ouvrages qui ont donné un éclairage nouveau à l'exil politique italien au cours du Risorgimento insistent sur le cosmopolitisme des patriotes italiens exilés et les apports bénéfiques de l'étranger dans la construction de leur nationalisme très ouvert, qui se nourrit des échanges culturels, intellectuels, politiques ou économiques provoqués par le contact des sociétés d'accueil. Ils permettent également de remettre en cause le point de vue culturaliste sur la nation italienne défendu par Banti, convaincu que « ni la famille, ni les instituteurs, ni l'école, donc, ne sont les vecteurs qui permettent, pour la première génération des patriotes, leur initiation au *credo* national, alimenté plutôt par la lecture des textes appartenant à la production littéraire nationale-patriotique » (A. Banti, *La nazione del Risorgimento*, Turin, Einaudi, 2000, p. 40). Il semblerait au contraire, comme l'avait déjà perçu Cattaneo il y a 150 ans, que l'exil ait bien rempli sa fonction d'une institution ayant permis aux patriotes de « devenir une communauté » (*farsi comunità*, Bistarelli, p. 307), et qu'il soit donc nécessaire aujourd'hui d'étudier l'exil risorgimental comme une figure profonde apportant de nouveaux éléments au discours national.

Laura Fournier Finocchiaro

Maurizio Martirano, *Filosofia, Rivoluzione, Storia. Saggio su Giuseppe Ferrari*

Naples, Liguori, 2012, 192 pages, 19,99 €

Maurizio Martirano, qui enseigne l'histoire de la philosophie à l'Università degli Studi della Basilicata, et qui est déjà l'auteur de nombreuses publications consacrées à l'histoire des idées en Italie, notamment de monographies dédiées à Vico, Cuoco, et plus généralement à l'historiographie italienne et allemande, mais aussi auteur de traductions, d'éditions de textes (Cuoco), poursuit depuis de nombreuses années ses recherches autour de la figure de Giuseppe Ferrari. Il s'agit là d'un travail de longue haleine, commencé depuis plus d'une dizaine d'années avec une étude sur *Giuseppe Ferrari editore e interprete di Vico* (Naples, Guida, 2001), monographie qui avait fait date dans les études vichiennes par la nouveauté de la perspective envisagée, et qui s'était poursuivie par une édition de textes de Ferrari publiée en 2006 (*Scritti di filosofia e di politica*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2006). L'essai proposé par Martirano s'inscrit donc dans un travail de recherche continu et soutenu par une perspective problématique plus générale qui a pour horizon la « tradition civile de la philosophie italienne », comme le rappelle à juste titre Giuseppe Cacciatore dans sa préface. Cet essai ne doit donc pas se comprendre comme une monographie parmi d'autres, mais comme une étape dans la mise au jour d'une spécificité « civile » propre à l'histoire des idées italiennes, qui envisage l'histoire comme un processus de civilisation des nations (sur ce point, voir notamment le recueil d'articles publié en 2008 par M. Martirano et G. Cacciatore : *Momenti della filosofia civile italiana*, Naples, La Città del Sole).

Cet ouvrage se présente à juste titre comme un « essai » (*saggio*) dans la mesure où il se propose d'offrir une lecture nouvelle, originale de l'ensemble de l'œuvre de Ferrari, et cela en s'appuyant sur un appareil critique extrêmement précis, ainsi que sur une connaissance détaillée de l'ensemble de l'œuvre, aussi bien en français qu'en italien. Il serait bien évidemment vain de vouloir détailler en quelques lignes la richesse de cet essai critique, qui met au jour une figure majeure de l'histoire des idées politiques italiennes au XIX^e siècle. Plusieurs lignes de force peuvent néanmoins être dégagées, qui éclairent le lecteur sur ce penseur original aussi bien de manière synchronique que diachronique.

La perspective synchronique concerne aussi bien les questions de méthode que l'ensemble des thématiques traitées dans cet essai. La méthode suivie par Martirano consiste avant tout à se défaire de l'ambiguïté de la fortune de Ferrari, souvent déformée à travers une réception politique (Cavour) ou critique (Croce). Il s'agit dans cette étude de se départir de formulations toutes faites, réductrices, qui ont le plus souvent caractérisé la réception de Ferrari, le limitant à être le « philosophe du fédéralisme », « des antinomies »,

un penseur « sceptique ». Pour éviter de telles étiquettes qui apparaissent plus souvent comme des moyens pour figer la pensée de Ferrari que comme de véritables catégories historiographiques, Martirano suit dans son ouvrage une méthode rigoureuse fondée sur une connaissance sans faille des textes et de la littérature critique, mais aussi sur un travail extrêmement précis et nuancé des nombreuses influences subies par Ferrari, qu'il les accepte ou, au contraire, qu'il se confronte à elles. L'étude de Martirano propose ainsi de nombreux développements où des auteurs aussi divers que Lermnier, Cousin, Comte, Michelet, Guizot, Proudhon, Campanella, Vanini, Spaventa, Romagnosi, Giannone, Cattaneo apparaissent comme autant d'influences dans la construction d'une pensée aussi contradictoire que complexe. Mais c'est certainement la figure de Vico qui est la plus présente dans ce texte, philosophe dont Ferrari fut un des premiers éditeurs et auquel il consacre plusieurs études (dont le connu *La mente di Vico*, 1837). Vico constitue non seulement une influence majeure de Ferrari, mais il innerve littéralement l'ensemble de sa pensée, aussi bien d'un point de vue conceptuel que pour sa dynamique propre. Cette reconstruction minutieuse des influences de Ferrari se recoupe avec une perspective plus conceptuelle et historiographique qui permet de mettre en lumière la richesse étonnante d'une telle pensée. Sans pouvoir ici en donner une énumération complète, il faut souligner l'intérêt des passages dédiés à la question de « l'erreur », au « scepticisme », à la dialectique (notamment dans son rapport avec la dialectique hégélienne), mais aussi, dans une perspective plus historiographique, au Risorgimento ou à la représentation de l'Orient, notamment de la Chine.

C'est du reste le rapport à l'histoire qui constitue l'intérêt majeur de cette étude, qu'il s'agisse de l'histoire italienne du XIX^e siècle dont Ferrari fut à la fois acteur et critique, que de l'histoire de sa propre pensée. Cet aspect constitue à coup sûr l'intérêt principal de la reconstruction opérée par Maurizio Martirano, dans la mesure où il s'agit de discerner dans la pensée de Ferrari une articulation entre l'héritage des Lumières – héritage diffusé à travers le filtre propre à l'histoire italienne – et les problèmes politiques et sociaux qui caractérisent le XIX^e siècle. Cette articulation donne son aspect dynamique à la reconstruction opérée par Martirano et justifie les différentes parties de l'ouvrage. L'auteur montre en particulier, en partant d'une discussion des « préliminaires philosophiques », notamment une redéfinition du concept de raison à partir de l'exigence du concret, comment Ferrari élabore progressivement une pensée dialectique originale qui permet de « rimanere nel fatto ». C'est d'ailleurs dans cette perspective que le « scepticisme » de Ferrari est réhabilité par Martirano dans la mesure où il n'est plus une position de faiblesse de la raison, mais au contraire une de ses modalités lui permettant de s'adapter à une réalité concrète, plastique, changeante et souvent insaisissable par les catégories de la rationalité classique. Ces discussions sont l'occasion pour Martirano de présenter de nombreux concepts et notions ferrariennes,

toujours entendus de manière dynamique, comme par exemple la notion de « sistema dell'umanità », de « rivelazione naturale » ou de « rivoluzione », pour n'en citer que quelques-uns. C'est d'ailleurs la notion de « révolution » qui est au cœur de la pensée de Ferrari, comme le souligne à juste titre Martirano. Selon la célèbre formule de la *Filosofia della Rivoluzione*, « La Rivoluzione è il trionfo della filosofia chiamata a governare l'umanità », il s'agit pour Ferrari de construire un système qui puisse servir de substrat intellectuel à une nouvelle révolution qu'il appelle de ses vœux dans l'Italie du Risorgimento.

Ce réquisit révolutionnaire permet à Martirano de consacrer la dernière partie de l'ouvrage aux derniers textes de Ferrari, de nature historiographique, principalement après 1851, en particulier la monumentale *Histoire des révolutions d'Italie ou Guelfes et Gibelins* (1858), dans laquelle l'histoire italienne est pensée comme une succession de périodes révolutionnaires. L'approche particulière de Ferrari lui permet, notamment à partir du rapport dialectique Guelfes/Gibelins, Papauté/Empire, de discerner un des mécanismes propres à l'histoire italienne.

On le sait, une des critiques adressées lors du Risorgimento aux républicains fédéralistes consistait à souligner leur incapacité à proposer un modèle dans lequel l'Italie apparaisse comme un organisme vivant ayant un destin propre dans le monde. Toute la force de l'essai de Martirano consiste inversement à rendre justice à la position de Ferrari en soulignant la force et l'aspect dynamique. Qu'il s'agisse de la notion de scepticisme, d'histoire, de révolution, à chaque fois la pensée de Ferrari est réinvestie dans cette étude par sa cohérence et son originalité initiales. Le résultat en est un livre remarquable qui ouvre un champ nouveau pour la recherche consacrée à un auteur majeur du XIX^e siècle italien, mais aussi français.

Pierre Girard

Olivier Forlin, *Le fascisme. Historiographie et enjeux mémoriels*
Paris, La Découverte, 2013, 406 pages, 26 €

Le livre d'Olivier Forlin, *Le fascisme. Historiographie et enjeux mémoriels*, représente un outil utile et bien conçu pour tous ceux qui désirent s'aventurer dans le maquis des différentes interprétations du fascisme, autant sur le plan historiographique et philosophique que sur celui, plus mouvant, des débats publics et politiques, dans des contextes nationaux divers, de 1945 à nos jours. Il ne saurait être ici question de résumer cet ouvrage dans la mesure où il est lui-même fondé sur un ensemble, fort bien articulé, de présentations et de « résumés » des principaux livres et travaux collectifs qui ont marqué l'histoire des lectures du phénomène fasciste. Il convient plutôt de préciser d'emblée quelques éléments importants relatifs à son optique, avant d'en venir à sa conception d'ensemble.

Dans cet ouvrage – qui s'inscrit dans la lignée des travaux précédents de l'auteur, consacrés aux rapports intellectuels entre la France et l'Italie de l'immédiat après-guerre à nos jours –, c'est une perspective tout à la fois italienne et française qui prédomine, dans la mesure où une large place est faite à la question des interprétations du fascisme italien, mais également à celle, tout aussi complexe, des controverses relatives à l'existence ou non d'un fascisme français. Si l'Italie ne figure pas dans le titre, la question du fascisme italien occupe de fait une place prédominante dans l'architecture de ce travail. Mais une attention soutenue est accordée, par-delà les cas italien et français, à la dimension internationale du fascisme, considéré à travers les différences géographiques et intrinsèques entre les différents mouvements et régimes fascistes, ou fascisants, qui ont vu le jour en Europe dans l'entre-deux-guerres ; de même qu'est traitée la question de l'existence de fascismes hors d'Europe, après 1945, à travers l'évocation des débats historiographiques concernant surtout l'Amérique latine. Précisons également que cet ouvrage, paru fort à propos dans la collection intitulée *Écritures de l'histoire*, envisage à plusieurs niveaux les différentes « écritures » du fascisme. Ce ne sont en effet pas seulement les interprétations savantes qui sont prises en compte, mais une part importante est faite aux débats publics et aux « enjeux mémoriels », en particulier à travers la reconstruction, claire et détaillée, des débats italiens récents relatifs à la question du révisionnisme.

Ajoutons enfin que la très conséquente bibliographie (p.351-390) occupe une place centrale dans l'architecture du volume, puisque des renvois constants et précis sont faits aux différents ouvrages et articles évoqués et analysés. Le lecteur dispose donc non seulement d'un outil bibliographique remarquable, mais c'est véritablement l'ensemble du livre qui est conçu comme un dialogue serré entre le texte et la bibliographie. De sorte qu'on

peut le considérer comme une « bibliographie commentée » au meilleur sens du terme, par-delà les inévitables simplifications ou rapprochements entre certains auteurs, réunis parfois d'abord à travers l'évocation de certaines de leurs thèses principales, par-delà leurs autres différences (c'est le cas par exemple, au chapitre 5, du rapprochement entre les travaux d'Ernst Nolte et ceux de George L. Mosse, significatifs de la volonté d'historiciser le fascisme qui se fait jour à partir des années soixante, mais tout de même très différents dans leur optique ; ou encore, au chapitre précédent, de ceux d'un politologue comme Ernesto Galli della Loggia dont les essais « à effet », à tendance révisionniste, sont rapprochés des travaux de fond de l'historien Renzo De Felice).

Du point de vue de son organisation, l'ouvrage est articulé en deux parties. La première constitue un bloc et réunit les quatre premiers chapitres (p. 15-136), consacrés à l'évocation chronologique des grandes interprétations du fascisme, depuis les lectures « classiques » élaborées dans l'entre-deux-guerres puis consolidées dans l'immédiat après-guerre, en dépit du refoulement mémoriel qui caractérise cette période, jusqu'au tournant des années soixante. C'est alors que furent remises en question les interprétations « globalisantes » du fascisme, conçu de façon « générique », au profit d'une vision « historicisée », au cours d'une « période de retour à l'histoire et de surgissement d'une mémoire collective depuis la fin des années 1960 jusqu'à nos jours » (p. 12) ; une période où l'accent est mis désormais sur les singularités des différents fascismes, sur celles qui distinguent le fascisme du nazisme (à la suite de l'affirmation de la « singularité », ou de l'« unicité », de la Shoah), sur la dimension idéologique et culturelle du phénomène, mais aussi sur la recherche d'une pluralité de facteurs explicatifs.

La seconde partie (p. 137-341) est constituée par un ensemble de sept chapitres. Ceux-ci reprennent nécessairement certains éléments évoqués au cours des quatre premiers, mais à travers l'évocation circonstanciée de questions et problématiques centrales du débat historiographique et public portant sur la nature et la mémoire *des* fascismes. En effet, comme on l'aura compris, la question de la pluralité et de la « multidimensionnalité » du fascisme – tout à la fois du point de vue géographique et théorique – est au cœur de cet ouvrage, même si son titre ne considère le fascisme qu'au singulier. Ce n'est ainsi pas un hasard, me semble-t-il, si le chapitre de « jonction » entre les deux « parties » du livre s'intitule « Fascisme ou fascismes ? » (chap. 5). Celui-ci est consacré à la question de l'unité, tout à la fois territoriale et conceptuelle, du phénomène fasciste, que l'on tend aujourd'hui à ne plus considérer de façon générique, en ne se bornant plus à identifier la question de son « essence » à celle de ses origines. C'est le cas en particulier des tentatives de définition faites par Emilio Gentile, l'historien italien qui – mettant l'accent sur les aspects idéologiques et culturels, tout en ne négligeant pas la dimension organisationnelle – fait autorité dans le panorama actuel des études sur le

fascisme. Grâce à un ensemble de traductions récentes, ses travaux sont désormais connus en France (*Pour ou contre César ? Les religions chrétiennes face aux totalitarismes*, traduit de l'italien par Stéphanie Lanfranchi, Paris, Aubier, 2013, pour le plus récent), tandis que, dans la génération précédente, l'œuvre « monumentale » de Renzo De Felice n'a été en revanche que très partiellement traduite.

Par la suite sont traitées d'autres questions, qui constituent toutes des objets centraux et des problématiques essentielles de l'historiographie du fascisme. En effet, après un chapitre évoquant les rapports du fascisme italien avec le monde extérieur (chap. 6), est abordée la question, très débattue, de savoir si le fascisme a été un phénomène révolutionnaire (chap. 7), une « révolution au-delà de la révolution », selon l'expression d'Emilio Gentile, ce qui est à présent communément admis alors que cela était difficile à envisager lorsque l'hégémonie des lectures marxiste et libérale-démocrate interdisait de le penser. Il en va ainsi également de la dimension totalitaire du fascisme (chap. 8) ; une dimension sur laquelle les travaux actuels insistent beaucoup, alors qu'elle avait été longtemps évacuée dans l'Italie de l'après-guerre comme conséquence de « la tendance à la défascisation rétrospective du fascisme et, corrélativement, au refoulement mémoriel entourant le *ventennio* et son héritage qui se dessine dans l'Italie du second après-guerre » (p. 241). Idem pour la question concernant les rapports entre fascisme italien et antisémitisme (chap. 9), un sujet devenu très actuel dans les années quatre-vingt-dix et 2000 en Italie, après que les historiens, à rebours du mythe du « bon Italien », ont réévalué l'importance de l'antisémitisme fasciste, à un moment où la question de l'antisémitisme et du racisme a pris les allures d'un débat national lorsque l'Italie a commencé à connaître des problèmes d'immigration jusqu'alors inédits. Quant aux deux chapitres finaux, ils sont consacrés, dans un retour à la France, aux controverses sur l'existence d'un fascisme français dans l'entre-deux-guerres (chap. 10) ainsi qu'à celles relatives à la nature du régime de Vichy (chap. 11).

Si toutes ces questions font l'objet à chaque fois d'un traitement spécifique, il va de soi que de très nombreux liens les unissent et que l'auteur ne les envisage jamais comme des problématiques isolées, mais s'emploie, par des rappels et des renvois internes, à en montrer l'emboîtement. Ces relations sont particulièrement évidentes entre la question de la nature révolutionnaire du fascisme et celle de l'efficacité heuristique de la notion de totalitarisme, qui amène – comme c'est le cas dans les travaux d'Emilio Gentile ou de George L. Mosse – à mettre en avant la dimension palingénésique du fascisme, qui faisait la part belle au mythe de la création d'un homme « nouveau », dans le cadre d'une conception « moderniste ».

Réaffirmons donc, encore une fois, la grande utilité de ce livre, qui se présente en réalité comme une sorte de « manuel », dans lequel apparaît louable l'effort de clarification, d'explicitation, de « cartographie » des hypothèses et des positions, à destination d'un public étranger, peu au fait en général de

la richesse et des méandres de la production historique italienne. Certes, les informations contenues ici sont nécessairement très nombreuses, et l'absence assumée de parti pris de l'auteur face au caléidoscope des interprétations présentées peut amener un lecteur non spécialiste à s'effrayer de la multiplicité des lectures tout à tour évoquées ; mais elle le poussera certainement à vouloir revenir sur certaines œuvres fondamentales, situées avec efficacité dans un contexte d'ensemble. Ce dernier est du reste toujours reconstruit dans sa chronologie, avec le souci permanent de retracer à chaque fois la genèse de la problématique concernée et ses différentes phases historiographiques, avant l'exposé des tendances et orientations les plus récentes.

En même temps, cet ouvrage contient indéniablement une optique et une originalité propres. Celles-ci me semblent se situer d'abord dans le choix de mêler, comme je l'ai dit, le plan de l'historiographie et celui des débats publics, lorsque les discussions des historiens ont pu prendre l'allure de controverses, en se déplaçant sur le terrain des « usages publics », amplifiés par les médias de masse et par les récupérations politiques de tous bords. Pour le cas italien, mais aussi pour le cas français, cette articulation est très réussie. Il en va ainsi dans les pages du chapitre 4 (« Le fascisme objet d'histoire, enjeu de mémoire, des années 1960 au début du XXI^e siècle ») qui exposent d'abord les débats italiens relatifs à ce que l'on a appelé la « crise de l'antifascisme » à partir des années quatre-vingt-dix et l'émergence d'un courant dit révisionniste, dans le cadre du « *ventennio* » berlusconien, avant d'en venir à ceux qui se sont étendus, au cours des années 2000, à la mémoire de la « guerre civile » italienne, selon une expression devenue courante à la suite du grand livre de Claudio Pavone (*Una guerra civile. Saggio storico sulla moralità nella Resistenza*, Turin, Bollati Boringhieri, 1991, traduit en français en 2005).

Dans tous ces registres, la mise en perspective des problématiques italiennes et françaises est éclairante. C'est ainsi que l'auteur revient de façon convaincante sur la façon dont, jusque dans les années soixante, autant en Italie qu'en France, il y eut la tendance à une sorte de « défascisation rétrospective » du fascisme. Celle-ci s'exprima dans l'hexagone à travers les travaux de René Rémond, dont la thèse d'un pays structuré en « trois droites » (légitimiste, orléaniste et bonapartiste) ne laissait que peu de place à l'identification d'une tradition fasciste française, jusqu'à ce que, dans les années quatre-vingt, les travaux de Zeev Sternhell, entre autres, ne viennent renverser cette perspective, au moment de la percée politique du Front national. En même temps, Olivier Forlin fait remarquer à juste titre que, s'ils ont été animés en France dans les années quatre-vingt, ces débats n'ont par la suite pas connu la virulence de ceux qui, dans la péninsule, ont porté sur la mémoire du fascisme, avec souvent l'expression de formes ouvertes de réhabilitation du régime et de dénigrement de la mémoire de l'antifascisme et de la Résistance. Ceci illustre, selon l'auteur, une différence de taille entre l'Italie et la France. Si en Italie la crise de l'antifascisme est allée de pair avec une remise en question

radicale de l'identité nationale, fondée sur l'antifascisme comme ciment idéologique de la République, en France, en revanche, l'identité nationale « n'a pas été questionnée au point de paraître en voie de désagrégation et de menacer, dans cette perspective, la République : c'est qu'elle repose aussi sur d'autres piliers fondamentaux que l'antifascisme et la Résistance (principes de 1789, idée de nation identifiée à ceux-ci, laïcité) » (p. 128).

Xavier Tabet

Frédéric Attal, *Histoire des intellectuels italiens au XX^e siècle.*

Prophètes, philosophes et experts

Paris, Les Belles Lettres, 2013, 772 pages, 35 €

Il manquait en France une histoire des intellectuels italiens au XX^e siècle. Ce manque est désormais comblé avec l'ouvrage de Frédéric Attal. Ce livre nous semble aussi susceptible d'intéresser le public italien plus habitué à des histoires de la pensée – viennent immédiatement à l'esprit celles, remarquables, de Norberto Bobbio et d'Eugenio Garin.

La force première de cet ouvrage tient dans son projet même. En Italie, il n'existe pas, à la différence de la France avec l'affaire Dreyfus, un acte de naissance de la figure de l'intellectuel. De même, de l'autre côté des Alpes, aucun écrivain, philosophe ou artiste ne saurait tenir la place d'intellectuel paradigmatique, comme a pu l'être Jean-Paul Sartre dans la France d'après 1945. Cette différence entre les deux nations latines, parfaitement identifiée par l'auteur, semble l'avoir stimulé. Décrire et analyser un siècle de la vie mouvementée des intellectuels italiens tient pourtant de la gageure. Comment éviter de tomber dans un schématisme, ou, à l'inverse, comment ne pas se perdre dans les détails des parcours individuels, qui feraient de ce livre une succession de biographies ?

F. Attal a réussi son pari en suivant une méthode rigoureuse qui transparaît déjà dans le plan même de son essai. En effet, celui-ci se compose de quatre grandes parties : la principale est une analyse de l'histoire des intellectuels obéissant aux grandes scissions chronologiques et aux grandes divisions entre familles idéologiques ; la deuxième est un corpus de près de deux cents pages de notices biographiques brèves mais précises des principales figures intellectuelles de l'Italie du siècle dernier ; la troisième partie de l'ouvrage se présente sous la forme d'un tableau chronologique mettant en parallèle les principaux événements politiques et culturels italiens ; enfin, la quatrième et dernière partie se compose d'une bibliographie comprenant les sources et les ouvrages critiques, un index des noms, des lieux et des périodiques. *L'Histoire des intellectuels italiens au XX^e siècle* suit donc toutes les règles de la démonstration universitaire avec un souci didactique particulièrement affirmé.

Pour mieux guider son lecteur, F. Attal a encore choisi de donner un sous-titre à son ouvrage, celui de *Prophètes, philosophes et experts*. Cette typologie, qui reprend, en la prolongeant et en l'adaptant, celle de N. Bobbio qui distinguait l'intellectuel traditionnel humaniste – le *letterato* – du nouvel intellectuel spécialisé dans un champ du savoir et revendiquant un engagement politique dans la cité, lui sert de fil directeur. Dans l'Italie du siècle passé, coexistent la figure de l'intellectuel traditionnel, se voulant l'éducateur de la nation, qui peut prendre, suivant les moments et selon les tempéraments, la forme du prophète, celle du philosophe ou celle de l'intellectuel expert, spécialiste d'un problème précis qu'il entend traiter suivant une méthodologie scientifique rigoureuse. Il est intéressant de noter que l'intellectuel expert naît avec l'analyse des maux du Mezzogiorno et des remèdes à lui apporter. Une des principales leçons de cet essai est de réévaluer le rôle et la fonction joués par les experts, ces *eggheads* à l'italienne qui ne sont pas dans une posture protestataire vis-à-vis du pouvoir puisqu'ils entendent influencer la classe politique, qu'ils ne cherchent cependant que rarement à intégrer. On ne peut s'empêcher de penser que cette figure d'intellectuel est privilégiée dans l'enquête de F. Attal, au point qu'il marque une césure, peut-être trop tranchée, entre le monde des intellectuels et celui de la politique, tout se passant comme si un intellectuel cessait de l'être lorsqu'il devient homme de pouvoir.

Enfin, pour structurer son propos, l'auteur a choisi deux types de sources : les revues et les correspondances. Avec ce type de documents, il nous restitue la vie des intellectuels italiens dans sa dimension concrète. Il ne s'agit pas simplement de mettre en lumière les idées défendues par telle ou telle famille de pensée, mais aussi de montrer les motivations pécuniaires, les stratégies universitaires, les rivalités entre maisons d'édition, les logiques de pouvoir entre les différentes cités de la péninsule italienne. Sans raisonner en maître du soupçon, il nous dévoile sans ambages les enjeux matériels du pouvoir des intellectuels.

Quels sont les principaux acquis de cette *Histoire des intellectuels italiens au XX^e siècle* ? Le premier est la crise morale et intellectuelle de toute une partie de la jeunesse cultivée face au malthusianisme de l'Université. Ne pouvant s'illustrer dans la carrière universitaire tout en rêvant d'y entrer, ils condamnent le monde académique qu'ils rendent coupable d'empêcher la renaissance culturelle de la nation italienne, dont ils se figurent être les apôtres. Aussi bien *La Voce* que *La Critica* refusent et combattent l'académisme. Jusqu'à la Grande Guerre, et même au-delà, les principales revues italiennes constituent *de facto* un contre-pouvoir culturel aux idées dominantes portées par le monde universitaire, que ce soit dans le domaine philosophique, esthétique, littéraire ou encore historiographique. L'analyse conduite par F. Attal corrobore la démonstration de Luisa Mangoni d'une alliance objective entre les différentes revues italiennes, dont les mentors sont souvent les mêmes personnalités : Croce, Papini, Prezzolini, Salvemini... Anti-académiques, les

revues sont encore très majoritairement opposées au giolittisme et à l'idéal démocratique auxquels elles opposent une posture aristocratique exaltant la figure de l'esthète et surtout celle du philosophe. À ce titre, G. Gentile incarne pendant longtemps l'intellectuel par antonomase puisque sa philosophie actualiste, en abolissant la différence entre la pensée et l'action, suscite l'engouement de ses disciples qui en viennent à se croire des démiurges. Seuls des esprits suffisamment éclairés, comme Croce et Salvemini, résistent aux sirènes de la logomachie gentilienne. Aussi F. Attal a-t-il raison de privilégier l'opposition entre Salvemini – qui commence à se faire un nom comme historien et expert de la question méridionale – et Gentile, le pur philosophe, à celle classiquement retenue entre ce dernier et Croce. Il est significatif que les notices les plus longues soient consacrées à ces trois intellectuels. Avec tact, l'auteur témoigne d'une certaine empathie à l'égard du fondateur de l'*Unità* et manifeste par son style clair, parfois sec et saccadé, comme une défiance à l'égard de la prose exubérante de nombre d'intellectuels italiens.

Le deuxième principal acquis de l'ouvrage de F. Attal porte sur la situation des intellectuels durant le *ventennio nero*. Contre une image aussi rassurante qu'elle est fautive, la coupure entre les intellectuels fascistes et antifascistes n'est pas facile à dessiner. La zone grise, entre le noir fasciste et le blanc antifasciste, que les travaux de Renzo De Felice ont mise en évidence, se trouve confirmée dans cette étude. Les glissements d'un camp à l'autre sont fréquents et ne s'expliquent pas toujours pour des raisons d'opportunisme bien compris mais répondent aussi à des motifs idéologiques, d'autant que le pouvoir fasciste a su non seulement contrôler les intellectuels mais aussi les séduire en jouant sur son rôle de bâtisseur de la nation, d'une part, et, d'autre part, en refusant d'arbitrer entre ses différentes tendances culturelles.

Sur l'après 1945, l'*Histoire des intellectuels italiens au XX^e siècle* ne se contente pas de confirmer avec finesse et précision les acquis historiographiques, mais elle apporte encore des éléments de compréhension nouveaux qui tordent le cou à une herméneutique encore très présente tendant à mettre en avant l'hégémonie du Parti communiste italien dans le champ intellectuel en tant que contrepoids à la domination politique de la Démocratie chrétienne. S'il est indéniable que le PCI a attiré nombre d'intellectuels, dont certains venaient des rangs du fascisme, son influence dans le domaine culturel repose avant tout sur sa capacité à se présenter comme « l'ultime rempart de la culture nationale » (p. 275). Le PCI instrumentalise en ce sens l'héritage de Gramsci : un des enseignements de cet essai est que ce dernier occupe dans le débat des idées une place moindre que pourrait le laisser accroire sa popularité hors des frontières italiennes. Référence obligée mais réduite à quelques formules, le gramscisme manque bien souvent de vitalité. Le PCI a aussi pour lui de compter dans ses rangs de nombreux historiens, alors même que l'on assiste, dans les années cinquante, à « la transformation de la figure paradigmatique de l'intellectuel : au philosophe, intellectuel éducateur, succèdent

brèvement l'historien puis le sociologue» (p. 13). Mais ces deux atouts sont insuffisants pour que l'on puisse parler d'une véritable et surtout durable hégémonie intellectuelle du communisme italien. Non seulement le PCI est loin d'entretenir un rapport idyllique avec les intellectuels qu'il cherche à encadrer, mais il doit encore compter avec le dynamisme des intellectuels libéraux, catholiques et surtout socialistes. Bien qu'ils ne soient pas adossés à un parti puissant, les penseurs libéraux bénéficient de puissants réseaux dans l'université et ils sont à l'origine de revues très influentes : *Il Mondo*, *Il Ponte*, *Il Mulino*, *Nord e Sud*. La force des intellectuels catholiques vient, en revanche, de leur insertion directe ou indirecte dans le parti majoritaire, de leur souci d'être les protagonistes des disciplines scientifiques de pointe et, enfin, de leur capacité de cumuler les positions de responsabilité économiques, universitaires et bien évidemment politiques. Quant aux intellectuels socialistes, ils vont bénéficier, à partir de la fin des années cinquante, de l'effacement du magistère crocien et de la déception ressentie par les compagnons de route du PCI. «Après le *letterato*, le philosophe puis l'historien, le sociologue devient alors la figure paradigmatique de l'intellectuel [et] la nouvelle culture nationale unitaire, moderne et démocratique en symbiose avec la culture scientifique du monde moderne, se doit d'interpréter désormais la société italienne» (p. 400). Ce sociologue interprète de la société italienne, pour mieux la réformer, se reconnaît souvent dans le réformisme hardi défendu par la famille socialiste. Mais cet âge d'or du réformisme va se fracasser sur le rocher des compromissions politiques avec l'arrivée d'une coalition de centre-gauche au pouvoir, qui va rapidement décevoir.

À partir du milieu des années soixante se développe la contestation portée par la « nouvelle gauche » – appellation que l'auteur préfère avec raison à celle de « gauche radicale » – qui ne se reconnaît ni dans le PCI ni dans le PSI. Novateur sous bien des aspects, ce courant de pensée perpétue toutefois, à travers ses revues comme *Quaderni rossi* ou *Classe e Stato*, le mouvement de détachement à l'égard de l'intellectuel classique porteur de la culture nationale au profit de l'intellectuel expert et, en particulier du sociologue, mais dans une optique désormais ouvriériste et révolutionnaire et non plus interclassiste et réformiste. Par réaction, le PCI va redevenir, aux yeux de l'intelligentsia italienne, le dernier rempart pour défendre la tradition culturelle nationale, au point que l'âge d'or du PCI court du milieu des années soixante au milieu de la décennie suivante. Le réveil de la droite intellectuelle et la stratégie socialiste préférant une culture de l'alternance à la conception hégémonique du pouvoir prônée par le PCI qui refuse le conflit avec la DC, marquent l'entrée dans une nouvelle période à laquelle la crise de la République italienne met fin. Le débat porte désormais sur l'identité de la nation italienne dont les intellectuels se sont toujours sentis les garants depuis l'époque de *La Voce*. En remettant en cause les fondements de celle-ci par une critique de l'élitisme culturel, de l'antifascisme et de l'hégémonie réelle ou supposée du

communisme, une partie de l'intelligentsia entend mettre en débat un siècle d'histoire intellectuelle. S'agit-il d'une opération salutaire ou signifie-t-elle la mort programmée des intellectuels italiens dont le rôle, qu'ils soient prophètes, philosophes ou experts, a été de construire et de refonder en permanence la culture nationale ?

Jean-Yves Frétiigné

Brigitte Urbani, *Jongleurs des temps modernes*.

Dario Fo et Franca Rame

Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence (Textuelles Univers littéraires), 2013, 304 pages, 26 €

Brigitte Urbani nous offre le premier ouvrage français entièrement dédié au travail artistique de deux *Jongleurs des temps modernes*. *Dario Fo et Franca Rame*, publié par les Presses universitaires de Provence dans la collection « Textuelles Univers littéraires ». Le fait que leur théâtre était au programme de l'agrégation et du CAPES d'italien pour les sessions 2011 et 2013 a grandement favorisé l'organisation de tables rondes et de journées d'études qui ont souvent débouché sur des publications. Mais si l'on regarde la riche bibliographie que B. Urbani propose à la fin de son volume, on se rend vite compte que non seulement il manque à l'heure actuelle une monographie pour un public francophone – une lacune que ce livre tente de combler –, mais que de plus, certains des titres italiens les plus significatifs ne sont toujours pas traduits en français comme, par exemple, les trois monographies suivantes dont l'auteure s'est largement inspirée : *La Storia di Dario Fo* de Chiara Valenti (Milan, Feltrinelli, 1977), *Dario Fo : dalla commedia al monologo (1959-1969)* de Simone Soriani (Corazzano, Titivillus, 2007), et *I personaggi femminili nel teatro di Dario Fo e Franca Rame* de Luciana D'Arcangeli (Florence, Cesati, 2009).

L'ouvrage s'articule en trois volets complémentaires. Le premier, « Une carrière picaresque », est une présentation chronologique de l'ensemble de la vie artistique du couple, caractérisée – comme l'auteure le déclare – par un « certain didactisme ». Dans ce panorama chronologique, un certain nombre de thématiques récurrentes sont mises en valeur et seront l'objet d'une étude plus approfondie dans la deuxième partie du volume ; on y retrouve le souci constant de contre-information, l'usage de l'histoire comme métamorphose du présent, l'intérêt pour le Moyen Âge, le lien entre religion et politique, la figure du simple d'esprit, l'importance du comique, du grotesque, de l'absurde, etc. Le plus grand mérite de cette partie est d'offrir de brefs rappels historiques qui servent de chapeau à chaque chapitre et qui introduisent le lecteur dans les différentes périodes sociopolitiques qui ont caractérisé l'Italie

et « inspiré » l'activité du couple telles que le miracle économique des années soixante, les années de plomb et du terrorisme d'État, l'opération « mains propres » et l'ère berlusconienne. Celles-ci sont décrites et commentées par l'auteure de manière à éclairer les enjeux auxquels Fo et Rame sont confrontés. Les deux autres volets, composés d'études déjà publiées, offrent la possibilité aux lecteurs d'apprécier les différentes contributions selon le besoin et l'intérêt du moment, puisque chaque chapitre est indépendant. En revanche, une lecture chronologique du volume met en évidence de nombreuses répétitions et redites qui en affectent quelque peu la cohérence interne.

Dario Fo est ce qu'on appelle en Italie un *attatore* : il est à la fois acteur et auteur, mais surtout un homme de théâtre total qui a consacré sa vie entière à cet art, assumant lui-même toutes les compétences scéniques : acteur, metteur en scène, scénographe, costumier, musicien, peintre et chanteur. Sa vie, avec celle de Franca Rame, est dépeinte par Brigitte Urbani comme une « vaste épopée », comme une « longue pièce de théâtre épique » (p. 11). Né à San Giano, sur le lac Majeur, en 1926, il étudie à l'académie de Brera et à la faculté d'architecture de Milan, où il apprendra les techniques de la peinture qui nourriront l'élaboration de sa grammaire dramaturgique et visuelle. Il commence à se consacrer à la scène en 1952 avec la compagnie *I Dritti*, créée par Giustino Durano et Franco Parenti, qui met en scène ses deux premières comédies : *Il dito nell'occhio* et *I sani da legare*. C'est dans ces années-là que Dario Fo rencontre Franca Rame avec qui il crée, en 1958, la compagnie Fo-Rame, active jusqu'en 1968 et, ensemble, ils se produisent dans les circuits institutionnels du théâtre bourgeois italien. Cette première partie de leur carrière, communément appelée celle du « théâtre bourgeois », représente dans l'économie du volume le deuxième chapitre du premier volet, qui en comporte huit, décrivant de manière chronologique les étapes qui « ont jalonné les soixante années et plus de la vie professionnelle du couple » (p. 11). L'auteure retrace ensuite les événements de la « période rouge » dont la création, en 1968, de l'association Nuova Scena qui se produit à l'intérieur des circuits ARCI (Association récréative culturelle italienne), puis, en 1970, du collectif théâtral *La Comune*, lié aux mouvements d'extrême gauche, et qui se termine avec l'installation de la compagnie en 1973 dans la *Palazzina Liberty* de Milan. Ces trois phases, qui composent les années les plus engagées politiquement de la carrière du couple, sont marquées par trois chefs-d'œuvre auxquels l'auteure consacre une étude approfondie : *Mistero buffo* (*Mystère bouffe*, 1969), *Morte accidentale di un anarchico* (*Mort accidentelle d'un anarchiste*, 1970) et *Non si paga, non si paga!* (*Faut pas payer!*, 1973). En 1979, le couple est contraint de réintégrer le circuit traditionnel du théâtre italien ; c'est le début de ce que l'on nomme la « phase rose », pendant laquelle « les spectacles demeurent engagés, mais l'orientation de type politique est beaucoup moins engagée » (p. 11). C'est à partir de ce moment que Franca Rame s'impose elle aussi comme auteure et « jongleuse », et une large place lui est, à juste titre, consacrée dans le volume.

C'est ainsi que, « sans cesser de travailler avec Dario, elle se démarque en tant qu'actrice et auteure engagée aux côtés des femmes à qui elle prête sa voix, sa parole, son jeu » (p. 129). Son théâtre vieillira moins vite que celui de Fo, parce qu'il est – selon Brigitte Urbani – plus universel et moins lié à l'actualité.

Les études qui composent le deuxième volet, « Joyeuses écritures du passé, écritures satiriques du présent », se concentrent sur les spectacles où l'idée d'un usage détourné de l'histoire, en mettant « le doigt dans l'œil » à l'histoire officielle telle que la racontent les manuels scolaires, se fait de plus en plus présente. De ce fait, « à travers un passé démystifié ou grotesquement manipulé, Dario Fo entend donc démystifier le présent, mais aussi réveiller le spectateur/lecteur, ou du moins l'éduquer » (p. 100). Dans la troisième partie, « Parcours transversaux dans un monde en folie », l'auteure revient sur les spectacles les plus significatifs du couple, cette fois avec une approche thématique, en se concentrant sur certaines techniques dramaturgiques et choix artistiques récurrents qui en font l'originalité : l'importance des prologues, l'idée du théâtre comme outil d'information et de contre-information, l'usage de la folie, la place consacrée au langage du corps, et en particulier à ses parties basses, et enfin la technique du théâtre dans le théâtre, miroir déformant de la société qui permet d'en « accentuer les défauts et révèle des vérités cachées tout en suscitant le rire » (p. 179).

Le couple, si l'on s'en tient au titre du volume, « se place en jongleur des temps modernes, héritier de ceux du Moyen-âge » (p. 41). Le nouveau jongleur devient, dans l'interprétation de l'auteure, « le symbole intemporel et universel de la lutte du peuple contre l'oppression » (p. 45). D'ailleurs, c'est cette même interprétation romantique du jongleur médiéval qui a inspiré la commission suédoise du prix Nobel de littérature quand elle l'attribua à Dario Fo en 1997, affirmant qu'il « tourne le pouvoir en dérision et rend leur dignité aux opprimés », poussant l'auditoire à « prendre conscience des abus et des injustices de la société ». Le théâtre des deux artistes est un théâtre évidemment engagé, mais « à aucun moment le public n'a l'impression d'assister à un meeting déguisé » (p. 5). De ce fait, le volume tend, dans son ensemble, à expliciter et illustrer le fait que le théâtre politique, tel que Fo l'entend, ne se limite pas au contenu, mais que la manière dont ce théâtre est élaboré, produit et diffusé en est l'essence même. Sa fonction est de « dessiller les yeux du public et ouvrir grand son cerveau » (p. 29) pour y enfoncer grâce au rire « les clous de la raison » afin d'éviter « une réception uniquement émotionnelle et cathartique » (p. 41). Notre société, aliénée et aliénante, selon Brigitte Urbani, caractérisée par la corruption, les scandales, l'exploitation, est une société sur le chemin de la folie. « Par chance, de temps en temps quelque fou cherche à ouvrir les yeux aux aveugles et à les sauver malgré eux » (p. 210).

Giulia Filacanapa

CHRISTINE SHAW

The return of the Sienese exiles, 1530-1531

The Sienese exiles driven from their city as the losers in bitter struggles between rival political factions in the 1520s, and claiming to be the nobility of Siena persecuted by a popular regime, succeeded in obtaining the support of Charles V, who ordered the commander of his army in Italy to help them return home. The arguments advanced by the exiles and by the Sienese regime that resisted their return, and by the agents of Charles V in their efforts to negotiate the reinstatement of the exiles or to justify the use of force when negotiations failed, raised questions of justice and equality in government, of property rights (determination not to restore the exiles' confiscated property was one of the strongest motives behind the regime's refusal to accept them back), and of the rights and powers of the emperor in intervening in and imposing reform on the government of the Sienese republic. For the Imperial agents, the restoration of the exiles became an excuse to take and hold a strategically useful city by force, but they failed to convince the emperor that this was justifiable or expedient.

Il ritorno degli esuli senesi, 1530-1531

Gli esuli che erano stati cacciati da Siena a seguito della sconfitta nelle guerre di fazioni politiche lacerarono la città attorno al 1520, si presentarono come nobiltà perseguitata da un governo popolare e riuscirono ad ottenere il sostegno di Carlo V, che ordinò al comandante del suo esercito in Italia di aiutarli a tornare in patria. Gli argomenti avanzati dagli esuli, dal regime senese avverso al loro rientro e dagli emissari di Carlo V, che si sforzavano di far riammettere gli esuli o – una volta fallite le negoziazioni – di giustificare l'impiego della forza, sollevavano problemi riguardanti la giustizia e l'eguaglianza del governo, i diritti di proprietà (una delle ragioni principali per cui il regime non intendeva riammettere gli esuli era, infatti, il rifiuto di restituire le proprietà ad essi confiscate), il diritto dell'imperatore di intervenire nella politica della repubblica di Siena e il suo potere di imporre riforme al governo. Per gli emissari imperiali, il reintegro degli esuli divenne un pretesto per conquistare con la forza il controllo su una città strategicamente importante, ma essi fallirono nel tentativo di convincere l'imperatore che si trattasse di una mossa giustificabile o vantaggiosa.

Le retour des exilés siennois, 1530-1531

Les exilés siennois, chassés pour avoir perdu les luttes entre factions politiques rivales qui déchirèrent la ville dans les années 1520, se présentèrent comme la noblesse de Sienne persécutée par le régime populaire et parvinrent à obtenir le soutien de Charles V, qui ordonna au chef de son armée en Italie de les aider à rentrer chez eux. Les arguments avancés par les exilés, par le régime de Sienne qui s'opposait à leur retour et par les agents de Charles V dans leurs efforts pour négocier la réintégration des exilés ou, à l'échec des négociations, pour justifier l'usage de la force, suscitèrent des questions relatives à la justice et à l'égalité au sein du gouvernement, aux droits de propriété (la volonté déterminée de ne pas restaurer la propriété confisquée aux exilés était l'un des plus puissants motifs du refus du régime de les accueillir à Sienne), ainsi qu'au droit et au pouvoir de l'empereur à intervenir dans les affaires de la République de Sienne et lui imposer une réforme. Pour les agents impériaux, la restauration des exilés devint un prétexte pour prendre et tenir par la force une ville stratégiquement utile, mais ils échouèrent à convaincre l'empereur que cela était justifié ou opportun.

STEFANO DALL'AGLIO

Una voce dall'esilio. Trame politiche, paure e speranze nelle nuove lettere di Lorenzino de' Medici

L'articolo prende lo spunto dal recente ritrovamento di diciassette nuove lettere di Lorenzino de' Medici (1514-1548), assassino del primo duca di Firenze Alessandro de' Medici. Quasi tutti i nuovi documenti, rinvenuti per lo più nell'Archivio di Stato di Firenze, risalgono al periodo dell'esilio di Lorenzino, fuggito da Firenze immediatamente dopo il 'tirannicidio' da lui commesso nel gennaio del 1537. Le missive ci offrono uno spaccato del mondo dell'assassino del duca negli anni da lui trascorsi tra Mirandola, la Francia e Venezia, aprendo una finestra su di una realtà che ci era rimasta in gran parte sconosciuta. Da una parte i molti legami politici e le trame per riconquistare Firenze ordite al fianco dei fuoriusciti repubblicani; dall'altra gli affetti familiari e i problemi pratici legati alla quotidianità della sua difficile vita da esule.

Une voix d'exil. Complots politiques, peurs et espoirs dans les nouvelles lettres de Lorenzino de' Medici

L'article prend appui sur la découverte récente de dix-sept nouvelles lettres de Lorenzino de' Medici (1514-1548), assassin du premier duc de Florence, Alessandro de' Medici. Presque tous les documents, en grande partie retrouvés dans les Archives nationales de Florence, datent d'une période qui correspond à l'exil de Lorenzino. Ce dernier avait en effet dû fuir Florence immédiatement après avoir commis son « tyrannicide », en janvier 1537. Ces missives

nous offrent un point de vue unique sur l'univers de l'assassin au cours de ses années passées entre Mirandola, la France et Venise, et nous permettent d'entrevoir une réalité jusqu'ici inconnue : d'une part, ses nombreuses relations politiques, ainsi que les intrigues visant à reconquérir Florence, qu'il élaborait aux côtés des exilés républicains ; de l'autre, les liens affectifs qui l'unissaient à sa famille, et les problèmes pratiques et quotidiens liés à sa dure condition d'exilé.

An exile's voice. Political plots, fears and hopes in the new letters of Lorenzino de' Medici

The article builds on the recent discovery of seventeen new letters written by Lorenzino de' Medici (1514-1548), the assassin of the first Duke of Florence, Alessandro de' Medici. Almost all the documents, which were largely found in the National Archives of Florence, date from a period that corresponds with Lorenzino's exile. He was forced to flee Florence immediately after having committed this "tyrannicide" in January 1537. These missives give us a unique perspective on the assassin's world during the years that he spent between Mirandola, France and Venice, and allow us to glimpse a hereto unknown fact: on one hand, his numerous political relationships, as well as the plots to re-conquer Florence that he drew up with republican exiles; on the other, the emotional links that united him with this family and the practical and daily problems linked to his difficult situation as an exile.

HÉLÈNE SOLDINI

Un républicain exilé à Venise : Donato Giannotti dans les lettres de « l'amico di Venezia » (1537-1539)

Selon une perspective interne à l'histoire politique florentine, l'ascension au pouvoir de Côme Ier de Médicis en janvier 1537 est considérée comme le chant du cygne de l'opposition républicaine, symbolisé par la défaite militaire des troupes anti-médicéennes à Montemurlo en août. Pourtant, la correspondance de l'espion Bernardino Duretti, chargé de surveiller depuis Venise les réseaux des *fuorusciti* qui se déployaient selon une logique polycentrique à l'échelle de la Péninsule et du continent, incite à lire à nouveaux frais l'histoire de l'exil politique florentin en suggérant que l'année 1537 marque moins une rupture qu'une transformation des pratiques des exilés et des formes de répression du gouvernement ducal. En révélant le rôle de médiateur joué par Donato Giannotti au sein de l'opposition disséminée, les lettres de « l'amico di Venetia » soulignent combien les stratégies de renversement du régime s'inscrivent dans un espace à géométrie variable, de l'intérieur des murs de la cité – grâce à l'alimentation d'intrigues locales – à l'échiquier européen – grâce à l'intervention dans les relations diplomatiques des grandes puissances. Il s'agit donc d'émettre ici l'hypothèse que l'épilogue du *fuoruscitismo* dépend

bien moins d'une histoire strictement florentine que d'une configuration européenne propre aux Guerres d'Italie.

Un repubblicano in esilio a Venezia : Donato Giannotti nelle lettere di « l'amico di Venezia » (1537-1539)

Secondo una lettura della storia politica fiorentina analizzata dall'interno, l'ascesa al potere di Cosimo I de' Medici nel gennaio del 1537 provoca l'uscita di scena dell'opposizione repubblicana, resa tanto più evidente dalla disfatta militare delle truppe antimedicce a Montemurlo in agosto. Il carteggio di Bernardino Duretti, una spia medicea residente a Venezia, ci invita a leggere in chiave nuova la storia dell'esilio politico fiorentino. Le lettere dell'« amico di Venezia », incaricato di sorvegliare le reti dei fuorusciti ramificatesi, secondo una logica policentrica, sia nella penisola che nel continente, suggeriscono di considerare l'anno 1537 non come un momento di rottura, bensì come l'avvio di una trasformazione delle forme di resistenza degli esiliati e degli strumenti di repressione escogitati dal nuovo governo ducale. L'insistenza di Duretti sul ruolo di mediatore assunto da Donato Giannotti fra i gruppi d'opposizione, rivela quanto le strategie di rovesciamento del regime si collochino ormai in uno spazio a geometria variabile, uno spazio che si espande dall'interno delle mura della città – grazie all'istigazione di intrighi locali – compreso lo scacchiere europeo – grazie all'intervento nelle relazioni diplomatiche delle grandi potenze. Si tratta dunque di suggerire che l'epilogo del fuoruscitismo repubblicano si rischiara non alla luce di una storia strettamente fiorentina, bensì alla luce di una configurazione europea tipica delle Guerre d'Italia.

A republican exiled in Venice : Donato Giannotti in the letters of « l'amico di Venezia » (1537-1539)

According to an internal perspective in Florentine political history, in 1537 Cosimo I de Medici is considered to be the swan song for the republican opposition, symbolised by the military defeat of the anti-Medici troops in Montemurlo in August. Nevertheless, the correspondence of the spy Bernardino Duretti, charged with monitoring the fuorusciti networks that unfurled across the peninsula and continent according to a polycentric logic, encourages a fresh rereading of the history of Florentine political exile by suggesting that the year 1537 was less a sign of rupture than a transformation of the practices of exiles and of forms of repression by the Ducal government. By revealing the mediating role played by Donato Gianotti within the fragmented opposition, the letters from "l'amico de Venetia" highlight how the regime's shifting strategies are inscribed in a variable geometric space, from inside the city's walls – as they fed local intrigues – to the European chessboard – thanks to the intervention of the large powers in diplomatic relations. Here, it is thus a matter of hypothesising that the epilogue of the fuoruscitismo depended much less on a strictly Florentine history than on a European configuration unique to the Italian Wars.

CHRISTIAN ZENDRI

Transfughi e fuoriusciti nei De iure belli libri tres di Alberico Gentili (1598)

La riflessione condotta sul problema del transfuga da Alberico Gentili, nel suo capolavoro De iure belli libri tres, testimonia la lunga vitalità della tradizione bartolista, in particolare a proposito della questione dei “fuoriusciti”. Ritroviamo così la dottrina bartoliana nell’identificazione fra transfugae e hostes, come anche nella struttura stessa del pensiero di Gentili sugli esuli in senso proprio, che da Bartolo riceve l’impronta decisiva, sia direttamente, sia, più ancora, per mezzo della tradizione bartolista, da Baldo ad Alciato a Bodin. Da Bartolo, Gentili deriva la sua dottrina sulla capacità giuridica dell’esule, sull’estradizione, e sulla stessa condizione giuridica dei fuoriusciti. Da Bartolo e dal bartolismo egli mutua cioè, per usare una fortunata espressione di Francesco Calasso, un «momento decisivo della “educazione mentale” del giurista moderno».

Transfughi et fuoriusciti dans le De iure belli libri tres d’Alberico Gentili (1598)

La réflexion menée par Alberico Gentili sur le problème du transfuga dans son chef-d’œuvre De iure belli libri tres, témoigne de la longue vitalité de la tradition bartolienne, notamment en ce qui concerne la question des fuoriusciti. Nous pouvons ainsi retrouver la doctrine bartolienne dans l’identification entre transfugae et hostes, ainsi que dans la structure même de la pensée de Gentili sur les exilés au sens propre du terme, qui reçoit de Bartolo son orientation décisive, soit directement, soit – et peut-être plus encore – par l’intermédiaire de la tradition bartolienne, de Baldo à Alciato et à Bodin. Gentili tire de Bartolo sa doctrine sur la capacité juridique de l’exilé, sur l’extradition et sur la condition juridique même des fuoriusciti. En d’autres termes, il emprunte à Bartolo et à sa tradition un « moment décisif de “l’éducation mentale” du juriste moderne », pour reprendre une heureuse formule de Francesco Calasso.

Transfughi and fuoriusciti in Alberico Gentili’s De iure belli libri tres (1598)

The reflection led by Alberico Gentili on the issue of transfuga in his masterpiece De iure belli libri tres testifies to the long-standing vitality of the Bartolian tradition, notably concerning the issue of the fuoriusciti. We can thus find Bartolian doctrine in identification within transfugae and hostes, as well as in the structure of Gentili’s thoughts on exiles in the proper sense of the term. The latter received its decisive orientation from Bartolo, either directly or – and perhaps even more so – through the intermediary of the Bartolian tradition; from Baldo to Alciato and to Bodin. Gentili took his doctrine from Bartolo in terms of the legal capacity of the exiled person, extradition and even the legal condition of the fuoriusciti. In other words, and to quote Francesco Calasso, he borrowed a “decisive moment in ‘mental education’ for the modern jurist” from Bartolo and his tradition.

MANUELA BRAGAGNOLO

Muratori et Castelvetro. État des études et lignes de recherche

La *Vita di Lodovico Castelvetro* (1727) par Lodovico Antonio Muratori est un texte d'un grand intérêt, qui permet de saisir certains aspects inédits du projet muratorien de réforme de la culture, étroitement liés à l'exigence de l'auteur d'une réforme religieuse. La tentative de réhabiliter la mémoire de Castelvetro, qui poussa le biographe à mettre en discussion les notions communes d'hérétique et hérésie, allait de pair avec la proposition, aux lettrés italiens, d'un modèle de liberté et d'excellence que la République des lettres devait recouvrer. Muratori essaya de ressusciter la mémoire de son concitoyen avec la méthode du juriste et l'analyse de l'historien. Les réserves de Muratori sur l'accusation d'hérésie envers Castelvetro et sur les soupçons à la charge de la ville de Modène, suivent, notamment, une source du XVI^e siècle complètement ignorée jusqu'à maintenant, les *Antiqua et recentia Illustrum Virorum Mutinensium Monumenta* du juriste modénais Francesco Forciroli.

Muratori e Castelvetro. Stato degli studi e linee di ricerca

*La Vita di Lodovico Castelvetro (1727) scritta da Lodovico Antonio Muratori presenta svariati motivi d'interesse. Essa permette di cogliere alcuni aspetti inediti del progetto muratoriano di riforma della cultura, strettamente legati all'esigenza dell'autore di una riforma religiosa. Il tentativo di riabilitare la memoria di Castelvetro, che spinse il biografo fino a mettere in discussione la comune nozione di eretico ed eresia, andava, infatti, di pari passo, con la riproposizione, ai letterati italiani, di un paradigma di libertà e di eccellenza, di cui la Repubblica delle lettere doveva riappropriarsi. Fu utilizzando il metodo del giurista e l'analisi dello storico che Muratori tentò di riabilitare la memoria del concittadino. In particolare, le cautele muratoriane rispetto all'accusa di eresia mossa al Castelvetro, si fondano su una fonte cinquecentesca fino ad oggi ignorata, gli *Antiqua et recentia Illustrum Virorum Mutinensium Monumenta* del giureconsulto modenese Francesco Forciroli.*

Muratori and Castelvetro. Status of studies and lines of research

Lodovico Antonio Muratori's Vita di Lodovico Castelvetro (1727) is a very interesting text which allows us to focus on certain unpublished aspects of the Muratorian cultural reformation project, closely linked to the author's demand for a religious reformation. For well-read Italians, the attempt to rehabilitate Castelvetro's memory, which encouraged the biographer to discuss the common notions of heretics and heresy, went hand in hand with the proposition of a model of freedom and excellence that the Republic of Letters had to recover. Muratori attempted to resurrect the memory of his fellow citizen using the methodology of a lawyer and the analysis of a historian. Muratori's reservations about Castelvetro being accused of

heresy and on the suspicions borne by the town of Modena notably follow a 16th century source that until now has been completely ignored: Antiqua et recentia Illustrium Virorum Mutinensium Monumenta by the Modena lawyer Francesco Forciroli.

LAURENT BAGGIONI

La figure de l'exilé et la représentation de l'humaniste : réflexions sur Hans Baron et Leonardo Bruni

Notre compréhension de l'exil politique dans l'Italie de la Renaissance est encore largement tributaire d'une construction du problème par l'historiographie et la sociologie allemandes de la fin du XIX^e et de la première moitié du XX^e siècle. Les travaux de Hans Baron sur Leonardo Bruni (1370-1444) portent la marque d'une vision de l'humaniste modelée sur celle de l'intellectuel déraciné. Cet article entend montrer, à travers une relecture de certains textes de Bruni, que l'exil n'est pas seulement une condition sociologique, mais qu'il est aussi l'objet d'une réflexion politique. Bruni, convoquant certains motifs jusrationalistes liés à la *caritas patriae*, s'efforce ainsi de penser la participation des exilés à la communauté politique, et tend à réduire l'exil à une simple circonstance réversible. La pensée de l'humaniste se distingue ainsi de la simple défense du pouvoir en place ou des intérêts d'une caste, dans sa volonté de créer les conditions d'une mémoire politique pacifiée.

La figura dell'esilio e la rappresentazione dell'umanista: riflessioni su Hans Baron e Leonardo Bruni

La nostra comprensione dell'esilio politico nell'Italia del Rinascimento è ancora ampiamente determinata da un'elaborazione del problema dalla storiografia e la sociologia tedesche della fine del XIX secolo e della prima metà del XX secolo. I lavori di Hans Baron su Leonardo Bruni (1370-1444) sono segnati da una visione dell'umanista modellata su quella dell'intellettuale déraciné. Quest'articolo intende dimostrare, attraverso una rilettura di alcuni testi di Bruni, che l'esilio non è solo per lui una condizione sociologica, ma è anche l'oggetto di una riflessione politica. Bruni, ricorrendo ad alcuni motivi giusnaturalistici legati alla caritas patriae, cerca di pensare una forma di partecipazione degli esiliati alla comunità politica, e tende a ricondurre l'esilio a una semplice circostanza reversibile. Il pensiero dell'umanista si distingue dunque da una mera difesa del potere stabilito o degli interessi di una casta, e mira a creare le condizioni di una memoria politica pacificata.

The figure of the exile and the representation of the humanist: reflection about Hans Baron and Leonardo Bruni

Our understanding of political exile in Renaissance Italy is still largely reliant on a construction of the problem through German historiography and sociology carried

*out from the end of the 19th century and the first half of the 20th century. Hans Baron's works on Leonardo Bruni (1370-1444) reveal a humanist vision modelled on that of the rootless intellectual. Through a rereading of certain texts by Bruni, this article intends to demonstrate that exile is not only a sociological condition but also a subject of political reflection. Bruni, summoning certain natural law motives linked to *caritas patriae*, invites us to think about exiles' participation in the political community, and tends to reduce exile to a simple reversible circumstance. Humanist thought is thus distinguished from mere protection of the regime in power or a caste's interests through its wish to create a pacified political memory.*

ALESSANDRO MONTI

Alcune lettere inedite della legazione di Baldassarre Carducci alla corte di Francesco I (1529-1530)

*La legazione dell'oratore fiorentino Baldassarre Carducci alla corte di Francesco I (1529-1530) è di grande importanza per comprendere gli eventi collegati all'assedio di Firenze, che si svolge in quegli stessi anni: tuttavia, essa ci è in larga parte ignota. Con l'esclusione dei documenti pubblicati nell'Ottocento nelle *Négociations diplomatiques de la France avec la Toscane di Desjardins e Canestrini* (che coprono parzialmente la prima parte del 1529), i rapporti inviati dal Carducci al governo repubblicano di Firenze sono rimasti fino ad oggi inediti, in particolare proprio quelli relativi ai mesi dell'assedio – durante i quali l'ambasciatore continuò insistentemente a sollecitare un aiuto militare o economico di Francesco I alla città toscana. In questa sede, l'autore offre la trascrizione di sei lettere inedite, recentemente rintracciate nell'Archivio di Stato di Firenze, che nel loro insieme contribuiscono a chiarire i retroscena dei rapporti franco-fiorentini negli ultimi mesi di vita della Repubblica.*

Quelques lettres inédites de la légation de Baldassare Carducci à la cour de François I^{er} (1529-1530)

La mission du Florentin Baldassarre Carducci à la cour de François I^{er}, en 1529 et 1530, est d'une importance particulière pour comprendre les événements liés au siège de Florence, qui se déroule au cours de ces mêmes années. Toutefois, on en ignore une grande partie : hormis les documents déjà publiés au XIX^e siècle dans *Négociations diplomatiques de la France avec la Toscane*, de Desjardins et Canestrini, qui couvre en partie l'année 1529, les rapports envoyés par Carducci au gouvernement républicain de Florence sont restés inédits à ce jour, notamment ceux relatifs aux mois du siège – pendant lesquels l'ambassadeur continuait, de manière insistante, à réclamer de François I^{er} son soutien militaire ou économique à la cité toscane. Dans cet article, l'auteur présente la transcription de six lettres inédites récemment découvertes dans les Archivio di Stato di Firenze, documents dont l'ensemble contribue à éclairer le contexte des rapports franco-florentins au cours des derniers mois d'existence de la République.

Some unpublished letters about the diplomatic mission of Baldassarre Carducci at the court of Francis Ist (1529-1530)

Between 1529 and 1530 Florence was besieged by the army of Charles Vth. During the same period the florentine ambassador Baldassarre Carducci was engaged in a diplomatic mission in France, at the court of Francis Ist. Excluding the documents already published in the nineteenth century by Desjardins and Canestrini, the Carducci's mission is largely unknown, and particularly obscure are the letters sent to Florence during the months of the siege. In those months Carducci insistently asked to Francis Ist for a military or economic aid to the tuscan city. The author presents in this article six unpublished letters, recently found in the Archivio di Stato di Firenze, useful to explain the background of relations between France and Florence in the last months of life of the Florentine Republic.



Les auteurs de ce numéro

LAURENT BAGGIONI – Maître de conférences en études italiennes à l'Université Jean Moulin Lyon 3, ses travaux portent sur l'humanisme et le républicanisme florentins de la fin du XIV^e siècle et du début du XV^e siècle. Il est l'auteur d'une thèse de doctorat intitulée « La Forteresse de la raison. Lectures de l'humanisme politique florentin d'après l'*Epistolario* de Coluccio Salutati » (ENS Lyon, 2011).

MANUELA BRAGAGNOLO – Docteure en histoire du droit et de la pensée juridique européenne à l'Université de Trente, Manuela Bragagnolo est lectrice d'italien à l'ENS de Lyon. Ses recherches portent sur la pensée politique italienne entre les XVI^e et XVIII^e siècles, notamment sur la pensée politique et juridique de Lodovico Antonio Muratori, objet de sa thèse de doctorat (soutenue à Trente en 2009), ainsi que sur les liens entre droit, politique et religion dans la littérature juridique du XVI^e siècle.

PAOLA COSENTINO – Docteur ès lettres à l'Université La Sapienza de Rome, elle a consacré ses recherches à la littérature et à la poésie italienne du XVI^e siècle. Elle a notamment publié : *Cercando Melpomene. Esperimenti tragici nella Firenze di primo Cinquecento* (Manziana, Vecchiarelli, 2003) et *Oltre le mura di Firenze. Percorsi lirici e tragici del Classicismo rinascimentale* (même éditeur, 2008). Ses autres travaux portent sur le théâtre tragique du XVII^e siècle et sur le personnage de Judith : *Le virtù di Giuditta. Il tema biblico della "mulier fortis" nella letteratura del '500 e del '600* (Rome, Aracne, 2012). Pour l'Edizione Nazionale delle Opere di Niccolò Machiavelli, elle a édité le « Discorso o dialogo intorno alla nostra lingua » (dans N. Machiavelli, *Scritti in poesia e in prosa*, vol. III/2, Roma, Salerno, 2012).

STEFANO DALL'AGLIO – *Research Fellow* à l'Université de Leeds, ses travaux portent sur les conflits politico-religieux dans l'Italie de la Renaissance, et en particulier sur l'histoire florentine du XVI^e siècle. Il travaille actuellement à un projet de recherche sur les formes orales et écrites de la prédication en Italie au début de l'époque moderne. Son dernier livre, *L'assassino del duca. Esilio e morte di Lorenzo de' Medici* (Florence, Olschki, 2011), reconstruit la figure de l'assassin d'Alessandro de' Medici, duc de Florence, à partir de nouveaux documents d'archives. La version anglaise est en cours de publication (Yale University Press).

LUCIE DE LOS SANTOS – Maître de conférences à l'université de Lille 3 et rattachée au Centre d'études en civilisations, langues et lettres étrangères, ses recherches portent sur l'historiographie et le républicanisme florentins aux XV^e et XVI^e siècles. Elle a publié l'édition française des *Considérations à propos des Discours de Machiavel sur la première décade de Tite-Live*, de Francesco Guicciardini (Paris, L'Harmattan, 1997). Avec Paolo Carta, elle a dirigé le dossier *La République en exil (XV^e-XVI^e siècles)* de *Laboratoire italien*, n°3, 2002.

Les auteurs

ENRICO MATTIODA – Professeur associé de littérature italienne à l'Université de Turin, il a consacré ses premiers travaux à l'histoire de la littérature du XVIII^e siècle – *Il dilettante per mestiere. F. Albergati Capacelli commediografo* (Bologne, Il Mulino, 1993); *Teorie della tragedia nel Settecento* (Modène, Mucchi, 1994) – et dirigé l'édition de plusieurs textes littéraires de cette époque. Il a consacré plusieurs écrits à l'œuvre de Primo Levi : *L'ordine del mondo. Saggio su Primo Levi* (Naples, Liguori, 1998), les Actes du colloque « *Al di qua del bene e del male* ». *La visione del mondo di Primo Levi* (Milan, Franco Angeli, 2000) et *Levi* (Rome, Salerno, 2011). Avec Mario Pozzi, il a écrit *Giorgio Vasari storico e critico* (Florence, Olschki, 2006) ; il a aussi dirigé l'édition des *Poesie* de Giorgio Vasari (Alessandria, Edizioni dell'Orso, 2012).

ALESSANDRO MONTI – Docteur en histoire moderne à l'Université de Pise. Après avoir été journaliste, il enseigne actuellement l'histoire et la philosophie au lycée Il Pontormo d'Empoli. Ses recherches portent essentiellement sur l'histoire de Florence entre le Moyen Âge tardif et le début des Temps modernes, avec une attention particulière pour les événements de la dernière République florentine. Il a entre autres publié : « *Riparo della città* ». *Il castello di Campi nel Trecento*, avec Franek Sznura (Campi Bisenzio, Metropoli, 1997) ; *La guerra dei Medici* (Florence, Nuova Toscana Editrice, 2007) ; *Firenze 1530 : l'assedio, il tradimento* (Florence, Olimpia, 2008) ; et plus récemment, *Il libro dell'imposta di Montacciano, 1306*, avec Vieri Mazzoni (Florence, Aska, 2013).

CHRISTINE SHAW – Membre associée de la faculté d'histoire de l'Université d'Oxford, ses recherches portent principalement sur la société politique de l'Italie de la Renaissance. Parmi ses publications sur l'exil, *The Politics of Exile in Renaissance Italy* (Cambridge, Cambridge University Press, 2000) ; « Ce que révèle l'exil politique sur les relations entre les États italiens », *Laboratoire Italien. Politique et société*, 3 (2002), 13-32 ; « Political exile during the Italian Wars », dans Fabio Di Giannatale éd., *Escludere per governare. L'esilio politico fra Medioevo e Risorgimento* (Milan, Mondadori Education, 2011).

HÉLÈNE SOLDINI – Agrégée d'italien et doctorante en histoire de la Renaissance à l'Institut universitaire européen de Florence, elle prépare une biographie de l'humaniste républicain Donato Giannotti (1492-1573) et ses recherches portent sur le développement de la pensée républicaine florentine au XVI^e siècle. Elle est notamment l'auteur d'un article méthodologique concernant la question de l'écriture biographique, « Donato Giannotti, la construction d'une identité républicaine » (en ligne dans *European Network on Theory and Practice of Biography*), ainsi que de « *Della Repubblica de' Veneziani* de Donato Giannotti, un projet éditorial avorté », dans *Varchi e altro Rinascimento. Studi offerti a Vanni Bramanti*, S. Lo Re et R. Tomasi éd. (Padoue, Vecchiarelli, 2013, p. 579-594).

CHRISTIAN ZENDRI – Chercheur en histoire du droit médiéval et moderne à la faculté de droit de l'Université de Trente, où il enseigne l'histoire des institutions juridiques et politiques de la région du Trentin et du Tyrol (*Storia delle istituzioni giuridiche e politiche della regione trentino tirolese*). Parmi ses publications, nous pouvons citer : Alberico Gentili, *Il diritto di guerra (De iure belli libri III, 1598)*, introduction de D. Quaglioni, traduction de P. Nencini, appareil critique de G. Marchetto et C. Zendri (Milan, Giuffrè, 2008) ; *Éléments d'une définition juridique de l'exil : le Tractatus de bannitis de Bartolo da Sassoferrato (1314-1357)*, *Laboratoire Italien. Politique et société*, 3 (2002), p. 33

Rappels des précédents dossier

- 1 *Le peuple. Formation d'un sujet politique*
sous la direction de Sandro Landi et Ilaria Taddei
2001
- 2 *Magistrature et politique*
sous la direction de Jean-Louis Briquet et Marie-Claire Ponthoreau
2001
- 3 *La République en exil (xv^e - xvi^e siècles)*
sous la direction de Paolo Carta et Lucie De Los Santos
2002
- 4 *La foule en Italie (xix^e - xx^e siècles)*
sous la direction de Laura Fournier
2003
- 5 *Droit et littérature*
sous la direction de Maurizio Cau et Giuliano Marchetto
2004
- 6 *L'épreuve de la nouveauté*
sous la direction de Marie Gaille-Nikodimov, Pierre Girard et Olivier Remaud
2005
- 7 *Philologie et politique*
sous la direction de Christian Del Vento et Jean-Louis Fournel
2007
- 8 *Géographie et politique au début de l'âge moderne*
sous la direction de Paolo Carta et Romain Descendre
2008
- 9 *Les écrivains italiens des Lumières et la Révolution française*
sous la direction de Christian Del Vento et Xavier Tabet
2009
- 10 *Justice et armes au xvi^e siècle*
Sous la direction de Diego Quaglioni et Jean-Claude Zancarini
2010
- 11 *L'antisémitisme en Italie dans le second xx^e siècle*
Sous la direction de Paola Bertilotti et Beatrice Primerano
2011
- 12 *La vie intellectuelle entre fascisme et République. 1940-1948*
Sous la direction de Antonio Bechelloni, Christian Del Vento et Xavier Tabet
2012
- 13 *Risorgimento delle Lettere : l'invention d'un paradigme ?*
Sous la direction d'Aurélie Gendrat-Claudiel, Stéphanie Lanfranchi, Pierre Musitelli et Vincenza Perdichizzi
2013

Achévé d'imprimer en France
par l'imprimerie Jouve
1, rue du Docteur Sauvé, 53 000 Mayenne

N° d'imprimeur :

Dépôt légal : septembre 2014